

REPUBLIQUE DU CAMEROUN

Paix – Travail – Patrie

REGION DE L'EXTRÊME-NORD

DEPARTEMENT DU DIAMARE

COMMUNE D'ARRONDISSEMENT DE
MAROUA 1^{er}



REPUBLIC OF CAMEROON

Peace – Work - Fatherland

FAR-NORTH REGION

DEPARTMENT OF DIAMARE

MAROUA 1^{er} SUBDIVISION
COUNCIL

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE LA COMMUNE DE MAROUA 1^{er}



GREEN SAFE



Réalisé par la Commune de Maroua 1^{er}
Avec l'appui technique de GREEN SAFE
Sur financement du PNDP

Janvier 2016

Sommaire

Résumé du PCD	5
Liste des abréviations,	7
Liste des tableaux	9
Liste des photos	9
Liste des figures	9
Liste des annexes	10
1.INTRODUCTION	12
1.1. Contexte et justification	12
1.2. Objectifs du PCD	12
1.3. Structure du document	13
2.METHODOLOGIE	15
2.1 Préparation de l'ensemble du processus	15
2.1.1. Préparation pédagogique	15
2.1.2 Préparation administrative	15
2.1.3 Préparation au niveau Communal	16
2.1.4 Préparation des diagnostics	16
2.2. Collecte des données	16
2.2.2. Diagnostic participatifs niveau village	16
□ <i>La Préparation</i>	17
□ <i>La Conduite du diagnostic participatif</i>	17
□ <i>La collecte des données GPS</i>	17
2.2.3. Diagnostic de l'espace urbain	17
□ <i>Préparation</i>	18
□ <i>Conduite du diagnostic participatif</i>	18
□ <i>Traitements des données</i>	18
□ <i>La validation des résultats</i>	18
2.2.4. Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)	18
□ <i>Préparation</i>	19
□ <i>Conduite du diagnostic participatif</i>	19
□ <i>Le dépouillement, traitement et analyse des données</i>	19
□ <i>La validation des résultats et identification des axes de renforcement</i>	19
2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie	19
2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources, de programmation	19
2.4.1. Préparation de l'atelier de planification	19
2.4.2 Atelier de Planification, de Mobilisation des ressources et de Programmation	20
2.5. Atelier du Conseil Municipal élargie aux sectoriels	20
2.5.1. Préparation de l'atelier de tenue du COMES	20
2.5.2 Atelier du COMES	21
2.6 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	21
CHAPITRE : III	22
PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE	22
3.Présentation sommaire de la Commune	23
3.1 Localisation de la Commune	23
3.1.2 Description du milieu biophysique	23
3.1.2.1 Climat	23
3.1.2.2. Relief	23
3.1.2.3 Sols	23
3.1.2.4. Hydrographie	23
3.1.2.5. Flore et végétation	24
3.1.2.5. Faune	25
3.1.2.6. Ressources minières	25
3.1.2.7- Atouts et potentialités ; contraintes du milieu biophysique	25
3.1.3. DESCRIPTION DU MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE	25
3.1.3.1. Histoire de la Commune	25
3.1.2.2 Démographie	26
3.1.2.2.1 Taille et structure de la population	26

3.1.2.2.2Groupes ethniques et relations interethniques	28
3.1.2.2.3Religion	28
3.1.2.2.4Mobilité de la population.....	28
3.1.2.2.5 Organisation sociale	29
3.1.2.2.6 Habitats	29
3.1.2.2.7 Système foncier	30
3.1.2.2.8 Acteurs du Développement local.....	30
3.1.3.2Activités économiques	30
3.1.3.3.1Commerce	30
3.1.3.3.2Agriculture.....	31
3.1.3.3.3Élevage et pêche	31
3.1.3.3.4Artisanat.....	32
3.1.3.3.6 Transport.....	32
3.1.3.3.7Activités de transformation	32
3.1.3.3.8Services	33
3.1.3.3.9Autres activités économiques.....	33
3.1.3.3.10Acteurs de développement.....	33
3.1.4Couverture en services sociaux de base et infrastructures par secteur	35
3.1.4.1Éducation	35
a)Éducation de base.....	35
b)Enseignements secondaires	38
c)Enseignement supérieur.....	39
d) L'enseignement professionnel.....	39
3.1.4.2Santé publique	39
3.1.4.3Eau	39
3.1.4.4Énergie	40
3.1.4.5 Infrastructures socio culturelles et sportives	40
3.1.4.6 Travaux publics.....	41
3.1.4.7 Infrastructures commerciales	42
3.1.4.8 Poste et Télécommunication/ Communication	42
3.1.4.9Tourisme	43
3.1.4.10 Principales potentialités et ressources de la Commune de MAROUA 1 ^{ER}	43
4.1. SYNTHESE DU DIC	45
4.1.1 : Gestion des ressources humaines	45
4.1.1.1 Les personnels	45
4.1.1.1.1 Fonctions	45
4.1.1.1.2 Le sexe	46
4.1.1.1.3 L'âge	47
3.1.1.3.4 La formation de base	47
4.1.1.2. Conseillers Municipaux.....	47
4.1.1.3. Exécutif communal	48
4.1.2 Gestion des ressources financières	49
4.1.2.1 Budget annuel sur trois exercices et son utilisation	50
4.1.2.1.2. Etats des recettes	50
4.1.2.1.3. Mécanisme de collecte des ressources financières propres.....	52
4.1.2.2. Structure des comptes administratifs sur trois exercices	52
4.1.2.2.1 Etat des recettes.....	53
4.1.2.2.2. Capacité de mobilisation des recettes propres	53
4.1.2.2.3. Recettes par habitant	55
4.1.2.2.4. Etat des dépenses	56
4.1.2.2.5. Dépenses par habitant	58
4.1.2.2.6. Taux de recouvrement des taxes communales.....	58
4.1.2.2.7 Taux d'investissement	59
4.1.3 Gestion du patrimoine communal	60
4.1.3.2. Modes de gestion du patrimoine communal.....	62
4.1.3.3. Système d'entretien du patrimoine communal	62
4.1.3.4. Gestion des ressources naturelles et valorisation des ressources touristiques	63
4.1.4 Gestions des relations	64
4.1.5 Axes de renforcement de la Commune	67
Plan de renforcement des capacités	69

4.2 Synthèse des données sur le DEUC	70
4.2.1 Synthèse sur les populations vulnérables	70
4.2.2 Synthèse sur les principaux corps de métier	74
4.3 Matrice diagnostic des ressources naturelles et esquisse de PUGDT :	82
4.3.2 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal :	83
4.4 Synthèse des données sur la petite enfance	84
4.5 Synthèse des données sur les changements climatiques.....	86
4.6 Synthèse sur l'économie locale	88
4.7. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur	91
5. PLANIFICATION STRATEGIQUE.....	123
5.1.1Vision et objectifs du PCD	123
5.1.2Objectifs du PCD	123
5.2 Cadre logique par secteur	123
5.3 Coût estimatif du PCD	193
6. PROGRAMMATION	194
6.1. Liste des projets prioritaires par village	194
6.2. Classification des Cantons par ordre de financement.....	197
6.3 Tableau de mobilisation des ressources	197
6.4 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires.....	198
6.4. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	205
6.4.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels.....	205
6.4.1.1 Principaux impacts sociaux potentiels.....	205
6.4.1.2 Principaux impacts environnementaux potentiels	209
6.4.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables	211
6.4.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement	212
6.5 Plan d'investissement annuel (PIA) :.....	213
6.5.1 Programmation annuelle des projets prioritaires	213
6.4 Plan de Passation des marchés du PIA	219
7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION:	232
7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD.....	232
7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation.....	233
7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting.....	234
7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD	235
8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD	237
8.2 Durée de la campagne	240
BIBLIOGRAPHIE	243
ANNEXES.....	244

Résumé du PCD

Conformément à la loi portant sur la décentralisation, le PNDP et les autres acteurs au Développement ont déjà doté toutes les Communes de l'Extrême-Nord d'un Plan de Développement Communal (PDC). Du fait des évolutions survenues en 2012 dans la démarche de planification nationale ces trois dernières années à savoir la prise en compte du Document Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), du Budget programme de la petite enfance, de l'économie locale et des changements climatiques, les PDC élaborés sont devenus obsolètes et nécessitent une actualisation en vue d'un arrimage à la vision 2035 du Cameroun; d'où l'idée de l'actualisation des PDC.

L'actualisation de ces PDC dans les Communes se fait à travers des Organismes d'Appui Local (OAL). La mission spécifique assignée à ces derniers est d'assurer aux bénéficiaires l'appropriation du processus de développement participatif. C'est dans cette perspective que **Green Safe** a été retenu pour accompagner la Commune de Maroua 1^{er} dans le processus d'actualisation de son PDC.

Green Safe est une association à but non lucratif, née de « parents ». Elle a été légalisée le 28 juin 2006 avec pour siège Maroua. Ses activités couvrent les trois régions septentrionales du pays. Elle a pour but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers ses volets d'interventions que sont : la gestion des ressources naturelles, la recherche de la sécurité alimentaire, l'assainissement de l'environnement, le genre et le développement.

L'actualisation du PDC passe par plusieurs étapes à savoir : **le Diagnostic Participatif au Niveau des Villages (DPNV)** qui est une collecte et le traitement des données récoltées par village et ceci pour les 15 villages que compte la Commune **le Diagnostic de l'Institution Communale (DIC)** qui ressort le cadre de la Commune en tant qu'institution par la collecte et l'analyse des données sur ses forces et ses faiblesses en ce qui concerne les ressources humaines et financières, les relations avec les autres partenaires au développement et le patrimoine puis **le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC)** qui identifie les problèmes de l'espace urbain , les différentes activités socio économiques et les difficultés y afférentes . A l'issue de ces travaux, une synthèse des trois diagnostics a été faite et a constitué le rapport consolidé.

Une planification stratégique de développement a été réalisée au travers de l'élaboration de 31 cadres logiques portant sur 28 secteurs clés du développement au Cameroun et sur 03 secteurs transversaux d'un montant **25 465 215 000 FCFA TTC (Vingt Cinq Milliards Quatre Cent Soixante cinq Millions Deux Cent Quinze Mille)**. Les moyens étant limité, il a été procédé à une identification des ressources dont la Commune est sûre de la mobilisation au cours des trois prochains exercices. C'est à partir de ces ressources qu'a été généré un cadre des dépenses à moyen terme d'un montant de **2 114 746 350 FCFA TTC (Deux Milliards Cent Quatorze Millions Sept cent Quarante Six Trois Cent Cinquante F CFA)** assorti d'un plan d'investissement de la première année d'un montant de **1 843 746 350 FCFA TTC (Un Milliard Huit Cent Quarante Trois Millions Sept cent Quarante Six Trois Cent Cinquante francs CFA)** ou plan de campagne du maire. Afin d'assurer un meilleur suivi de la mise en œuvre de ce PCD, un comité communal de suivi a été mis en place. Un plan de communication sur ce PCD a également été élaboré afin de permettre aux différentes parties prenantes d'avoir la bonne information sur la réalisation des activités du plan.

Le travail effectué tout au long de ce processus fait ressortir que la Commune de Maroua 1^{er} objet du présent PCD est située dans la région de l'Extrême Nord, Département du Diamaré. Elle a été créée par Décret Présidentiel N° 2007/117 du 24 Avril 2007 portant création de la Commune de Maroua 1^{er} et dont le ressort territorial couvre l'arrondissement de Maroua 1^{er}. Elle a une superficie de 660 Km² et compte environs 171.832 habitants (estimations de 2014) à partir du RGPH.

Sur la plan de la santé la Commune est couverte par 14 formations sanitaires parmi lesquelles trois (03) hôpitaux (CMAO, CNPS et la garnison militaire) ; sept (07) centres de santé intégrés, trois (03) centres de santé privés, un centre médical universitaire et un cabinet dentaire ; (04)

pharmacies. sur le plan de l'éducation, la Commune compte 20 écoles maternelles avec 2402 élèves et 91 enseignants, 37 salles de classe et 1232 tables-chaises, 57 écoles primaires pour un effectif global de 28 660 élèves et 407 enseignants ; 376 salles de classe et 6 785 tables-bancs, 15 établissements d'enseignements secondaires dont (04) lycées d'enseignement général, un lycée technique, un CETIC, quatre (04) Collèges d'Enseignement Secondaire (CES) et quatre (04) collèges privées pour un effectif global de 10 864 élèves et 437 enseignants ; 197 salles de classe et 3 864 tables-bancs. Au niveau universitaire la Commune est dotée d'une université et de 02 grandes écoles pour un effectif d'environ 10 000 étudiants et 160 enseignants. Au niveau de la formation professionnelle la Commune dispose de 05 écoles à vocation agro pastorales, d'un centre de bilinguisme et de plusieurs autres centres de formation dans les thèmes divers.

Sur le plan de l'eau, la ville de Maroua 1 dispose d'une adduction d'eau qui mesure environ 109,458km/l qui équivalent à plus de 100 kilomètres. Au niveau des villages, il a été identifié 57 puits à ciel ouvert et 127 forages équipés de PMH ; sur le plan de l'énergie, 30 quartiers et villages disposent de l'énergie électrique pour 17 transformateurs, 3703 poteaux, 36 km de moyenne tension, 389 km de basse tension pour 4894 branchements. Pour les autres formes d'énergie, les populations utilisent le bois de chauffe, l'énergie fossile (pétrole et carburants) et de plus en plus de l'énergie solaire pour des besoins divers.

Par ailleurs, la Commune dispose d'un stade de football, un complexe sportif, une bibliothèque municipal, un centre artisanal et de 02 centres multi fonctionnels.

Cette Commune possède de nombreuses potentialités, ressources et atouts (une importante population plus ou moins lettrée, la ville de Maroua est le carrefour de plusieurs destinations touristiques, l'université de Maroua, l'aéroport international de Maroua Salak, un important effectif bovins, caprins et ovins, une importante production agricole...) qui mis ensemble peuvent enclencher son développement intégral. Toutefois, ces atouts et opportunités se heurtent aux problèmes d'insuffisance infrastructurelle, de difficulté d'accès aux services sociaux de base....

Liste des abréviations,

ADD :

AGR : activité Génératrice de Revenu

BAC : Baccalauréat d'enseignement général

BEPC : Brevet d'Etude Physique et Secondaire

BTS : Brevet de Technicien Supérieur

CAC : Centime Additionnel Communal

CAP : Certificat d'Aptitude Physique

CDE : Camerounaise des eaux

CEFAM : Centre de Formation

CEPE : Certificat d'Etude Primaire et Maternel

CES : Collège d'Enseignement Secondaire

CETIC : Centre Technique, Industriel et Commercial

CFJA : Centre de Formation des Jeunes Agriculteurs

CMAO : Centre Médical d'Afrique de L'ouest

CNFZV : Centre National de Formation Zootechnique et Vétérinaire

CNPS : Caisse National de Prévoyance Social

COPIL: Comité de Pilotage

CRA : Collège Régional d'Agriculture

CRC: Cellule Régional de Coordination

CRTV: Cameroon Radiotélévision

CSI : Centre de Santé Intégré

CTD : Collectivité Territoriale Décentralisée

CVUC: Communes et Villes Unies du Cameroun

DEUC: Diagnostic de l'Espace Urbain Communal

DIC : Diagnostic de l'Institution Communal

DPNV : Diagnostic Participatif au Niveau des Villages

DSCE : Document Stratégie pour la Croissance et l'Emploi

ETA : Ecole Technique d'Agriculture

FEICOM : Fond d'Equipement et d'Investissement Inter Communal

GIC: Groupe d'Initiative Commune

GIE : Groupe d'intérêt Economique

GPS : Système d'Information Géographique

ISTAM : Institut Supérieur des Techniques Appliqués et de Managements

MDR : Mouvement pour la Défense de la République

MINEDUB: Ministère de l'Education de Base

MINEPAT : Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire

MINEPIA: Ministère de l'Elevage et de la Production Industrielle de l'Animal

OAL: Organisme d'appui Local

ONG : organisation Non Gouvernemental

PACA : Programme d'Appui à la Compétitivité Agricole

PADDL/GTZ : Programme d'Appui à la Décentralisation et au Développement Local/Gesellschaft Fur Teshnische Zuzamenarbeit

PAM : Programme Alimentaire Mondial

PCD : Plan Communal de Développement

PDC : Plan de Développement Communal

PDR-EN : Programme de Développement Rural de l'extrême-Nord

PNDP: Programme National de Développement Participation

PNVRA : Programme National de Vulgarisation et de Recherche Agricole

RDPC : Rassemblement Démocratique de Peuple Camerounais

RGPH : Recensement Général de la Population et de l'habitat

RM : Receveur Municipal

SDE : Services Déconcentrés de L'Etat

SG : Secrétaire Général

SIG : Système d'Information Géographique

SODECOTON: Société de Développement Cotonnière du Cameroun

TDR: Terme De Référence

UNDP : Union National pour Démocratique et le Progrès

UNICEF :

VSO : Voluntary Services Organisation

Liste des tableaux

Tableau 1: Différentes espèces forestières	24
Tableau 2: Principales espèces fauniques	25
Tableau 3: Profil historique	26
Tableau 4: Répartition de la population	27
Tableau 5: Acteurs internes de développement	30
Tableau 6: Différentes spéculations de la zone	31
Tableau 7: Effectif des bêtes dans la Commune	32
Tableau 8: Les acteurs de développement	34
Tableau 9: Situation de l'Education de base dans la Commune	35
Tableau 10: Situation des enseignements secondaires dans la Commune	38
Tableau 11: Situation des infrastructures électriques dans la Commune	40
Tableau 12: Principaux tronçons routiers de la Commune	41
Tableau 13: Synthèse des principales infrastructures marchandes de la Commune	42
Tableau 14: Principales infrastructures hôtelières de la Commune	43
Tableau 15: Etat des lieux du personnel communal	45
Tableau 16: Etat des lieux des conseillers municipaux	47
Tableau 17: Forces et faiblesses sur les ressources humaines	48
Tableau 18: Tableau d'analyse des finances communales sur les trois dernières années	49
Tableau 19: Budget prévisionnel en grande masse sur les 03 dernières années	50
Tableau 20: Eléments du Budget prévisionnel	51
Tableau 21: Eléments constitutifs des recettes sur les 03 dernières années (fonctionnement)	53
Tableau 22: Capacité de mobilisation des recettes propres	53
Tableau 23: Recettes propres sur les 03 dernières années	55
Tableau 24: Eléments des recettes d'investissement	55
Tableau 25: Eléments des dépenses de fonctionnement	56
Tableau 26: Eléments des dépenses d'investissement sur les 03 dernières années	57
Tableau 27: Taux de recouvrement et Ecarts constatés	59
Tableau 28: Taux d'investissement	59
Tableau 29: Tableau des forces et faiblesses sur la gestion des ressources financières	59
Tableau 30: Etat des biens meubles au 31 décembre 2014	60
Tableau 31: Etat des biens immeuble de la Commune au 31 décembre 2014	61
Tableau 32: Etat du matériel roulant au 31 décembre 2014	62
Tableau 33: Tableau des forces et faiblesses sur la gestion du patrimoine communale	63
Tableau 34: Tableau de synthèse des différentes relations de la Commune	64
Tableau 35: Tableau des forces et faiblesses sur la gestion des relations de la Commune	66
Tableau 36: Etat des lieux des couches vulnérables de la Commune	70
Tableau 37: Synthèse des données sur les couches vulnérables	71
Tableau 38: Situation de référence des corps de métier	74
Tableau 39: Synthèse sur les corps de métier	75
Figure 18 : Carte de gestion durable des terres	83
Tableau 40: Tableau sur la petite enfance	84
Tableau 41: Tableau des changements climatiques	86
Tableau 42: Situation de l'économie locale dans la Commune	89

Liste des photos

La planche photographique 1 présente une séance des travaux de diagnostic	17
Photo 2: Travaux thématique au cours de l'atelier de Planification	20
Photo 3 : Une vue de l'assistance pendant les activités de programmation	20
Photo 4 : Arbre rabougrí nécessitant un remplacement	24
Photo 5 : Illustration d'une plantation d'arbre en bordure de rue	24

Liste des figures

Figure 1: Répartition de la population de la Commune	27
Figure 2: Groupes spécifiques de la Commune	28
Figure 3: Repartition du personnel par type de contrat	46
Figure 4: Repartition du personnel par sexe	46
Figure 5: Repartition du personnel âge	47
Figure 6: Formation de Base du personnel communal	47
Figure 7: Ancienneté du personnel communal	47
Figure 8: Recettes prévues au cours des 03 dernières années	50
Figure 9: Eléments constitutifs du budget sur les 03 dernières années (fonctionnement)	51

Figure 10: Eléments constitutifs du Budget (Investissement)	52
Figure 11: Eléments constitutifs des recettes (fonctionnement).....	53
Figure 12: Eléments des recettes (Investissement)	55
Figure 13: Recettes par habitant sur les trois dernières années.....	56
Figure 14: Evolution de dépenses sur les trois dernières années	56
Figure 15: Eléments des dépenses de fonctionnement en valeurs relatives	57
Figure 16: Eléments des dépenses d'investissement en valeurs relatives	58
Figure 17: Dépenses par habitant sur les 03 dernières années	58

Liste des annexes

ANNEXE 1 : Arrêté préfectoral rendant exécutoire le PCD.....	245
ANNEXE 2 : Délibération municipal approuvant le PCD	246
ANNEXE 3 : Arrêté municipal mettant en place le CCSE	247
Annexe 4 : Fiche de projet du PIA.....	248
Annexe 5 : Composition de l'équipe des facilitateurs (Comité de rédaction)	277
Annexes 6: Listes des équipes des planificateurs ayant conduit le processus	277

INTRODUCTION

1. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

Le Cameroun, dans son approche de réduction de la pauvreté, a souscrit aux objectifs du millénaire pour le développement en septembre 2000 aux Nations Unies. Ces objectifs définissent un ensemble d'actions à mener pour l'épanouissement des populations les plus défavorisées de la planète. C'est dans cette mouvance que le gouvernement camerounais a mis en place, avec l'aide de ses partenaires au développement, un programme dénommé «Programme National de Développement Participatif (PNDP)».

Placé sous la tutelle du Ministère de l'Economie, de la Planification et de l'Aménagement du Territoire (MINEPAT), le PNDP a été mis en place, pour accompagner les communes et leurs communautés dans le processus progressif de décentralisation. Dans sa démarche, le PNDP appuie les communes du Cameroun dans le processus d'élaboration/actualisation des plans communaux de développement.

Le PNDP et les autres acteurs au Développement ont déjà doté toutes les communes de l'Extrême-Nord d'un plan de Développement. Du fait des évolutions survenues dans la démarche de planification budgétaire ces trois dernières années à savoir la prise en compte du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE), du Budget programme et des changements climatiques, les PDC élaborés sont devenus obsolètes et nécessitent une actualisation en vue d'un arrimage à la vision 2035 du Cameroun. Par ailleurs, les Communes d'arrondissements longtemps laissées à la traîne, n'ont cessé de se plaindre de l'absence d'un document qui leurs servirait de boussole; d'où la nouvelle orientation qui est de doter toutes les communes d'arrondissements d'un PCD.

Le mode opératoire dans l'élaboration de ces documents se fait à travers le recrutement des Organismes d'Appui Local (OAL). La mission spécifique assignée à ces derniers est d'assurer aux bénéficiaires l'appropriation du processus de développement participatif. C'est dans cette perspective que **Green Safe** a été retenu pour accompagner la Commune de Maroua 1^{er} dans le processus d'actualisation de son PCD.

GREEN SAFE est une association à but non lucratif, née de « parents ». Elle a été légalisée le 28 juin 2006 avec pour siège Maroua. Ses activités couvrent les trois régions septentrionales du pays. Elle a pour but de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers ses volets d'interventions que sont : la gestion des ressources naturelles, la recherche de la sécurité alimentaire, l'assainissement de l'environnement, le genre et le développement.

L'actualisation du PCD passe par la collecte des données à partir des diagnostics, la planification et la programmation. La collecte des données regroupe le Diagnostic Participatif au Niveau des Villages de la Commune (DPNV), le Diagnostic de l'Institution Communale (DIC) et le Diagnostic de l'Espace Urbain Communal (DEUC).

1.2. Objectifs du PCD

Le présent document (PCD) a pour objectif général de doter la Commune de Maroua 1^{er} d'un outil puissant de décision qui prenne en compte la vision de développement des autorités communales, les aspirations des populations à la base et en même temps, de mettre en place une démarche de planification participative dans l'élaboration des PCD pour les Communes d'arrondissement.

De façon spécifique il est question de :

- Faire un état des lieux de la Commune en ressortant les principaux atouts, contraintes et potentialités/opportunités ;
- Identifier les différentes solutions possibles à la satisfaction des besoins des populations ;

- Elaborer la planification des activités issues de ces solutions aux travers des cadres logiques;
- Définir un cadre des dépenses à court et moyen terme;
- Définir les modalités de mise en œuvre et d'appropriation du PCD de Maroua 1er;
- Définir un plan sommaire de gestion de l'environnement ;
- Définir un plan de communication sur le PCD ;

1.3.Structure du document

Le présent document qui se veut une boussole pour le développement de la Commune de Maroua 1er en vue de l'atteinte de l'émergence en 2035 s'articule autour de :

- Une approche méthodologique ;
- Une présentation sommaire de la Commune ;
- Une synthèse des principaux résultats des diagnostics ;
- Une planification stratégique des activités;
- Une programmation à court et moyen termes de ces activités
- Un plan sommaire de gestion environnementale ;
- Un mécanisme de suivi évaluation
- Un plan de communication sur la Mise en œuvre.

APPROCHE METHODOLOGIE

2. METHODOLOGIE

La démarche méthodologique utilisée pour l'élaboration de ce Plan Communal de Développement (PCD) est celle préconisée par le Programme National de Développement Participatif (PNDP). Dans le respect des **TDR** contenus dans le cahier des charges de l'**OAL** et en collaboration avec le **COPIL**, l'équipe a conduit les travaux depuis la phase de la préparation jusqu'à la production des rapports. La méthodologie utilisée repose sur l'approche participative qui a connu la contribution de toutes les parties prenantes. Les fiches de collecte et les outils utilisés ont été ceux recommandés par la Cellule Régionale de Coordination (**CRC**) du **PNDP**.

Cette démarche vise l'obtention des résultats concrets et de qualité, à travers la prise en compte des avis, des préoccupations et des intérêts de différentes parties prenantes au développement de la Commune. Dans ce processus, l'exécutif communal assure la fonction de maître d'ouvrage, tandis que **Green Safe** assure l'accompagnement.

2.1 Préparation de l'ensemble du processus

Le processus d'élaboration de ce PCD a nécessité les étapes ci-après:

- La recherche de l'adhésion de toutes les parties prenantes au processus de planification;
- La définition des rôles des différentes parties prenantes au processus;
- La manipulation et la participation effective des populations aux différents outils et étapes des diagnostics.

Cette préparation s'est faite à quatre niveaux:

2.1.1. Préparation pédagogique

Cette étape a commencé par la formation régionale des Organismes d'Appui Local dans le contexte de l'actualisation des PDC organisée du 10 au 24 juin 2014 à Mokolo par la cellule régionale du PNDP 'Extrême Nord. Cette formation a permis aux membres de l'équipe technique de **Green Safe** de maîtriser et de s'approprier les outils d'accompagnement des communes dans le processus d'actualisation du PDC. Trois (03) ateliers de restitution ont été organisés dans les locaux de **Green Safe** en vue d'harmoniser le niveau, les aptitudes et la compréhension des animateurs chargés de conduire les différents diagnostics participatifs. Quatre (04) équipes de cinq (05) personnes (dont un facilitateur endogène) ont été constituées pour conduire les différentes phases des diagnostics. Chaque équipe était composée d'au moins un technicien en agriculture, en élevage et/ou en foresterie. A la fin de la formation, en ce qui concerne le diagnostic participatif du niveau village, une planification test a été faite dans un village pour harmoniser le travail de terrain. L'annexe 5 présente la composition des différentes équipes.

2.1.2 Préparation administrative

L'étape de préparation administrative a porté sur les rencontres d'information et de sensibilisation avec l'exécutif communal, les conseillers municipaux et les autorités locales. Il s'est agi surtout:

- D'informer officiellement la tutelle de cette décision d'actualiser le PDC;
- D'identifier et d'informer les divers partenaires impliqués dans le développement de la Commune notamment les autorités traditionnelles; les sectoriels; les élites; les opérateurs économiques œuvrant dans la commune; les organisations non gouvernementales et les autres organisations importantes de la société civile; les autorités religieuses; les acteurs politiques; les communautés à la base.

Ainsi, l'objectif principal a été de préparer et de valider un calendrier de couverture de manière consensuelle avec le Maire, les autorités traditionnelles et religieuses soutenues par leurs populations. Cette collaboration étroite a permis de consolider un plan de couverture des villages, de préparer des rencontres avec les chefs traditionnels, la transmission des notes d'informations.

2.1.3 Préparation au niveau Communal

La préparation du processus d'actualisation du PDC de Maroua 1^{er} au niveau communal a consisté à prendre un contact physique avec l'exécutif municipal, à informer, à sensibiliser les autorités administratives locales et autres parties prenantes de la Commune. Les principales activités déroulées pendant cette phase de préparation au niveau communal sont:

- Présentation de l'équipe complète de **Green Safe** à l'exécutif communal et la validation par ce dernier de la conformité du personnel;
- Examen du cahier des charges de Green Safe ;
- Discussion sur la méthodologie ;
- Présentation du projet de chronogramme détaillé ;
- Sensibilisation et mise en place du comité de pilotage du processus ;
- Préparation de l'Exécutif Municipal à l'identification des sources de financement potentielles à présenter au cours de l'atelier de planification ;
- Préparation et signature de l'arrêté municipal portant création, composition et attribution du comité de pilotage du PCD
- Examen et finalisation du chronogramme détaillé

2.1.4 Préparation des diagnostics

La préparation des diagnostics couvre les types de diagnostic tels qu'inscrit dans la démarche générale à savoir: le diagnostic de l'institution communale (DIC), le diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC) et le diagnostic participatif niveau village (DPNV). Dans cette phase de travail, il s'est agi de l'identification et de la résolution des problèmes d'ordre logistique, hébergement, restauration, etc....; de l'identification des participants à inviter; La préparation des interventions; la préparation des documents de travail; la définition du budget de la partie.

La préparation des diagnostics a permis d'informer et de sensibiliser les différents villages (DPNV), les corps de métier et les groupes vulnérables (DEUC) et l'exécutif communal (DIC) du passage des animateurs conformément aux différents calendriers précédemment négocié et arrêtés.

2.2. Collecte des données

La collecte des informations a visé surtout à identifier les contraintes/problèmes et les atouts/potentialités qui existent dans l'espace communal et au sein de l'institution communale. Il s'est également agi d'identifier, à partir des analyses, des approches et/ou alternatives des stratégies d'interventions et retenir les plus efficientes en termes de pertinence, faisabilité, rentabilité et durabilité: c'est ce qui est convenu d'appeler ici le choix des axes stratégiques de développement de la Commune. La démarche adoptée pour réaliser cette activité est passée par les étapes suivantes: la collecte des données de base auprès des sectoriels, le diagnostic institutionnel communal, le diagnostic de l'espace urbain communal et le diagnostic participatif au niveau village.

2.2.1- La collecte des données de base auprès des sectoriels

La collecte des données auprès des sectoriels a débuté quelques jours après la phase préparatoire, il s'est agi d'avoir une idée sur l'état des lieux de la Commune secteur après secteur. Chaque délégué étant l'interlocuteur indiqué pour son secteur. Des fiches de collectes des données préalablement conçues leurs ont été remises et, les délégués soit ils se faisaient assister par un membre de l'équipe de facilitation, soit ils remplissaient eux mêmes le protocole. Ces fiches et plusieurs autres rapports d'activités ont été exploités avec tout le sérieux possible afin d'avoir une idée globale sur la Commune.

2.2.2. Diagnostic participatifs niveau village

Le diagnostic au niveau village a suivi plusieurs étapes que sont :

- ***La Préparation***

L'objectif de cette étape était de s'accorder avec les acteurs de la Commune sur la méthodologie à utiliser, le calendrier de travail, l'implication et le rôle de chacune des parties mais surtout, de sensibiliser la population pour leur adhésion massive. .

- ***La Conduite du diagnostic participatif***

Deux équipes ont été constituées à cet effet et chacune a séjourné pendant trois jours dans chaque village de sa zone d'intervention. Pendant les trois jours passés dans le village, l'équipe a déroulé avec les populations lors des assemblées villageoises et des travaux de groupes les outils majeurs de la MARP notamment la carte participative du village, la carte des ressources naturelles, le diagramme de Venn, l'Interview Semi Structurée, le transect, le profil historique, les matrices d'analyse simple (Causes-Effets et Moyens-Fins), le tableau des solutions endogènes et une planification stratégique de ces solutions.

- ***Le Traitement et validation des résultats***

Après les différentes phases de travaux (sous groupes, plénière) dans chaque village, un comité de concertation était toujours mis en place afin de porter le plan d'action pour les solutions endogènes programmées. Les résultats obtenus ont toujours été restitués au comité de pilotage pour validation avant la clôture des travaux.

La planche photographique 1 présente une séance des travaux de diagnostic.



➤ **La collecte des données GPS**

Le pointage au GPS des infrastructures socio-collectives a été effectué par une équipe de 02 animateurs de Green Safe. L'opération consistait à faire des levées de type XYZ degré décimal. L'équipe a parcouru tout l'espace communal pointant les écoles, les centres de santé, les forages, les puits, les mares, les lacs et les chefferies. Les coordonnées ainsi marquées sont relevées dans une fiche où sont également décrites les caractéristiques des infrastructures, les dates d'acquisition, les sources de financements de l'infrastructure. La transcription de ces données GPS dans le pro-logiciel ADP et dans Excel a mis fin à cette phase.

2.2.3. Diagnostic de l'espace urbain

La collecte des informations a débuté auprès des sectoriels, des conseillers municipaux du siège, des autorités traditionnelles, des représentants de la société civile et des personnes ressources de la Commune. Les entretiens ont permis à l'équipe de mieux approfondir la collecte des informations commencée lors de la visite guidée ; de mieux cibler les différents corps de métier et les couches vulnérables. A la fin, un fichier définitif des corps de métier et des couches vulnérables a été élaboré.

Il s'est agi ici de collecter des informations relatives à la ville, siège de la Commune dans les domaines socio-économique, biophysique, démographique et sur l'occupation des sols de l'espace urbain de la Commune, la description et la caractérisation des infrastructures par secteur, les principaux corps de métiers et des couches vulnérables de la Commune.

- ***Préparation***

L'objectif de cette étape était de s'accorder avec les acteurs de la Commune sur les objectifs et la méthodologie de réalisation du DEUC, du calendrier de travail, de l'implication et des rôles de chacun. Il s'est agi aussi de la délimitation de l'espace urbain communal à partir d'une décision municipale portant délimitation de cet espace.

- ***Conduite du diagnostic participatif***

Ce diagnostic a débuté par la reconnaissance du milieu urbain à travers une visite guidée de la ville pour identifier les différents quartiers de la ville avec leurs unités de paysages, les limites de la zone urbaine ; bref de réaliser une sorte de Transect pour aider le technicien à avoir une première information sur la ville. La collecte des informations de base commencée auprès des sectoriels s'est approfondie auprès des projets et programmes et les partenaires de l'Etat existant dans la ville et quelques ONG (intervenant dans la ville). A la fin de ces entretiens, un fichier définitif des corps de métier et des couches vulnérables a été élaboré.

Des séances d'entretien avec les couches vulnérables et corps de métiers ont permis de collecter leurs différents problèmes/contraintes; mais aussi de connaître leurs atouts/potentialités.

- ***Traitements des données***

A la fin de ces différentes collectes de données, l'équipe a fait la synthèse des problèmes/contraintes et atouts/potentialités de la ville en général secteur après secteur avant de descendre en assemblée pour leurs analyses. Au vu du nombre très élevé et de la dispersion des parties prenantes, cinq (05) lieux pour les ateliers d'analyse ont été retenus pour le regroupement des corps de métier et couches vulnérables. Chaque personne était libre d'assister à ses séances de travail en fonction de sa disponibilité. Avec l'appui de quelques sectoriels (DDAS, DDPMEESA, DDHDU, DDCOMMERCE) ; des ONG (ALDEPA, ASSEJA) ; les représentants des associations et syndicats ; les conseillers municipaux du siège ; les membres du COPIL et les autres personnes (corps de métier, couches vulnérables...), les problèmes/contraintes collectés ont été analysés et des solutions ont été proposées.

- ***La validation des résultats***

Cette étape a consisté à présenter et à soumettre à l'appréciation des sectoriels et aux autres acteurs impliqués, les résultats issus du diagnostic au cours d'un atelier de validation des résultats organisé le 18 septembre 2015 dans la salle de délibération de la Commune de Maroua 1er. Au cours de cet atelier avec les sectoriels, le COPIL et l'exécutif, Green Safe a exposé les résultats de son travail dans le sens de recueillir des propositions des observations, des commentaires et des amendements en vue de l'amélioration du contenu du travail effectué.

2.2.4. Diagnostic Institutionnel Communal (DIC)

Le diagnostic institutionnel de la commune a permis de:

- Recueillir et documenter les informations liées à la situation administrative, financière, patrimoniale et celle des ressources humaines de l'institution communale;
- Analyser et décrire la structure et le mode de fonctionnement des organes de la commune;
- Analyser les relations entre l'institution communale et les acteurs publics et privés du développement au niveau local;
- Identifier les forces et faiblesses de l'institution communale à travers une autoévaluation faite par l'équipe communale (élus et personnel);
- Identifier les principaux axes/actions de renforcement de la Commune en vue de la maîtrise du rôle et des compétences qui lui sont confiées par la loi.

La conduite du processus s'est déroulée en quatre étapes principales: la préparation; le diagnostic participatif; le dépouillement, le traitement et l'analyse des données; la validation des résultats et l'identification des axes de renforcement

- **Préparation**

L'objectif global de cette étape était de s'accorder avec les acteurs de la Commune de Maroua 1^{er} sur les objectifs et la méthodologie de réalisation du diagnostic institutionnel communal, du calendrier de travail, de l'implication et des rôles de chacun.

- **Conduite du diagnostic participatif**

C'est la collecte des données proprement dite. Son déroulement s'est fait de manière itérative et participative. Cette démarche, qui reste flexible et perfectible, a permis d'associer les différents membres de l'équipe communale (l'exécutif communal, les conseillers municipaux du siège et le personnel communal) et d'autres personnes ressources. Deux techniques principales ont été utilisées durant le processus. L'une caractérisée par la réflexion et l'autoanalyse en groupes et l'autre par les entretiens bilatéraux ou en groupes restreints des participants. Cette démarche a permis d'identifier les forces et les faiblesses de la Commune.

- **Le dépouillement, traitement et analyse des données**

Après la phase de diagnostic, les données collectées ont été organisées et synthétisées, ce qui a permis de vérifier l'existence des toutes les informations recherchées et la pertinence des informations collectées. Il a été procédé à la triangulation des différentes sources d'information explorées. L'analyse des données collectées a permis de préparer la séance de restitution et d'identifier quelques points qui ont nécessité des clarifications (informations absentes ou incomplètes, incongrues et non homogènes).

- **La validation des résultats et identification des axes de renforcement**

Cette étape a eu lieu au cours d'un atelier qui s'est tenu le 18 septembre 2015 dans la salle des actes de la Commune de Maroua 1^{er}. Elle a consisté à présenter et à soumettre à l'appréciation de l'exécutif communal, aux conseillers, aux personnels et autres acteurs impliqués, les résultats issus du diagnostic. Il s'est agi également de la validation et de l'identification des principaux axes et activités de renforcement de la Commune. Pour la validation des données collectées, des exposés ont été présentés en fonction des domaines du diagnostic (Ressources humaines, financières, patrimoniales, gestion des relations) en vue de recueillir des propositions d'amendements et de validation des résultats. Les travaux en focus groupes ont permis d'identifier des axes de renforcement des capacités de la commune afin d'améliorer ses performances.

2.3. Consolidation des données du diagnostic et cartographie

La consolidation des données a consisté à mettre en commun les résultats issus des différents diagnostics. Elle a été réalisée par l'équipe technique de Green Safe. Les données ainsi consolidées ont été restituées et validées par le comité de pilotage (COPIL) et l'exécutif communal en date du 18 septembre 2015 dans la salle de délibération de la Commune de Maroua 1^{er}. A partir des données géo référencées, un système d'informations géographiques de la Commune a été monté avec pour objectif à terme d'élaborer les cartes thématiques de la Commune ; outils importants de prise de décisions.

2.4. Atelier de planification, de mobilisation des ressources, de programmation

2.4.1. Préparation de l'atelier de planification

L'organisation d'un atelier impliquant plusieurs parties prenantes nécessite une préparation particulière. C'est une phase qui a débuté juste après l'atelier de validation des données consolidées et qui s'est étendue sur plusieurs mois (dans la mesure où l'atelier a connu plusieurs revois). Il a consisté en :

- L'élaboration des termes de référence ;

- La préparation pédagogique et technique axée non seulement sur l'élaboration et l'harmonisation des cadres logiques par l'équipe d'experts, mais aussi sur les moyens de restitution de ceux-ci afin d'en garantir la pleine réussite ;
- La mise à disposition des sectoriels territorialement compétents des cadres logiques élaborés pour appréciation. Les données consolidées sur l'existant et les besoins en infrastructures ont également été mises à leur disposition pour validation ;
- L'identification des participants,
- L'élaboration des invitations et leur ventilation



Photo 2: Travaux thématique au cours de l'atelier de Planification

2.4.2 Atelier de Planification, de Mobilisation des ressources et de Programmation

L'atelier de planification s'est tenu du 12 au 14 janvier 2016. Il a consisté à la restitution et la validation le premier jour du tableau des besoins consolidés et des cadres logiques sectoriels. Ce travail a été effectué par groupes thématiques (secteurs productif, sociaux, infrastructurels et sécuritaire) constitués de sectoriels, des conseillers et des représentants de la société civile.

Les travaux se sont poursuivis le deuxième jour avec la présentation des ressources mobilisables par le maire suivi de la programmation par le conseil municipal des micro projets à réaliser pendant les trois prochaines années sur la base de l'ordre de financement des cantons/villages et de la liste des projets prioritaires des villages.

Le troisième jour a été consacré à l'élaboration du cadre sommaire socio-environnemental des microprojets du CDMT, du plan de passation de marché du PIA et du plan de communication.



Photo 3 : Une vue de l'assistance pendant les activités de programmation

2.5. Atelier du Conseil Municipal élargie aux sectoriels

2.5.1. Préparation de l'atelier de tenue du COMES

C'est une phase qui s'est déroulé du 15 au 25 Mai. Elle a consisté en :

- L'élaboration des termes de référence ;
- La préparation pédagogique et technique qui a consisté à l'intégration des observations des sectoriels sur les cadres logiques émis lors de l'atelier de Planification et la rédaction du PCD par l'équipe de facilitation ;
- La mise à disposition des sectoriels territorialement compétents des cadres logiques amendés pour appréciation;
- L'identification des participants,
- L'élaboration des invitations et leur ventilation

2.5.2 Atelier du COMES

L'atelier du COMES s'est tenu le 08 Juin 2016. Il s'est agi pendant cette étape de présenter et de soumettre à l'appréciation du Conseil municipal et des sectoriels présents, le plan communal rédigé et enrichi. Le déroulement des activités a consisté dans un premier temps à la présentation des cadres logiques aux sectoriels, afin de procéder aux dernières vérifications en vue de la validation de ces derniers par les sectoriels. Quelques observations ont été faites par certains sectoriels et celles-ci ont été intégrées par l'équipe des facilitateurs. Les sectoriels ont par la suite, chacun apposé sa signature et son cachet sur le cadre logique en guise de validation. Dans un second, il a été question d'évaluer le document de fond en comble. Cette évaluation a passé en revu toutes les étapes et tous les aspects du PCD. Des observations mineures ont été faites qui ont été intégrées séance tenante. L'équipe d'évaluation (constituée des sectoriels, des membres de la société civile, des élites et des conseillers municipaux) a jugé le travail acceptable et la soumis au Conseil Municipal pour validation. La délibération N° XXX/DM/C/MRA a été prise en guise de validation dudit PCD.

2.6 Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Au cours de l'atelier du COMES, les membres du Comité Communal de Suivi Evaluation ont été installés. Cette installation fait suite à l'arrêté communal N° **XX** du XXX 2016 portant désignation des membres du CCSE. Ceux-ci ont été choisis parmi les représentants des associations des communautés à la base, des chefs traditionnels, du conseil municipal, de l'exécutif et des membres de la société civile ayant eu un rôle propondérant pendant le déroulement des activités. Ils ont pour missions de veiller à la mise en œuvre des activités du PCD de la Commune de Maroua 1er à travers un suivi minutieux des activités.

CHAPITRE : III

PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

3. Présentation sommaire de la Commune

3.1 Localisation de la Commune

La Commune de Maroua 1^{er} est située dans la région de l'Extrême Nord, Département du Diamaré. Elle a été créée par Décret Présidentiel N° 2007/117 du 24 Avril 2007 portant création de la Commune de Maroua 1^{er} et dont le ressort territorial couvre l'arrondissement de Maroua 1^{er}.

La Commune de Maroua 1^{er} a une superficie de 660 Km² et compte quatre (04) chefferies de 2^e degré (Katoual, Salak, Zokok Laddéo et Meskine) en milieu rural et un espace urbain qui se réfère traditionnellement au lamidat de Maroua situé dans la Commune de Maroua 2^{ème}. Ces entités traditionnelles comptent 119 villages ayant à leur tête des Djourous dont : 28 dans le canton de Katoual, 19 dans le canton de Zokok Laddéo, 23 dans le canton de Salak, 37 dans le canton de Meskine et 12 quartiers constituent l'espace urbain. Ces villages ont été regroupés en quinze (15) pôles de développement.

La Commune de Maroua 1^{er} est limitée:

- Au Nord par les arrondissements de Maroua 2^{ème} et de Meri ;
- Au Sud par les arrondissements de Mindif et de Moutourwa;
- A l'Est par l'arrondissement de Maroua 3^{ème} ;
- A l'Ouest par les arrondissements de Gazawa et de Ndoukoula.

3.1.2 Description du milieu biophysique

3.1.2.1 Climat

Le climat de Maroua 1^{er} est de type soudano-sahélien caractérisé par deux saisons: une saison des pluies, de plus en plus courte, aux précipitations mal réparties dans le temps et dans l'espace, elle dure généralement 4 à 5 mois; et une saison sèche qui dure 7 à 8 mois.

Le volume pluviométrique annuel oscille autour de 850 à 1000 millimètres. Les amplitudes thermiques journalières sont assez variables, elles vont généralement de 20 à 45°C (elles ont atteints 47°C en Mars 2013 alors que la différence entre la température moyenne des mois les plus chauds (mars-avril) et celles des mois les plus froids (juin-décembre) est de l'ordre de 10°C). Ces incertitudes climatiques contribuent pour beaucoup à la dégradation du cadre et des conditions de vie des communautés.

3.1.2.2. Relief

Le relief de la Commune de Maroua 1er est d'une relative platitude perturbé par quelques montagnes à l'instar de la colline de Makabaye.

3.1.2.3 Sols

Les sols du milieu sont très diversifiés. On y trouve des sols à texture argileux ; des sols dits « hardé », nus et très lessivés ; les sols à texture sablo argileux, sablo limoneux le long des bords des mayos.

3.1.2.4. Hydrographie

La Commune de Maroua 1^{er} est traversée par deux (02) mayo : Le mayo Tsanaga qui prend sa source dans les montagnes du département du Mayo Tsanaga et Le Mayo Kaliao qui prend sa source dans les montagnes de Meri et ses environs ;

Ces cours d'eau sont irréguliers et à sec pendant une bonne partie de l'année. Leur écoulement de surface ne dure que trois à quatre mois de la saison de pluies (de juillet à octobre). Ils traversent la Commune et se divisent en plusieurs petits mayo que sont le mayo de Ziling ; de Mayel Dengesdji. Les berges de ces cours d'eau présentent des phénomènes de dégradation accélérée.

Maroua 1^{er} étant située sur un terrain relativement plat, ces cours d'eau servent de canaux d'assainissement naturel. Situation qui est à l'origine de sérieux problèmes sur les infrastructures urbaines. Ces problèmes se présentent comme suit :

- Les lits des mayos sont constamment envahis par du sable, ce qui réduit leur capacité à évacuer les eaux de ruissellement et provoquent des débordements qui causes des désagréments très importants sur les biens et les personnes ;
- Ils limitent les déplacements entre certains quartiers ;
- Ils provoquent la destruction des ponts et radiers, à l'instar du radier à la sortie de Maroua par Mindif et le pont sur le Mayo Kaliao pour ne citer que ceux la.
- Les berges des « Mayo » ne sont pas protégées et subissent un phénomène d'érosion inquiétant pour les habitations (cas de la bibliothèque municipale).

3.1.2.5. Flore et végétation

Dans la ville de Maroua 1^{er}, les abords des rues sont bordés de grands arbres (à dominance le Neem) qui gardent leur feuillage même pendant la période la plus rude de la saison sèche. Ce qui donne à Maroua 1^{er} un aspect de ville sous couvert végétal. Cependant, ces plantations ont besoin d'être mieux gérées et étendues.

En effet, la croissance de la population de Maroua 1^{er} a des conséquences inévitables sur la dégradation de son environnement physique : les



Photo 4 : Arbre rabougri nécessitant un remplacement



Photo 5 : Illustration d'une plantation d'arbre en bordure de rue

forêts qui servaient de rempart contre les vents violents et de réserve nourricière pour la population disparaissent progressivement. L'occupation des terres pour les cultures et l'habitat et, surtout, la demande en bois-énergie sont ainsi responsables d'une situation de plus en plus alarmante (avancée du désert, insécurité alimentaire). De ce fait, on assiste à la disparition progressive de la foresterie urbaine. De plus, il n'existe pas un plan de gestion ou un guide de gestion de ces arbres de la ville ; ce qui est à l'origine du vieillissement des arbres et par ricochet des accidents de route du fait de la chute des branches d'arbres.

Dans le reste de la Commune, la végétation dominante est la savane arbustive caractéristique de la zone soudano sahélienne. La flore est assez diversifiée. On y rencontre les espèces comme le Faidherbia albida, le Ziziphus Mauritania, le Tamarindus Indica, l'Acacia Seyal... certains de ces plantes sont utilisées dans la pharmacopée traditionnelle.

Tableau 1: Différentes espèces forestières

Nom local	Nom scientifique	Usage
Neem	Azadirata Indica	Pharmacopée
Tamarinier	Tamarindus Indica	Alimentation
Acacia	Acacia Seyal	Gomme arabique
Cacia	Cacia Séamia	Bois d'œuvre
Jujubier	Ziziphus Mauritania	Alimentation
Faidherbia	Faidherbia Albida	Fertilisation du sol
Baobab		Alimentation
Moringa	Moringa Oléiféra	Alimentation

Source : DDOF pour le Diamaré (2014)

3.1.2.5. Faune

La faune sauvage est en voie de disparition. Les espèces présentes sont les reptiles, oiseaux, rats, écureuil et insectes.

Tableau 2: Principales espèces fauniques

Espèces	Nom scientifique
Céphalophe de grimm	Sylvicarpa grimmia
Gazelle à front roux	Gazella rufifrons
Phacochère	Phacoherus africanus
Porc-épic	Hystrix cristata
Ecureuil fousisseur	Euxerus erythropus
Lièvre aux oreilles de lapin	Leppus saxatilia
Varan	Varanus exanthematicus
Python canin	Python caanina

Source : DDOF pour le Diamaré (2014)

3.1.2.6. Ressources minières

Les ressources naturelles dans la Commune de Maroua 1er ne sont pas assez diversifiées. Il y a du sable à profusion dans les mayos, les pierres sur les différentes montagnes. D'ailleurs, certaines de ces pierres sont exploitées de façon artisanale à Makabaye.

3.1.2.7- Atouts et potentialités ; contraintes du milieu biophysique

- ❖ L'environnement biophysique de la Commune de Maroua 1^{er} présente plusieurs avantages mais aussi des contraintes, **Atouts et potentialités**

La Commune de Maroua 1^{er} dispose d'un espace relativement plat, favorable aux constructions. Les sols des abords des mayos sont favorables aux cultures maraîchères. Elle dispose en outre d'une végétation parsemée qui procure de l'ombre même en saison sèche (surtout dans la ville). Par ailleurs, la Commune de Maroua 1^{er} regorge de quelques ressources naturelles à l'instar du sable dans les Mayo et d'une carrière de pierre à Makabaye.

- ❖ **Contraintes**

Bien que présentant des avantages divers, le milieu biophysique de la Commune de Maroua 1^{er} a des contraintes non négligeables :

- Le relief de Maroua 1^{er} est relativement plat, avec plusieurs cours d'eau qui provoquent des crues en saison des pluies, l'un des grands obstacles à son expansion et sa croissance demeure le mauvais drainage des eaux. Ceci pose des problèmes d'urbanisme et d'assainissement;
- Le couvert végétal ne dispose pas d'un plan de gestion ou un guide de gestion de ces arbres de la Commune, d'où le vieillissement des arbres avec parfois des chutes des branches qui perturbent la circulation et provoquent parfois même des pertes en vie humaine ;
- Les berges des cours d'eau dans la Commune présentent des phénomènes de dégradation accélérées dus aux constructions non contrôlées le long des cours d'eau, à la pollution des cours d'eau par les déchets solides et liquides et à l'exploitation abusive des abords des cours d'eau pour les cultures.

3.1.3. DESCRIPTION DU MILIEU SOCIO-ECONOMIQUE

3.1.3.1. Histoire de la Commune

La Commune d'arrondissement de Maroua 1^{er} est située dans le Département du Diamaré, Région de l'extrême Nord. Elle a été créée par le décret présidentiel N° 2007/117 du 24 Avril 2007 portant création de la Commune de Maroua 1^{er} et dont le ressort territorial couvre l'arrondissement de Maroua 1^{er}. Tout au long de sa jeune histoire, cette Commune a été dirigé par le Maire actuel Hamadou Hamidou qui est à sa deuxième mandature.

Maroua fut créée vers les années 1600, par les Moufou qui habitaient les versants orientaux des massifs de la place. Par la suite, les Guiziga des suites de migrations successives descendent du Soudan en passant par Maidougouri et Lagos à la recherche de meilleures conditions de vie vers

les années 1680. Ils refoulent les Mofou et installent leur chefferie : Bi **Marva**. Ces derniers s'installèrent sur la montagne de Doualaré. Autour de cette montagne, on trouvait des petits cailloux blancs appelés « marva » en Guiziga qui signifie « jurer » car utilisés pour trancher les différents litiges. Alors la localité pris le nom de « MARVA ».

Puis, arrivèrent les foulbés, vers la fin du 15^{ème} siècle. Puisqu'ils n'arrivaient pas à prononcer "marva", ils transformèrent alors cette appellation en « Maroua » d'où l'actuel nom.

Une guerre tribale entre les foulbés (qui voulait imposer leur domination) et les Guiziga fut à l'origine de la dispersion de ces derniers sur la plaine.

Avec le temps, la population s'est agrandie et, dans le but de rapprocher l'administration de ses administrés, le Décret N° 2007/117 du Président de la République du 24 Avril 2007 à éclaté Maroua en 03 parties d'où Maroua 1^{er}. Le tableau ci-dessous récapitule quelques événements marquants de l'histoire de la ville.

Tableau 3: Profil historique

Date/période	Événement	Impacts
Vers 1600	Arrivée des Moufou	Création du territoire
Vers 1680	Arrivée des Guiziga	Dénomination de « Marva » à la localité
Fin 15 ^{ème} siècle	Arrivée des foulbés	Changement de la dénomination « Marva » en « Maroua »
1700 - 1880	Guerres tribales entre les différentes ethnies (Moufou, Guiziga, Foulbés)	Elargissement de la localité
1884 - 1901	Arrivée des allemands Bataille IBBA SANGUE	Grande bataille entre les foulbés et les allemands. Domination allemande et perte de la souveraineté des foulbés
1884 - 1918	Première guerre mondiale	Bataille entre les allemands et les troupes alliées ouverture des premières écoles et développement de la ville
1918 - 1959	Installation françaises	Développement de la ville, ouverture des écoles, introduction des cultures, implantation de la SODECOTON
1960 -	Indépendance du Cameroun Création département du Diamaré, arrondissement de Maroua	. Développement de la ville
Avril 2007	Création de Maroua 1 ^{er} .	Augmentation du nombre d'administration
Juin 2007	Premières élections municipales et élection du nouveau maire de maroua 1 ^{er}	Accélération du développement de Maroua 1 ^{er}
2008	Création de l'université de Maroua	Accroissement brusque de la population et ses corolaires.
Septembre 2014	Election municipale	Réélection du maire

Source : Enquête de terrain

3.1.2.2 Démographie

3.1.2.2.1 Taille et structure de la population

Maroua 1^{er} connaît depuis une décennie, une croissance importante de sa population. La population est passée de 60.000 en 2005 (RGPH, 2005) à 171.832 habitants en 2014. Cette augmentation est liée d'une part à un taux d'accroissement annuel de 3,2% et d'autre part à la création de l'université de Maroua et des activités connexes qui s'y sont greffées.

Cette croissance démographique de la population de Maroua 1^{er} a des conséquences inévitables sur la flore : les forêts qui servaient de rempart contre les vents violents et de réserve nourricière pour la population disparaissent progressivement. L'occupation des terres par les cultures et l'habitat et, surtout, la demande en bois-énergie sont ainsi responsables d'une situation de plus en plus déplorable (avancée du désert, insécurité alimentaire).

Tableau 4: Répartition de la population

N°	Village/quartier	Ensemble de la population			Groupe spécifique					
		Hommes	Femmes	Total	Nourrissons (0-35 mois) (10,7%)	Population cible du PEV (0-59 mois) (16,9%)	Population d'âge préscolaire (4-5 ans) (6,3%)	Population d'âge scolaire dans le primaire (6-14 ans) (23,4%)	Adolescents (12-19 ans) (18,5%)	Population des jeunes (15-34 ans) (34,7%)
1	Maroua Urbain	52 764	53 871	106 635	11 409	18 021	6 718	24 953	19 727	37 002
2	Katoual	2 906	2 972	5 878	614	994	370	1 375	1 087	2 040
3	Zébé	1 017	993	2 010	206	340	127	470	372	697
4	Maza Ouro Bah	1 325	1 312	2 637	287	445	166	617	488	915
5	Dengui	3 142	3 202	6 344	658	1 072	400	1 484	1 174	2 201
6	Mayel Bei	921	824	1 745	194	295	110	408	323	606
7	Gaklé	2 103	3 576	5 679	621	960	358	1 329	1 051	1 971
8	Zokok Laddéo	659	622	1 281	142	217	81	300	237	445
9	Meskine	5 973	6 196	12 169	1 297	2 057	767	2 848	2 251	4 223
10	Dakar	1 170	1 246	2 416	260	408	152	565	447	838
11	Palaoudi	1 198	1 137	2 335	248	395	147	546	432	810
12	Doyang	1 952	1 988	3 940	423	667	248	922	729	1 367
13	Yoldéo-Salak	1 199	1 185	2 384	259	401	150	558	441	827
14	Salak Gtré	2 789	2 634	5 423	580	916	342	1 269	1 003	1 882
15	Ngassa	982	975	1 957	210	331	123	458	362	679
16	Makabaye	3 636	5 363	8 999	957	1 521	567	2 106	1 665	3 123
	Total	83 736	88 096	171 832	18 365	29 040	10 826	40 208	31 789	59 626

Source : Enquête de terrain Green Safe 2015

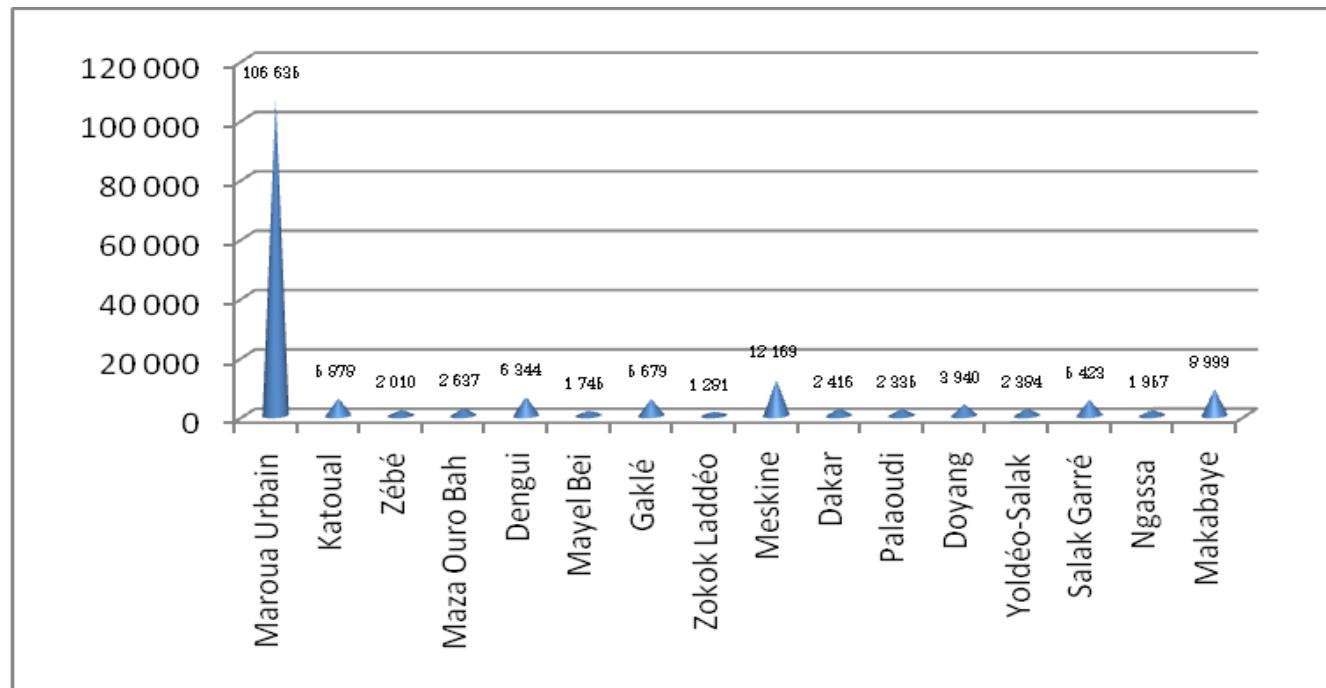


Figure 1: Répartition de la population de la Commune

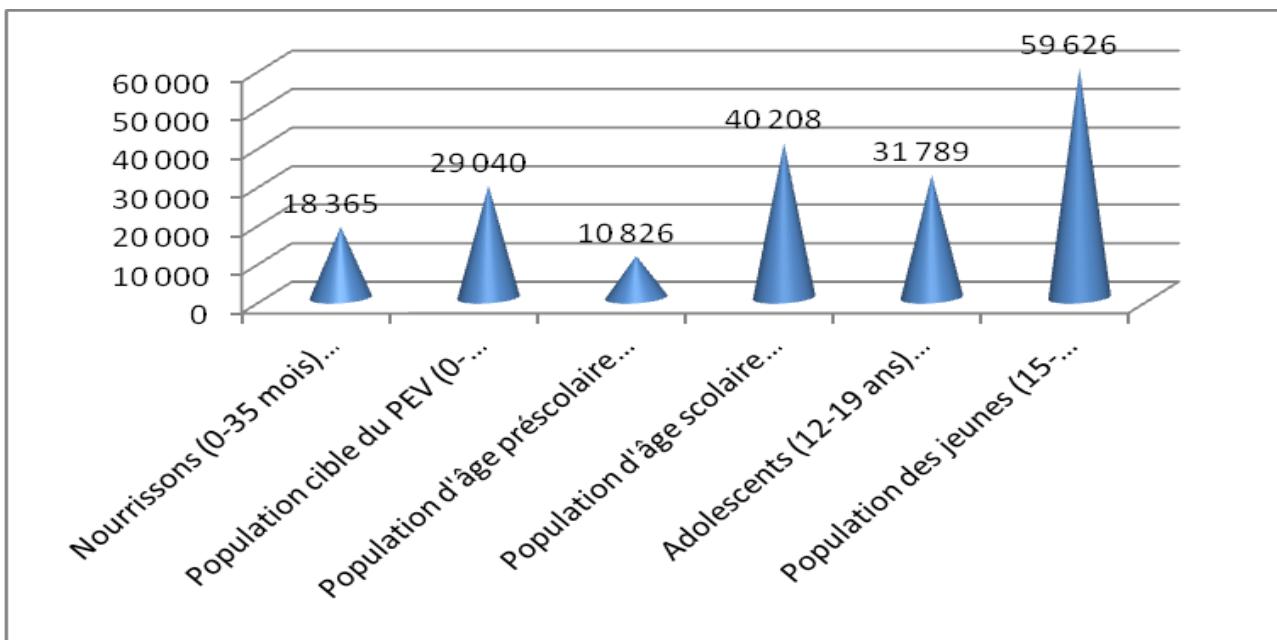


Figure 2: Groupes spécifiques de la Commune

Il ressort de cette répartition que la population de la Commune de Maroua 1^{er} est constituée de 83 736 hommes et de 88 096 femmes. Pour ce qui est des tranches d'âges spécifiques, il ressort que les nourrissons (enfants de 0 à 35 mois) sont au nombre de 18 365 soit en valeur relative 10,7% de la population totale. Pour ce qui est de la population cible du PEV, il ressort que la Commune compte 29 040 enfants cible du PEV. La population d'âge préscolaire tourne autour de 10 826 enfants, celle de population d'âge scolaire dans le primaire tourne autour de 40 208 enfants. Les adolescents sont autour de 31 789. La population jeune quant à elle tourne autour de 59 626 jeunes.

3.1.2.2.2 Groupes ethniques et relations interethniques

Les principales ethnies dans la Commune de Maroua 1^{er} sont: les peulhs (20%) ; les Guiziga (20%) et les Mofou (14%). Par ailleurs, à côté de ces groupes ethniques, se rencontre les ethnies ressortissant des autres Communes de la région ou des régions voisines et une forte colonie d'allochènes constituée pour la plus part des fonctionnaires et agents de l'Etat, les employés des ONG et des programmes... venant des quatre coins du pays pour les services divers et les étudiants, représentant à peu près 46% de la population. La cohabitation de ces différents groupes est pacifique.

3.1.2.2.3 Religion

Les principales religions qu'on rencontre dans la Commune de Maroua 1^{er} sont : l'animisme, l'islam et le christianisme. L'islam semble la religion la plus pratiquée et dispose d'importants édifices (mosquées et écoles) qui embellissent la Commune. Toutefois, les Chrétiens sont aussi très présents à travers plusieurs sensibilités : les Catholiques, les protestants (EPC, EEC, EFLC, ...), les pentecôtistes. Tous ces groupes pratiquent une religion tolérante et vivent en parfaite harmonie.

3.1.2.2.4 Mobilité de la population

Bien que la Commune de Maroua 1^{er} soit un carrefour (au centre de plusieurs activités), il s'observe tout de même des mouvements des populations vers les autres Communes à l'instar : des deux Communes sœurs que sont Maroua 2 et 3. Puis celles de Mokolo, de Mindif, de Dargala, de Mora, de Banki, de Garoua, Yagoua ... tout cela pour des raisons différentes comme les visites, les études, l'approvisionnement en produits divers (agricoles, élevage (peaux de bêtes), manufacturés...), l'administration, les loisirs.

3.1.2.2.5 Organisation sociale

La Commune de Maroua 1^{er} couvre une superficie de 660 Km² et compte quatre (04) chefferies de 2^e degré (Katoual, Salak, Zokok Laddéo et Meskine) en milieu rural et un espace urbain annexé au lamidat de Maroua situé dans la Commune de Maroua 2^{ème}. Ces entités traditionnelles comptent 119 villages ayant à leur tête un Djouro dont 28 dans le canton de Katoual, 19 dans le canton de Zokok Laddéo, 23 dans le canton de Salak, 37 dans le canton de Meskine et 12 en zone urbaine. Les cantons (chefferies de 2e dégré) quant à eux, sont dirigés par des lawanes. Le Djaouro/lawane a entre autres pour mission de gérer des conflits agro-pastoraux et fonciers, de distribuer les terres et s'assurer de la sécurité de son territoire. Les Djaouros/lawanes sont assistés par un conseil de notables (gouvernement traditionnel composé de plusieurs ministres appelé fada). La pyramide traditionnelle est constituée telle qu'il suit : à la base (niveau village), il ya les populations, à la tête de celles-ci, sont placés des Djaouros qui eux-mêmes rendent comptent aux chefs de cantons que sont les lawanes. Les lawanes rendent comptent au au lamido. Outre cette organisation traditionnelle, il existe dans la Commune plusieurs organisations de la société civile notamment les Groupements d'Initiatives Communes les GIC, les associations de développement, et des partis politiques qui cohabitent et vivent en paix.

Certaines de ces organisations fonctionnent dans la clandestinité (sans existence légale). Il s'agit des tontines et/ou des réunions axées sur l'entraide et la solidarité selon la nature de l'association (association des corps de métiers, de groupes ethniques ou collègues de service).

Par ailleurs, étant donné qu'une bonne frange de la population est musulmane, le rythme de vie est dicté par les principes islamiques. Le régime polygamique est le système matrimonial rependu avec le nombre de femmes pouvant aller jusqu'à quatre (04). La gestion du pouvoir traditionnel est fondée sur l'oralité ; la succession se fait de père en fils. L'autorité familiale est patriarcale.

Le couscous du sorgho ou du maïs constitue la base de l'alimentation familiale ; il est accompagné de sauces faites à l'aide de légumes très diversifiés. Le mode d'habillement est le boubou chez les hommes et le pagne chez la femme. Toutefois, le brassage ethnique est à l'origine de profonds changements: d'habitudes alimentaires, mariage extra ethnique de plus en plus développé, habitude vestimentaire ...

3.1.2.2.6 Habitats

Le centre-ville de Maroua 1^{er} est semblable à un damier avec des constructions modernes de toute sorte. En allant vers la périphérie, les maisons sont construites de manière désordonnée, bien que parfois modernes, sans respect du plan d'urbanisation du fait peut être du non traçage de cette partie de la ville. En effet, la ville dispose d'un plan d'urbanisation qui date de 1980 et qui n'a pas pris en compte les possibilités d'extension à cette échelle.

Certains quartiers de la ville tels Palar, Makabaye, Ziling et Ngassa ressemblent aux zones rurales avec des habitations archaïques et présentant toutes formes de difficultés pour leur urbanisation. Quant aux zones rurales, les cases sont regroupées "ça et là" sans véritable plan d'occupation des sols

Les enquêtes ont permis de classer ces habitats en plusieurs catégories : les habitats en matériaux définitifs, semi-définitifs ou provisoires avec ou sans latrines. Il est à noter que le problème des latrines est crucial pour les communautés rurales qui n'en construisent pratiquement pas. Les principaux matériaux de construction utilisés sont la terre (potopoto), les parpaings, le ciment, les planches, la paille et les tôles ondulées en aluminium. La mentalité des populations rurales et le faible revenu ne les encouragent pas à construire des habitats décents, d'où la précarité de ceux-ci. À titre d'illustration, 95% des maisons de la zone rurale de Maroua 1^{er} sont construites en matériaux provisoires. Le type de matériel utilisé n'influence en rien le plan de construction des maisons qui ont des formes rondes, rectangulaires ou carrés.

3.1.2.2.7 Système foncier

Les terres appartiennent aux chefs des ménages qui, eux mêmes les ont héritées de leurs ancêtres. La transmission du patrimoine est très souvent faite de père en fils par héritage, dons ou legs. Mais il est à noter que les terres se vendent de plus en plus au gré de la demande exprimée. En ville, Le Maire se charge de l'attribution des terres sous le contrôle du sous-préfet. L'attributaire verse à la Commune une taxe dite de droit communal. Si la demande concerne une parcelle immatriculée, la Commune procède au morcellement. Les parcelles ont déjà été recensées dans l'espace urbain, mais n'ont pas encore été lotis.

Les lots domaniaux, c'est-à-dire non immatriculés sont du ressort de l'autorité administrative (sous-préfet et préfet), qui les attribuent à leur discrétion avec la collaboration des forces sociales locales.

3.1.2.2.8 Acteurs du Développement local

Les acteurs internes de développement de la Commune de Maroua 1^{er} sont très diversifiés. Ils sont constitués d'associations (tontines, comité de développement et différents groupes d'entre aide), des GICs, des différents corps de métier et surtout des élites.

Tableau 5: Acteurs internes de développement

N°	Organismes	Domaines d'intervention	Projets/Activités réalisés
01	Associations	Contribution au développement dans les secteurs de productions et sociaux de base	Assistance et Solidarité Champs communautaires
02	GIC/Coopératives	Contribution au développement dans les secteurs de production	Champs communautaires, Production agricoles, animales et industrie et artisanale (tannerie)
03	Corps de métier	Contribution au développement dans les secteurs des services et de production	Création des richesses des divers secteurs
04	Elites	Contribution au développement dans les secteurs sociaux de base	Assistance et Solidarité

3.1.3.2 Activités économiques

Les activités économiques dans la Commune de Maroua 1^{er} sont fortement diversifiées. Tandis que le commerce domine dans la zone urbaine et les chefs-lieux des lawanats, En zone rurale, l'essentiel de la population pratique des activités agricoles. A cela s'ajoute l'élevage et l'artisanat.

3.1.3.3.1 Commerce

C'est l'activité dominante de la ville. Il existe plusieurs formes de commerce et dans tous les domaines: les grossistes, les semi-grossistes, les détaillants et les ambulants. A côté des boutiques parsemées dans la ville et les grands foyers (Miskine, Salak et Katoual), ouverts 24h sur 24. Il existe dans l'espace urbain, deux marchés formels quasi permanents (le marché comice et le marché "Para" qui est fermé actuellement pour des raisons de sécurité) et trois marchés informels qui sont : les marchés du Pont vert, du Pont rouge et de Pitoré (qui sont tolérés mais non reconnus par la délégation du Commerce). En milieu rural, il existe trois marchés périodiques qui sont : le marché de Katoual qui se tient le mardi, le marché de Salak qui se tient le mercredi et le marché de Meskine qui se tient le samedi. Les produits de premières nécessités (sucre, sel, savons) et d'équipement divers sont vendus sur ces marchés. En plus, la délégation du commerce et la MIRAP organisent fréquemment des caravanes de ventes des produits de premières nécessités.

Par ailleurs, la restauration occupe une place de choix dans l'économie locale. Elle est constituée des restaurants de toutes formes (formel et informel ; fixe et ambulant) et des tenanciers des débits de boisson (bar et cabaret de bil-bil). C'est le lieu de rencontres par excellence de bon nombre de personnes pour leur restauration quotidienne. Toutefois cette activité mérite d'être réglementée et organisée, tout en actualisant le répertoire des commerçants qui entraîne un manque à gagner des recettes pour la Commune.

3.1.3.3.2 Agriculture

L'agriculture est la principale activité qui génère de revenus à la population. Selon les études menées par la délégation départementale d'agriculture pour le Diamaré, les trois-quarts (¾) de la population rurale sont essentiellement agricoles et 80% de cette population est active. Ceci démontre l'importance accordée à cette activité. En effet, l'agriculture est utilisée comme source de subsistance et source de revenus pour faire face aux problèmes vitaux (Education, Santé, Habillement). Les principales cultures pratiquées sont, par ordre d'importance :

- Les céréales : c'est l'aliment de base de la population. elles sont constituées du Maïs, du pénicilaire, du sorgho (saison pluvieuse et de contre saison) riz pluvial ;
- Les légumineuses : elles sont variées : les arachides, le niébé, le voandzou, le sésame...
- Les cultures maraîchères : elles ont fait surface ces dernières années et prennent de l'ampleur. C'est la culture des oignons, tomates, carottes, aubergines, laitues, chou, les persil, piments, poivron (condiments) et des légumes (morelle noire, divers).
- Le coton
- Les tubercules principalement de la patate

Les fruitiers ne sont pas de côté : les manguiers, goyaviers, citrus (citronnier, orangers, pamplemoussier, anacardiers...)...

Le tableau ci-dessous récapitule les données de l'agriculture

Tableau 6: Différentes spéculations de la zone

Spéculation	Superficies exploitées (Ha)	Production (en tonne)	Rendement
Sorgho SP	2589	2706	1,04
Sorgho SS	2600	3005	1,15
Penicilaire	46	49	1,06
Maïs	1376	1507	1,09
Riz pluvial	49	55	1,12
Arachide	340	321	0,94
Niébé	310	267	0,86
Voandzou	29	18	0,62
Oignon	200	2175	10,87
Patate	158	5400	34,17
Coton	238	769	3,23
Autre maraîchage	340	FF	FF

Source : DDADER pour le Diamaré

Si on peut dire que les rendements sont acceptables dans cette partie du pays, cela va s'en dire qu'ils ne sont pas satisfaisants compte tenu de la forte demande en produits agricoles. En effet, ici, l'agriculture souffre de graves problèmes qui se résument aux manques d'espaces cultivables, aux caprices des facteurs climatiques, à l'utilisation du matériel rudimentaire, au faible encadrement et à la divagation des animaux.

3.1.3.3.3 Élevage et pêche

L'élevage dans la Commune de Maroua 1^{er} est généralement mixte. Il est pratiqué concomitamment avec l'agriculture. En zone rurale, chaque famille dispose de quelques bêtes soit pour des raisons économiques, soit pour la traction. Pour des personnes dites éleveurs, l'élevage est de type transhumant avec quelques têtes qui sont gardées dans les domiciles pour l'embauche et la production laitière.

On note l'existence de quelques fermes avicoles. Au vue de la demande en viande, beaucoup d'organisation d'embauche ont vu le jour. Cette forme d'élevage joue un rôle important dans l'économie et l'alimentation des populations. Cette activité offre d'innombrables emplois dont la professionnalisation est en cours de capitalisation (berger et éleveurs professionnels, les bouchers et d'autres intermédiaires du circuit d'élevage). Notons également que ces groupes d'éleveurs bénéficient de l'encadrement de plusieurs ONG de la ville (CARPA, il faut les citer).

Bien que la pêche ne soit pas pratiquée dans la Commune, les produits halieutiques venant d'ailleurs en grande quantité (Maga, Yagoua, Figuil, Lagdo) sont vendus sur les marchés de l'espace communal. Cette activité a contribué à créer un nombre important d'emplois notamment les vendeurs-détaillant, les grossistes. Sauf que cette activité souffre d'une difficulté de conservation des produits du fait des coupures intempestives de l'énergie électrique, d'une absence de voiture frigorifique pour le transport, des difficultés de commercialisation dû à l'insuffisance des points de vente appropriés.

Tableau 7: Effectif des bêtes dans la Commune

Espèces	Bovines	Petits ruminants	Equines	Porcines	volailles
Nombre	8 795	22 578	363	4 785	27 056

Source : DDEPIA pour le Diamaré

3.1.3.3.4 Artisanat

L'activité artisanale est assez développée au sein des communautés avec la fabrication et la confection des chaussures, bijoux, chapeaux, canaris, calebasses, paniers, tamtams, tambours, mortiers et le matériel agricole artisanal (les manches des houes, des machettes...). A cela, s'ajoute le tissage des nattes et autres tenues traditionnelles. Ceci ne cesse d'attirer des touristes par milliers et constitue de véritable source de revenus pour la population. A cet effet, des centres artisanaux sont créés pour faciliter la production et la commercialisation des objets d'art. En plus, le secteur est en pleine réforme par la constitution d'un répertoire des artisans au niveau communal (à travers le bureau communal de recensement des artisans mis en place avec l'appui du ministère des PMEESA) puis leur professionnalisation. En outre, Maroua 1^{er} a en son sein un bureau de création d'entreprise.

3.1.3.3.6 Transport

Le transport est une activité économique très importante dans la Commune. Il est pratiqué par les jeunes aux moyens des motos (pour ce qui est du transport dans la ville). Il a été identifié près de 1200 jeunes qui font le transport par moto dans la Commune. Cette activité est très rentable dans la mesure où elle nourrit des familles entières. Ce sous secteur est assez bien organisé (surtout avec les nouvelles règles de sécurité) dans la mesure où il existe tout un service chargé de l'enregistrement de ces motos taxi.

Par ailleurs, il se rencontre aussi quelques voitures en jaune jouant le rôle de taxis et qui sont plus spécialisées dans le transport en groupe ou des personnes possédant assez de bagages. Ils se rencontrent beaucoup plus dans les agences de voyage. Ce sous secteur a du mal à prendre son envol car la population préfère le transport par motos.

Pour ce qui est du transport inter urbain, il existe toute une palette de choix allant des petites voitures aux grands bus appelés "gros porteurs". Certains font dans l'informel, d'autres sont regroupés autour des agences de voyage.

Ce secteur souffre d'une insuffisance des infrastructures (gares routières), du mauvais état des routes dans la ville et de l'absence d'une régie de transport en Commun.

3.1.3.3.7 Activités de transformation

Il existe deux types de transformation des produits dans la Commune de Maroua 1^{er} :

La transformation artisanale dans laquelle se regroupent les brasseurs locaux (transformation du mil en boisson alcoolisée), les fabricants d'huile traditionnelle à base des arachides, les producteurs de yaourt traditionnel à base de lait, les producteurs de bouillis à base du niébé ou du maïs, les petits artisans qui transforment les peaux de bêtes en cuir ou en une matière très prisée pour la fabrication des sandales, sacs et autres, toutes la panoplie des fabricants des beignets "Kossei" (beignets à base de haricot) et autres gâteaux traditionnelles.

La transformation moderne ou semi moderne dans laquelle se regroupent les agro industries comme la SODECOTON (transforme les fibres de coton en tissus, en huile ...), les tanneries moderne comme la NOTACAM (transforment les peaux d'animaux en matière utilisée pour la fabrication des autres produits), les boulangeries qui à base de la farine produisent divers produits de pâtisserie.

Toutes ces activités jouent un rôle important dans l'économie et l'alimentation des populations et offrent d'innombrables emplois à la population. Les problèmes rencontrés dans ce secteur sont surtout liés à l'insuffisance énergétique et de la matière première.

3.1.3.3.8 Services

Maroua 1^{er} se trouve dans une grande agglomération qu'est la ville de Maroua. Hors dans les villes, ce sont les activités tertiaires qui dominent. C'est ainsi que dans la ville de Maroua, se sont développés plusieurs services :

Le service bancaire : il est assuré par une panoplie d'institution financière de premier ordre, de deuxième ordre et de troisième ordre. Ce secteur est bien encadré malgré que les populations se plaignent des micros finances qui manquent très souvent de liquidités.

Les services de transfert d'argent : Assuré par plusieurs entreprises qui se réclament toutes être leader ! Certaines banques s'y mettent aussi à l'instar d'Eco Bank, de la Régionale ...

Les secrétariats publics : c'est l'un des services les plus repandus dans la ville de Maroua. Presque dans tous les carrefours il y a un secrétariat. Ceux-ci offrent des services divers : les saisies, les photocopies, les impressions, internet, le téléphone international. Avec l'avènement de l'université à Maroua, ce secteur a encore des beaux jours devant lui.

Les calls box : ce secteur est encore plus repandu que celui des secrétariats publics dans la mesure où les coûts d'installation ne sont pas trop élevés. Avec 20 000 Cfa vous ouvrez votre call box. Dans ce secteur de la téléphonie se sont aussi développées les cabines téléphoniques. Ici les investissements sont un peu plus lourds et l'activité sort de l'informel.

A côté de ce secteur privé, il faut aussi souligner tous les services de l'Etat assuré par les services déconcentrés et les programmes gouvernementaux. Sans oublier les organisations internationales et autres ONG qui assurent un service d'encadrement des populations.

3.1.3.3.9 Autres activités économiques

Exploitation du sable, de l'argile et des pierres :

Le sable, l'argile et les pierres font partie des ressources naturelles présentes dans la zone et exploitées par les populations de la Commune de Maroua 1^{er}. Toutefois, le sable et pierres exploités en termes de quantité reste encore limitée par rapport au potentiel existant. Les problèmes au développement de cette activité sont l'indisponibilité des camions, l'enclavement des sites d'exploitation, les tracasseries policières, les risques d'accidents pendant le concassage des pierres et l'incivisme des exploitants.

Sylviculture

Les activités liées à la sylviculture connaissent un essor assez important. On note une existence de plusieurs pépinières communautaires et privées. Ces dernières ont pris naissance avec le phénomène de reboisement de tous les espaces en dégradations par l'opération « sahel vert », les communes et certaines ONG. Les espèces cultivées et plantées sont entre autres le Neem, les Acacia SP et quelques espèces en voies de disparition. Ces arbres fournissent du bois de chauffe, du bois de service et offre également d'ombrage. L'arboriculture fruitière connaît aussi une forte emprise dans les activités sylvicoles, surtout pour les vergers de type privés. Les cultures fruitières sont centrées sur le manguier, goyavier, citronnier, le Moringa et le Baobab (Bocko).

3.1.3.3.10 Acteurs de développement

Les acteurs du développement de la Commune de Maroua 1^{er} sont représentatifs et appréciables. C'est d'abord l'Etat à travers les services déconcentrés, puis viennent les projets-programmes de l'Etat tels que le PNDP, le PDR-EN, PACA, PRODEBALT PAJED/GIZ PIDMA... et les organisations non gouvernementales et partenaires que sont, VSO, UNICEF, FAO/PAM, PNUD, CROIX ROUGE village du millénaire, les opérateurs économiques, les artisans, ... Aussi le dynamisme des élites du milieu est très appréciable à travers les dons et aides.

Tableau 8: Les acteurs de développement

N°	Organismes	Domaines d'intervention	Projets/Activités réalisés
1.	Coopératives, GIC et associations	Activités génératrices de revenus, entraide/solidarité et protection de la nature	Production et stockage des denrées alimentaires ; Embauche Bovine, petits ruminants et volaille ; Action de protection de l'environnement
2.	GIC APD ; Green Safe	Accompagnement des communautés et commune de Maroua 1 ^{er} dans le processus d'élaboration des plans de développement	Elaboration du PCD, du DIC et du DEUC
3.	Programme National de Développement Participatif (PNDP)	Appui au développement local et au processus de décentralisation	-Appui à l'élaboration du plan communal de développement -Allocation et appuis financiers divers aux communes, renforcement des capacités des communes
4.	Services déconcentrés de l'Etat	Supervision et coordination des missions régaliennes de l'Etat dans la commune	Exécution BIP
5.	Institut de Recherche Agricole et de Développement (IRAD)	Recherche et Appui à la production agricole	Mise à la disposition des agriculteurs et des producteurs des semences améliorées
6.	Projet/programme de l'Etat (PACA, PDR, ...)	Appui à la compétitivité agricole, appui aux initiatives de développement	Appui financier et encadrement des producteurs de la filière avicole et porcine Construction de divers infrastructures et ouvrages sociaux
7.	Organisations non gouvernementales et partenaires (PADDL/GIZ, VSO, UNICEF, FAO/PAM, MSF, ...)	Encadrement des populations dans plusieurs domaines	Accompagnement des populations sur les plans de l'Education, la Santé, l'Alimentation, la petite enfance ...

3.1.4 Couverture en services sociaux de base et infrastructures par secteur

3.1.4.1 Éducation

a) Éducation de base

L'inspection d'arrondissement de l'éducation de base de la Commune de Maroua 1^{er} dénombre 20 écoles maternelles réparties comme suit : trois (03) centres préscolaires communaux (CPC) ; huit (08) écoles maternelles privées; une (01) école maternelle privée bilingue ; une (01) école maternelle publique bilingue : dont 15 en milieu urbain et 05 en milieu rural pour un effectif de 2402 élèves et 91 enseignants grande et petite section confondues ; 37 salles de classe et 1232 tables-chaises

Pour l'enseignement primaire, on dénombre cinquante-sept (57) écoles primaires dont dix-neuf (19) en milieu urbain : neuf (09) écoles primaires privées et deux (02) écoles primaires bilingues dont une est privée et quarante-huit (48) écoles primaires publiques pour un effectif global de 28 660 élèves et 407 enseignants ; 376 salles de classe et 6 785 tables-bancs. Globalement, les différents ratios ne sont pas respectés (comme l'indique le tableau ci-dessous) preuve que beaucoup de choses restent encore à faire.

Tableau 9: Situation de l'Education de base dans la Commune

Village	NOM DE LA FORMATION	Statut	Niveau	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments			Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise	
					Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	Total	banco/seko/poto poto	planche	semi-dur	Table-bancs	bon	passable	mauvais				
Maroua urbain	EM Baoliwol	PUB	0	2012	63	39	102	1	2	0	2	0	0	0	0	6	0	0	0	51	0	17
	EM Carrefour para	PUB	0	2003	170	0	170	3	2	2	4	0	1	0	2	145	2	0	0	43	85	1
	EM Domayo	PUB	0	1995	136	137	273	3	4	1	5	0	0	0	4	80	0	0	4	55	69	3
	EM Louggol	PUB	0	2005	41	29	70	1	3	0	3	0	0	0	2	50	2	0	0	24	35	1
	EM Missigléo	PUB	0	2001	35	32	67	1	3	0	3	0	0	0	2	43	2	0	0	23	34	2
	EM Ouro tchédé	PUB	0	2013	3	7	10	1	1	0	1	0	0	0	2	27	2	0	0	10	5	0
	EM Pont vert	PUB	0	2008	116	98	214	2	4	1	5	0	0	0	4	100	4	0	0	43	54	2
	EM Djarengol (bilingue)	PUB	0	2003	91	110	201	3	3	0	3	0	0	1	2	120	0	2	0	67	101	2
	EM Arc en ciel	PRI	0	2004	31	19	50	3		0	0	0	0	0	2	30	2	0	0	17	25	2
	EM Sabil	PRI	0	2011	33	33	66	3	0	0	0	0	0	0	2	35	2	0	0	22	33	2
	EM Fatia	PRI	0	2000	56	41	97	5	0	0	0	0	0	0	4	60	4	0	0	19,4	25	2
	EM Rossignol	PRI	0	1985	126	146	272	9	0	0	0	0	0	0	6	180	6	0	0	31	46	2
	EM Sainte Thérèse	PRI	0	1990	267	241	508	9	0	0	0	0	0	0	6	200	6	0	0	57	85	3
	CPC Palar	PRI	0	2010	21	16	37	2	0	0	0	0	0	0	1	6	0	0	0	19	37	6
	CPC Pitoaré	PRI	0	1998	29	23	52	2	0	0	0	0	0	0	2	15	2	0	0	26	26	3
	EP Djarengol Kaigama 1	PUB	3	1970	396	406	802	2	9	1	10	0	0	0	13	153	13	0	0	81	62	5

Village	NOM DE LA FORMATION	Statut	Niveau	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments			Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise
					(i)	(ii)	Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	Total	banco/seko/poto poto	planche	semi-dur	dur	Table - bancs	bon	passable	mauvais
EP Djarengol Kaigama 2	PUB	3	1975	423	418	841	3	10	2	12	0	0	0	13	153	13	0	0	71	65	5
EP Djarengol Kaigama 2A	PUB	3	1985	483	455	938	5	8	0	8	0	0	0	12	130	12	0	0	118	79	7
EP Djarengol Kaigama 2B	PUB	3	1985	445	396	841	0	12	1	13	0	0	0	12	130	12	0	0	65	71	6
EP Hardé 1	PUB	3	1983	309	300	609	1	12	1	13	0	0	0	13	267	13	0	0	47	47	2
EP Hardé 2	PUB	3	1983	361	342	703	2	10	2	12	0	0	0	13	267	13	0	0	59	55	3
EP Domayo 1	PUB	3	1980	391	356	747	2	8	3	11	0	0	0	10	213	8	2	0	68	75	4
EP Domayo 2	PUB	3	1980	369	402	771	4	8	1	9	0	0	0	10	213	8	2	0	86	78	4
EP Champignon	PUB	3	1995	436	409	845	4	15	2	17	0	0	0	15	400	15	0	0	50	57	2
EP Louggol 1	PUB	3	1985	210	235	445	2	6	1	7	0	0	0	9	118	9	0	0	64	50	4
EP Louggol 2	PUB	3	1985	246	287	533	3	8	1	9	0	0	0	9	118	9	0	0	60	60	5
EP Louggol 3A	PUB	3	1991	253	312	565	2	8	1	9	0	0	0	12	121	4	4	4	63	48	5
EP Louggol 3B	PUB	3	1991	285	332	617	3	4	1	5	0	0	0	12	121	4	4	4	13	52	5
EP Ngassa	PUB	3	1992	316	346	662	4	6	2	8	0	0	0	6	120	6	0	0	83	111	6
EP Palar 1	PUB	3	1981	494	504	998	8	8	1	9	0	0	0	8	100	8	0	0	111	125	10
EP Palar 2	PUB	3	1981	442	467	909	0	11	2	13	0	0	0	8	100	8	0	0	70	114	9
EP Palar 3	PUB	3	1989	369	421	790	2	8	1	9	3	0	0	6	105	2	4	0	88	132	8
EP Makabaye 1	PUB	3	1982	279	312	591	3	7	2	9	0	0	0	11	230	7	4	0	66	54	3
EP Makabaye 2	PUB	3	1982	263	286	549	2	8	1	9	0	0	0	11	230	7	4	0	61	50	2
EP Pont vert 1	PUB	3	1998	322	331	653	3	6	3	9	0	0	0	10	370	9	1	0	73	66	2
EP Pont vert 2	PUB	3	1998	369	381	750	4	8	1	9	0	0	0	10	370	9	1	0	84	75	2
EP Ziling	PUB	3	1989	420	391	811	3	11	1	12	0	0	0	12	350	9	3	0	68	68	2
EP Djarengol Bilingue	PUB	3	1987	434	412	846	2	11	0	11	0	0	0	2	260	1	1	0	77	423	3
EPIS Sabil	PRI	3	2009	83	128	211	9	0	0	0	0	0	0	6	53	6	1	0	24	36	4
EPL Fatia	PRI	3	2000	185	176	361	13	0	0	0	0	0	0	12	356	12	0	0	28	31	1
EPC Djarengol A	PRI	3	1958	548	600	1148	14	0	0	0	0	0	0	12	350	12	0	0	82	96	3
EPC Djarengol B	PRI	3	2003	298	286	584	7	0	0	0	0	0	0	7	120	7	0	0	84	84	5
EPC Saint kisito	PRI	3	2002	486	526	1012	15	0	0	0	0	0	0	13	370	13	0	0	68	78	3
EPIS Domayo	PRI	3	2005	157	265	422	6	0	0	0	0	0	0	6	100	0	0	0	71	71	4

Village	NOM DE LA FORMATION	Statut	Niveau	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments			Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise	
					Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	Total	banco/seko/poto poto	planche	semi-dur	dur	Table - bancs	bon	passable	mauvais			
Salak Garré	EM Salak	PUB	0	2010	29	43	72	1	2	1	3	0	0	0	1	65	1	0	0	24	72	1
	EP Salak 1	PUB	3		160	205	365	0	7	0	7	0	0	0	6	150	6	0	0	53	61	2
	EP Salak 2	PUB	3		17	19	36	2	1	0	1		0	0	2	16	2	0	0	36	18	2
	EPC Salak	PRI	3		160	205	365	7	0	0	0	0	0	0	6	150	6	0	0	0	61	2
Katoual	EM Katoual	PUB	0	2012	24	13	37	2	1	0	1	0	0	0	1	10	1	0	0	37	37	4
	EP Katoual	PUB	3	1987	568	674	1242	4	7	2	9	0	0	0	6	67	2	3	1	138	207	19
Meskine	EM Meskine	PUB	0	2002	57	67	124	2	2	1	3	0	0	0	1	70	1	0	0	42	124	2
	EPA Meskine	PUB	3	2009	635	726	1361	6	13	0	13	0	0	0	11	289	11	0	0	105	124	5
	EP Beguele	PUB	3	1975	231	297	528	4	5	0	5	0	0	0	6	225	6	0	0	106	88	2
	EP Goubewo	PUB	3	2000	341	354	695	3	4	0	4	0	0	0	6	170	6	0	0	179	116	4
	EP Hedjer	PUB	3	2007	226	298	524	3	4	0	4	2	0	0	3	68	0	3	0	131	175	8
	EP Meskine	PUB	3	2001	411	576	987	4	6	0	6	0	0	0	6	51	0	6	0	165	165	19
	EP Mokora Sombola	PUB	2	2012	78	115	193	1	1	0	1	0	0	0	1	50	1	0	0	193	193	4
	EP Mougoudi	PUB	3	2000	198	224	422	2	4	0	4		0	0	5	160	5	0	0	106	85	3
	EPIS Meskine	PRI	3	1998	84	96	180	3	0	0	0	0	0	0	3	100	3	0	0	60	60	2
Zokok Laddeo	EM Zokok Laddeo	PUB	0	2013	11	11	22	1	0	1	1	1	0	0	0	8	0	0	0	22	0	3
	EP Zokok Laddeo	PUB	3	1972	321	394	715	4	5	1	6	2	0	2	2	200	2	0	0	120	258	4
Dengui	EP Bao Hossere 1	PUB	3	2001	277	213	490	2	3	0	3	2	0	0	2	87	0	2	0	164	245	6
	EP Yon kole	PUB	3	1998	210	212	422	3	3	2	5	1	0	1	4	80	2	0	0	85	106	5
Gaklé	EP Bao Hossere 2	PUB	3	1987	217	186	403	1	5	0	5	0	0	0	4	120	4	0	0	81	101	3
	EP Goyang	PUB	3	1989	203	237	440	2	3	2	5	0	0	1	3	56	1	2	0	88	147	8
	EP Louggol Sambo	PUB	3	2011	158	189	347	2	2	0	2	3	0	0	1	50	1	0	0	174	347	7
Mayel Bei	EP Mayel Bei	PUB	3	2005	137	175	312	2	2	0	2	2	0	0	1	79	1	0	0	156	312	4
	EP Doulgou	PUB	3	2006	178	257	435	2	3	0	3	3	0	0	1	57	1	0	0	145	435	8
Maza Ouro Bah	EP Maza	PUB	3		163	208	371	1	2	0	2	2	0	0	1	63	0	1	0	186	371	6
Palaoudi	EP Palaoudi	PUB	3	1997	107	136	243	1	3	0	3	1	0	0	2	100	0	1	1	81	122	2
Doyang	EP Tchofa bani	PUB	3	1999	136	170	306	5	0	1	1	2	0	0	3	21	0	1	2	306	102	15
Zébé	EP Yamdjidjim	PUB	3	1996	171	159	330	0	5	0	5	0	0	0	5	284	5	0	0	66	66	1

Village	NOM DE LA FORMATION	Statut	Niveau	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments			Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise	
					Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	Total	banco/seko/poto poto	planche	semi-dur	dur	Table - bancs	bon	passable	mauvais			
					2650	3363	6013	32	36	35		19	0	4	43	1605	17	21	3			

b) Enseignements secondaires

Pour les enseignements secondaires, la Commune de Maroua 1^{er} compte quatre (04) lycées d'enseignement général (deux en milieu urbain), un lycée technique à Salack, un CETIC, quatre (04) Collèges d'Enseignement Secondaire (CES) et quatre (04) collèges privées tous en ville pour un total de quinze (15) établissements ; un effectif global de 10 864 élèves et 437 enseignants ; 197 salles de classe et 3 864 tables-bancs. L'étude des différents ratios fait ressortir un déficit en salles de classes, en tables bancs ; par contre, le ratio élèves/enseignants est trompeur dans la mesure où il présente des ratios normaux. En réalité, plusieurs établissements souffrent d'une insuffisance en enseignants qualifiés. Le taux de réussite aux examens est en baisse. Pour monsieur le délégué des enseignements secondaires pour le Diamaré, cette baisse de taux de réussite est liée à la déperdition scolaire, au manque d'infrastructures et au faible suivi des élèves par leurs parents. Seuls, les collèges privés sont clôturés et présentent un milieu plus ou moins sain, un taux de réussite aux examens élevé. C'est sans doute la justification de l'importance des effectifs dans ces collèges privés.

Tableau 10: Situation des enseignements secondaires dans la Commune

Village	NOM DE LA FORMATION	Statut	Niveau	Année création	Effectifs élèves totaux			Effectif total enseignants			Nombre et équipement des salles de classe					Etat général des bâtiments			Ratio élèves/enseignants	Ratio élèves/salle classe	Ratio élèves/place assise	
					Fille	Garçon	Total	Maître parents	Contractuel	Fonctionnaire	Total	banco/seko/poto poto	planche	semi-dur	dur	Table - bancs	Bon	Passable	Mauvais			
Maroua urbain	CES Palar	PUB	4	2009	96	104	200	3	0	10	10	0	0	0	2	90	2	0	0	20	100	2
	CES Ngassa	PUB	4	2012	106	157	263	6	0	13	13	0	0	0	6	98	4	2	0	21	44	3
	CES hardé	PUB	4	2011	68	112	180	0	0	16	16	0	0	0	4	56	4	0	0	12	45	3
	CES Makabaye	PUB	4	2008	197	265	462	4	0	14	14	0	0	0	7	140	4	3	0	33	66	3
	Lycée Domayo	PUB	5	1972	819	888	1707	0	0	53	53	0	0	0	25	520	13	6	6	33	69	3
	Lycée Ouro tchdé	PUB	5	2007	318	214	532	2	0	13	13	3	0	0	9	215	9	0	0	41	60	2
	Collège J Bernon	PRI	5	1996	653	664	1317	68	0	0	0	0	0	0	28	615	28	0	0	20	48	2
	Collège Sabil	PRI	5	1995	321	379	700	37	0	0	0	0	0	0	18	410	18	0	0	19	39	2
	Collège SIDDI D	PRI	5	1997	75	111	186	18	0	0	0	0	0	0	9	110	9	0	0	11	21	2
	Collège Fraternité	PRI	4	2007	24	40	64	10	0	0	0	0	0	0	4	60	4	0	0	7	16	1
Salak Garré	Lycée salak	PUB	5	1990	462	484	946	4	0	23	23	0	0	0	6	176	6	0	0	42	158	5
	Lycée Tech. Salak	PUB	5		118	169	287	3	0	16	16	0	0	0	3	100	3	0	0	18	96	3
Katoual	CES Katoual	PUB	5		112	280	392	3	1	17	18	0	0	0	4	100	4	0	0	22	98	4
Meskine	CETIC Meskine	PUB	4	2011	129	142	271	8	1	10	11	0	0	0	4	94	4	0	0	25	68	3
	Lycée Meskine	PUB	5	2003	361	816	1177	6	0	28	28	0	0	0	14	400	0	14	0	43	85	3

c) Enseignement supérieur

L'université de Maroua a vu le jour dans les années 2008 avec l'ouverture de l'école normale supérieure et l'institut supérieur du sahel. Progressivement, elle s'est étendue, à trois facultés (Lettres, Sciences économiques, sciences juridiques) en 2014. Au total, on dénombre plus de 10 000 étudiants et 160 enseignants environ.

Dans la Commune de Maroua 1er, l'université emprunte le site et les bâtiments du collège de l'espoir au quartier Ouro Tchédé, trois minis amphis en location sont utilisés pour pallier au manque infrastructurel qui pousse les dirigeants de l'université de Maroua à utiliser plusieurs sites répartis dans la ville. En outre, l'université souffre aussi de l'insuffisance des enseignants de rang magistral , de l'étroitesse des restaurants universitaires (dans la Commune, l'université utilise le restaurant du collège régional d'agriculture). Par ailleurs, la bibliothèque universitaire n'a pas assez d'ouvrages. Les étudiants souffrent aussi du problème d'hébergement. Les logements universitaires sont inexistant, les opérateurs économiques privés quant à eux n'ont pas suffisamment investis dans ce domaine. Ce qui entraîne la promiscuité dans le milieu étudiant (parfois quatre étudiants se partagent une chambre !). Cette situation favorise la dépravation des mœurs et la déperdition académique tant les conditions sont difficiles.

Sur le plan social, les problèmes d'insécurité des étudiants sont légions (ceux-ci prennent des cours parfois jusqu'à 22 h). Cette situation a entraîné l'augmentation du niveau de vie à Maroua avec la flambée de prix. Bref l'université de Maroua est encore un bébé qui devrait être soutenue par toutes les parties.

d) L'enseignement professionnel

Il est constitué:

- **Des écoles à vocation agro pastorale**: On en compte cinq (05) : le Collège Régional d'Agriculture (CRA), l'Ecole Technique d'Agriculture (ETA), le Centre de Formation des Jeunes Agriculteurs (CFJA), le Centre des Ressources de Goyang et le Centre National de Formation Zootechnique et Vétérinaire (CNFZV). Ces écoles forment les jeunes pendant une durée de deux ans et sont alors nantis du BTS (Brevet de Technicien Supérieur) en Conseil Agro-pastoral, du certificat de fin de formation et du diplôme de moniteur agricole respectivement.

- **Le centre Linguistique bilingue pilote de Maroua** : Il est créé en 2012 pour améliorer le niveau du bilinguisme dans cette partie du pays. Ce centre renforce le niveau des apprenants en bilinguisme en trois mois. Il forme également en informatique bureautique.

- **Les autres centres de formation** : On regroupe ici les formations professionnelles telles que la formation en informatique, en couture, menuiserie et enseignement ménager. On peut citer le centre de promotion de la jeune fille de la paroisse saint jean de DJARENGOL ; ISTAM (Institut Supérieur des Techniques Appliquées et de Managements) qui forme des jeunes bacheliers pendant deux (02) ans dans plusieurs domaines : comptabilité et gestion des entreprises, informatique, commerce international, tourisme et loisir, communication et gestion logistique.

Ce secteur a été envahi par les privés et requiert un encadrement afin de s'assurer de la qualité de la formation dispensée aux enfants

3.1.4.2 Santé publique

Sur le plan sanitaire, la Commune de Maroua 1^{er} dénombre 14 formations sanitaires parmi lesquelles trois (03) hôpitaux (CMAO, CNPS et la garnison militaire) ; sept (07) centres de santé intégrés, trois (03) centres de santé privés, un centre médical universitaire et un cabinet dentaire. A cela, il faut ajouter quatre (04) pharmacies toutes en milieu urbain. Ces formations sanitaires souffrent de plusieurs maux pour la couverture sanitaire de la population : l'insuffisance de personnel, l'insuffisance de médicaments, l'insuffisance d'infrastructures et équipements.

3.1.4.3 Eau

Le milieu urbain de la Commune de Maroua 1^{er} bénéficie d'un réseau hydrique de CAMWATER exploité par la Camerounaise Des Eaux (CDE). Ce réseau mesure environ 109,458km/l qui équivalent à plus de 100 kilomètres d'où sa sous utilisation pour les trois zones urbaines réunies (en réalité, plusieurs villages autour de la ville pourraient y avoir accès).

En zone rurale, on dénombre 57 puits à ciel ouvert et 127 forages. Ce nombre est loin de satisfaire les besoins de la population en eau potable. Face à cette pénurie, plusieurs puits à ciel ouvert et forages (à motricité Humaine) privés ont vu le jour. Par ailleurs, une bonne frange de la population surtout en zone rurale s'approvisionne dans les mayos.

3.1.4.4 Énergie

a) Sources d'approvisionnement énergie

Les populations de la Commune ont pour principale source d'approvisionnement en énergie le bois de chauffe. Ceci n'est pas sans conséquence sur l'environnement car des pans entiers de savanes et steppes sont dévastés chaque jour pour l'approvisionnement des populations en énergie (bois de chauffe). Certains ménages utilisent pour leurs besoins de cuisine du gaz. Mais la rareté de ce produit sur le marché décourage plus d'un. Une autre source d'approvisionnement est les produits pétroliers (pétrole lampant et essence). Il existe 03 stations services qui distribuent le carburant dans la Commune et la société en charge du stockage et du transport des produits pétroliers est située dans le territoire de Maroua 1er à Gaklé. Par ailleurs, à côté de ce circuit institutionnel, les populations ont recours aux produits frelatés "Zoua Zoua" qui viennent du Nigéria. Cette situation pose un problème d'insécurité assez grave !

b) Energie électrique

Le réseau électrique d'ENEKO couvre faiblement la Commune. Plusieurs villages ne sont pas raccordés à ce réseau ; ce qui fait plonger les villages dans une obscurité inquiétante favorisant l'insécurité. Les autres sources d'énergie sont rares et constituent l'apanage de quelques personnes dites aisées. Seules les lampes torches et les plaques solaires miniaturisés sont utilisées. La zone urbaine est couverte à 80% par le réseau ENEKO. Palar et Makabaye sont partiellement électrifiés. Cependant, dans ces quartiers de la ville, on observe des ramifications de connections au réseau de manière accidentée : des courants d'alimentation des particuliers partent à des centaines de mètre, au-delà des habitations, avec des ramifications qui suscitent des interrogations. En outre, du côté ENEKO, en plus des poteaux défectueux avec leurs pannes fréquentes, les fils de la basse, moyenne voir même haute tension cohabitent avec les domiciles privés et les arbres exposant les habitations aux incendies et la vie des habitants des quartiers concernés. Le tableau ci-dessous donne la situation des infrastructures électriques dans la Commune :

Tableau 11: Situation des infrastructures électriques dans la Commune

VILLAGE	Nbre quartier desservis	Nbre transfo	Nbre poteau	Longueur MT	Longueur BT	Nbre branchement	Poteau endommagés
Urbain	9	9	2340	11	38	3200	191
Meskine	5	2	459	9	21	753	73
Gaklé	3	2	186	3	89	321	36
Dengui	3	1	195	3	45	142	43
Katoual	5	1	237	3	79	180	36
Salak Garré	3	1	183	5	71	220	37
Salak Yoldéo	2	1	103	2	46	78	29
Total	30	17	3703	36	389	4894	445

Source : DDEE

c) Energie solaire

La zone de Maroua 1er connaît un fort ensoleillement toute l'année. Ce type d'énergie serait le bien venu pour l'électrification tant en milieu urbain que rural. Mais, elle est sous exploitée. Toutefois, il se rencontre ce type d'énergie chez les particuliers avec les lampes à énergie solaire, les plaques solaires pour l'alimentation domestique ou pour l'alimentation en énergie des antennes des opérateurs de téléphonie mobile.

3.1.4.5 Infrastructures socio culturelles et sportives

Elles sont localisées en milieu urbain. On note deux centres multifonctionnels qui accueillent les jeunes pour leur formation à divers métiers ; une Bibliothèque municipale abandonnée à elle-même et en voie d'écroulement du fait des berges du **mayo Kaliao** ; des sites touristiques et de loisirs (le Monument IBBASANGUE, l'Arbre mythique, le Jardin public et le Jardin botanique) ; un complexe sportif et un stade municipal accueillent les jeunes pour leur épanouissement sportif.

Afin de maintenir la culture et la valoriser, un cadre d'exposition et de promotion des activités culturelles est créé dans la ville de Maroua 1^{er}, « **Maroua yelwata** ». Déroulé pendant une semaine, « **Maroua yelwata** » a pour but d'édifier les populations de Maroua et les touristes sur les différentes pratiques culturelles de sa Commune, d'exposer les mets du milieu, d'instaurer un cadre de dialogue entre parents et jeunes.

Pour l'accueil des visiteurs de la ville de Maroua 1^{er} et environ, il existe huit (08) structures hôtelières et quelques restaurants dont le fichier n'est pas à jour.

En milieu rural, on rencontre les aires des jeux plus ou moins aménagées. Généralement celles-ci sont abandonnées aux animaux. Par ailleurs, plusieurs établissements scolaires disposent des aires de jeux pour la pratique des sports et de l'éducation physique de qualité acceptable (exemple du lycée classique de Salak).

3.1.4.6 Travaux publics

La Commune de Maroua 1^{er} dispose de plus de 400 km de route reliant la Commune à l'extérieur d'une part et la ville de la Commune à la zone rurale d'autre part. Seulement, ces routes souffrent d'un manque d'entretien régulier. De plus, la plupart sont presque impraticables en saison pluvieuse posant de nombreuses difficultés d'écoulement des produits nécessaires pour la ville et la zone rurale.

La voirie urbaine de Maroua 1^{er} quant à elle est caractérisée par un vieux noyau qui s'est développé sur les deux rives du Mayo-Kaliao ; Les voies d'accès étant bitumées à peu près à 40%. Les zones aménagées ont été construites à l'Ouest et à l'Est du vieux noyau. Ses quartiers sont caractérisés par un réseau routier parallèle et perpendiculaire et sont essentiellement résidentiels et administratifs. Sans caniveaux et buses, le drainage des eaux est un véritable problème.

Ces routes de qualité très médiocre, ne possèdent pas un système d'éclairage public cohérent, sans panneaux de signalisation ni d'adresse des rues et des maisons (sauf le boulevard du Renouveau à Domayo). De plus, il n'existe pas des canaux d'évacuation dans les quartiers lotis, là où on en trouve ils sont obstrués par les ordures,, causant souvent des inondations dans les quartiers et pendant la saison des pluies, la plupart des routes deviennent les canaux des eaux de ruissellement.

Il existe plusieurs tronçons routiers dans la Commune de Maroua de 1^{er} qui sont repris dans le tableau suivant :

Tableau 12: Principaux tronçons routiers de la Commune

Intitulé	Tronçons /localisation	Nombre de km	Villages traversés	Pts critiques/Travaux à effectuer
Routes bitumées	Pont vert - pont Makabaye (par carrefour DJARMA)	5Km	Routes inter urbaines	Routes fortement dégradées et nécessitant le renouvellement total des tronçons
	Pont vert - station TOTAL (par Hardé)	3Km		
	Ancien foyer – Stade municipal	1Km		
	Pont rouge - carrefour DJARMA	0,5Km		
	« relai porte mayo » - carrefour Para (par Pitoaré et hôtel de ville)	3Km		
	Collège de l'Espoir - carrefour FROLINA	4Km		
	Pont côté hôtel MIZAO - entrée Palar	1Km		
	Pont Makabaye - Salak	17 Km	Dougouf, Yonkolé, Gaklé,	Elargissement du tronçon avec aménagement de la chaussé
	Carrefour Gaklé - Katoual	8 Km	Djagalaï	
Total		42,5Km		
Routes non bitumées	Routes inter quartiers de l'espace urbain	37 Km		A réhabiliter Construction des ouvrages d'assainissement
	Pont Makabaye - Katoual	11 Km	Dengui, Meskine	- Dalot sur le Mayo Louti (40m) ; - A réhabiliter

Intitulé	Tronçons /localisation	Nombre de km	Villages traversés	Pts critiques/Travaux à effectuer
	Gaklé - Katoual	7,5 km	Goyang	RAS
	Ouro Tchédé - Béguélé	23 Km	Zokok, Dakar, Goubewo	A réhabiliter
	Palar - Zalla	7,5 Km	Zaïka	RAS
	Carrefour Madjema - Ngassa	3 Km		2 dalots à réhabiliter

Source : Enquête de terrain (Green Safe-2015)

3.1.4.7 Infrastructures commerciales

La Commune de Maroua 1^{er} dispose de quatre marchés dans le milieu urbain, de deux marchés périodiques dans la zone rurale (Salak, le samedi et Meskine, le mercredi) et de deux marchés à bétail (Maroua, Salak). Véritable lieu d'échange, ces marchés souffrent de l'insuffisance d'infrastructures (boutique, comptoir/hangar, point d'eau et latrine).

Tableau 13: Synthèse des principales infrastructures marchandes de la Commune

Localisation	Equipement Marchand							Total équipement
	Abattoir	Gare	Magasin	Marché	Parc	Hangar	Boutique	
Maroua Urbain	1	0	2	4	0	1	5	13
Katoual	1	0	1	1	0	1	0	4
Zébé	0	0	0	0	0	0	0	0
Maza Ouro Bah	0	0	0	0	0	0	0	0
Dengui	0	0	0	0	0	0	0	0
Mayel Bei	0	0	0	0	0	0	0	0
Gaklé Boudougou	0	0	0	0	0	0	0	0
Zokok Laddéo	0	0	0	0	0	0	0	0
Meskine	1	0	1	1	0	1	0	4
Dakar	0	0	0	0	0	0	0	0
Palaoudi	0	0	0	0	0	0	0	0
Doyang	0	0	0	0	0	0	0	0
Salak Garré	0	1	1	1	0	2	0	5
Salak Yoldéo	0	0	0	0	0	0	0	0
Total	3	1	5	7	0	5	5	26

La plus part de ces équipements (à l'exception des nouvelles boutiques), nécessitent une réhabilitation.

3.1.4.8 Poste et Télécommunication/ Communication Communication

La Commune de Maroua 1^{er} est arrosée par les ondes de plusieurs chaines de radio et télé. Les populations captent la CRTV, Canal 2, RFI, la BBC, et plusieurs autres chaines qui animent l'espace communicationnel de la Commune. Par ailleurs, la Commune de Maroua 1^{er} dispose d'une radio communautaire à Miskine.

Il existe aussi un sous secteur de câblo-opérateurs qui permettent à plusieurs personnes d'avoir une diversité de choix.

Postes et Télécommunication

Tous les opérateurs du secteur de la télécommunication sont représentés à Maroua 1^{er} à savoir MTN, Orange, NEXTTEL, CAMTEL. Bien que l'espace urbain soit très bien desservi, certains villages ne reçoivent le signal que de façon parcellaire. Les divers services sont : la téléphonie fixe, mobile et internet.

Pour ce qui est du service postal, l'opérateur national (CAMPOST) est en perte de vitesse au profit des agences privées à l'instar de la SMS et des agences de voyages tels Touristiques, Danay et bien d'autres. Ces derniers (agences privées) se partagent près de 99% du marché postal.

3.1.4.9 Tourisme

La ville de Maroua est située au Carrefour de plusieurs destinations touristiques de renommée telles Waza, les monts "Rumshiki" et bien d'autres merveilles dont la nature a doté la région de l'Extrême Nord. En outre, cette ville dispose d'un potentiel artisanal indéniable. Jadis, ces merveilles attiraient beaucoup de touristes. Mais du fait de l'insécurité, ces touristes se font de plus en plus rares. En attendant que la sécurité reviennent, une stratégie touristique devrait être mise en place à travers le développement des infrastructures d'accueils (Hôtels, restaurants, ...), le développement des métiers touristes auprès des jeunes (guides, restaurateurs, interprètes, ...), le marketing de la destination touristique (publi-reportage sur les merveilles de la zone) et par la valorisation de certains sites à l'instar du site préhistorique de Makabaye.

Par ailleurs, certains hôtels de la ville se retrouvent sur internet. Il s'agit de :

Tableau 14: Principales infrastructures hôtelières de la Commune

N°	Nom de la structure	Quartier/Village	Classement
1.	Relais Porte Mayo	Domayo	1 étoile
2.	Hôtel Rawa	Pitoaré	1 étoile
3.	Hôtel Mizao	Baouliwol	3 étoiles
4.	Relais Ferngo	Domayo/comice	Non classé
5.	Hôtel Président Gadabouol/	Pitoaré	1 étoile
6.	Hôtel Savano	Gadabouol/Pitaoré	2 étoiles
7.	Hôtel la Prudence	Gadabouol/Pitaoré	2 étoiles
8.	Hôtel le Saré	Pitoaré	2 étoiles
9.	Hôtel Protocole	Pitoaré	1 étoile
10.	Hôtel Alpha	Djarengol	1 étoile
11.	Hôtel Gabano	Baouliwol	1 étoile
12.	Maison des oblats	Djarengol	Non classé
13.	Hôtel le Sahel	Domayo/comice	3 étoiles
14.	Hôtel liberty	Domayo/minsoya	1 étoile
15.	Hôtel l'oiseau de canne	Hardé	1 étoile
16.	Hôtel Coffana	Domayo	1 étoile
17.	Hôtel Maïdjiguilao	Domayo	1 étoile
18.	Hôtel Nossono	Pont vert	1 étoile
19.	Hôtel proximus	Pitoaré	1 étoile

3.1.4.10 Principales potentialités et ressources de la Commune de MAROUA 1^{ER}

Par rapport au milieu biophysique :

Le tableau ci-dessous présente les principales potentialités du milieu biophysique ainsi que quelques ressources.

Atouts/Potentialités	Ressources
<ul style="list-style-type: none"> - Sols fertiles - Présence des vastes étendues de terre - Présence des zones inondables - Zones propices au maraîchage - Sols propices à la mécanisation - Présence des sols propices à la culture du "Karal" - Possibilité de développer l'énergie solaire 	<ul style="list-style-type: none"> - Terres alluvionnaires - Présence du bois - Présence des pierres et du sable - Présence d'un site reboisé

Par rapport au milieu socio économique :

Sur le plan socio économique, les potentialités suivantes ont été recensées ;

Atouts/Potentialités	Ressources
<ul style="list-style-type: none"> - Importante population - Carrefour de plusieurs destinations touristiques; - Ville universitaire ; - Importante production agricole, pastorale, - Présence du CNFZVH ; - Maitrise des techniques d'embouche ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Quelques infrastructures marchandes, scolaires et administratives ; - Présence de quelques structures d'accueil - Possibilité d'exploiter le site préhistorique de Makabaye - Présence d'une importante route bitumée - Possibilité de construire un jardin botanique

<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un artisanat assez développé ; - Disponibilité des matières premières pour certaines industries (Artisanat, agro-industrie, industries minières...) - Présence des structures de transformation artisanale de certains produits (Yaourt, peaux de bêtes, savon, ...); - Important effectifs bovins, ovins et caprins ; - Développement de l'activité touristique - Aéroport International de Maroua Salak - Université de Maroua 	<ul style="list-style-type: none"> - Possibilité de bénéficier de plusieurs programmes nationaux, internationaux et des activités des ONG -
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

CHAPITRE IV :

SYNTHESE DES RESULTATS DES DIAGNOSTICS

4. SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1. SYNTHESE DU DIC

4.1.1 : Gestion des ressources humaines

Les ressources humaines dans la Commune de Maroua 1^{er} sont constituées du Conseil Municipal, de l'exécutif communal et du Personnel communal.

4.1.1.1 Les personnels

Il existe trois types de personnel à la Commune de Maroua 1er : les décisionnaires, les contractuels et les temporaires.

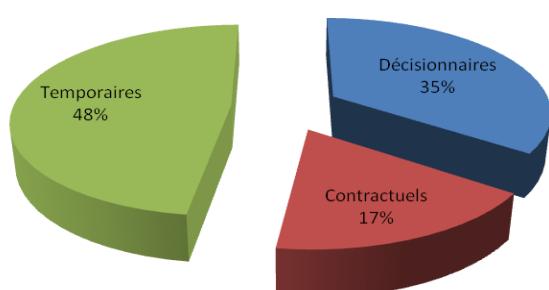
Le tableau ci-dessous fait ressortir la synthèse des différents éléments de ce personnel.

Tableau 15: Etat des lieux du personnel communal

Type de personnel	Nombre	%	Sexe		Age (an)			Formation de base			Ancienneté (an)			Salaire x 1000				
			Hommes	Femmes	< 30	30-45	>45	CEP et moins	BEPC/CA P	Probatoire	BAC et plus	< 5	05-10	>10	≤50	≤100	≤200	
Décisionnaires	8	34,78%	5	3	1	3	4	5	1	0	2	0	1	6	0	2	6	0
Contractuels	4	17,39%	3	1	0	4	0	0	0	0	4	1	0	3	0	0	2	2
Temporaires	11	47,83%	10	1	7	3	1	7	2	1	1	11	0	0	11	0	0	0
TOTAL	23	100,00%	18	5	8	10	5	12	3	1	7	12	1	9	11	2	8	2

4.1.1.1.1 Fonctions

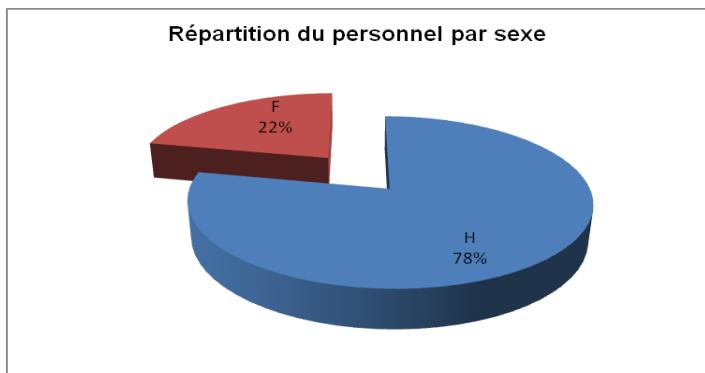
Répartition du personnel par type de contrat



Au regard de la figure ci contre, le personnel de la Commune de Maroua 1^{er} est composé de 48% des temporaires, 35% des décisionnaires et 17% des contractuels. Il est à souligner que plusieurs de ces temporaires viennent d'être recrutés au regard de la délibération N°08/DM/CA/MRA 1^{er}/SG du 19 décembre 2014 autorisant le Maire à recruter 15 temporaires. Cette situation dénote une faible stabilité du personnel et entraîne ipso facto une faible motivation du personnel temporaire.

Figure 3: Repartition du personnel par type de contrat

4.1.1.1.2 Le sexe



La figure ci contre présente la répartition du personnel par sexe. Il ressort donc que le personnel est constitué de 78% d'hommes et de 22% de femmes. Cela signifie que l'aspect genre n'est pas encore suffisamment pris en compte du fait des léthargies socio culturelles. Ceci entraîne la faible prise en compte des problèmes des femmes

Figure 4: Repartition du personnel par sexe

4.1.1.1.3 L'âge

Répartition par âge

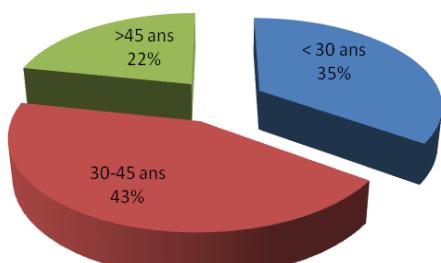


Figure 5: Repartition du personnel âge

La répartition par âge ressort que 35% du personnel a moins de 30 ans, 43% du personnel se situe entre 30 et 45 ans, tandis que 22% du personnel a plus de 45 ans. Sachant que l'âge de la retraite dans les Communes est fixé à 60 ans, il ressort que le personnel communal est relativement jeune. Bien que ce soit chez les nouvelles recrues qu'on rencontre le plus des moins de 30 ans ! C'est-à-dire chez les temporaires !

3.1.1.3.4 La formation de base

Niveau d'étude du personnel

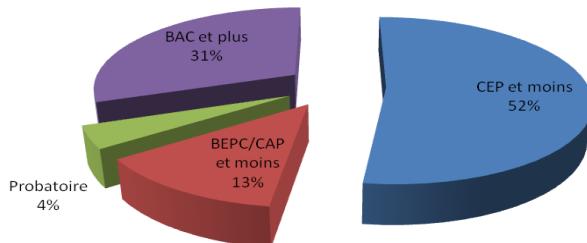


Figure 6: Formation de Base du personnel communal

Au regard de cette figure, il ressort que 31% du personnel communal a au moins le BAC, 4% le probatoire ou le niveau 1ère, 13% le BEPC ou moins et 52% le CEP ou moins. Ce qui suppose que le niveau du personnel communal est relativement bas. Cette situation explique pourquoi l'essentiel de ce personnel est assigné à des tâches répétitives c'est-à-dire loin des centres de décision.

3.1.1.1.5 Ancienneté du personnel

Ancienneté du personnel

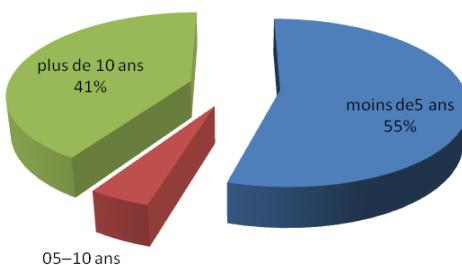


Figure 7: Ancienneté du personnel communal

La figure ci contre indique que 41% du personnel a plus de 10 ans d'ancienneté, 4% entre 5 et 10 ans et 55% moins de 5 ans de service. En poussant l'analyse, il ressort que les 55% de moins de 5 ans sont essentiellement des temporaires (cf. liste du personnel en annexe). Les tâches étant pour la plus part répétitives, on pourrait dire que par expérience, le personnel permanent maîtrise ses tâches.

4.1.1.2. Conseillers Municipaux

Le conseil municipal de la Commune de Maroua 1er est assez diversifié. Le tableau ci-dessous en fait une synthèse :

Tableau 16: Etat des lieux des conseillers municipaux

Profession	Nombre	SEXÉ		NIVEAU D'ÉTUDE			
		H	F	≤ CEPE	≤ BEPC	≤ Probatoire	≥ BAC
Professions libérales	2	1	1	0	0	0	2
Opérateurs économiques	4	2	2	0	0	2	2
Commerçants	4	6	0	3	2	1	0
Entrepreneur	4	4	0	2	2	0	0
Chefs traditionnels	4	2	0	3	0	0	1
Enseignants	2	2	0	0	0	0	2
Employés du privé	2	2	0	0	1	0	1

Profession	Nombre	SEXÉ		NIVEAU D'ÉTUDE			
		H	F	≤ CEPE	≤ BEPC	≤ Probatoire	≥ BAC
Retraité	7	6	1	2	2	1	1
Fonctionnaires	3	2	1	1	2	0	0
Autres	3	3	0	0	1	2	0
	35	30	5	11	10	6	9

4.1.1.3. Exécutif communal

L'exécutif est constitué du Maire et de quatre adjoints.

Tableau 17: Forces et faiblesses sur les ressources humaines

Composante	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces/contraintes
Gestion des ressources humaines	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de 02 personnels formés au CEFAM - Présence de 02 autres cadres de bon niveau - Répartition des tâches au niveau de l'exécutif - Présence d'un organigramme - Existence des réunions du personnel 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Inexistence d'un profil de carrière ; ✓ Inexistence d'un cahier de charge du personnel ; ✓ Inexistence d'un document formel tel que le règlement intérieur qui devrait réglementer le fonctionnement des services au sein de la Commune ; ✓ Insuffisance du personnel qualifié, Inexistence d'un système d'évaluation du personnel ; ✓ Faible qualification du personnel en poste ; ✓ Inexistence d'un plan de formation et de recyclage du personnel ; ✓ Faible application de l'organigramme type ; ✓ Insuffisance dans l'organigramme texte et dans l'organigramme schématisé ; ✓ Absence des commissions techniques ; ✓ Faible maîtrise de certaines thématiques (budget et finances) par les conseillers. ✓ Faible implication de certains membres de l'exécutif dans les affaires communal 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des séminaires et des colloques permettant un renforcement des capacités - Possibilité de renforcement de capacité du fait de la convention PNDP/CEFA M 	<ul style="list-style-type: none"> - Faible niveau de base du personnel

4.1.2 Gestion des ressources financières

Les ressources financières dans la Commune ont été analysées à l'aide des budgets et comptes administratifs des trois dernières années. Le tableau ci-dessous en fait la synthèse :

Tableau 18: Tableau d'analyse des finances communales sur les trois dernières années

	Prévu		Realisé	Taux de réalisation	Prévu		Realisé	Taux de réalisation	Prévu		Realisé	Taux de réalisation
Total Recettes	407 790 000		280 981 476	68,90%	529 470 000		397 050 582	74,99%	547 980 000		361 448 418	65,96%
Total Dépenses	407 790 000	762 783 26	229 565 693	56,30%	529 470 000	191 454 592	353 488 903	66,71%	547 980 000	115 817 277	351 709 001	64,54%
Excedent d'exercice	-		51 415 783				43 561 679				9 739 417	
Taux d'exécution	100,00%		81,70%	81,70%	100,00%		89,03%	88,96%	99,45%		97,31%	97,84%
Recettes	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total
Fonctionnement	202 670 000	49,70%	193 479 557	68,86%	348 070 000	65,74%	378 552 342	95,34%	403 980 000	73,72%	309 672 064	85,68%
Investissement	205 120 000	50,30%	87 501 919	31,14%	181 400 000	34,26%	18 498 240	4,66%	144 000 000	26,28%	51 776 354	14,32%
	407 790 000	1	280 981 476	1	529 470 000	1	397 050 582	1	547 980 000	1	361 448 418	1
Recettes propres - P	116 670 000	28,61%	38 430 150	13,68%	183 070 000	34,58%	34 773 095	8,76%	194 550 000	35,50%	70 887 922	19,61%
Recettes extérieures - E	291 120 000	71,39%	167 788 000	59,71%	346 400 000	65,42%	329 096 595	82,89%	353 430 000	64,50%	271 207 241	75,03%
CAC	55 000 000	13,49%	62 500 000	22,24%	90 000 000	17,00%	150 822 895	37,99%	130 000 000	23,72%	156 729 641	43,36%
Recettes fiscales	31 500 000	7,72%	23 620 050	8,41%	34 900 000	6,59%	8 431 695	2,12%	35 900 000	6,55%	48 991 408	13,55%
Taxes communales indirectes	41 120 000	10,08%	13 885 100	4,94%	38 620 000	7,29%	13 516 400	3,40%	47 550 000	8,68%	17 794 900	4,92%
Recettes tot/habitant	2 719	0,00%	1 873	0,00%	3 530	0,00%	2 647	0,00%	3 653	0,00%	2 410	0,00%
Recettes propres/habitant	1351	0,00%	1290	0,00%	1220	0,00%	232	0,00%	1297	0,00%	473	0
Dépenses	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total
Fonctionnement	152 941 112	37,50%	104 724 585	45,62%	221 563 040	41,85%	204 529 441	51,51%	284 480 000	51,91%	193 668 513	53,58%
Investissement	254 848 888	62,50%	124 841 108	54,38%	308 306 960	58,23%	148 959 462	37,52%	260 500 000	47,54%	158 040 488	43,72%
Fonctionnement/habitant	1 020	0,00%	698	0,00%	1 477	0,00%	1 364	0,00%	1 897	0,00%	1 291	0,00%
Investissement/habitant	1 699	0,00%	832	0,00%	2 055	0,00%	993	0,00%	1 737	0,00%	1 054	0,00%
Fonctionnement	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total
Dépenses liées au personnel - P	31 991 144	7,85%	21 286 920	9,27%	32 148 072	6,07%	21 101 724	5,97%	51 193 726	9,39%	14 726 155	4,19%
Dépenses pour l'équipe municipale - M	21 539 968	5,28%	10 140 568	4,42%	27 109 968	5,12%	23 645 420	6,69%	36 822 026	6,76%	21 694 784	6,17%
Dépenses de fonctionnement courant - F	30 500 000	7,48%	17 825 780	7,77%	44 100 000	8,32%	68 939 229	19,50%	44 387 248	8,14%	52 198 019	14,84%
Appui à l'autorité administrative - T	17 200 000	4,22%	14 915 000	6,50%	20 500 000	3,87%	24 281 200	6,87%	24 857 500	4,56%	24 351 500	6,92%

Entretien du patrimoine communal - C	15 500 000	3,80%	567 927	0,25%	19 000 000	3,59%	21 497 713	6,08%	39 000 000	7,16%	16 927 366	4,81%
Subventions aux tiers - S	10 800 000	2,65%	30 335 390	13,21%	22 100 000	4,17%	27 782 495	7,86%	29 000 000	5,32%	14 188 104	4,03%
Participation au fonctionnement d'autres structures - A	8 000 000	1,96%	1 650 000	0,72%	10 000 000	1,89%	3 130 000	0,89%	8 000 000	1,47%	6 827 922	1,94%
Investissement	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total	Prévu	% sur total	Realisé	% sur total
Engins - E	2 000 000	0,49%	2 586 777	1,13%	4 000 000	0,75%	31 900	0,01%	4 000 000	0,73%	5 500 000	1,56%
Batiments - B	238 200 000	58,41%	86 184 785	37,54%	149 500 000	28,21%	58 902 559	16,66%	125 000 000	22,94%	31 948 110	9,08%
Equipements divers - V	58 727 776	14,40%	20 180 823	8,79%	111 306 960	21,01%	62 514 441	17,68%	93 000 000	17,06%	56 921 656	16,18%
Terrains - Te	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	-	0,00%	3 500 000	0,64%	17 045 316	4,85%
Emprunts - D	15 000 000	3,68%	15 888 723	6,92%	35 000 000	6,61%	-	0,00%	35 000 000	6,42%	46 444 368	13,21%
Nombre d'habitants	150 000				150 000				150 000			

4.1.2.1 Budget annuel sur trois exercices et son utilisation

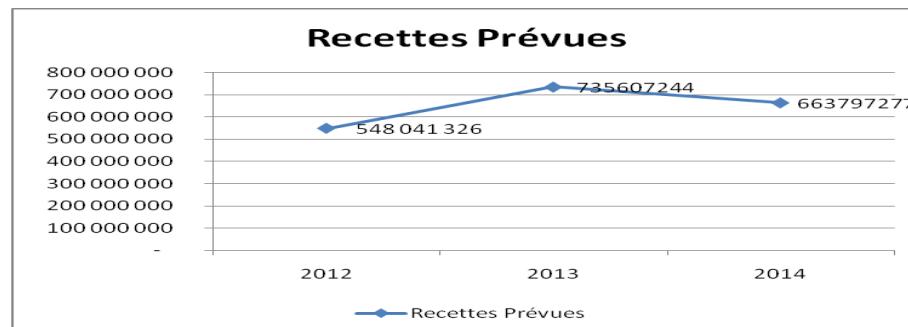


Figure 8: Recettes prévues au cours des 03 dernières années

Le budget prévisionnel de la Commune de Maroua 1^{er} oscille autour de 500 000 000 sur les 02 dernières années. Il est consacré au fonctionnement et aux investissements. Lorsqu'on compare la part de chaque rubrique dans le budget, il se dégage qu'en 2012 la part consacrée au fonctionnement est de 49,70% en valeur relative et celle destinée aux investissements est 50,30%. Cette répartition est conforme aux dispositions de la loi N° 2009/011 du 10/7/2009 portant régime financier des Collectivités territoriales décentralisées (CTD). Par contre, en 2013 et en 2014 la part belle est faite au fonctionnement soit 65,74% pour 2013 et 73,72% pour 2014.

Tableau 19: Budget prévisionnel en grande masse sur les 03 dernières années

Année	Montant prévisionnel du budget	Ventilation des grandes masses			
		Fonctionnement	Taux	Investissement	Taux
2012	407790000	202 670 000	49,70%	205 120 000	50,30%
2013	529470000	348 070 000	65,74%	181 400 000	34,26%
2014	547980000	403 980 000	73,72%	144 000 000	26,28%

4.1.2.1.2. Etats des recettes

Les ressources de la Commune proviennent des ressources propres, des ressources transférées, des ressources externes (les partenaires). De manière spécifique, elles sont constituées: des Produits des recettes fiscales, des centimes additionnels, des taxes communales directes et indirectes, des

Produits de l'exploitation du domaine et services communaux, des Ristournes et redevances consenties par l'Etat, des Subventions de fonctionnement reçues, des transferts reçus, des Autres produits et profits divers, des fonds de dotation, des réserves, des Subventions d'équipement reçues.

Tableau 20: Eléments du Budget prévisionnel

	Elements du budget prévisionnel	2012	2013	2014
Recettes de fonctionnement	Réserves	0	0	0
	Recettes fiscales	31500000	34900000	35900000
	CAC	55000000	90000000	130000000
	TC directes	0	0	0
	TC indirectes	41120000	38620000	47550000
	Produits d'exploitation	43650000	109350000	110900000
	Ristournes et redevances consenties par l'Etat	9000000	1000000	500000
	Produits financiers	0	0	0
	Subvention de fonctionnement reçues	20000000	71000000	50000000
	Transfert reçus	2000000	3000000	28930000
	Autres produits et profits divers	400000	200000	200000
	Reprise sur amortissements	0	0	0
		202670000	348070000	403980000
Recettes d'investissement	Fonds de dotation	4000000	2000000	1000000
	Réserves	0	0	0
	Produits des cessions d'éléments d'actifs immobilisés	0	0	0
	Subventions d'équipement reçues	201120000	179400000	143000000
	Emprunt à L et M termes	0	0	0
	Autres dettes à long et moyen terme	0	0	0
	Remboursement des prêts et autres créances à long et à moyen terme	0	0	0
	Amortissement des immobilisations corporelles	0	0	0
	Production d'immobilisation par la Commune pour elle même	0	0	0
		205120000	181400000	144000000

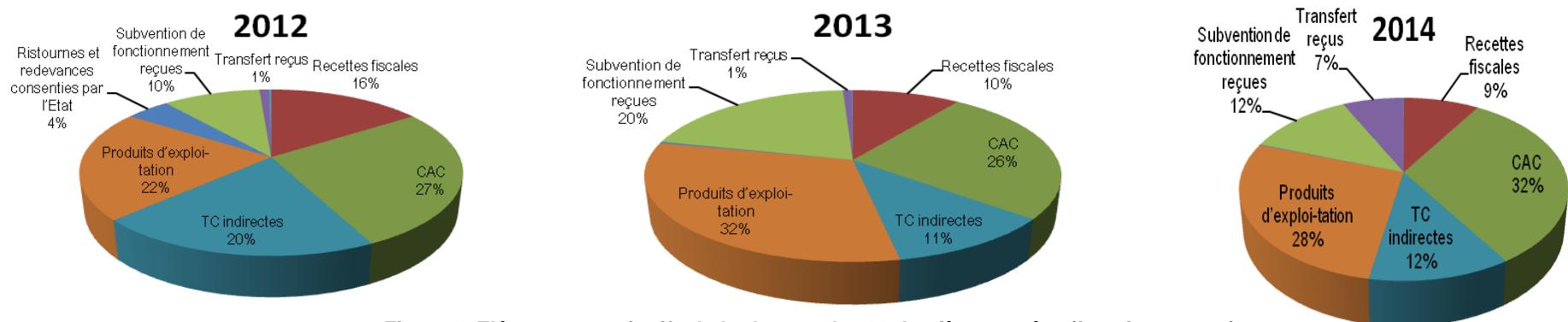


Figure 9: Eléments constitutifs du budget sur les 03 dernières années (fonctionnement)

D'une année à l'autre, les éléments constitutifs du budget prévisionnel de la Commune de Maroua 1^{er} en ce qui concerne le fonctionnement varient substantiellement. Le tableau et les figures ci-dessus présentent ces variations en valeurs absolues et en valeurs relatives. En effet, il ressort que les éléments les plus importants de ce budget sont les CAC, les subventions de fonctionnement reçues, les produits de l'exploitation et les taxes communales indirectes (les proportions sont visibles dans ces figures d'une année à l'autre). Cela signifie que dans l'élaboration de ce budget, l'exécutif a opté pour la mise en application de la loi N°2009/019 du 15/12/2009 portant fiscalité locale modifiée ou complétée par la loi N° 2010/015 du 21/12/2010 portant loi de finance de la république du Cameroun (effet induit de la décentralisation). Par ailleurs, il se dégage que la part réservée aux ressources propres est assez importante. Elle oscille autour de 58% en 2012, de 53% en 2013 et de 49% en 2014. Bien qu'elles soient décroissantes, elles dénotent de la volonté de l'exécutif de produire des ressources propres.

Quant au budget d'investissement, il n'est constitué que de deux éléments : les subventions d'équipement reçues et les fonds de dotation.

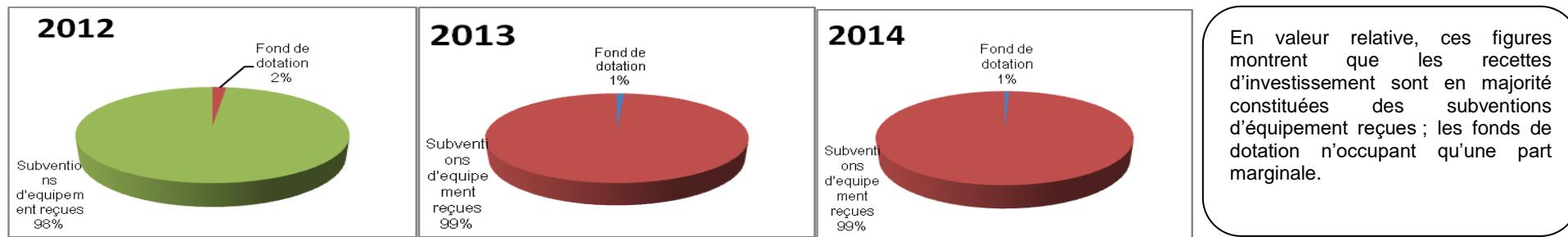


Figure 10: Eléments constitutifs du Budget (Investissement)

4.1.2.1.3. Mécanisme de collecte des ressources financières propres

A Maroua 1^{er}, l'initiative de collecte des ressources financières propres revient à la recette municipale. La stratégie de collecte quant à elle est définie par le maire avec le quitus du conseil municipal. L'arrêté municipal N° ____/2014/AM/C/MRA 1^{er} fixant la répartition des tâches entre les membres de l'exécutif stipule que le 1^{er} adjoint est chargé de l'action économique. Dans le cadre de ses prérogatives, il est chargé de la surveillance du recouvrement des impôts, droits et taxes municipaux dont il propose le cas échéant, des mesures correctives visant à améliorer le rendement. La stratégie mise en place consiste à placer des percepteurs dans tous les lieux de collecte (autorisés par la loi) en les assignant des objectifs. Des motivations sont alors reversées aux équipes de collecte en fonction du rendement effectué. Sauf que cette motivation se fait souvent attendre (cf. rapport de réunion du 08 mai 2015). Cet état des choses ralenti les ardeurs du personnel collecteur.

4.1.2.2. Structure des comptes administratifs sur trois exercices

Le compte administratif est l'ensemble des recettes et des dépenses effectuées au cours d'une année. Il est élaboré principalement par le receveur municipal sur la base des documents comptables utilisés qui peuvent être les certificats de recettes et de dépenses, les quittances et autres pièces comptables. Le chapeau et la reproduction du document sont assurés par le secrétaire général de la Commune. Le CA a la même structure que le budget et se décline lui aussi en recettes et dépenses ventilées en fonctionnement et en investissement.

A l'analyse des comptes administratifs de la Commune de Maroua 1^{er} sur la période 2012, 2013 et 2014, il ressort que ces comptes sont relativement bien faits malgré quelques erreurs de calculs dans les lignes. Si on fait fi de ces erreurs, il ya équilibre budgétaire entre les recettes et les dépenses. En réalité, ces erreurs sont négligeables et le montage des documents est la preuve d'une réelle maîtrise des choses par les auteurs.

4.1.2.2.1 Etat des recettes

Les recettes effectivement recouvrées durant cette période sont reprises dans le tableau suivant :

Tableau 21: Eléments constitutifs des recettes sur les 03 dernières années (fonctionnement)

ELEMENTS DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	2012	2013	2014
Réserves	27061407	14682652	8076901
Recettes fiscales	23620050	8431695	48991408
CAC	62500000	150822895	156729641
TC directes	0	0	642414
TC indirectes	13885100	13516400	17794900
Produits d'exploitation	925000	12825000	3459200
Ristournes et redevances consenties par l'Etat	0	0	0
Produits financiers	0	0	0
Subvention de fonctionnement reçues	0	20000000	35000000
Transfert reçus	65488000	158273700	38977600
Autres produits et profits divers	0	0	0
Reprise sur amortissements	0	0	0
TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT	193479557	378552342	309672064

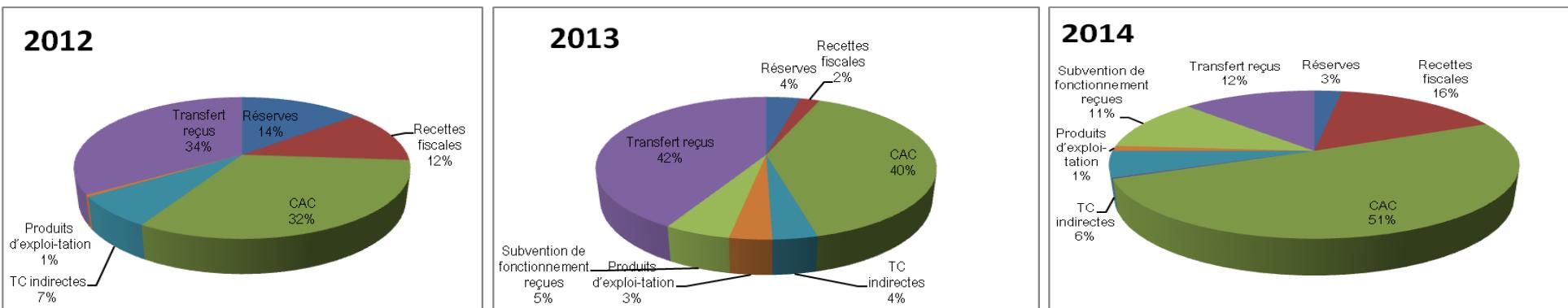


Figure 11: Eléments constitutifs des recettes (fonctionnement)

Les figures ci-dessus présentent la part de chaque élément dans les recettes de fonctionnement. Il ressort donc que les recettes sont constituées en majorité des recettes extérieures. Pour preuve, les recettes extérieures (constituées des CAC, des transferts reçus et des subventions de fonctionnement reçues) en 2012 représentent en valeur relative 66% des recettes, en 2013, elles plafonnent à 84% et en 2014 elles se situent au niveau de 74%. Il se dégage alors que la réalité des comptes administratifs est loin de la volonté exprimée dans le budget de faire des recettes propres la base des ressources de la Commune. Cet état des choses entraîne à s'intéresser sur la capacité de Mobilisation des recettes propres.

4.1.2.2.2. Capacité de mobilisation des recettes propres

Les recettes de fonctionnement de la Commune de Maroua 1er sont constituées de 14 éléments comme l'indique le tableau ci-dessous :

Tableau 22: Capacité de mobilisation des recettes propres

Classe	Element des recettes	2012	2013	2014
--------	----------------------	------	------	------

Classe	Element des recettes		2012	2013	2014
710100	Produits de l'impôt libératoire	P	15964850	7749000	12757400
710102	Contribution des licenses	P	45900		0
710103	Taxe sur le bétail	P	65300		
710106	Redevance forestière	P			18987393
710107	Taxe d'assainissement	P	35000		0
710108	Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules et engins à moteur	P	0		3856615
710109	Taxe foncière	P			500000
710110	Autres recettes fiscales	P	7509000	682695	12890000
712100	Produit de la taxe de l'eau	P			642414
713100	Taxe d'abattage	P	367000	829000	679800
713101	Taxe d'inspection sanitaire	P	0		1519000
713102	Droits de fourrière	P	35000	114000	11000
713103	Droits de place sur les marchés	P	8021400	6462800	6427150
713104	Droits sur les permis de bâtir	P	0	0	0
713105	Droits d'occupation temporaire de la voie publique	P	1526000	872000	3265000
713108	Taxe sur les spectacles	P	85000	210000	0
713112	Droits de timbre	P	3710000	4673600	5245600
713113	Redevances pour dégradation de chaussée	P	90500	335000	380500
713115	Taxe de transit	P	0	0	150000
713118	Autres taxes communales indirectes	P	0		20000
713119	Taxe sur le bétail	P	50200		0
713120	Ticket de Quai	P	0	20000	96850
720100	Loyers des immeubles communaux	P			1219000
720103	Location des meubles, des salles de fêtes, des camions, engins et autres biens meubles et immeubles	P			285000
720107	Cessions de sables, pierres, pouzzolane et autres produits des carrières	P	925000	40000	1475200
720114	Droits sur embarcations	P	0	75000	480000
720121	Autres produits d'exploitation du domaine	P		12710000	

L'observation qui en découle est la modicité des sommes recouvrées pour une Commune d'arrondissement ! Cela laisse présager que soit les mécanismes de collecte des recettes propres ne sont pas bien huilés, soit toutes les sommes recouvrées ne sont pas reversées, soit la Commune fait face à un incivisme fiscale ... En réalité, toutes ces hypothèses sont vrai. A la lecture de ce tableau, il ressort que la politique de collecte est à revoir

parce que plusieurs éléments ne sont collectés qu'une seule fois. Lorsqu'on analyse le potentiel économique de la Commune de Maroua 1er on peut sous entendre que tous les montants collectés ne sont pas reversés ou que les contribuables refusent de payer.

Tableau 23: Recettes propres sur les 03 dernières années

	2012		2013		2014	
	Montant	Taux	Montant	Taux	Montant	Taux
Recettes propres - P	38 430 150	13,68%	34 773 095	8,76%	70 887 922	19,61%

En poussant l'analyse, il ressort que la part des recettes propres dans les ressources totales recouvrées par la Commune en 2012 représente 13,68% en valeur relative soit 38430150 en valeur absolue. En 2013, elles sont de 8,76% en valeur relative soit en valeur absolue 34773095. En 2014, bien qu'en valeur relative le taux reste toujours faible, il se dégage tout de même une embellie. En effet, les sommes recouvrées passent de 34773095 à 70887922 soit du simple au double ! Cela s'explique par l'implication de toutes les autorités communales et la définition des objectifs mensuels au service collecteur.

Tableau 24: Eléments des recettes d'investissement

ELEMENTS DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	2012	2013	2014
Fonds de dotation	0	18498240	40500000
Reserves	47701919	18498240	11276354
Subventions d'équipement reçues	39800000	0	0
TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT	87501919	36996480	51776354

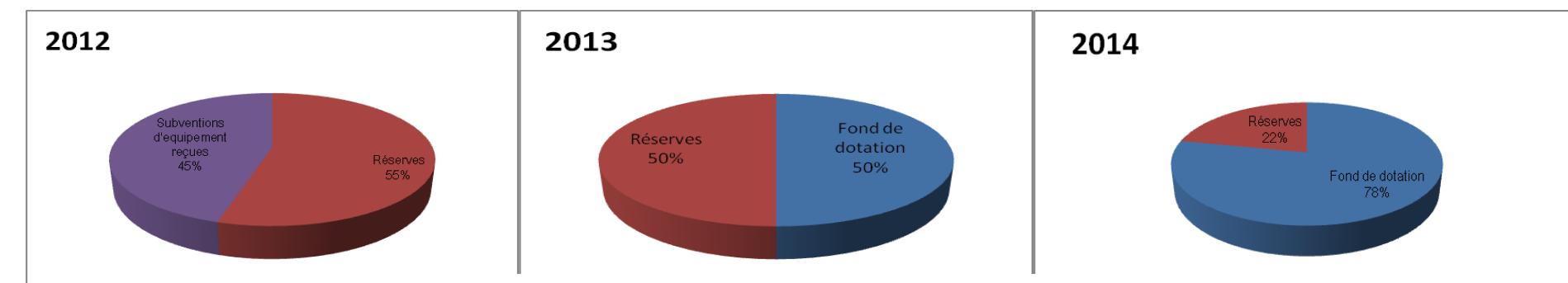
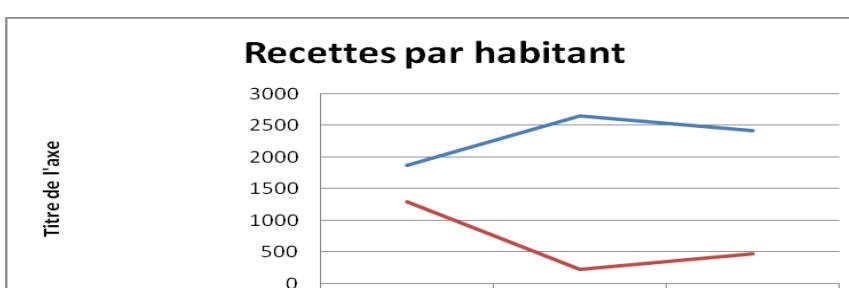


Figure 12: Eléments des recettes (Investissement)

Les recettes d'investissement quant à elles ne sont pas très variées. Elles sont constituées des subventions d'équipement reçues, des réserves et des fonds de dotation. Les figures ci-dessus les expliquent à suffisance. La principale observation est que les ressources extérieures ont toujours une place considérable. Il faut souligner le rôle important des réserves dans ce budget. C'est la preuve que la Commune essaye par ses propres moyens d'impulser les investissements.

4.1.2.2.3. Recettes par habitant



Le tracé des 02 courbes confirme les analyses qui ont été faites précédemment. En effet, bien que les montants collectés par habitant soient faibles (compte tenu du niveau de l'économie locale), il y a tout de même une augmentation des recettes en 2013 et une chute l'année suivante, pour ce qui est des recettes totales. Par contre pour ce qui est des recettes propres par habitants, l'allure de la courbe est décroissante de 2012 à 2013 matérialisant ainsi un faible recouvrement des taxes communales. En 2014, le montant de 2013 est doublé. Preuve que des

Figure 13: Recettes par habitant sur les trois dernières années

4.1.2.2.4. Etat des dépenses

Les dépenses dans la Commune de Maroua 1^{er} sont constituées des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'investissement.

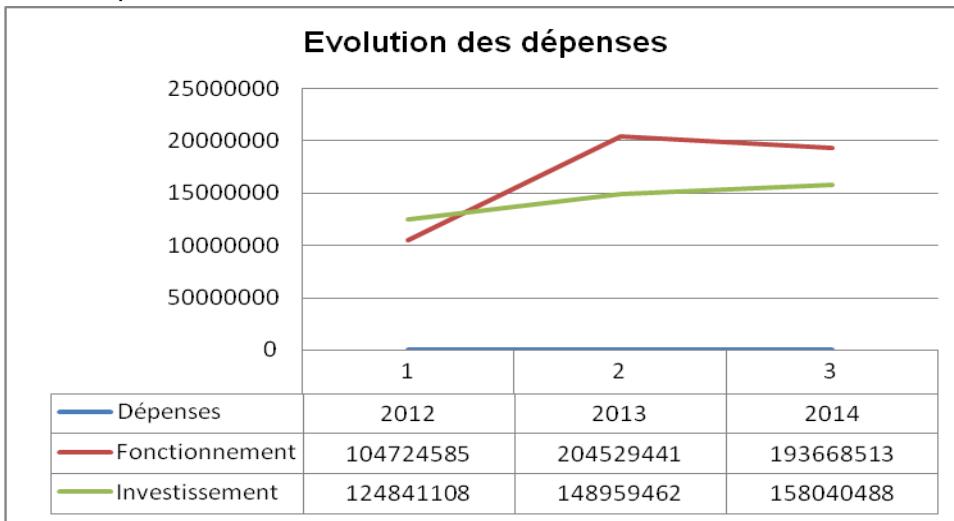


Figure 14: Evolution de dépenses sur les trois dernières années

Au regard de la figure ci contre, il se dégage qu'en 2012 les dépenses d'investissement sont supérieures aux dépenses de fonctionnement ! soit en valeur relative de : 54,38% pour les investissements et de 45,62% pour les dépenses de fonctionnement. Cela s'explique par les travaux de construction du nouvel hôtel de ville. Les années suivantes, la tendance est modifiée et c'est les dépenses de fonctionnement qui deviennent plus importantes soit en valeur relative de 37,52% pour les dépenses d'investissement au cours de l'année 2013 et d'importantes réserves constituées qui seront utilisées en 2014 et porteront le taux des dépenses d'investissement à 43,78%. De manière générale, la Commune de Maroua 1^{er} respecte la loi N°2009/011 du 10 juillet 2009 portant régime financier des collectivités territoriales décentralisées en son article 39 qui stipule que : "les prévisions de dépenses de fonctionnement doivent être fixées à un taux maximum de 60% et minimal de 40 pour les dépenses d'investissement"

Pour ce qui est de la qualité de la dépense, le tableau ci-dessous récapitule les grandes masses des dépenses.

Tableau 25: Eléments des dépenses de fonctionnement

Dépenses de fonctionnement	Réalisé	% sur total	Réalisé	% sur total	Réalisé	% sur total
Dépenses liées au personnel - P	21286920	9,27%	21101724	5,97%	14726155	4,19%
Dépenses pour l'équipe municipale - M	10140568	4,42%	23645420	6,69%	21694784	6,17%

Dépenses de fonctionnement courant - F	17825780	7,77%	68939229	19,50%	52198019	14,84%
Appui à l'autorité administrative - T	14915000	6,50%	24281200	6,87%	24351500	6,92%
Entretien du patrimoine communal - C	567927	0,25%	21497713	6,08%	16927366	4,81%
Subventions aux tiers - S	30335390	13,21%	27782495	7,86%	14188104	4,03%
Participation au fonctionnement d'autres structures - A	1650000	0,72%	3130000	0,89%	6827922	1,94%

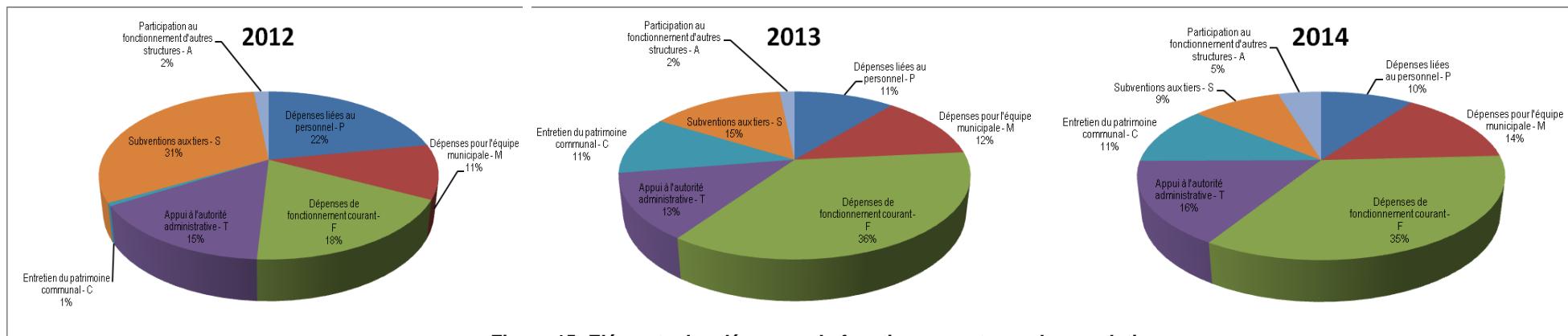


Figure 15: Eléments des dépenses de fonctionnement en valeurs relatives

De manière générale, les dépenses de fonctionnement courant représentent le gros des dépenses de fonctionnement. En 2013 et 2014, elles oscillent autour de 35% des dépenses de fonctionnement. Suivies immédiatement des dépenses liées à l'appui à l'autorité administrative qui oscillent autour de 15%. Viennent ensuite les charges du personnel qui oscillent autour de 14% des dépenses de fonctionnement. Mais il faut souligner les "subventions aux tiers" qui ont représenté 31% du budget de fonctionnement en 2012 et les dépenses non moins importantes réservées à l'entretien de l'équipe municipale!

Tableau 26: Eléments des dépenses d'investissement sur les 03 dernières années

Dépenses d'investissement	Réalisé	% sur total	Réalisé	% sur total	Réalisé	% sur total
Engins - E	2586777	1,13%	31900	0,01%	5500000	1,56%
Batiments - B	86184785	37,54%	58902559	16,66%	31948110	9,08%
Equipements divers - V	20180823	8,79%	62514441	17,68%	56921656	16,18%
Terrains - Te	0	0,00%	0	0,00%	17045316	4,85%
Emprunts - D	15888723	6,92%	0	0,00%	46444368	13,21%

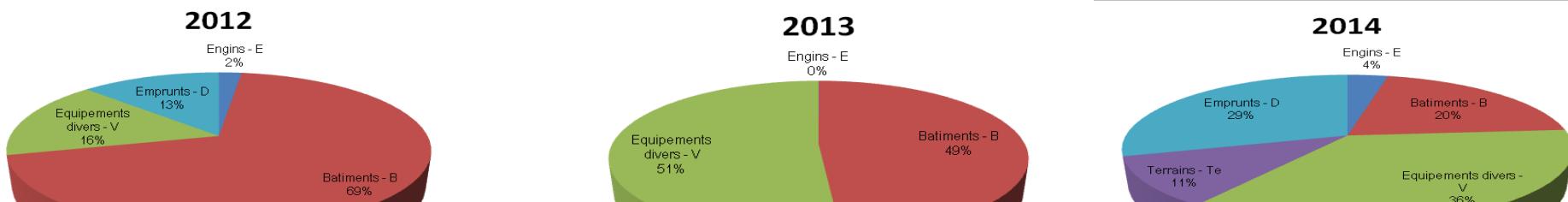


Figure 16: Eléments des dépenses d'investissement en valeurs relatives

Les dépenses d'investissement dans la Commune de Maroua suivent une logique assez intéressante : en 2012 et 2013 on constate que la part réservée aux bâtiments est très importante. A partir de 2013, il y a comme un renversement de tendance où c'est la ligne destinée aux équipements divers qui devient plus importante. Ce n'est que logique dans la mesure où un bâtiment construit doit être équipé. C'est le cas de l'hôtel de ville de Maroua 1^{er} où la qualité des équipements justifie les sommes allouées.

4.1.2.2.5. Dépenses par habitant

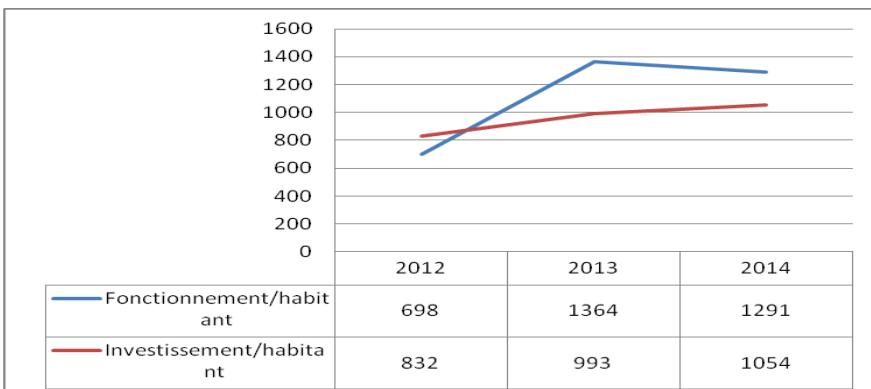


Figure 17: Dépenses par habitant sur les 03 dernières années

La figure ci contre montre que les dépenses par habitant sont encore très faibles (sur aucune année, la somme des investissements et du fonctionnement n'a atteint les 2500 !). Celles-ci ne peuvent pas permettre à la population de ressentir les efforts qui sont entrepris par l'équipe municipale et par l'Etat. D'où l'intérêt du "Plan d'urgence de l'Etat" qui apportera à coup sûr une bouffé d'oxygène aux populations de la Commune de Maroua 1^{er}.

Néanmoins, de nombreux efforts sont faits par la Commune avec l'aide de ses partenaires (PNDP, PDR,...) et de l'Etat.

Tableau 27: Taux de recouvrement et Ecarts constatés

Année	Recettes Prévues	Recettes Réalisées	Ecarts	Taux de réalisation
2012	407 790 000	280 981 476	126 808 524	68,90%
2013	529 470 000	397 050 582	132 419 418	74,99%
2014	547 980 000	361 448 418	186 531 582	65,96%

Les taux de réalisation sont aux dessus de la moyenne au cours des trois dernières années. L'idéal serait qu'ils atteignent les 90% ! Il faudrait surtout mettre l'accent sur le recouvrement des recettes propres. Parce que lorsqu'on observe, les recettes extérieures sont très importantes dans le budget communal.

Par ailleurs, les écarts d'une année à l'autre sont assez importants. Pour cause, il est difficile pour le Maire et ses collaborateurs d'élaborer un budget exact. Ces difficultés tiennent à plusieurs raisons : Les réurgences des évènements perturbateurs qui arrivent de façon inopinée, la méconnaissance du montant exact des impôts soumis à péréquation, l'ignorance des montants des retenues sur les taxes, le vote du budget de la Commune passant parfois avant celui de l'Etat.

4.1.2.2.3. 7 Taux d'investissement

Le taux d'investissement est le montant des investissements réalisés sur le montant total des recettes réalisées.

Tableau 28: Taux d'investissement

Total Recettes	280981476	397050582	361448418
Investissement	87501919	18498240	51776354
Taux d'investissement	31,14%	4,66%	14,32%

Forces et faiblesses

Tableau 29: Tableau des forces et faiblesses sur la gestion des ressources financières

Composante	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces/ contraintes
Gestion des ressources financières	<ul style="list-style-type: none"> - Publication du budget, des comptes administratifs - Respect des règles d'encaissement et de décaissement - Existence d'un fichier des contribuables - Réception de subventions venant du FEICOM et de l'Etat 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible taux de recouvrement des recettes propres ✓ Faible sécurisation des recettes communales ✓ Inconstance dans le recouvrement de certaines taxes ✓ Faible taux d'investissement ✓ Insuffisance dans la stratégie de collecte des taxes communales ✓ Insuffisance dans la formation de certains agents chargés des finances ✓ Faible mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences etc.) ✓ Faible maîtrise de l'assiette fiscale (non actualisation du fichier de contribuable) ✓ Faible maîtrise du budget communal par les conseillers 	<ul style="list-style-type: none"> - Diversification des sources de revenus (présence de plusieurs corps de métier) - Présence des partenaires (FEICOM – PNDP-PDR) - Existence d'un ACF 	<ul style="list-style-type: none"> - Incivisme fiscal - Insécurité dans la zone - Insuffisance du personnel qualifié - Effectif pléthorique des temporaires à la recette municipale - Cessation des activités de la plate forme économique

4.1.3 Gestion du patrimoine communal

Le patrimoine de la Commune de Maroua 1^{er} est constitué de : matériel roulant, matériel de bureau, matériel d'hygiènes et de secourisme, Meubles et objet d'ameublement, matériel divers (matériels de travaux), matériel électroménager, froid et climatisation et accessoires, matériels roulants.

Tableau 30: Etat des biens meubles au 31 décembre 2014

N° D'ordre	DESIGNATION DES MATIERES, DENREES ET OBJETS	ESPECES DES UNITES	QTE	PRIS UNITAIRE	Valeurs	État du matériel
109	<u>MEUBLES ET OBJET D'AMEUBLEMENTS :</u>					
	Armoire en bois Sappelli avec 3 battants et 15 compartiments	N	2	350 000	700 000	Moyen
	Armoire de rangement bois massif avec 12 compartiments	N	1	450 002	450 002	Bon
	Bureau Directeur bois massif avec retour et sous-main incorporé	N	1	950 000	950 000	Bon
	Bureau Ministre bois massif avec retour et sous-main incorporé	N	1	1 450 000	1 450 000	Moyen
	Bureau bois rouge avec 3 tiroirs	N	2	150 001	300 002	Bon
	Bureau bois Sappelli avec 3 tiroirs	N	1	450 000	450 000	Bon
	Bureau bois blanc peint en noir avec 4 tiroirs	N	1	120 000	120 000	Mauvais
	Bureau bois rouge avec 2 tiroirs	N	2	150 000	300 000	Moyen
	Chaise bois rouge fond rembourrés en skaï	N	5	25 000	125 000	Moyen
	Chaises bois rouge	N	7	10 000	70 000	Moyen
	Chaises en plastiques	N	100	5 000	500 000	Mauvais
	coffre-fort métallique DIPLOMAT	N	1	836 574	836 574	Bon
	Fauteuil bois rouge F et D rembourrés en skaï	N	1	45 000	45 000	Mauvais
	Fauteuil de bureau simili cuir noir roulant et tournant	N	3	200 000	600 000	Moyen
	Fauteuil Directeur en simili cuir noir avec accoudoir réglable	N	1	650 001	650 001	Bon
	Fauteuils de réception en simili cuir noir sur socle chromé	N	3	150 000	450 000	Moyen
	Fauteuil de réception fixe simili cuir noir	N	4	100 000	400 000	Moyen
	Fauteuil métallique fond et dos rembourrés	N	1	250 000	250 000	Bon
	Salon de réception en simili cuir marron sur socle chromé	N	1	1 080 015	1 080 015	Mauvais
111	<u>OUTILLAGE, INSTRUMENTS ET APPAREILS DIVERS :</u>					
	Calculatrice Electric	N	3	14 000	42 000	Vétuste
	Climatiseur SPLIT 2 CV PANORAMA N° 18000	N	1	500 000	500 000	Bon
	Machine à écrire long chariot ROBOTROM	N	1	650 000	650 000	Moyen
	Motocyclette HONDA C 110 N° CH 5308659	N	1	1 21 000	1 21 000	Mauvais
	Ordinateurs COMPAQ N° 7500	N	2	1 650 000	3 300 000	Mauvais
	Véhicule TOYOTA Hilux EN 8162 B	N	1	7 000 000	7 000 000	Vétuste
	Rallonge	N	1	7 770	7 770	Vétuste
	Ventilateur sur pieds STRONG	N	3	22 500	67 500	Vétuste

N° D'ordre	DESIGNATION DES MATIERES, DENREES ET OBJETS	ESPECES DES UNITES	QTE	PRIS UNITAIRE	Valeurs	État du matériel
	Baffles (colonnes) marque JBL SRX	N	2	1 600 000	3 200 000	Bon
	Enceinte marque JBL SRX 715	N	1	300 000	300 000	Bon
	Amplificateur professionnel marque crest Audio CA18	N	3	630 000	1 890 000	Bon
115	OUVRAGE DE BIBLIOTHEQUE ET DE SCIENCES, ARTS ET MATERIEL D'ENSEIGNEMENT, FOURNITURES DIVERS :					
	Agrafeuses	N	5	7 365	36 825	Bon
	Bacs à courriers en plastique	N	4	8 990	35960	Bon
	Cachets dateurs	N	2	3 275	6 550	Bon
	Cachets dateur	N	1	3 000	3 000	Bon
	Cachets composteur (vu bon à payer)	N	1	25 000	25 000	Vétuste
	Cachets rond officiel	N	1	16 000	16 000	Moyen
	Cachets rond recette municipal	N	1	16 000	16 000	Moyen
	Cachets rectangulaire payant	N	1	8 000	8 000	Bon
	Cachets rectangulaire receveur Municipal	N	1	8 000	8 000	Bon
	Cachets rectangulaire caisse	N	1	8 000	8 000	Vétuste
	Dictionnaire Larousse 4 ^{eme} Edition	N	1	27500	27 500	Bon
	Panier à ordure en plastique	N	5	3 270	16 350	Bon
	Perforateur	N	2	6 500	13 000	Bon
	Porte-bics en plastique	N	2	2 870	5 740	Bon
	Porte-cachets	N	3	4 280	12 840	Bon
	Porte-trombone en plastique	N	1	2 225	2 225	Bon
	Sous-main en plastique à plusieurs drapeaux d'Afrique	N	3	13 150	39 450	Bon
	Tampon encrur rouge	N	3	3 870	11 610	Bon
	Ordinateurs	N	02			Bon

Source : Commune Maroua 1er

La Commune de Maroua 1er est assez fourni en matériel et équipement de bureau. Pour le moment, presque tout est à l'état neuf. C'est ce qui justifie que la colonne "état du matériel" soit rempli de "bon et moyen".

Tableau 31: Etat des biens immeuble de la Commune au 31 décembre 2014

N°	Usage immeuble	Superficie	Date de construction	Lieu d'implantation	Nombre de pièces	Valeur ancien construction	Valeur actuelle	Observation
01	Ancien foyer culturel	651 m ²	1970/1971	Domayo	-	13 000 000	-	
02	Hangar marché	-	-	Meskine	01	500 000	-	
03	Hangar marché	-	1986/1987	Salak	01	3 236 420	-	
04	Abattoir	-	-	Katoual	01	1 000 000	-	
05	Gare routière	90 m ²	1993/1994	Salak	01	4 000 000	-	
06	Abattoir	52,6 m ²	1988/1989	Meskine	01	1 300 000		

N°	Usage immeuble	Superficie	Date de construction	Lieu d'implantation	Nombre de pièces	Valeur ancien construction	Valeur actuelle	Observation
07	Hangar marché			Katoual	01	2 000 000		
08	Bloc magasin + boutique	50 m ²	2010	Salak	02	-	5 594 713	
09	Hangar + bloc boutique	108 m ²	2010	Salak	07	-	14 404 883	
10	Boutiques	300 m ²	2012	Carrefour Para	20	-	54 500 000	
11	Boutiques	300 m ²	2012	Carrefour Para	20	-	39 800 588	
12	Boutiques + Hangar	250 m ²	2012	Marché Comice	10 + 1	-	35 469 180	
13	Hôtel de ville de Maroua 1 ^{er}	-	2010	A côté du lycée de Maroua – Domayo	-	230 000 000	230 000 000	

Source : Commune Maroua 1^{er}

Dans le tableau ci-dessus, il ressort qu'il est difficile d'évaluer la valeur actuelle de certains biens immeubles. Ceci se justifie par le fait que ces biens pour la plus part ont été hérité de la Communauté urbaine. Il est donc nécessaire de réévaluer tous ces biens immeubles afin soit de les réhabiliter, soit d'en construire des nouvelles plus modernes.

Tableau 32: Etat du matériel roulant au 31 décembre 2014

N°	Genre	Marque et type	Usage du véhicule	Date d'Acquisition	Valeur	Observation
01	Véhicule fortuner	Fortuner CE 709 BJ	Maire	2011	25 000 000	Très bon état
02	Pick-up	Toyota	-	-	500 000	Mauvais état
03	Moto	Moto de Marque Honda Trail 110	Tout service de la Commune	2009	Don GT Sida	Etat moyen
04	Moto	Moto de marque Yamaha AG100	Suivi PVMC	2012	2 500 000	Très bon état

Source : Commune Maroua 1^{er}

Le tableau sur le matériel roulant fait ressortir une faiblesse majeure : l'insuffisance du matériel roulant.

4.1.3.2. Modes de gestion du patrimoine communal

Le mode de gestion du patrimoine à la Commune de Maroua 1^{er} est un peu ambigu. Dans la mesure où il n'existe pas une politique de gestion du patrimoine. Bien que l'organigramme prévoie un responsable en charge du matériel, celui-ci n'a pas encore été désigné. C'est donc au maire qu'incombe la tâche de le faire. Il a confié ce pouvoir à son secrétaire particulier qui joue le rôle de comptable matière.

La gestion des fournitures et matériels est soumise à l'émission d'une demande par le bénéficiaire. En effet, les services concernés expriment leurs besoins et les cartons leurs sont transmis en fonction des moyens disponibles. La traçabilité de ce matériel est renseignée par un bon de sortie. Tout achat de matériel et fourniture obéit à la procédure de la lettre commande.

Quant aux biens immeubles et les terrains leur conduite relève du Maire et du secrétaire général. Pour le moment, il n'y a que la salle de fête que la Commune cède moyennant un coût (25000 Frs/jour). Il suffit juste d'en faire une demande adressée au maire. Si les conditions sont remplies, la salle est cédée après versement de la somme due à la recette municipale.

4.1.3.3. Système d'entretien du patrimoine communal

Il n'existe aucun système interne d'entretien du patrimoine. En cas de nécessité, la mairie fait appel aux compétences extérieures. Ce qui est normal dans la mesure où, la quantité de ce patrimoine n'impose pas la mise en place d'un système d'entretien interne du patrimoine communal. Dans l'organigramme

tout de même, les autorités communales ont pensé à la mise en place d'un garage communal. Malheureusement, cet organigramme n'est pas fonctionnel.

4.1.3.4. Gestion des ressources naturelles et valorisation des ressources touristiques

Les produits des carrières constituent les rares ressources naturelles de la Commune. Il n'existe aucun système fiable de gestion de ces ressources. Néanmoins la mairie avait jadis, définit des lieux de collecte de sable où des percepteurs avaient été placés. Ceux-ci prélevaient une somme de 2000 frs par camion. Malheureusement, cette initiative a été mis à mal par la malhonnêteté des agents percepteurs et, surtout par les anarchies des forces de maintien de l'ordre. La Mairie envisage aujourd'hui, de céder la gestion de cette activité à des tiers.

Quant aux ressources touristiques, la colline de Makabaye n'est pas suffisamment valorisée. Les cases bucoliques constituent donc l'une des rares attractions touristiques de la zone. Toutefois, la ville de Maroua en elle-même constitue un potentiel touristique énorme dans la mesure où, elle est le point de départ de plusieurs destinations touristiques. La Commune devrait trouver une astuce pour engranger quelques choses du passage de ces touristes (malgré que l'activité soit en berne du fait de l'insécurité).

Tableau 33: Tableau des forces et faiblesses sur la gestion du patrimoine communale

Composante	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces/ contraintes
Gestion du patrimoine	<ul style="list-style-type: none"> - Présence d'un patrimoine mobilier et immobilier assez important ; - 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance du matériel roulant ; ✓ Le non achèvement de l'hôtel de ville ; ✓ L'absence de clôture à l'hôtel de ville ; ✓ La vétusté de plusieurs biens immobiliers ; ✓ Le cumul de fonction du magasinier ; ✓ L'absence de formation du magasinier dans ce domaine ; ✓ Insuffisance du matériel informatique ; ✓ Inexistence d'un système d'amortissement. 	<ul style="list-style-type: none"> - Présence des fiches de suivi et de décharge 	<ul style="list-style-type: none"> - Personnel non formé -

4.1.4 Gestion des relations

Le réseau relationnel de la Commune de Maroua 1^{er} est assez diversifié. Il est constitué de la tutelle, des services déconcentrés de l'Etat, des autres Communes, des chefferies traditionnelles, des programmes et ONG...

Tableau 34: Tableau de synthèse des différentes relations de la Commune

Partenaires	Types de relation	Domaine de relation	Qualité de relation	Observations
PREFET	Tutelle	Institutionnelle	Bonne	
Communauté urbaine	Collaboration	Institutionnelle	Mitigée	Il y a conflit de compétence entre les deux institutions (nécessitant l'intervention de l'autorité administrative)
MINEDUB	Appui au fonctionnement des écoles (Commune) ; Appui techniques à la Commune	Construction de 03 écoles maternelles à : Ouro Tchédé (Zokok Laddéo), Pont Vert et Djarengol Carrefour Para ; Construction de 45 Salles de classes au CETIC de Meskine, de Salak ; au CES de Katoual, à l'EP de Ngassa, Goubéo, Béguélé, Mokora, Yamdjidjim, Mougoudi, Maza Katoual, Salak, Meskine, Makabaye, Bao Hosséré, Palar, à l'EM bilingue de Maroua;	Bonne	
MINESEC	Appui au fonctionnement des écoles (Commune) ; Appui techniques à la Commune	Construction d'un CES à cycle complet (08 salles de classes, bloc administratif et latrines) au CES de Ouro Tchédé (Zokok Laddéo) ; Construction de Salles de classes au CETIC de Meskine, de Salak; au CES de Katoual	Bonne	
MINEPIA	Collaboration	Construction d'un marché à bétail, construction des mares, biefs...	Bonne	
MINSANTE	Cogestion des formations sanitaires	Appuis aux pharmacies des CSI et hôpitaux en médicaments, construction des CSI	Bonne	
MINADER	Appui technique	Achèvement de la barrière du CEAC, dons divers (intrants agricoles)	Bonne	
MINHDU	Appui technique	Assainissement, aménagement et entretien de la voirie urbaine, bitumage de certains axes	Bonne	En ce moment, les deux organisations sont en conclave pour trouver les mesures d'urgence afin de sécuriser les zones inondables
MINEE	Appui technique	Electrification de plusieurs zones et infrastructures, construction de 40 forages	Bonne	
Travaux publics	Appui technique	Construction des ouvrages de franchissement, entretien des	Bonne	

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Partenaires	Types de relation	Domaine de relation	Qualité de relation	Observations
		routes		
MINEPDED/MINFOF	Appui technique	Plantation de plus de 15 000 arbres, création de 02 jardins publics	Bonne	
MINCOM	Appui technique	Création d'une radio communautaire à Meskine	Bonne	
AUTRES SECTORIELS	Appuis techniques ponctuels	Réalisations des infrastructures communautaires	Bonne	
CHEFFERIES TRADITIONNELLES	Collaboration et relais	Communication communale, recouvrement des recettes, sécurité des populations, développement locale	Moyenne	
COMITES DE DEVELOPPEMENT DE VILLAGES	Collaboration, relais, suivi des projets	Accompagnement dans le domaine du développement	Bonne	
CVUC	Solidarité interne communale, Mutualisation des actions et ressources	Stage de recyclage et renforcement des capacités de l'exécutif municipal, Voyages d'échanges	Bonne	Présence de la Commune de Maroua 1er à la conférence internationale Cameroun/Baden-Wirtenberg en Allemagne du 26 mai au 1er janvier 2014
PLAN CAMEROUN	Appui financier et technique	Education et hydraulique Confection d tables bancs ; réhabilitation de certaines salles de classe, construction des latrines	Bonne	
FEICOM	Appui financier et technique	Décentralisation et développement local Appui à la réalisation de certains ouvrages d'envergure, financement des voyages d'échanges	Bonne	
PNDP	Appuis techniques	Renforcement des capacités du personnel communal et des membres du conseil, Décentralisation et développement local Subvention de plusieurs projets d'intérêt communautaire	Bonne	Le PNDP finance en ce moment l'actualisation du PDC de Maroua 1 ^{er} et plusieurs projets vont être financé à l'issu de ce plan.
PNUD	Appuis aux AGR	Réduction de la pauvreté Octroi des crédits non remboursables	Bonne	
Organismes d'appui aux réfugiés	Appuis réfugiés aux	Sécurité, assistance sanitaire et alimentaire	Bonne	La situation de "guerre" du Cameroun en a favorisé l'implantation de plusieurs organismes
SODECOTON	Collaboration	Entretien des routes rurales	Bonne	
PADDL/GIZ	Appuis techniques	Renforcement des capacités du personnel communal Renforcement des capacités des membres du conseil	Bonne	
PNDP	Partenariat	Appuis au développement	Bonne	Le PDC, le PCD et

Partenaires	Types de relation	Domaine de relation	Qualité de relation	Observations
		local et renforcement institutionnel		plusieurs salles de classes, magasins, hangars et points d'eau ont été financés par le PNDP ; Sans oublier le renforcement des capacités des personnels
Différentes religions (Islam, Chrétiennes,)	Collaboration	Relais communautaire,	Bonne	Facilitent la circulation des informations Ces religions jouent un rôle important dans le maintien de la paix sociales
Organisations de la société civile (RESAEC, ALDEPA, ALVF, VSO...)	Partenariat	Développement local Relais communautaire	Moyenne	Faible implication des les affaires communales
Opérateurs économiques prestataires services	et de Relation d'affaires	Exécution des marchés Prestations de services	Bonnes	Certains opérateurs économiques se plaignent des lourdeurs à un certains niveau de décision

Tableau 35: Tableau des forces et faiblesses sur la gestion des relations de la Commune

Composante	Forces	Faiblesses	Opportunités	Menaces/ contraintes
Gestion des relations	<ul style="list-style-type: none"> -Présence des projets de jumelage avec la Commune de Raba, -Projet de partenariat avec l'union européenne, l'université de Koudougou au Burkina et la Commune de Douala ; -Présence d'un journal communal et d'une radio communautaire -Pluralité des relations avec les autres acteurs de développement à savoir le FEICOM, le PNDP, GIZ, SVN, UE, CVUC, ASSEJA, PLAN, PDUE, RESAEC -Bonne relation 	<ul style="list-style-type: none"> ✓ Inexistence d'une plate forme de rencontres entre la Commune et les sectoriels ; ✓ Inexistence d'une plate forme entre la Commune, la diaspora et les élites ; ✓ Insuffisance dans la stratégie de communication ; ✓ Insuffisance de jumelages et/ou des partenariats avec d'autres Communes ; ✓ Faible exploitation des relations entre la Commune et le secteur privé ; ✓ Conflit de compétence avec la Communauté urbaine ✓ Absence de site internet. 	<ul style="list-style-type: none"> - Commune d'arrondissement ; - Carrefour de plusieurs zones touristiques - Diversité ethnique 	<ul style="list-style-type: none"> -Faible utilisation du carnet d'adresses de chaque conseiller -Cessation des activités de la plate forme économique

	<p>avec les services déconcentrés de l'Etat.</p> <ul style="list-style-type: none"> -Appartenance à la CVUC, -Bonne collaboration avec la tutelle 		
--	---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--	--

4.1.5 Axes de renforcement de la Commune

Par rapport aux faiblesses constatées, les axes de renforcement ci-après ont été proposés.

AXES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
RESSOURCES HUMAINES :	<p>Problèmes liés à l'organigramme</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible application de l'organigramme type ; ✓ Légères différences entre la note qui accompagne l'organigramme et le schéma ; <p>Insuffisance dans le fonctionnement des services</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Inexistence d'un système d'évaluation du personnel ✓ Inexistence d'un cahier de charge du personnel ; ✓ Inexistence d'un document formel tel que le règlement intérieur qui devrait réglementer le fonctionnement des services au sein de la Commune ; ✓ Refus de domiciliation des salaires du personnel à une banque ; <p>Insuffisance dans la formation du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance du personnel qualifié, ✓ Faible qualification du personnel en poste ; ✓ Inexistence d'un plan de formation et de recyclage du personnel ; <p>Dysfonctionnement du conseil municipal</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des commissions techniques ; ✓ Faible maîtrise de certaines thématiques (budget et finances) par les conseillers. ✓ Faible implication de certains membres de l'exécutif dans les affaires communales 	<p>Résoudre les problèmes liés à l'organigramme</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en application de l'organigramme type ; ✓ Harmonisation de la note qui accompagne l'organigramme et le schéma ; <p>Améliorer le fonctionnement des services</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'un système d'évaluation du personnel ✓ Elaboration d'un règlement intérieur réglementant le fonctionnement des services au sein de la Commune ; <p>Renforcer les capacités du personnel</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Recrutement du personnel qualifié en vue de pourvoir les postes de l'organigramme, ✓ Organisation de 03 campagnes de renforcement des capacités du personnel en poste ; ✓ Mise en place d'un plan de formation et de recyclage périodique du personnel ; ✓ Formation du maire, du SG sur le contrôle de la légalité ; ✓ Formation du Maire, du SG et du cadre de développement sur l'organisation et le fonctionnement de la Commune. <p>Diminuer les dysfonctionnements du conseil municipal</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place de 04 commissions techniques ; ✓ Formation des conseillers municipaux sur les techniques d'élaboration du budget communal et sur leur rôle; ✓ Sensibilisation des adjoints au maire sur la complémentarité de l'action communale.

AXES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
RESSOURCES FINANCIERES :	<p>Stratégie de collecte des taxes inefficaces</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentes, licences etc.) ✓ Faible maîtrise de l'assiette fiscale (non actualisation du fichier de contribuable) ✓ Inconstance dans le recouvrement de certaines taxes <p>Sécurisation des recettes communales</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible sécurisation des recettes communales <p>Insuffisance au niveau du personnel collecteur</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance dans la formation de certains agents chargés des finances ✓ Faible maîtrise des techniques de collecte des fonds 	<p>Améliorer la stratégie de collecte des taxes</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Elaboration d'une stratégie de collecte des taxes basé sur la pérennité du recouvrement et sur le renforcement des objectifs déjà fixés ; ✓ Redynamisation de la plate forme économique ; ✓ Elargissement de l'assiette fiscale ; ✓ Actualisation du fichier de contribuable ; <p>Améliorer le système de sécurisation des recettes communales</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Formation sécurisation des recettes communales - Formation du RM et du cadre financier sur le transfert et la gestion des ressources transférées ; - Formation du RM, du cadre financier et des responsables en charge du recouvrement sur la mobilisation et la sécurisation des ressources financières ;
PATRIMOINE :	<p>Insuffisance dans la stratégie de gestion du patrimoine communal</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence d'une politique de gestion du patrimoine communal ✓ Le cumul de fonction du magasinier ; ✓ L'absence de formation du magasinier dans ce domaine ; ✓ Inexistence d'un système d'amortissement. <p>Insuffisance du patrimoine communal</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance du matériel roulant ; ✓ Le non achèvement de l'hôtel de ville ; ✓ L'absence de clôture à l'hôtel de ville ; 	<p>Améliorer la stratégie de gestion du patrimoine communal</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'une politique de gestion du patrimoine communal basé sur l'acquisition des actifs pouvant être cédés ou loués (camion benne, chaises, tentes, tables de réception, couvert...) ✓ Recrutement d'un magasinier qualifié chargé de définir la politique de gestion du patrimoine ; ✓ Intégration du système d'amortissement dégressif dans la vie des actifs patrimoniaux. <p>Augmenter les actifs patrimoniaux</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Renforcement du matériel roulant par l'achat de 02 véhicules de liaison et de 04 motos; ✓ Accélération des travaux d'achèvement de l'hôtel de ville ; ✓ Construction d'une clôture à l'hôtel de ville ; ✓ Construction d'un hangar à la gare de Salack ; ✓ Acquisition de 2 pick-up pour le transport des produits agricoles.

AXES	FAIBLESSES	AXES DE RENFORCEMENT
GESTION DES RELATIONS :	<p>Insuffisance des cadres d'échanges</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Inexistence d'une plate forme de rencontres entre la Commune et les sectoriels ; ✓ Inexistence d'une plate forme entre la Commune et les élites ; ✓ Faible exploitation des relations entre la Commune et le secteur privé ; <p>Insuffisance communicationnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance dans la stratégie de communication ; ✓ Difficultés à nouer des partenariats ✓ Insuffisance de jumelages et/ou des partenariats avec d'autres Communes/institutions ; <p>Relations conflictuelles</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Conflits de compétence avec la communauté urbaine. 	<p>Améliorer le cadre des échanges</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Création d'une plate forme de rencontres entre la Commune, les sectoriels et le secteur privé; ✓ Création d'une plate forme entre la Commune, les élites et la diaspora; <p>Améliorer la communication communale</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Mise en place d'une stratégie de communication basée sur le recrutement d'un chargé de la communication et d'un Web master; ✓ Difficultés à nouer des partenariats ✓ Multiplication des délibérations autorisant le jumelage et/ou des partenariats avec d'autres Communes/institutions <p>Assainir les relations avec la communauté urbaine</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Acquisition du livre vert sur les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun "Recueil des textes commentés" afin d'éviter les frottements avec la Communauté urbaine.

Plan de renforcement des capacités

N°	Axe	Objectif	Thème	Cibles principales (non exhaustif)
1	Gestion des ressources humaines	Renforcer les capacités du personnel	Gestion des ressources humaines	Exécutif, Secrétaire Général
			Organisation et fonctionnement de la commune	Exécutif, Secrétaire Général
			Contrôle de la légalité	Exécutif, Secrétaire Général
			Comptabilité de l'ordonnateur	Exécutif, Secrétaire Général
			Leadership participatif	Conseillers municipaux, Exécutif municipal et Secrétaire Général
2	Gestion des ressources financières	Améliorer la stratégie de collecte des taxes	Elaboration et gestion du budget	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur
			Fiscalité locale	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, ACF
			Utilisation du logiciel SIMBA	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, ACF
		Améliorer le système de sécurisation des recettes communales	Techniques de mobilisation, de gestion et de sécurisation des ressources financières	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Chefs de service, ACD, ACF
3	Gestion du patrimoine communal	Améliorer la stratégie de gestion du patrimoine communal	Transferts et gestion des ressources transférées	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, ACF
			Techniques d'archivage	Secrétaire Général, Comptable Matière, ACD, ACF
4	Gestion des relations	Améliorer le cadre des échanges	Gestion du patrimoine communale	Exécutif, Secrétaire Général, Receveur, Comptable Matière
			Techniques de négociation et de gestion des partenariats	Exécutif, Secrétaire Général, ACD
			Techniques de communication et de sensibilisation	Conseillers municipaux, Exécutif municipal et Secrétaire Général

4.2 Synthèse des données sur le DEUC

4.2.1 Synthèse sur les populations vulnérables

Dans la Commune de Maroua 1^{er}, il a été identifié plusieurs types de populations vulnérables ; Il y'a les populations les handicapés moteurs, les sourds muets et malentendants, les handicapés visuels, les orphelins vulnérables, les grands malades, les veuves, les personnes du 3^e âge, les enfants de la rue, les personnes vivant avec le VIH, les personnes victimes de viol, les mineurs incarcérés et les filles mères. L'état des lieux dans la Commune est présenté par le tableau ci-dessous :

Tableau 36: Etat des lieux des couches vulnérables de la Commune

Village	Population (a)	EFFECTIFS/COUCHES VULNERABLES										TOTAL	
		Handicapés moteurs	Sourds-muets / mal entendant	Handicapés visuels	Orphelins vulnérables (mineurs)	Grands malades	Veuve	Personnes du 3 ^e âge	Personnes victime de viol	Enfants	Fille mère		
									de la rue	Post incarcéré			
Urbain	106 635	127	89	210	186	950	1735	1756	180	873	35	460	6601
Katoual	5 878	17	16	9	6	7	128	78	2	13	0	25	301
Zébé	2 010	5	3	8	1	3	31	16	0	0	0	3	70
Maza Ouro Bah	2 637	7	4	3	2	7	16	9	0	0	0	2	50
Dengui	6 344	2	4	9	3	4	23	8	2	0	0	0	55
Mayel Bei	1 745	3	7	4	1	9	31	11	0	0	0	7	73
Gaklé	5 679	8	11	7	3	9	23	7	1	5	1	15	90
Zokok Laddéo	1 281	3	5	3	1	6	28	6	3	0	0	17	72
Meskine	12 169	17	13	37	21	19	37	21	9	37	3	37	251
Dakar	2 416	2	3	3	0	3	19	17	0	0	0	6	53
Palaoudi	2 335	3	1	2	0	5	11	9	0	0	0	7	38
Doyang	3 940	4	7	11	3	13	12	9	0	0	0	0	59
Yoldéo-Salak	2 384	3	7	8	5	16	19	11	19	29	3	37	157
Salak Garré	5 423	4	6	3	4	11	13	17	9	25	2	29	123
Ngassa	1 957	3	3	4	2	9	17	8	12	7	0	18	83
Makabaye	8 999	6	5	9	7	13	18	13	16	26	3	23	139
Total	171 832	214	184	330	245	1084	2161	1996	253	1015	47	686	8215

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Tableau 37: Synthèse des données sur les couches vulnérables

N°	Couches vulnérables	Audience		Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Organisation	Accès aux infrastructures	Difficultés	Besoin/Attentes
		Concernés	Présents						
1	Veuve	1735	13	Call boxe Vendeuse de bil bil Commerçante Fonctionnaire	Plus ou moins bien en fonction du métier	Aucune	Facile	- Difficultés subvenir aux besoins alimentaires, sanitaires et scolaires ; - Discriminations sociales, - Difficultés d'accès aux terres	- Appui alimentaire, financier et matériel - Création d'emplois ; - Appui à la scolarisation et aux soins de santé - Assistance lors des procès ; - Préservation du patrimoine familiale
2	Handicapés visuels	210	9	/	/	Aucune	Facile	- Marginalisation et discrimination ; - Difficultés à subvenir aux besoins vitaux ; - Sans abris ou abris délabrés ; - Difficultés de déplacement, - Absence de métier, Difficultés d'accès à l'éducation, - Cherté des écoles spécialisées.	- Acquisition des cannes blanches - Appui alimentaire, - Appui à la scolarisation, - Mise en place des tarifs préférentiels dans les formations sanitaires ; - Assistance matérielle - Appui à l'apprentissage du braille (Création d'une école spécialisée)
3	Orphelins abandonnés	186	19	Petit commerce ambulant ; Apprentissage petits métiers ; scolarisation	Plus ou moins bien en fonction du métier	Aucune	Facile	- Difficultés à subvenir aux besoins alimentaires, sanitaires et scolaires ; - Difficultés d'accès aux métiers professionnalisant	- Appuis financiers ; - Scolarisation ; - Appui aux soins de santé ; - Appui à la formation professionnel des orphelins (tarifs préférentiel, prise en charge)
4	Grands malades	950	16	/	/	Aucune	Facile	- Marginalisation - Rupture des produits de traitement ; - Insuffisance de moyens financiers ; - difficultés à subvenir aux besoins scolaires	- Renforcement de la prise en charge ; - Soutien moral et matériel ;

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Couches vulnérables	Audience		Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Organisation	Accès aux infrastructures	Difficultés	Besoin/Attentes
		Concernés	Présents						
								alimentaires, sanitaires	
5	Handicapé moteur	127	23	Commerce Elevage Agriculture	Moyenne	Association	Pénible dans certains centres	<ul style="list-style-type: none"> - Accès pénible dans certains centres publics ; - Moyens financiers limités - Marginalisation -insuffisance des moyens financiers 	<ul style="list-style-type: none"> - Respect des lois protégeant les handicapés ; - Appui à la formation professionnelle ; - Assistance matérielle et financière -Appui en 60 tricycles, 50 béquilles -Construction des rampes d'accès dans tous les services publiques
6	Personnes victimes de viol	180	09	Petit commerce	Moyenne	2 associations	Facile	<ul style="list-style-type: none"> - Faible suivi psychologique Difficultés à se réadapter socialement ; Traumatisme psychologique 	Assistance sociale et psychologique
7	Personnes du 3^e âge	1756	06	Elevage des petits ruminants Petit commerce Agriculture Boucherie Boutique	Terres fertiles pour les cultures		Difficultés d'accès dans certains centres	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de déplacement ; - Problèmes de santé - Faible assistance, - Délabrement des abris, - Expositions aux maladies, - Faible considération sociale, 	<ul style="list-style-type: none"> - Encadrement (prise en charge) - Création d'une maison de retraite facilitant l'accès aux soins spécifiques
8	Filles mères	460	13	Petit commerce Apprentissage petit métier	moyenne	2 associations	Facile	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté à subvenir aux besoins, alimentaires, sanitaires et scolaires ; - Marginalisation et discrimination ; - Difficultés à trouver des emplois décents 	<ul style="list-style-type: none"> -Appui à la formation professionnel -Appui à la scolarisation -Appuis financiers et matériels pour le développement des AGR -Respect du salaire minimum dans les métiers de femmes de ménages
9	Sourds muets	89	11	Agriculture	Moyenne	Aucune	Facile	- Difficulté de	- Appuis financiers et

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Couches vulnérables	Audience		Activités pratiquées	Rentabilité/ Opportunités	Organisation	Accès aux infrastructures	Difficultés	Besoin/Attentes
		Concernés	Présents						
				Menuiserie Commerçant Elevage Cordonnerie				communication ; - Insuffisance de structures d'encadrement et écoles pour enfants à besoins éducatifs spéciaux	matériel ; - Création d'un centre d'accueil Appui à l'éducation (faciliter l'accès à l'éducation spécialisée)
10	Mineur post incarcéré	35	07	Petit commerce Apprentissage petit métier	Moyenne	2 associations	Facile	- Marginalisation et discrimination ; - Difficultés à trouver des familles d'accueil ; - Difficultés à subvenir aux besoins alimentaires, sanitaires et scolaires ; Difficultés de réinsertion sociale Faible suivi post incarcération	-Appui à la réinsertion sociale par la mise en place des programmes spécialisés (Formations aux petits métiers, Scolarisation) -Appui financier et matériel pour le développement des AGR -Construction d'un centre d'accueil et d'apprentissage
11	Enfant de la/dans le rue	873	28	Petit commerce Apprentissage des petits métiers	Moyenne	2 associations	Facile	- Marginalisation et discrimination ; - difficulté à subvenir aux besoins alimentaires, sanitaires et scolaires ; - Exposition aux maladies Difficultés d'accès à l'éducation Faible prise en charge et encadrement	-Appui à la formation aux petits métiers ; -Appui à la scolarisation ; -Appui financier et matériel pour le développement des AGR ; - Accompagnement dans la réinsertion dans leur famille ou dans les familles d'accueil -Construction d'un centre d'accueil et d'apprentissage

4.2.2 Synthèse sur les principaux corps de métier

Plusieurs corps de métiers ont été recensés dans la Commune de Maroua 1er. Les tableaux ci-dessous en font la synthèse :

Tableau 38: Situation de référence des corps de métier

Village	Population (a)	EFFECTIFS CORPS DE METIER																			
		Pépiniériste	Meunier	Blanchisseur	Vendeur bétail	Secrétariat public	Soya man	Chauffeur	Taximan	Bayam Salam	Vendeur carburant	Tailleur	Pousseur	Couffeur	Menuisier	Tanneur	Plombier	Macon	Tisserant	Forgeron	Braisseur poisson
Maroua Urbain	106 635	34	29	38	23	65	27	27	30	400	150	180	43	61	39	50	18	35	75	9	23
Katoual	5 878	3	5	0	3	0	3	0	0	13	7	7	3	4	6	0	0	7	3	1	1
Zébé	2 010	4	3	0	1	0	1	0	0	3	0	1	1	0	2	0	0	2	3	1	0
Maza Ouro Bah	2 637	0	2	0	1	0	1	0	0	2	0	2	3	1	3	0	0	4	1	1	0
Dengui	6 344	7	3	2	2	1	3	1	0	7	6	5	3	2	4	0	0	5	3	1	0
Mayel Bei	1 745	0	1	0	0	0	1	0	0	0	0	1	0	0	2	0	0	2	3	1	0
Gaklé	5 679	1	3	0	2	1	4	0	0	9	2	3	4	2	3	0	0	4	5	1	1
Zokok Laddéo	1 281	2	2	0	1	0	2	0	0	8	3	4	3	2	5	0	0	6	7	1	0
Meskine	12 169	5	7	3	5	3	7	2	1	21	9	17	13	7	13	2	1	9	13	2	2
Dakar	2 416	0	1	0	1	0	2	0	0	3	0	1	0	0	1	0	0	2	5	1	0
Palaoudi	2 335	1	2	0	1	0	1	0	0	2	0	2	0	0	1	0	0	3	9	2	0
Doyang	3 940	3	1	0	2	0	2	0	0	7	0	2	6	2	1	0	0	4	11	2	0
Yoldéo-Salak	2 384	1	1	0	3	2	3	2	2	19	7	7	9	5	3	1	1	7	13	1	2
Salak Garré	5 423	2	2	0	5	3	4	1	1	17	6	6	10	3	3	1	1	7	12	1	1
Ngassa	1 957	1	1	0	1	0	2	0	0	7	2	7	2	1	1	7	1	6	11	1	0
Makabaye	8 999	3	2	2	3	0	1	2	0	17	5	6	7	2	5	3	2	7	9	2	0
Total	171 832	67	65	45	54	75	64	35	34	535	197	251	107	92	92	64	24	110	183	28	30

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Tableau 39: Synthèse sur les corps de métier

N°	Corps de métiers	Audience		Difficultés rencontrées	Opportunité Rentabilité	Organisation	Relation (avec la commune)	Besoins/attentes vis-à-vis de la commune
		Concer nés	Présent s					
1	Soya man	27	13	<ul style="list-style-type: none"> - Tracasseries des personnels (sanitaire, communal et commerce) ; - Faible moyen financier ; - Matériel de travail non approprié ; - Manque de moyens de conservation ; - Cherté de bois de chauffage ; - Cherté de bétail/viande ; 	<p>Existence de la clientèle Disponibilité du bétail</p>	Aucune	Bonne collaboration	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la construction des hangars et étalages décents ; - Acquisition des moyens de conservation (congélateurs) ; - Harmonisation du contrôle et des prix
2	Gargotier	300	49	<ul style="list-style-type: none"> - Perte de verre à café ; - Longue marche (vente ambulante) ; - Cherté des produits ; - Manque d'éclairage public - Insuffisance de hangar au marché - Insalubrité au marché - Insuffisance de points d'eau au marché 	<p>Existence de la clientèle ; Existence d'HYSACAM</p>	Aucune	Aucune	<ul style="list-style-type: none"> - Appui financier et matériel - Création des points d'eau au marché ; - Création des toilettes publiques ; - Faciliter l'éclairage public ; - Construction des hangars
3	Blanchisseur	38	19	<ul style="list-style-type: none"> - Abandon et perte des habits des clients ; - Non-respect des délais - Cherté et rareté des charbons et produits de traitement ; - pénibilité du travail 	Rentabilité passable	Aucune	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> - facilitation du travail (moyen de repassage électrique)
4	Secrétariat public	65	23	<ul style="list-style-type: none"> - Difficulté de maintenance ; - Insuffisance des appareils ; - Coupure intempestive de l'énergie ; - Moyens financiers limités - Activité peu rentable 	Existence de la clientèle	Aucune	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> Appui logistique Octroi de crédits
5	Menuisier	39	18	<ul style="list-style-type: none"> - Malhonnêteté de la clientèle ; - Abandon des commandes par les clients ; - Pannes fréquentes des matériels de travail Insuffisance du matériel moderne 	Présence de la clientèle	Aucune	Bonne	<ul style="list-style-type: none"> - Création des ateliers de fabrication ; - Création des points de vente ; - Appui en matériel de travail ;

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Corps de métiers	Audience		Difficultés rencontrées	Opportunité Rentabilité	Organisation	Relation (avec la commune)	Besoins/attentes vis-à-vis de la commune
		Concer- nés	Présent- s					
				Difficultés financières Pénibilité du travail Risques d'accidents				- Octroi de crédit Organisation des formations en vu de l'amélioration des capacités techniques
6	Bayam-Salam	400	31	- Pourriture des produits ; - Exposition au soleil ; - Fluctuation des prix des denrées ; - Manque de moyens de conservation ; - Faible pouvoir d'achat - hangar en matériaux provisoires ; - Insuffisance de magasins de stockage	Existence de la clientèle ; Rentabilité moyenne	Aucune	Bonne	- Octroi de crédits ; - Construction de hangars et de magasins de stockage ;
7	Call boxeur	89	47	- tracasseries de contrôle, - Perturbation du réseau ; - Faible pouvoir d'achat ; - Discussion avec les clients ; - Circulation des faux billets	Existence de la clientèle ; Existence de plusieurs réseaux ; Activité rentable	Aucune	Passable	- Maintenance du réseau ; - organisation du secteur ; - octroi de crédits
8	Cordonnier	17	09	- Insuffisance/perte de matériel ; - Absence de hangars - Malhonnêteté de la clientèle ; - Abandon des chaussures par les clients ; - Cherté des matériels de travail ; - Matériel de travail rudimentaire	Existence de la clientèle AGR rentable	Aucune	Bonne	- Dotation en matériel de travail Appui technique
9	Pousseur	43	27	- tracasserie du personnel communal ; - Rupture de la période de travail ; - Exposition à la vieillesse et la maladie Pénibilité du travail	Rentabilité médiocre Présence de la clientèle	Aucune	Conflictuelle	- Appui en matériel de travail
10	Barman	47	19	- Malhonnêteté des clients ; - Faibles moyens financiers	AGR rentable Présence d'une forte clientèle	Aucune	Bonne	- Octroi de crédits
11	Boutiquier	300	38	- Malhonnêteté de certains clients ; - Exposition au banditisme (vol) ;	AGR rentable Présence de la	Aucune	Bonne	- Octroi de crédits - Régularisation des

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Corps de métiers	Audience		Difficultés rencontrées	Opportunité Rentabilité	Organisation	Relation (avec la commune)	Besoins/attentes vis-à-vis de la commune
		Concer- nés	Présent s					
				- Faibles moyens financiers ; - contrôle abusif du MINCOMMERCE ; - Cherté des produits	clientèle			contrôles ; - Harmonisation des prix des produits.
12	Coiffeurs	67	41	- Exposition au banditisme (vol) ; - Insuffisance de matériels de travail ; - Coupure intempestive de l'énergie ; - Malhonnêteté de certains clients ; - Faibles moyens financiers	Existence de la clientèle	Aucune	Bonne	- Octroi de crédits ; - Dotation en matériel de travail - Construction des locaux
13	Soudeur	17	11	- Insuffisance de matériels de travail ; - Coupure intempestive de l'énergie ; - Malhonnêteté de certains clients ; - Faibles moyens financiers - Cherté du matériel de travail	Existence de la clientèle	Aucune	Bonne	- Octroi de crédits ; - Dotation en matériel de travail - Construction des ateliers
14	Meunier	29	13	- Malhonnêteté de certains clients ; - Coupure intempestive de l'énergie	Existence de la clientèle Activité rentable	Aucune	Bonne	Dotation en matériel de travail
15	Boucher	43	25	- Manque de moyens de conservation ; - Cherté de bétail ; - Faible moyens financiers ; - Hangars en matériaux provisoires - Insuffisance d'abattoirs - Abattoirs existants délabrés - Existence de conflits entre les bouchers - Contrôle abusifs	Existence de la clientèle Existence des animaux Existence d'un marché à bétail Demande assez élevé	1 association	Bonne	- Homologation des prix et des contrôles ; - Octroi de crédits ; - Construction des abattoirs ; - Réfection de l'abattoir existant. Organisation des contrôles
16	Vendeuse de Bil bil	780	18	- Fluctuation des prix du mil ; - Cherté du bois de chauffe ; - Contrôles abusifs ; - Faibles moyens financiers ; - Exposition à tout danger	Existence de la clientèle Existence du mil sur le marché	Aucune	Bonne	- Octroi de crédits - Régularisation des contrôles ;

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Corps de métiers	Audience		Difficultés rencontrées	Opportunité Rentabilité	Organisation	Relation (avec la commune)	Besoins/attentes vis-à-vis de la commune
		Concer- nés	Présent- s					
17	Moto taximen	1500	43	-Cherté du carburant ; - Etat de la route défectueux ; - tracasseries des FMO ; - Agressions et vol des motos ; - Taxes et impôts élevés ; - difficultés d'acquisition des papiers ; - Disputes avec les clients	Existence de la clientèle ; Existence du carburant zouazoua ; Existence des syndicats	1 association	Bonne	- Inscription à la CNPS ; - Appui de la commune ; - Résolution de leur doléance ; - Baisse des prix du carburant ; - Aménagement des routes ;
18	Tailleurs	180	13	- Faible coût de rémunération ; - Vieillissement du matériel ; - Individualisme dans le corps ; - Conflits avec le personnel communal - Inondation du site réservé -Difficultés financières -Cherté du matériel de travail	Existence de la clientèle ;	1 association	Conflictuel	- Assainissement du site ; - Diminution des taxes et impôts ; - Appui en matériel de travail ; - Octroi de crédit Recyclage périodique
19	Forgerons	09	06	- Pénibilité du travail - Vieillissement du matériel - Faible coût de rémunération - Exposition aux dangers	Clientèle périodique	Aucune	Bonne	- Aménagement des hangars Octroi en matériel de travail, moderne
20	Vendeur de carburant	150	18	- Exposition à l'incendie ; - Fluctuation des prix ; - Tracasseries des FMO ; - Faibles moyens financiers	Existence de la clientèle	Aucune	Bonne	- Octroi de crédits - Réduction des contrôles
21	Chauffeur	27	16	- Contrôles abusifs des FMO ; - Cherté du carburant ; - Limitation de la carte bleue ; - Mauvais état des routes	Existence d'encadrement ; Existence de la clientèle ; Existence des agences de voyage et des syndicats	1 syndicat		Réduction des contrôles ; Aménagement de la route ; Baisse des prix du carburant
22	Laveur d'auto	18	08	- Coupure d'eau ; - Faible coût de paiement par les clients ; - Délabrement des structures de lavage	Existence de besoin de laverie			Aménagement des espaces de lavage

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Corps de métiers	Audience		Difficultés rencontrées	Opportunité Rentabilité	Organisation	Relation (avec la commune)	Besoins/attentes vis-à-vis de la commune
		Concer- nés	Présent- s					
23	Taximan	52	17	- Faible clientèle ; - Coût de carburant élevé ; insécurité ; - Mauvais état des routes	Existence de la clientèle	1 syndicat	Très bonne	- Appui financier - structuration du corps
24	Vendeur d'eau	180	31	- Coupure d'eau ; - Vieillissement du matériel de travail ; - Difficulté à créer des points d'eau ; - Tracasseries du personnel communal - Pénibilité du travail - Utilisation du matériel inadapté	Existence de la clientèle ; Existence du réseau d'adduction d'eau	Aucune	Conflictuel	- Sensibilisation des agents communaux - Appui financier et matériel
25	Vendeur de bétail	23	11	- Accès difficile au marché à bétail (pas de piste à bétail) ; - Absence de hangar (abris du personnel) au marché ; - Absence d'équipement (abreuvoir, points d'eau...) ;	Existence de la clientèle ; Existence d'une structure d'encadrement	Aucune	Bonne	- Aménagement d'une piste à bétail pour accès au marché ; - Construction des locaux pour personnel ; - création des points d'eau et abreuvoir ; - Réduction de la tracasserie
26	Tanneur	50	27	- Insuffisance du matériel de protection ; - Exposition à la maladie ; - Insuffisance des magasins de stockage - pénibilité du travail	Disponibilité en peau ; Existence de la clientèle ; Existence de quelques magasins de stockage	1 GIC	Bonne	- Augmentation du nombre de magasins ; - Création de points d'eau ; - Recherche de partenariat ; Organisation des formations
27	Plombier	18	06	- Insuffisance de matériel de travail ; - Faible moyen financier	Rentabilité moyenne	Aucune	Aucune	- Appui en matériel de travail ; - Création d'un bureau
28	Tisserant	250	21	- Pénibilité de travail ; - Insuffisance de matériel de travail ; - Matériel rudimentaire ; - Faibles moyens financiers ; - Difficultés de commercialisation ;	Existence d'un lieu d'exposition et de vente ; Présence des touristes	Aucune	Aucune	- Appui en logistique de travail ; - Création des ateliers de confection Renforcement des capacités techniques

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Corps de métiers	Audience		Difficultés rencontrées	Opportunité Rentabilité	Organisation	Relation (avec la commune)	Besoins/attentes vis-à-vis de la commune
		Concer nées	Présent s					
				- Manque de locaux de stockage ; - Absence de hangars au marché ;				
29	Câblot distributeur	3	03	- Malhonnêteté des clients ; - Perturbation des ondes ; - Vol de matériel (câble) ; - Piratage des signaux	Existence de la clientèle Possibilité d'acquisition des ondes	Aucune	Bonne	Création des comités de vigilance dans les quartiers
30	Vendeurs de poissons grillés	23	8	- Difficulté d'acquisition du charbon ; - Rupture du poisson à certaines périodes ; - Disputes avec les clients ; - Fluctuation des prix des produits de 1 ^{ère} nécessité ; - Faible pouvoir d'achat ; - Refus d'octroi de crédits par les banques	Existence de la clientèle Activité rentable	3 tontines	Bonne	- Eclairage du milieu (avion me laisse) ; - Facilitation de la procédure d'octroi de crédits
30	Maraîcher	60	13	- Cherté des prix du carburant ; - Vieillissement du matériel de travail ; - Insuffisance des moyens financiers ; - Mauvais état des routes ; - Cherté des semences améliorées - Difficulté de conservation	Existence de la clientèle	GIC Associations	Bonne	- Appui en matériel de travail ; - Appui financier
31	Pépiniériste	28	12	- Insuffisance de moyens financiers ; - Vieillissement du matériel de travail ; - Cherté des prix du carburant ; - Rareté de certaines semences ; - Attaques des plants (maladies) ; - Cherté des produits de traitement ; - Prix de vente très bas	Existence de la clientèle Campagne « sahel vert » et reboisement des communes	GICs Associations	Bonne	- Appui en matériel de travail ; - Appui financier ; - Rendre disponible les semences de certaines espèces ; - Contrat à long terme ; - Homologation des prix des plants
32	Cyber café	45	18	- Taxes et impôts élevés ; - Difficultés d'obtention des papiers	Existence de la clientèle	Aucune	Moyenne	- Appui financier ; - Sécurisation du secteur ;

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Corps de métiers	Audience		Difficultés rencontrées	Opportunité Rentabilité	Organisation	Relation (avec la commune)	Besoins/attentes vis-à-vis de la commune
		Concer nés	Présent s					
				réglementaires ; - Vol et agressions ; - Coupures abusives de l'énergie ; - Perturbation des réseaux				- Appui en matériel de travail ;
33	Maçon	260	07	- Pénibilité du métier ; - Insuffisance du matériel ; - Malhonnêteté des employeurs ; - Exposition aux dangers liés au métier	Existence de la clientèle	Aucune	Aucune	- Appui en matériel de travail ; - Appui en matériel de sécurité - Descente des services de contrôle de la sécurité dans les chantiers

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

4.3 Matrice diagnostic des ressources naturelles et esquisse de PUGDT :

Ressources	Emploi Localisation	Potentiel	Utilisateurs des ressources	Contrôle	Mode de gestion	Tendances	Problèmes / contraintes	Actions à entreprendre
Bas-fonds et Marécages	Meskine, Doyang, Dakar Katoual, Palaoudi, Maza (Agriculture Maraîchage Pépinière)	Très fertile Propice au maraîchage	Populations riveraines	Pas contrôle de	Incontrôlé	Faible exploitation des bas-fonds	Faible exploitation et anarchique ; Faible moyen des exploitations ; Enclavement de certaines zones	Désenclavement des zones de marécage ; Vulgarisation du potentiel des marécages ; Favoriser l'octroi de crédit et subventions
Cours d'eau	Toute la commune (Irrigation, Consommation, abreuvement des bêtes, ...)	Présence de l'eau	Populations locales	Pas contrôle de	Libre d'accès	Forte exploitation	Assèchement des cours d'eau en Saison sèche	Former les populations sur les techniques d'irrigations
		Présence du sable		Plus moins ou réglementé			Dégénération des berges Pollution des cours d'eau	Favoriser l'octroi de crédit et subventions Aménagement des berges Réglementation de la procédure d'extraction du sable Interdiction de verser les ordures dans les cours d'eau
Carrière (gravier/Sable)	Makabaye, Palar, Maza, Cours d'eau (Construction diverses)	Très important	Populations locales	Pas contrôle de	Accès libre	Forte exploitation	Exploitation abusive du site ; Exploitation manuelle	Réglementer l'activité à la carrière de Makabaye
Zones agricoles	Tout le territoire communal	Cultures vivrières de Culture rente	Populations locales	Pas contrôle de	Selon la propriété privée	Baisse de rendement	Faible productivité agricole Accès difficiles aux intrants Faible organisation des producteurs Perte post récolte élevée	Appui à la mise en place des coopératives agricoles Appui aux renforcements de l'encadrement agricole Construction des structures de stockage
Savane arbustive	Tout le territoire communal	Bois, Quelques espèces fauniques	Population	Autorité traditionnelle	Aucun	Déboisement	Destruction du couvert végétal (pour culture et bois énergie) Faible reboisement Disparition de certaines espèces	Augmentation du reboisement Protection des espèces en voies de disparition Règlement et suivi de la coupe de bois-énergie

4.3.2 Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal :

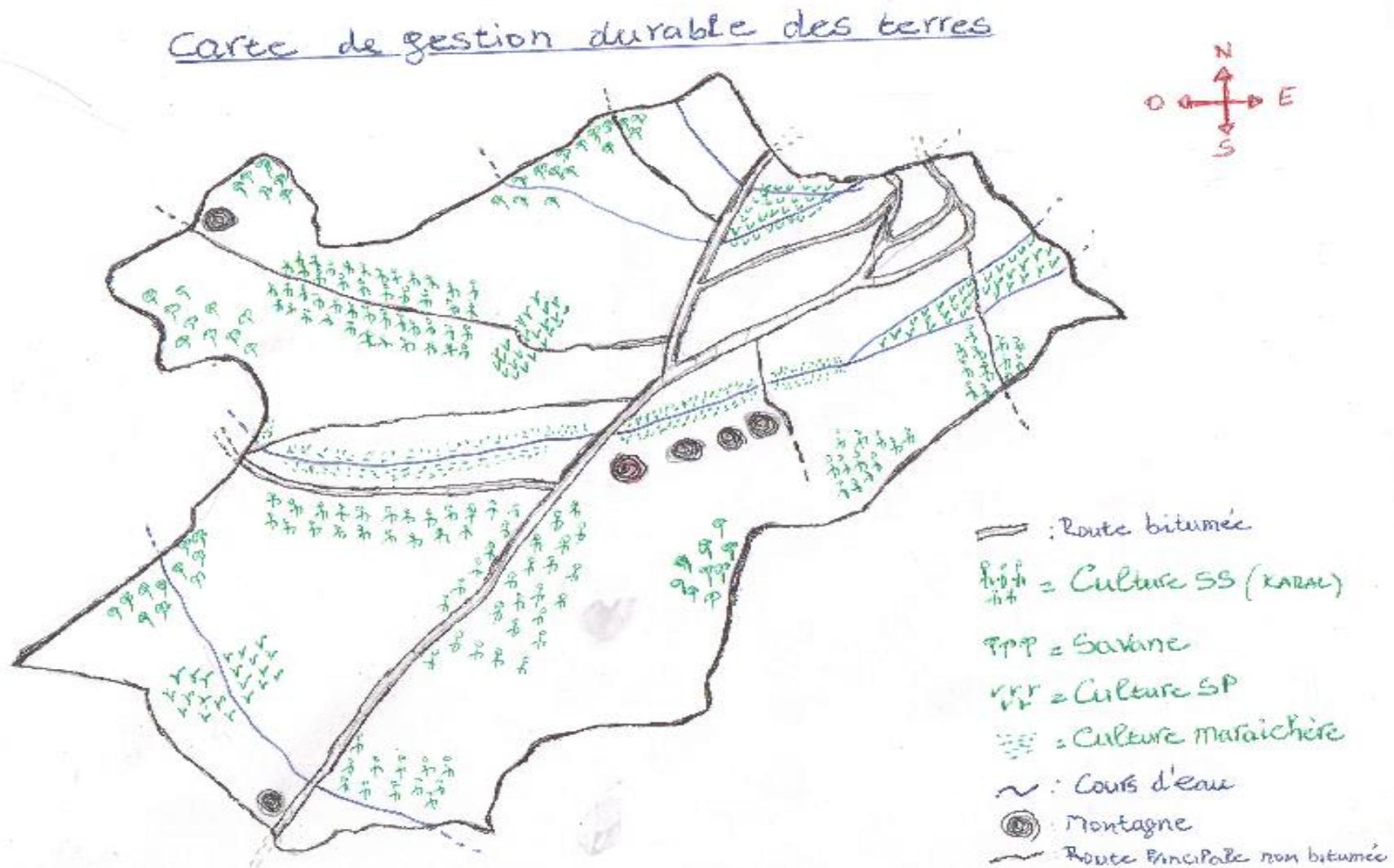


Figure 18 : Carte de gestion durable des terres

4.4 Synthèse des données sur la petite enfance

La petite enfance est la tranche d'âge qui va de 0 à 14 ans. L'objectif de cette étude est d'assurer à l'enfant de bonnes bases pour sa protection, sa croissance, son développement et son épanouissement dans la mesure où :

- Les premières années de la vie sont celles de la plus grande vulnérabilité ;
- Les premières années de l'existence sont cruciales pour le développement de l'enfant.

Tableau 40: Tableau sur la petite enfance

Eléments/Secteur	Etat des lieux de la situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables/Partenaires
Enregistrement des naissances	<ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un centre d'Etat civil au niveau de la commune ; - Enregistrement et déclaration des naissances au niveau des CSI. - En 2013 : sur 756 naissances enregistrées 713 déclarées et en 2014 : sur 894 naissances enregistrées 878 déclarées. -Insuffisance en matériel de travail. -Faible utilisation des NTIC pour sauvegarder des données 	Etablir les actes aux enfants afin d'assurer leur citoyenneté et par là favoriser leur scolarisation	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents sur l'importance des actes de naissance - Doter le centre d'Etat civil en moyens logistiques -Organisation des séances collectives d'audience foraines en vu de la délivrance collective de jugements supplétifs d'actes de naissance -Création des centres d'Etat civil secondaires dans chaque chef lieu de lawanats 	MINATD/COMMUNE/MINJUSTICE
Violences faites aux enfants	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des services des affaires sociales et centres sociaux - Moyens financiers limités pour les ONG encadrant ces enfants (ALDEPA, ACEJA) -Difficultés de collaboration entre ONG encadrant ces enfants et la Commune. 	Réduire les violences faites aux enfants	<ul style="list-style-type: none"> -Mise en place d'une structure chargée de l'identification et de la repression des violences faites aux enfants -Sensibilisation des parents sur les droits et les devoirs des enfants 	MINAS/Commune/MINJUSTICE
Enfants en détention ou en conflits avec la loi	<ul style="list-style-type: none"> -14 enfants en conflits avec la loi encadrés par l'Institut Camerounaise pour l'Enfance (ICE) et 23 enfants par ALDEPA - Difficultés de réinsertion socioprofessionnelle (Absence d'équipement dans les ateliers) 	Faciliter la réinsertion sociale des enfants en détention ou en conflit avec la loi	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du pouvoir financier des organismes d'encadrement - Développement d'un protocole de collaboration entre ONG encadrant ces enfants et la commune. - Appui à la réinsertion sociale des mineurs post-incarcérés et des enfants de la rue par la mise en place des programmes spécialisés (Formations aux petits métiers, Scolarisation) -Accompagnement dans la réinsertion des enfants de la rue dans leur famille ou dans les familles d'accueil 	MINAS/COMMUNE/

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Eléments/Secteur	Etat des lieux de la situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables/Partenaires
Vaccination	<ul style="list-style-type: none"> - Existence du programme élargie de vaccination (PEV) et du PMI ; - Taux de couverture du PEV en 2014 est de 96% ; - Recrudescence de certaines maladies infantiles ; - Réticence de certains parents sur la vaccination des enfants. 	Améliorer la couverture vaccinale du PEV et de la PMI	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur l'importance de la vaccination et respect du calendrier (PMI) - Renforcement et motivation du personnel dans les PEV et PMI -Amélioration des moyens de déplacement du personnel de terrain 	MINSANTE/UNICEF/OMS
Nutrition	<ul style="list-style-type: none"> -1356 cas de malnutris identifiés en 2013/2014 chez les enfants de 06mois à 5ans. - Rupture des compléments nutritifs par moment - Refus de certains parents à accepter que leur enfant souffre de la malnutrition afin de les mettre sous traitement. 	Renforcer la prise en charge des malnutris	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les parents à une bonne alimentation des enfants et à accepter les cas de malnutris identifiés dans les ménages et les mettre sous traitement - Mettre à la disposition des CSI les compléments nutritifs en quantité suffisance. -Sensibiliser les mères sur la nécessité d'un bon allaitement maternel -Formation des mères à l'utilisation du savoir faire local dans la composition des aliments 	MINSANTE/PAM/OMS CROIX ROUGE FRANCAISE ET CAMEROUNAISE/PLAN-CAMEROUN
Paludisme	<ul style="list-style-type: none"> -9834 cas du paludisme identifiés en 2013/2014 (enfant uniquement) - Mauvaise utilisation des Moustiquaires Imprégnées de Longue Durée d'Action (MILDA) par les populations - Absence de Test de Diagnostic Rapide (TDR) pour le mobilisateur social/relais communautaire et ACT pour les cas de paludisme simple identifié. 	Réduire le taux de mortalité du paludisme chez les enfants.	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibiliser les populations sur l'utilisation systématique des MILDA - Doter le mobilisateur social/relais communautaire du TDR+ACT pour les cas de paludisme simple chez les enfants de 0 à 5 ans Organisation régulière des campagnes de distribution des MILDA aux nécessiteux et formation sur la bonne utilisation 	MINSANTE/PNLP/OMS/PLAN-CAMEROUN
VIH/SIDA/OEV	<ul style="list-style-type: none"> - Existence des services des affaires sociales et centre social - Moyens financiers limités pour les ONG encadrant ces enfants (ALDEPA, ACEJA) - Difficultés de réinsertion socioprofessionnelle (Absence d'équipement dans les ateliers) -Difficultés de collaboration entre ONG encadrant ces enfants et la Commune. 	Assurer la protection des enfants vivant avec le VIH/SIDA et des OEV et assurer leur prise en charge globale ou	<ul style="list-style-type: none"> - Construction d'un orphelinat dans la Commune - Renforcement du pouvoir financier des organismes d'encadrement - Développement d'un protocole de collaboration entre ONG encadrant ces enfants et la commune. -Sensibilisation des femmes sur l'importance des visites prénatales 	MINAS/COMMUNE/ACAMAS

Eléments/Secteur	Etat des lieux de la situation actuelle	Objectifs généraux	Principales activités à mener	Responsables/Partenaires
		partielle	-Organisation fréquente des campagnes de dépistage gratuit	
Eau, hygiène et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Alimentation de la ville en eau potable par la CDE - Existence d'HYSACAM - Faible curage des ouvrages d'assainissement existant. - Insuffisance des latrines publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> -Faciliter l'accès à l'eau potable - Assainissement du milieu 	<ul style="list-style-type: none"> -Extension du réseau de la CDE dans les quartiers Palar et Makabaye -Construction des points d'eau dans les villages - Curage des ouvrages d'assainissement existants - Sensibilisation des populations à la construction des latrines 	MINEE/COMMUNE
Education préscolaire et scolaire	<ul style="list-style-type: none"> - Existence de 15 écoles maternelles publiques et privées avec un effectif total de 2189 élèves dont 123 élèves sans actes de naissance - Existence de 26 écoles primaires publiques et privées avec un effectif total de 18007 élèves - Insuffisance des infrastructures et équipements dans les établissements scolaires -insuffisance des enseignants qualifiés dans les établissements scolaires 	Donner la chance à tous les enfants sans distinction d'accéder à une éducation de base de qualité	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des infrastructures scolaires et équipements en tables bancs dans les écoles primaires et maternelles - Construction des points d'eau et latrines dans les établissements scolaires Sensibilisation des parents sur la scolarisation des enfants en général et de la jeune fille en particulier 	MINEDUB/COMMUNE/

4.5 Synthèse des données sur les changements climatiques

Les Etats Unis définissent les changements climatiques comme un multiplicateur de troubles. C'est donc tout l'intérêt de cette étude qui est menée dans le but de mesurer la capacité de résilience des populations et d'entrevoir des solutions qui pourront améliorer l'existence de celles-ci. Le constat qui se dégage est que les changements climatiques influencent aussi bien le milieu biophysique que le milieu socio économique. Les populations trouvent des méthodes assez simples pour s'adapter.

Tableau 41: Tableau des changements climatiques

SECTEUR (unité d'exposition) par zone agro écologique	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Potentiel local pour résoudre/Capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Villages concernés
Agriculture	Forte pluviométrie	Erosion Lessivage des sols. Inondations des champs. Destruction des plantes.	Baisse de la production. Famine Diminution des ventes Baisse des revenus	Élevé	Pratique du maraîchage sur les plaines aux bords des mayos. (Moyenne)	Sensibilisation pour la libération des abords des mayos. Construction des drains. Stabilisation des berges des mayos	Tous les villages

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

SECTEUR (unité d'exposition) par zone agro écologique	Tendances des CC	Effets biophysiques	Effets socio-économiques	Niveau de risque	Potentiel local pour résoudre/Capacité d'adaptation	Solutions envisagées	Villages concernés
			des ménages Pauvreté				
	Hausse des températures.	Durcissement des sols. Assèchement des plants. Perte de la fertilité des sols Arrêt précoce des pluies Perturbation du calendrier saisonnier	Réduction des quantités produites. Diminution des ventes Famine. Pauvreté	Elevé	Reprise des semaines Semis précoces ou retardés Utilisation des insecticides Utilisation des semences améliorées (Faible)	Introduction des espèces résistantes Formation sur les nouvelles techniques agricoles Introduction des semences améliorées Construction des puits et dotation des moteurs pompes	Tous les villages
	Vents violents	Destruction des plantes.	Réduction des quantités produites. Diminution des ventes. Baisse des revenus des ménages. Pauvreté.	Elevé	Mise en place des verges, Tentative de reboisement (Moyenne)	Initiation d'un plan de reboisement des sites perturbés, Introduction de l'agroforesterie	Tous les villages
Élevage	Hausse des températures	Assèchement précoce des Pâturegues	Amaigrissement des bêtes Perte des potentialités des bêtes Faible compétitivité des bêtes Multiplication des maladies des bêtes	Elevé	Transhumance Embouche (Moyenne)	Formation de la population sur les méthodes d'ensilage Construction des puits pastoraux Création des champs fourragés en association avec les cultures	Tous les villages
Forêt-faune	Hausse des températures	Assèchement des plantes	Disparition de certaines espèces fauniques et floristiques	Elevé	RAS (faible)	Sensibilisation sur les méfaits du déboisement Renforcement de la sécurité forestière Création d'un poste forestier Création des forêts périurbaines	

4.6 Synthèse sur l'économie locale

↗ Situation de référence

La population de la commune de Maroua 1^{er} dans son ensemble pratique une économie de subsistance basée essentiellement sur la quête permanente et quotidienne de la satisfaction des besoins fondamentaux (se loger, se nourrir, se vêtir et se soigner) et à l'accès aux services de bases. L'économie locale dans la commune peut se résumer dans trois secteurs à savoir les secteur primaire, secondaire et tertiaire.

✓ **Secteur primaire**

Il est dominé par:

- ❖ La pratique des activités agricoles tant dans la périphérie urbaine que dans les zones rurales ;
- ❖ La pratique de l'élevage dans les zones de pâturage (Zokok, Meskine, Katoual et Salak) ;
- ❖ La pratique du commerce des produits et sous-produits de l'agriculture, de l'élevage et des produits de première nécessité,
- ❖ L'extraction du sable, du gravier et des autres matériaux de construction et de génie civil ;

La pratique de ces activités constitue pour les habitants de la Commune une source des revenus.

Notons tous de même que la pratique de ces activités, même si elles bénéficient de beaucoup d'encadrement technique, est basée sur les initiatives personnelles à des techniques traditionnelles. Toutefois, ce secteur apporte un plus à l'économie locale puisque génère des revenus à travers la vente des produits.

✓ **Secteur secondaire**

Le tissu industriel n'est pas très développé dans la zone. Néanmoins, il existe plusieurs activités de transformation qui nécessitent un accompagnement :

La transformation artisanale dans laquelle se regroupent les brasseurs locaux (transformation du mil en boisson alcoolisée), les fabricants d'huile traditionnelle à base des arachides, les producteurs de yaourt traditionnel à base de lait, les producteurs de bouillis à base du niébé ou du maïs, les petits artisans qui transforment les peaux de bêtes en cuir ou en une matière très prisée pour la fabrication des sandales, sacs et autres, toutes la panoplie des fabricants des beignets "Kossei" (beignets à base de haricot) et autres gâteaux traditionnelles.

La transformation moderne ou semi moderne dans laquelle se regroupent les agro industries comme la SODECOTON (transforme les fibres de coton en tissus, en huile ...), les tanneries moderne comme la NOTACAM (transforment les peaux d'animaux en matière utilisée pour la fabrication des autres produits), les boulangeries qui à base de la farine produisent divers produits de pâtisserie.

✓ **Secteur tertiaire**

Le secteur tertiaire est fortement observé dans l'espace urbain de la commune de Maroua 1^{er} avec notamment la présence:

- Les Etablissements de la Micro finance (EMF) interviennent dans l'encadrement financier de diverses organisations de productions de la ville : épargne et crédits pour les commerçants, envoi et retrait d'argent... De par leur service, ils favorisent le développement de l'économie de la ville.
- Les multitudes agences de transport (Touristique, Danay, Waïla...) assurent le transport public de la population urbaine vers d'autres villes de la région de l'Extrême-Nord et ailleurs. A côté de ces agences de voyage, le transport inter urbain est assuré en faible partie par les taximen mais

surtout par les motos taximen. Ces derniers se recrutent par milliers dans la ville et fournissent un plus grand service à la population avec satisfaction.

- Des services divers (secrétariat public/cyber café, garages de dépannage des engins, des salons de coiffure hommes et dames, cabines téléphoniques).

Ces services contribuent de façon significative au développement économique de la ville avec notamment la création des emplois et le paiement des impôts et taxes qui contribuent à la mise en œuvre des actions de développement sur le territoire.

Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la Commune

Tableau 42: Situation de l'économie locale dans la Commune

Secteur	Potentialités et opportunités	Obstacles à lever	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possibles	Emplois probables
Agriculture	<ul style="list-style-type: none"> -Terres cultivables disponibles ; -Présence des zones propices au maraîchage et à la culture de Karal -Proximité d'une station de recherche agricole (IRAD) ; -Existence des voix d'accès ; -Proximité des grandes métropoles ; -Existence des structures d'encadrement des producteurs ; -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité 	<ul style="list-style-type: none"> Difficultés d'accès aux terres Cultivables ; -Insuffisance des financements ; -Pertes post récoltes très élevées ; - Difficulté de conservation des produits maraîchers ; - Faible vulgarisation des techniques culturales modernes et semences améliorées ; - Mauvaise intervention des structures d'encadrement 	Améliorer la productivité pour booster la production et créer les richesses et les emplois directs	<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter l'accès à la propriété foncière - Faciliter l'accès aux crédits - Construire les magasins de stockage, - Vulgariser les nouvelles techniques culturales ; - Apprendre les techniques de conservation des produits maraîchers ; - Mettre en place une synergie d'intervention des structures d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> -Achat, stockage et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins ; -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune ; - Création des unités de transformation des produits agricoles, - Construction de magasins de stockage 	<ul style="list-style-type: none"> -Auto emploi ; -Main d'œuvre dans les unités de production, de conservation et commercialisation
Elevage	<ul style="list-style-type: none"> - Abondance de la verdure (fourrage) en saison pluvieuse ; - Présence des espèces animales variées ; - Possibilité l'élevage de certains poissons à l'instar des silures et carpes ; - Zonage des espaces de pâturage et de culture ; -Existence des structures d'encadrement 	<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance et pauvreté des pâturages en saison sèche ; - Faible matérialisation des pistes à bétail ; - Faible maîtrise des techniques d'élevage ; - Epizooties récurrentes (Porc, volaille, petits ruminants) 	Améliorer la productivité pour booster la production et créer les richesses et les emplois directs	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcer les capacités techniques des éleveurs ; -Faciliter l'accès aux crédits ; -Faciliter l'accès aux produits d'alimentation et de traitement du bétail, - Créer des étangs piscicoles 	<ul style="list-style-type: none"> - Vente des produits de l'élevage ; - Transformation des produits de l'élevage ; - 	<ul style="list-style-type: none"> - Auto emploi ; - Main d'œuvre dans les unités de production, et commercialisation des produits d'élevage
Commerce	<ul style="list-style-type: none"> - Présence de la clientèle ; - Disponibilité de la matière 	- Cherté des produits ;	Créer un climat favorable pour le	<ul style="list-style-type: none"> - Construire des infrastructures marchandes ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Crédit des restaurants ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Auto emploi ;

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Secteur	Potentialités et opportunités	Obstacles à lever	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possibles	Emplois probables
	première ; -Facilité d'approvisionnement ; - Existence des structures d'encadrement	- Insalubrité du milieu ; - Tracasserie des FMO	développement du secteur	- Elaborer un fichier des commerçants ; -Faciliter l'accès aux crédits ;	- Commerce du gros et du détail	- Emploi de la main d'œuvre ; - Emplois ambulant
Transport	- Présence des agences de voyage ; - Présence des moyens de transport inter et extra urbain	- Faible entretien des routes ; - Des agences de voyage en plein milieu urbain ; - Insécurité routière (accident et agression) ; - Insuffisance des plaques de signalisation - Faible maîtrise du code de la route	Organiser le secteur afin de favoriser un transport fluide des personnes et des biens	- Elaborer le fichier des intervenants du secteur ; - Entretien régulier des routes avec ses commodités (bitumage, éclairage, plaque de signalisation...); - Sensibilisation au code de la route ; - Recherche d'un site et recasement des agences de voyage	- Développement du transport inter urbain	- Auto emploi ;
Artisanat	- Présence de la clientèle ; - Disponibilité de la matière première ; - Existence des structures d'encadrement	- Matériel de travail rudimentaire ; - Faible professionnalisation des artisans ; - Individualisme des artisans	Faciliter la professionnalisation des artisans afin de produire des articles de qualité et de produire les richesses	- Susciter le regroupement des artisans ; - Entreprendre la professionnalisation des artisans ; - Faciliter l'octroi des crédits et subventions	- Production des articles de qualité et vente groupé	- Auto emploi ; - Emploi de la main d'œuvre
Postes et Télécommunication	-Présence des opérateurs de téléphonie mobiles -Présence des services postaux privés -Présence de plusieurs métiers liés aux télécommunications	-Coût élevé des communications -Faible valorisation de l'économie numérique -Coupures électriques	Faciliter la professionnalisation du secteur afin de produire des emplois et des richesses	-Appuyer à la structuration des opérateurs économiques exerçant dans le secteur en vue de devenir une force de proposition ; Construire un télé centre communautaire à Salak ; Former les populations rurales à l'utilisation des NTIC Mettre en place dans la Commune d'un cadre de développement de l'économie numérique (Mise en place des incubateurs de projets numériques) Encadrer du service de messagerie privé (agence de voyage, SMS, ...) Vulgarisation du service de transfert MELO par la baisse des frais d'envoi.	-Développement de l'économie numérique -Amélioration des services postaux	- Auto emploi ; - Emploi de la main d'œuvre dans l'économie numérique

4.7. Principaux problèmes et besoins identifiés et consolidés par secteur

La synthèse des différents diagnostics effectuée en vue de l'élaboration dudit PCD fait ressortir :

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
1.	Agriculture	Espace urbain Tous les villages	Difficulté à pratiquer une agriculture rentable	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible production agricole ➤ Faible encadrement ; - Insuffisance des financements agricoles - Insuffisance du personnel technique ; - Technique de culture rudimentaire ; - Forte prévalences des maladies; - Rareté et cherté des semences améliorées; - Faible organisation paysanne ➤ Conflit agro-pastorale ; - Destruction des cultures par les animaux ; - Absence des pistes à bétail ; ➤ Insuffisance des pistes agricoles ➤ Difficultés de conditionnement, de stockage et de commercialisation : - Non maîtrise des techniques de conditionnement des produits maraîchers ; - Insuffisance des infrastructures de stockage ; - Ignorance du circuit de commercialisation ; - Individualisme et manque de confiance entre les producteurs maraîchers 	<ul style="list-style-type: none"> - Appauvrissement des sols ; - Baisse de la production ; - Faible revenus agricoles - Perte de produits agricoles ; - Mévente - Pourriture des produits maraîchers ; - Vente à bas prix 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer la production agricole : 1- Accélération du processus de mise en place de la banque agricole ; 2- Production et distribution des fiches de synthèse présentant les conditions à remplir pour avoir accès aux appuis proposés par les projets d'encadrement agricole comme le PNVRA, le PDR-EN, le PACA, ACEFA, le Projet maïs... 3- Développement des accords de partenariats entre l'IRAD, PNVRA et ACEFA en vue de la vulgarisation des résultats de la recherche ; 4- Production des supports de vulgarisation sur les techniques culturales (boîte à image) ; 5- Acquisition des intrants pour les groupes constitués de la Commune (semences améliorées, engrains biologique, ...) 6- Plaidoyer pour la création de 02 postes agricoles à Zokok et Katoual 7- Construction de 03 postes agricoles (Salak, Zokok et Katoual); 8- Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié dans les 4 postes (Salak, Meskine, Zokok et Katoual) 9- Formation des paysans sur les techniques agricoles modernes (utilisation des engrains et pesticides biologiques dans les cultures maraîchères, techniques de drainage des eaux, ...) 10- Formation des paysans sur les techniques de fabrication des engrains biologiques 11- Délimitation (matérialisée) des zones d'exploitation 12- Ouverture d'une piste agricole Dengui – Ziling – Louggol 6km; 13- Ouverture d'une piste agricole (Tchasdéo – Saboungari – Magalaré) sur 7km 14- Réhabilitation de la piste rurale Makada–Palaoudi ➤ Faciliter le conditionnement, le stockage et la

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<p>➤ Faible mécanisation agricole - Insuffisance des tracteurs</p>	-Pénibilité du travail	<p>commercialisation des produits :</p> <p>15- Elaboration des livrets sur les techniques de conditionnement des produits agricoles facilement périsable (tomate, oignon, fruits...)</p> <p>16- Renforcement des capacités des producteurs sur les techniques de conditionnement des produits maraîchers ;</p> <p>17- Construction de 08 magasins communautaires pour le stockage des denrées agricoles (02 dans chaque lawanats de la Commune);</p> <p>18-Construction de 02 magasins pour le stockage des oignons (Meskine, Katoual)</p> <p>19-Construction de 02 magasins de 5000 m³ à Salak et à Doyan en technique HIMO</p> <p>20-Création d'un point de vente des oignons et autre produits maraîchères à Meskine et au marché Para ;</p> <p>21-Création de deux points de vente des oignons et autre produits maraîchères à Meskine et au marché Para ;</p> <p>22-Sensibilisation des maraîchers de la zone Meskine et Katoual sur l'importance de se constituer en coopérative</p> <p>23-Appui à la mise en place de 02 coopératives maraîchères dans la zone de Meskine et Katoual</p> <p>➤ Faciliter l'accès à l'agriculture de seconde génération</p> <p>24-Acquisition de 5 tracteurs</p> <p>25- Construction de 5 forages agricoles à énergie solaire (avec un système de réservoir) à Meskine, Zokok, Katoual, Salak et Ngassa)</p> <p>26- Aménagement de 250 Ha de terres cultivable pour l'agriculture de 2^{ème} génération à Meskine, Katoual, Salak, Ngassa</p> <p>27-Organisation de 03 séminaires de sensibilisation sur les avantages de l'agriculture de seconde génération</p> <p>28-Appuyer les maraîchers dans l'exploitation des bas-fonds par l'octroi de 100 moteurs pompes</p>
2.	Elevage	Espace urbain Tous les villages	Faible productivité animale	<p>➤ Faible production animale : - Insuffisance dans l'encadrement des producteurs :</p>	-Diminution de la carcasse	<p>➤ Améliorer la production :</p> <p>1- Intensification des campagnes de vaccination et de traitement des bêtes</p> <p>2- Construction d'une fourrière municipale</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> -Présence des maladies sur les bêtes ; -Divagation de bêtes vectrices de la rage ; - Insuffisance de parcs vaccinogènes et bains détiqueurs ; -Insuffisance des forages pastoraux <ul style="list-style-type: none"> ➤ Difficulté d'accès aux pâturages et au marché à bétail : <ul style="list-style-type: none"> - Occupation de la piste à bétail ; - Faible matérialisation et/ou absence de la piste à bétail ; - Rareté de pâturage ; - Insuffisance d'espace de pâturage ➤ Difficultés d'accès aux produits halieutiques en toute période : <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'étang de pisciculture ; - Difficultés d'accès aux alevins ; -Conditions climatiques difficiles ➤ Faible transformation des produits et sous produits de l'élevage <ul style="list-style-type: none"> Utilisation des techniques de transformation archaïques Insuffisance des industries de transformation Difficultés de ravitaillement en produits et sous produits de l'élevage 	<ul style="list-style-type: none"> corporelle -Perte de la valeur marchande -Epizootie - Risque de propagation de la rage - Difficultés d'abreuvement des bêtes - Conflit régulier entre berger et habitants - Pénibilité -Faible consommation des produits halieutiques -Freins à l'exercice de l'activité d'aquaculture - Risque de maladies Mauvaise qualité de certains produits artisanaux Perte dans la chaîne des valeurs Interruption de la production 	<ul style="list-style-type: none"> 3- Organisation de 02 campagnes d'élimination des bêtes vectrices de rage 4- Réhabilitation du bain détiqueurs de Meskine 5- Construction de 05 parcs vaccinogènes à Salak, Katoual, Ngassa, Bao Hosséré, Palar 6- Construction d'un bain détiqueur à Meskine 7- Construction de 02 CZV : à Maroua 1er et à Meskine 8- Réfection des infrastructures de la CNFZVH 9- Appui logistique aux chefs de CZV 10- Construction de 05 forages pastoraux (Salak, Katoual, Ngassa, Bao Hosséré, Palar) ➤ Faciliter l'accès aux pâturages et au marché à bétail : 11- Délimitation et matérialisation de la piste à bétail entrant au marché à bétail ; 12- Délimitation et matérialisation des zones de pâturages des zones de cultures ; 13- Introduction des plantes fourragères en association avec les cultures ; 14- Acquisition d'un broyeur de tige 15- Formation des producteurs sur les techniques d'ensilage traditionnel ➤ Faciliter l'accès aux produits halieutiques en toute période : 16- Création de 02 étangs piscicoles à Makabaye et à Maroua Djarengol 17- Construction d'un centre d'alevinage à Maroua (derrière l'école d'agriculture) 18- Vulgarisation des techniques d'aquaculture/pisciculture par l'organisation de 02 séances de formation par an 19- Achat d'un camion frigorifique pour le transport des produits ➤ Améliorer la transformation des produits agricoles 20- Renforcement des capacités de production de la NOTACAM (unité de transformation coopérative des peaux de bêtes) ; 21- Appui à l'organisation des populations dans la collecte (en coopérative) des produits et sous produits de l'élevage

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> ➤ Difficultés de commercialisation des produits de l'élevage : <ul style="list-style-type: none"> - Absence d'abri du personnel et point d'eau au marché à bétail de comice; - Délabrement des abattoirs/tueries ; - Condition de transport et de commercialisation de la viande non hygiénique ; - Point de vente du poisson non approprié (exposé aux intempéries) ; - Commerçants non conforme aux règlements 	<ul style="list-style-type: none"> - Exposition aux intempéries - Insalubrité autour de l'abattoir - Risques élevés de maladies 	<ul style="list-style-type: none"> (lait, peaux, ...) 22- Appui à la création d'une entreprise de fabrication de la provende et des pierres à lécher 23- Formation des populations sur les techniques simples et hygiéniques de fabrication du yaourt ➤ Améliorer la commercialisation de produits d'élevage 24- Sensibilisation des commerçants aux respects des règles d'hygiène ; 25- Appui à la création de 03 coopératives des éleveurs (entités juridiques), 26- Création des comités d'hygiènes et de salubrité les abattoirs/tueries (Renforcement de la propreté) 27- Construction du marché à bétail à Katoual 28- Construction de 10 hangars et/ou comptoirs (02 par marché) dans chacun des marchés (comice, para, Salak, Katoual et Meskine) pour la vente du poisson et de la viande 29- Réhabilitation des tueries de Makabaye, Salak, Katoual et Meskine 30- Réhabilitation de la ferme du CNFZVH 31- Construction d'un abri pour le personnel du marché de bétail ;
3.	Domaine et affaires foncières	Espace urbain Tous les villages	Difficultés d'accès à la propriété foncière	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance des titres fonciers : <ul style="list-style-type: none"> - Faible sensibilisation de la population à la sécurité foncière ; - Ignorance de la procédure d'obtention des titres fonciers ; ➤ Conflit fonciers récurrents: - Occupation anarchique des terres - Insuffisance des réserves foncières pour les projets futurs 	<ul style="list-style-type: none"> Litiges fonciers ; Faible obtention des titres fonciers 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer l'accès à la propriété foncière : <ul style="list-style-type: none"> 1- Sensibilisation des populations sur les procédures d'obtention des titres fonciers ; 2- Allègement et sécurisation des procédures d'obtention des titres fonciers ➤ Constituer des réserves foncières 3- Réalisation du plan cadastral de la Commune 4- Elaboration du plan d'occupation des sols (POS) de la Commune 5- Création des réserves foncières dans l'espace communal en vue de la mise en place des projets futurs ; 6- Création de 04 lotissements communaux dans l'espace communal par les services compétents 7- Immatriculation de tous terrains appartenant à l'Etat
4.	Développement	Espace	Faible	➤ Faible urbanisation de la		➤ Améliorer l'urbanisation de la ville :

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
	urbain et de l'habitat	urbain	développement urbain et de l'habitat	<p>ville :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Absence du plan d'urbanisation ; - Faible lotissement des quartiers péri urbains ; <p>➤ Mauvaise qualité des infrastructures et ouvrages :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Mauvais état des routes dans la ville de Maroua - Faible adressage des rues ; - Faible éclairage public; <p>➤ Habitat indécent :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Ignorance et négligence des procédures d'obtention des permis de bâtir ; -Ignorance des techniques de construction de la MIPROMALO - Insuffisance de logements sociaux ; - Absence d'épurateur au camp SIC ; - Délabrement du camp SIC 	<ul style="list-style-type: none"> -Difficultés de déplacement -Piètre image -Difficultés d'orientation pour les nouveaux venus -Présence des zones d'ombre dans la ville Aménagement de la ville sans schéma directeur -Développement anarchique des quartiers -Difficultés de logement -Déversement des eaux usées dans la nature -Ecroulement des maisons 	<p>1- Elaboration du plan d'urbanisation de la ville</p> <p>2- Urbanisation des quartiers Ziling, Ouro Tchédé et Makabaye, Zokok et Ngassa dans le cadre de la délimitation du périmètre urbain de la ville de Maroua sous financement PAMOCCA (financement PAD-MINCAF)</p> <p>3- Création de 04 lotissements communaux dans les périphéries de Maroua</p> <p>➤ Améliorer la qualité des infrastructures et ouvrages</p> <p>4- Bitumage de tous les principaux axes de la ville (Carrefour Djarma 2km ; Carrefour Total-Hardé-Pont vert 3 km ; Carrefour Para-Total Domayo 1,5km) (: CUM)</p> <p>5- Construction des ouvrages d'assainissement dans les rues de Maroua (CUM);</p> <p>6- Bitumage des routes (artères) secondaires reliant les deux principaux axes de la ville</p> <p>7- Adressage de toutes les rues de la ville (CUM)</p> <p>8- Installation des lampadaires solaires dans l'espace urbain (CUM)</p> <p>9- Plaidoyer pour l'installation d'un épurateur des eaux usées au camp SIC</p> <p>10- Construction d'un pont reliant Hôtel Mizao au club Kaliao</p> <p>11- Construction d'un radier reliant le complexe sportif au marché Babba</p> <p>12- Reconstruction du radier de Makabaye</p> <p>13- Réhabilitation et entretien courant des routes communales</p> <p>Améliorer la qualité de l'habitat</p> <p>14- Sensibilisation des décideurs sur l'importance des études géotechniques avant la réalisation de tout ouvrage d'envergure</p> <p>15- Sensibilisation des populations sur la nécessité de l'obtention des permis de bâtir ;</p> <p>16- Sensibilisation des populations sur les techniques de construction de la MIPROMALO ;</p> <p>17- Acquisition des presses parpaings et formation des populations rurales sur les techniques de construction de la MIPROMALO</p> <p>18- Construction de 1000 logements sociaux dans la ville de Maroua ;</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
						19- Plaidoyer pour la réhabilitation des logements du camp SIC
5.	Environnement, protection de la nature et développement durable	Espace urbain Tous les villages	Faible protection de l'environnement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance des structures d'assainissement : <ul style="list-style-type: none"> - Difficultés dans le traitement de déchets (faible aménagement du site de traitement de HYSACAM) ; - Déversement de déchets (liquide) dans les endroits non réglementaires (SODECOTON) -Insuffisance disfonctionnement de toilettes publiques ; - Insuffisance de bacs à ordure ; ➤ Action néfaste de l'Homme : <ul style="list-style-type: none"> - Déboisement coupe anarchique de bois - Mauvaise gestion des ordures ménagères ; - Pollution acoustique et nocturne des débits de boisson ; -Utilisation abusive et non contrôlé des engrains et des produits phytosanitaires ; -Faible respect de la loi interdisant les plastiques non biodégradables ➤ Inexistence d'une stratégie de reboisement Inexistence d'une pépinière communale ; Absence d'un plan de reboisement ➤ Faible maîtrise des cours d'eau : - Dégradation des berges des 	<p>Milieu non sein Possibilités de souillure de la nappe</p> <p>Dépôt des ordures au bord des routes Risques élevé de maladie</p> <p>Menace du désert</p> <p>Perturbation des repos la nuit et risque de conflit Prolifération des déchets dans les quartiers</p> <p>Obligation de trouver les plants auprès des tiers Menace de désertification</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer les infrastructures de protection de l'environnement : <ol style="list-style-type: none"> 1- Aménagement des voies d'accès pour le ramassage des ordures ménagères (Urbanisation de certains quartiers) 2- Instauration des visites/contrôles inopinés sur le site de traitement d'HYSACAM (sectoriel) 3- Plaidoyer pour la construction d'une station d'épuration des déchets de la SODECOTON ; 4- Etude de faisabilité pour la stabilisation des berges du mayo Kalio par des murs de soutènement ou des blocs rocheux 5- Installation des incinérateurs dans les hôpitaux de Maroua 1er (CSI de Ouro Tchédé ; Palar ; Ngassa ; Makabaye ; Salak, Béguélé, Domayo, Katoual, Meskine) ➤ Réduire l'action néfaste de l'homme <ol style="list-style-type: none"> 6- Sensibilisation des populations sur les dangers des changements climatiques et sur le processus Reed; 7- Organisation de plusieurs campagnes de distribution et de vulgarisation des foyers améliorés 8- Multiplication des points de ramassage (Bacs à ordures) des ordures ménagères dans la ville (CUM) 9- Formation des populations sur le tri des ordures ménagères ; 10- Interdiction de cultiver et construire aux abords des cours d'eau 11- Création de plusieurs associations coopératives chargées de la fabrication du compost à partir des déchets domestiques ; 12- Application de la loi sur les nuisances sonores (mise en place des portes insonorisées, ...) 13- Sensibilisation/formation des populations sur les dangers d'une mauvaise utilisation des engrains et pesticides chimiques 14- Sensibilisation des populations en milieu rural sur l'intérêt de la loi interdisant les plastiques non biodégradables 15- Organisation des campagnes de répression auprès des

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<p>mayo ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Erosion des bassins versants ➤ Insuffisance des espaces verts : -Faible entretien des espaces verts existant 		<p>fournisseurs ne respectant pas la loi</p> <ul style="list-style-type: none"> 16- Mise en place et renforcement des clubs des amis de la nature ou club environnement dans les établissements; ➤ Mettre en place une stratégie de reboisement 17- Mise en place d'une politique de gestion du couvert végétal (Elagage régulier des arbres); 18- Fourniture des plants aux populations afin de susciter en eux l'intérêt 19- Création d'un site de reboisement "Sahel vert" à Katoual/Ngassa ➤ Sécuriser les cours d'eau 20- Stabilisation des berges par la plantation des espèces appropriées (Ipomée, ...) 21- Etude de faisabilité pour la stabilisation des berges du mayo Kalio par des murs de soutènement ou des blocs rocheux ➤ Embellir la Commune 22- Entretien régulier des espaces verts existant (02 à Domayo, Ibba Sangué, Marche du savoir); 23- Création de 02 espaces verts à Meskine et à Salak
6.	Forêt et faune	Espace urbain Tous les villages	Faible préservation du couvert végétal	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Dégénération du couvert végétal ; <ul style="list-style-type: none"> - Coupe abusive du couvert végétal pour les cultures, l'habitat et le bois de chauffe -Insuffisance des contrôles ➤ Insuffisance du couvert végétal <ul style="list-style-type: none"> - Faible reboisement du milieu ; - Inexistence d'un plan de gestion ou un guide de gestion de ces arbres de la ville ; - Mauvaise pratique d'élagage - Vieillissement des arbres ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Menace de désertification -Déracinement fréquent des arbres les longs des routes (perturbation de la circulation) Destruction des arbres 	<p>➤ Améliorer la préservation du couvert végétal :</p> <ul style="list-style-type: none"> 1- Sensibilisation des populations sur les dangers d'une coupe abusive de bois ; 2- Intensification des contrôles dans les zones fortement dégarnies ; 3- Sensibilisation des agents chargés du contrôle sur les méfaits de la complaisance 4- Interdiction de couper les arbres dans les villages fortement dégarnies <p>➤ Améliorer le couvert végétal</p> <ul style="list-style-type: none"> 5- Elaboration d'un plan de reboisement de la Commune par un partenariat public/privé (en lien avec le programme national de reboisement) 6- Mise en œuvre du plan de reboisement communal par : <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation d'une pépinière communale, - D'une campagne de reboisement à Makabaye, Ngassa, Zokok, Salak, Meskine et Katoual - Plantation et remplacement des arbres de bordures de routes - Entretien de ces arbres d'alignement (élagage,

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
						<p>abattage des arbres mourants)</p> <p>7- Encouragement des populations à la pratique de l'agroforesterie (plantation des Faidherbia dans les champs de saison de pluie, des haies vives avec des espèces fourragères telles que Acacias Nilotica, ..)</p> <p>8- Création d'une forêt urbaine dans la ville de Maroua (déterminer le site)</p> <p>9- Création de 04 forêts communautaires (01 par lawanat) par le (re)boisement et l'implication des populations</p> <p>10- Réintroduction de certaines espèces fauniques des les différentes forêts créées ;</p> <p>11- Création d'un parc zoologique à côté du jardin botanique</p>
7.	Administration territoriale et décentralisation	Espace urbain Tous les villages	Faible épanouissement des personnes et des biens	<p>➤ Dysfonctionnement au niveau de l'Etat civil :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Eloignement des populations de certains centres d'Etat civil ; -Faible sécurisation de la Nationalité camerounaise - Pénibilité à établir une pièce administrative ; <p>➤ Faible sécurisation des biens et des personnes</p> <ul style="list-style-type: none"> - Menace terroriste - Insécurité nocturne dans les quartiers et villages ; - Absence des comités de vigilance des quartiers et villages ; - Tracasseries des forces de maintien de l'ordre - Eloignement des postes des forces de maintien de l'ordre - Faible intervention de l'Etat <p>Difficultés dans la gestion des catastrophes</p> <ul style="list-style-type: none"> -Faible identification des zones à risque 	<p>Frustration ; Présence des étrangers disposant de la nationalité camerounaise ; Incivisme ; Psychose dans la ville Baisse des activités pour certains corps de métier ; Réduction des libertés Mésentente entre la population et l'administration Présence des malfaiteurs dans</p>	<p>➤ Réduire les dysfonctionnements au niveau de l'Etat civil:</p> <p>1- Redynamisation des 04 centres secondaires d'Etat civil dans chaque lawanat</p> <p>2- Construction et équipement des 04 centres secondaires d'Etat civil</p> <p>3- Appui logistique et en personnel aux 04 centres d'état civil (1 agent d'état civil, matériel de bureau)</p> <p>4- Sensibilisation des secrétaires d'Etat civil sur la protection et le respect de la "nationalité camerounaise" ;</p> <p>5- Mise en place d'une passerelle entre les accoucheuses traditionnelles et les centres d'Etat civil</p> <p>6- Organisation de 02 séances collectives d'audiences foraines en vu de la délivrance de jugements supplétifs d'acte de naissance</p> <p>➤ Améliorer la sécurisation des biens et des personnes</p> <p>7- Sensibilisation des populations sur les dangers à s'associer aux terroristes et à la collaboration active avec les forces de maintien de l'ordre et de défense;</p> <p>8- Sensibilisation du personnel administratif à l'éthique professionnel;</p> <p>9- Sensibilisation de certains agents des forces de maintien de l'ordre et de défense sur la nécessité d'éviter les abus et la rapacité ;</p> <p>10- Création des comités de vigilance dans les quartiers et dans villages ;</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<p>-Absence d'un plan d'intervention impliquant les populations</p> <p>Insuffisance du cadre infrastructurel des services administratifs</p> <p>Vétusté de certaines infrastructures</p> <p>Utilisation des locaux d'emprunt</p> <p>Difficulté de logement d'une catégorie du personnel de l'Etat</p>	<p>les quartiers et villages</p> <p>Inconfort du personnel de l'Etat</p> <p>Difficulté à exercer dignement son travail</p>	<p>11- Acquisition d'une logistique nécessaire en vue de faciliter les interventions des forces de maintien de l'ordre dans la ville et les villages ;</p> <p>➤ Améliorer la gestion des catastrophes</p> <p>12- Identification de tous les types de risques et les sites à risques dans la Commune de Maroua 1er ;</p> <p>13- Sécurisation des sites à risque identifiés dans la Commune de Maroua 1er</p> <p>14- Sensibilisation des populations sur les gestes à faire et à ne pas faire en cas de catastrophe (inondation, éboulement, sécheresse, ...);</p> <p>15- Harmonisation des interventions en cas de catastrophe par la mobilisation de toutes forces (y compris l'armée et sa logistique)</p> <p>➤ Améliorer le cadre infrastructurel des services administratifs</p> <p>16- Construction des délégations régionales, départementales et d'arrondissement des services administratifs qui n'en disposent pas</p> <p>17- Réhabilitation des délégations en état de décrépitude</p> <p>18- Construction des logements d'astreinte pour le personnel de l'Etat qui en a le droit</p> <p>19- Achèvement des travaux de construction de plusieurs logements d'astreinte déjà entamés</p> <p>20- Equipement de la plus part des services administratifs</p>
	Institution communale	Faible image de marque de la Commune		<p>Problèmes liés à l'organigramme</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible application de l'organigramme type ; ✓ Légères différences entre la note qui accompagne l'organigramme et le schéma ; <p>Insuffisance dans le fonctionnement des services</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Inexistence d'un système d'évaluation du personnel ✓ Inexistence d'un cahier de 	<p>Présence des services non fonctionnels</p> <p>Inexistence de certains services et/ou bureaux dans le schéma de l'organigramme</p> <p>Insuffisance dans les avancements du personnel</p>	<p>➤ Résoudre les problèmes liés à l'organigramme</p> <p>1- Mise en application de l'organigramme type ;</p> <p>2- Harmonisation de la note qui accompagne l'organigramme et le schéma ;</p> <p>➤ Améliorer le fonctionnement des services</p> <p>3- Mise en place d'un système d'évaluation du personnel</p> <p>4- Elaboration d'un règlement intérieur réglementant le fonctionnement des services au sein de la Commune ;</p> <p>➤ Renforcer les capacités du personnel</p> <p>5- Recrutement du personnel qualifié en vue de pourvoir les postes de l'organigramme,</p> <p>6- Organisation de 03 campagnes de renforcement des capacités du personnel en poste ;</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> ✓ charge du personnel ; ✓ Inexistence d'un document formel tel que le règlement intérieur qui devrait réglementer le fonctionnement des services au sein de la Commune ; Insuffisance dans la formation du personnel <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance du personnel qualifié, ✓ Faible qualification du personnel en poste ; ✓ Inexistence d'un plan de formation et de recyclage du personnel ; Dysfonctionnement du conseil municipal <ul style="list-style-type: none"> ✓ Absence des commissions techniques ; ✓ Faible maîtrise de certaines thématiques (budget et finances) par les conseillers. ✓ Faible implication de certains membres de l'exécutif dans les affaires communales Stratégie de collecte des taxes inefficaces <ul style="list-style-type: none"> ✓ Faible mobilisation de certaines ressources fiscales (impôt libératoire, patentés, licences etc.) ✓ Faible maîtrise de l'assiette fiscale (non actualisation du fichier de contribuable) 	<ul style="list-style-type: none"> Appropriation approximative des missions par le personnel Insuffisance dans la répartition des tâches Lenteur dans les services Faible rendement du personnel Personnel assigné aux tâches répétitives Faible possibilité de renforcement des capacités Faible suivi de l'action communale Faible maîtrise du budget communal Surplus de travail pour les membres actifs de l'exécutif Faible taux de recouvrement des recettes propres Manque à gagner pour la recette 	<ul style="list-style-type: none"> 7- Mise en place d'un plan de formation et de recyclage périodique du personnel ; 8- Formation du maire, du SG sur le contrôle de la légalité ; 9- Formation du Maire, du SG et du cadre de développement sur l'organisation et le fonctionnement de la Commune. ➤ Diminuer les dysfonctionnements du conseil municipal 10- Mise en place de 04 commissions techniques ; 11- Formation des conseillers municipaux sur les techniques d'élaboration du budget communal et sur leur rôle ; 12- Sensibilisation des adjoints au maire sur la complémentarité de l'action communale. ➤ Améliorer la stratégie de collecte des taxes 13- Elaboration d'une stratégie de collecte des taxes basé sur la pérennité du recouvrement et sur le renforcement des objectifs déjà fixés ; 14- Redynamisation de la plate forme économique ; 15- Elargissement de l'assiette fiscale 16- Actualisation du fichier de contribuable ; ➤ Améliorer le système de sécurisation des recettes communales 17- Formation sécurisation des recettes communales 18- Formation du RM et du cadre financier sur le transfert et la gestion des ressources transférées 19- Formation du RM, du cadre financier et des responsables en charge du recouvrement sur la mobilisation et la sécurisation des ressources financières ; 20- Recrutement d'un chef de service financier chargé de l'organisation du service. ➤ Améliorer la stratégie de gestion du patrimoine communal 21- Mise en place d'une politique de gestion du patrimoine communal basé sur l'acquisition des actifs pouvant être cédés ou loués (camion benne, chaises, tentes, tables de réception, couvert...) 22- Recrutement d'un magasinier qualifié chargé de définir la politique de gestion du patrimoine 23- Intégration du système d'amortissement dégressif dans la

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> ✓ Inconstance dans le recouvrement de certaines taxes Sécurisation des recettes communales ✓ Faible sécurisation des recettes communales Insuffisance au niveau du personnel collecteur ✓ Insuffisance dans la formation de certains agents chargés des finances ✓ Faible maîtrise des techniques de collecte des fonds Insuffisance dans la stratégie de gestion du patrimoine communal ✓ Absence d'une politique de gestion du patrimoine communal ✓ Le cumul de fonction du magasinier ; ✓ L'absence de formation du magasinier dans ce domaine ; ✓ Inexistence d'un système d'amortissement. Insuffisance du patrimoine communal ✓ Insuffisance du matériel roulant ; ✓ Le non achèvement de l'hôtel de ville ; Insuffisance des cadres d'échanges ✓ Inexistence d'une plate forme de rencontres entre 	<p>municipale ; Difficultés dans la réalisation des projets ; Stagnation de la recette municipale</p> <p>- Distraction des fonds de la commune par les perceuteurs municipaux ; Faible compréhension des mécanismes de collecte Confusion des rôles</p> <p>Faible contribution du patrimoine aux recettes de la Commune ;</p> <p>Difficultés à réaliser rapidement certaines commissions ou activités du fait de l'insuffisance du matériel roulant ;</p>	<p>vie des actifs patrimoniaux.</p> <p>➤ Augmenter les actifs patrimoniaux</p> <p>24- Renforcement du matériel roulant par l'achat de 02 véhicules de liaison et de 04 motos;</p> <p>25- Accélération des travaux d'achèvement de l'hôtel de ville ;</p> <p>26- Construction d'une clôture à l'hôtel de ville ;</p> <p>27- Construction d'un hangar à la gare de Salack ;</p> <p>28- Acquisition de 2 pick-up pour le transport des produits agricoles.</p> <p>29- Construction et équipement d'une salle de fête communale</p> <p>➤ Améliorer le cadre des échanges</p> <p>30- Création d'une plate forme de rencontres entre la Commune, les sectoriels et le secteur privé;</p> <p>31- Création d'une plate forme entre la Commune, les élites et la diaspora;</p> <p>➤ Améliorer la communication communale</p> <p>32- Mise en place d'une stratégie de communication basée sur le recrutement d'un chargé de la communication et d'un Web master;</p> <p>➤ Difficultés à nouer des partenariats</p> <p>33- Multiplication des délibérations autorisant le jumelage et/ou des partenariats avec d'autres Communes/institutions</p> <p>➤ Assainir les relations avec la communauté urbaine</p> <p>34- Acquisition du livre vert sur les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun "Recueil des textes commentés" afin d'éviter les frottements avec la Communauté urbaine ;</p> <p>35- Création d'une plate forme d'échange entre la communauté urbaine et les 3 Communes d'arrondissement.</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> ✓ la Commune et les sectoriels ; ✓ Inexistence d'une plate forme entre la Commune et les élites ; ✓ Faible exploitation des relations entre la Commune et le secteur privé ; <p>Insuffisance communicationnelle</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Insuffisance dans la stratégie de communication ; ✓ Absence de site internet ; ✓ Difficultés à nouer des partenariats ✓ Insuffisance de jumelages et/ou des partenariats avec d'autres Communes/institutions <p>Relations conflictuelles</p> <p>Conflits de compétence avec la communauté urbaine.</p>	<p>Ignorance de toutes les opportunités liées aux transferts des compétences</p> <p>Méconnaissance des activités communales par les sectoriels, les élites et le secteur privé (perte des opportunités) ;</p> <p>Faible communication sur les réalisations communales</p> <p>Faible connaissance de la Commune à l'extérieur</p> <p>Difficultés dans l'obtention des financements</p> <p>Désagréments pas faciles à gérer, Mésententes entraînant des inimitiés</p>	
8.	Education de base	Espace urbain Tous les villages	Difficulté d'accès à l'éducation de base de qualité	<p>➤ Faible encadrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de personnel enseignant; - Mauvaise répartition du personnel ; -Insuffisance des établissements scolaires <p>➤ Insuffisance des infrastructures et équipements</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des clôtures des établissements ; 	<ul style="list-style-type: none"> - Mauvaise qualité des enseignements ; - Echecs récurrents ; -Effectifs pléthoriques - Difficulté à dispenser les cours 	<p>➤ Améliorer l'encadrement des élèves :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Plaidoyer pour l'affectation de 264 enseignants dans les EP et EM de la Commune de Maroua 1er ; 2- Plaidoyer auprès du sectoriel pour une répartition équitable du personnel ; 3- Plaidoyer pour la création: de 5 écoles maternelles (Palar, Makabaye, Ngassa, Meskine et Gaklé) ; 4- Plaidoyer pour l'amélioration des procédures d'octrois du paquet minimum aux écoles ; <p>➤ Améliorer la qualité et la quantité des infrastructures</p> <ol style="list-style-type: none"> 5- Construction de salles de classe : <ul style="list-style-type: none"> • Les écoles maternelles de (Bloc maternel) :

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des salles de classe, table-bancs; - Absence de point d'eau et de latrine dans certaines écoles ; - Insuffisance de matériel didactique ; <ul style="list-style-type: none"> ➤ Lourdeur administrative : - Distribution tardive du paquet minimum - Cout élevé des frais d'APEE <ul style="list-style-type: none"> ➤ Exposition des élèves et écoles aux accidents : - Implantation des écoles sur des sites dangereux ; - Exposition de certaines écoles aux dangers ; <ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible suivi parental Insuffisance des fournitures scolaires ; Abandon des enfants à eux même 	<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés à dispenser les cours - Risque élevé des accidents - Difficultés à suivre les enseignements 	<p>Baoliwol: 1; Zokok Laddeo: 1; Katoual, Louggol</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les écoles publiques de (bloc de 2 salles de classe) Djarengol Kaigama I: DjarengolKaigama1; II: 1; Djarengol Kaigama IIA:2 et Djarengol Kaigama IIB:2; Domayo I: 2;Domayo II: 2; Ngassa: 2; Palar I : 2; Palar II: 2; et Palar III : 3; Pont vert I : 1 ; et Pont vert II: 2 ; Ziling : 1; Djarengol Bilingue : 5; Salak II : 1; Katoual : 4; Hedjer :3; Meskine: 3; Mokora- Sombola: 2; Mougoudi: 2; Zokok-Laddeo: 5; Doulgou: 4; BaoHossere I: 3; Yonkole: 2; BaoHossere II: 2; Goyang: 3; Louggol Sambo: 3; Mayel Bei: 3; Maza : 3 <p>6- Construction de 35 clôtures :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ Ecoles maternelles: Para; Ouro-tchétré; Djarengol (bilingue); Salak; Katoual; Zokok Laddeo; pont vert ✓ EP: Palar 1; Palar2; Palar3; Makabaye 1; Makabaye2; Djarengol Bilingue; Salak 1; Salak2; Katoual; Beguele; Goubewo; Hedjer; Mokora-Sombola; Zokok-Laddeo; Bao Hossere 1; BaoHossere2; Yonkole; Goyang; Louggol-Sambo; Mayel Bei; Doulgou; Maza; Palaoudi; Tchoufabani; Yamdjidjim; Mougoudi, Djarengol Kaigama I; Djarengol Kaigama II <p>7- Construction de 08 blocs de 3 latrines à:</p> <p>EM Zokok Laddeo; EP Beguele; EP Goubewo; EP Hedjer; EP Mokora Sombola, EP Bao Hossere 1, EP Dakar, EP Dengui</p> <p>20- Construction de 20 points d'eau à :</p> <p>EM Ouro Tchétré ; EM Salak ; EM Zokok Laddeo; EP Makabaye 1et 2; Salak 1 et 2 ; EP Goubewo; EP Hedjer; EP Mokora Sombola; EP Yonkole; EP Goyang; EP Louggol Sambo ; EP Mayel Bei ; EP Doulgou ; EP Maza ; EP Palaoudi et EP Tchoufabani</p> <p>10- Réhabilitation de 16 salles de classe:</p> <p>EMA Domayo (4); EP Louggol 3A (4)</p> <p>EP Louggol 3B (4); EP Katoual (1)</p> <p>EP Palaoudi (1) et EP Tchoufabani (2) ; EP Palar 3</p> <p>11- Acquisition de 8440 table-bancs :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecoles maternelles de: <p>Baoliwol:45; Domayo: 57; Pont vert: 7</p> <p>Katoual: 9; Zokok Laddeo: 3;</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ecoles publiques de: <p>Djarengol Kaigama I: 248; II: 268</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
						<p>IIA: 339 et IIB : 291 ; Hardé I: 38 ; et II : 85 ; Domayo I : 161 et II: 173 Louggol I:105; II: 149; IIIA162; et IIIB:188; Ngassa: 211; Palar I: 399; II: 355 et III: 290; Makabaye I: 66 et II: 45; Pont vert I : 44 et II : 5 Ziling: 56; Djarengol Bilingue: 163; Salak I: 33 et II: 2; Katoual: 554; Hedjer : 194; EP Meskine: 443; Mokora Sombola: 47; Mougoudi: 51; Zokok Laddeo: 158: Bao Hossere I: 158 et II: 82; Yonkole: 131; Goyang : 164 ; Louggol Sambo : 123 Mayel Bei: 77; Doulgou: 161; Maza: 123 Palaoudi: 22 ; et Tchoffabani : 132</p> <p>20- Construction de 88 logements d'astreinte : citer 21- Construction centre préscolaire à Palar II 22- Aménagement de l'ICE de Maroua 23- Dotation en 342 bureaux de maître ➤ Réduire les lourdeurs administratives 24- Amélioration des procédures d'octroi du paquet minimum aux écoles ; 25- Plaidoyer pour l'adaptation des frais d'APPEE aux réalités de la zone ➤ Réduire les risques d'accident à l'école 26- Renforcement de la vigilance lors de l'acquisition des sites ➤ Améliorer le suivi parental 27- Sensibilisation des parents sur l'achat des fournitures à leurs enfants 28- Sensibilisation des parents sur le rôle du contrôle parental dans l'éducation des enfants</p>
9.	Enseignements secondaires	Espace urbain Tous les villages	Difficulté d'accès aux enseignements secondaires de qualité	<p>➤ Faible encadrement : - Insuffisance du personnel enseignant; -Insuffisance des établissements scolaires</p> <p>➤ Insuffisance des infrastructures et équipements - Insuffisance de clôtures dans certains établissements ;</p>	-Présence des établissements sans enseignants dans certaines matières -Effectif pléthorique -Déperdition scolaire ; Incommode des enfants ;	<p>➤ Améliorer l'encadrement:</p> 1- Plaidoyer pour l'affectation des enseignants qualifiés dans toutes les matières non pourvues dans les 11 établissements d'enseignement secondaires de la place ('CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine, CETIC Meskine) 2- Création de nouvelles écoles secondaires : 1 CETIC à Palar ; 1 CES à Gaklé ; CES bilingue à Domayo 3- Identification des sites pour la construction des CES de

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des salles de classe, table-bancs; - Absence de point d'eau et de latrine dans certaines écoles ; - Insuffisance de matériel didactique ; ➤ Faible suivi parental Insuffisance des fournitures scolaires ; Abandon des enfants à eux même - Cout élevé des frais d'APEE 	<ul style="list-style-type: none"> - Consommation d'une eau de qualité douteuse ; -Défécation à l'air libre -Difficultés à dispenser des cours de qualité - Baisse du taux de réussite -Abandon scolaire 	<p>Hardé et de Ngassa ;</p> <p>➤ Améliorer la qualité des infrastructures et équipements</p> <p>4- Construction de 23 blocs de deux salles de classe équipés de tables banc et bureau de maître au : Lycée Ouro Tchédé : 3 blocs ; Lycée de Meskine : 1 blocs ; Lycée Tech. Salak : 3 blocs ; CETIC de Meskine : 2 blocs ; Lycée de Katoual : 2 blocs ; CES de Palar : 3 blocs ; CES de Ngassa : 4 blocs ; CES de hardé : 4 blocs ; lycée de Makabaye : 1 blocs ;</p> <p>5- Construction de 11 clôtures dans les 11 établissements secondaires '(CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine, CETIC Meskine)</p> <p>6- Construction d'un point d'eau au lycée de Meskine ;</p> <p>6- Construction de dans chacun des établissements secondaires de la commune (CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine et CETIC Meskine, Lycée de Domayo)</p> <p>7- Dotation des 11 établissements secondaires en bibliothèques et en salles multi media (CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine, CETIC Meskine)</p> <p>8- Dotation de 822 tables bancs: Lycée de Domayo : 134 : Lycée de Ouro Tchédé : 51; Lycée Tech. Salak : 100; CETIC Meskine : 250; Lycée Katoual : 96 ; CES Palar : 100 ; Lycée de Makabaye : 91</p> <p>➤ Améliorer le suivi parental</p> <p>10- Sensibilisation des parents sur l'achat des fournitures à leurs enfants</p> <p>11-Sensibilisation des parents sur le rôle du contrôle parental dans l'éducation des enfants et pour le paiement des frais d'APEE</p> <p>12-Constitution d'une provision pour améliorer la prise en charge des ECI et des vacataires</p>
10.	Enseignement supérieur	Espace urbain	Difficultés d'accès aux	➤ Insuffisance dans l'encadrement		<p>➤ Améliorer l'encadrement des étudiants :</p> <p>1- Mise en place des conditions excitantes pour les</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
		Tous les villages	enseignements de qualité	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des enseignants émérites ; -Insuffisance des laboratoires et documents de recherche ➤ Insuffisance du cadre infrastructurel -Dispersion des bureaux de service et des lieux de cours ; -Insuffisance des salles de cours, des bâtiments administratifs, aires de jeux ; -Utilisation des locaux d'emprunt ➤ Difficulté de déplacement : <ul style="list-style-type: none"> - Coût élevé de déplacement ➤ Conditions de vie difficiles des étudiants : <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des cités ; - Absence d'appui aux jeunes bacheliers - Faible moyen financier des parents 	<p>Difficultés dans le suivi des étudiants</p> <p>Prise de cours dans des salles inadaptées</p> <p>Longue marche</p> <p>-Coût élevé des loyers ;</p> <p>-Risque de prostitution</p> <p>-Surcharge dans les chambres</p>	<ul style="list-style-type: none"> enseignants émérites ; 2- Mise en place des conditions favorisant la recherche à l'université de Maroua 3- Création d'un centre multi média à l'université de Maroua 4- Diligence dans le processus de paiement des primes de recherches des enseignants et étudiants chercheurs 5- Multiplication des bourses d'études et de recherche pour les étudiants chercheurs ➤ Amélioration du cadre infrastructurel 6- Accélération du processus de regroupement de l'université sur le site de Zokok Laddeo 7- Plaidoyer pour le démarrage effectif des travaux de construction après toutes les études de faisabilité ; 8- Construction des laboratoires adaptés aux types d'enseignements ; 9- Réapprovisionnement du centre des ressources documentaires de l'université ➤ Amélioration des conditions de vie des étudiants 10- Mise en place d'un partenariat Etat/Communes/Privés pour la construction des 200 minis cités (4000) chambres pour le logement des étudiants ; 11- Sensibilisation des élites et des populations de Maroua pour l'accompagnement de l'université par les investissements dans le domaine de l'habitat 12- Appuis en bourses d'études aux étudiants originaires de la Commune de Maroua 1^{er} par la mise en place d'une caisse de solidarité ; 13- Acquisition des bus pour le transport des étudiants 14- Organisation des stages de vacances pour jeunes étudiants originaires de la Commune de Maroua 1^{er} ; 15- Construction par les élites de Maroua 1^{er} de 04 minis cités pour les étudiants originaires de cette Commune
11.	Santé	Espace urbain Tous les villages	Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible encadrement des malades : <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance du personnel qualifié -Insuffisance des recyclages du 	Mauvaise qualité des soins Désintérêt	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer l'encadrement sanitaire : 1- Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié dans les centres de santé de la Commune : 02 médecins, 13 IDE, 35 aides soignants et 5 infirmiers accoucheurs (- Médecin : Palar 1 et Domayo 1 ; - IDE : Palar 2 ; Domayo 1 ; Katoual 1 et

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<p>personnel</p> <p>-Faible motivation des personnels de la santé</p> <p>-Insuffisance des formations sanitaires</p> <p>➤ Insuffisance infrastructurel dans les centres de santé</p> <p>-Insuffisance des infrastructures, équipements</p> <p>-Délabrement des Infrastructures</p> <p>➤ Existence des maladies épidémiques et endémiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Non-respect des règles d'hygiène -Défécation dans les mayos -Utilisation de l'eau de qualité douteuse <p>➤ Difficultés dans l'atteinte des objectifs du PEV</p> <ul style="list-style-type: none"> - Refus de certains parents de participer aux journées de vaccination - Non-respect du calendrier de vaccination infantile <p>➤ Faible consultation prénatale :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Négligence des consultations prénatale ; - Fort taux d'accouchement à domicile ; <p>➤ Difficulté d'accès aux médicaments :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Cherté des produits pharmaceutiques 	<p>des patients</p> <p>Arnaque des malades</p> <p>Encombrement des centres existant</p> <p>Inconfort des malades dans les centres de santé</p> <p>Taux élevé de paludisme</p> <p>Recrudescence des maladies</p> <p>Risque de déclenchement d'une épidémie grave</p> <p>-Taux de mortalité élevé pendant l'accouchement</p>	<p>Beguele 1</p> <p>- AS : Ouro Tchédé 5 ; Palar 5 ; Domayo 3 ; Ngassa 4 ; Makabaye 4 ; Salak 4 ; Katoual 4 ; Meskine 4 et Beguele 4).</p> <p>2- Organisation périodique de séminaires de recyclage sur les avancées de la médecine ;</p> <p>3- Plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des personnels ;</p> <p>4- Création de 02 centres de santé (Zokok Laddeo, Gaklé)</p> <p>5- Plaidoyer pour la transformation des CSI de Domayo et de Palar en centre médical</p> <p>➤ Améliorer le cadre infrastructurel</p> <p>6- Réhabilitation des bâtiments des CSI de Makabaye et Salak:</p> <p>7- Construction de 02 maternités au CSI Ngassa ;</p> <p>8- Agrandissement des CSI de Palar et de Domayo;</p> <p>9- Construction d'un bâtiment au CSI de Ouro Tchédé, Palar et Ngassa</p> <p>10-Construction d'un point d'eau au CSI de Béguélé ;</p> <p>11-Construction d'un bloc latrine au CSI de Béguélé</p> <p>12-Construction de 9 clôtures dans les 09 CSI ;</p> <p>13-Construction de 09 dispositifs de traitement des déchets dans les 09 CSI de la Commune ;</p> <p>14-Acquisition de 90 lits (10 par CSI) ;</p> <p>15-Acquisition de 03 réfrigérateurs pour les CSI de Ouro Tchédé, Béguélé et Katoual</p> <p>16-Dotation des laboratoires des 09 centres de santé en réactifs</p> <p>➤ Réduire le taux des maladies épidémiques et endémiques :</p> <p>17- Sensibilisation des populations sur les règles d'hygiène usuelles ;</p> <p>18- Formation des relais communautaires sur les communautaires sur les mesures de potabilisation des eaux ;</p> <p>19- Sensibilisation des populations sur les méfaits de la</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> - Faible renouvellement des stocks dans les CS ➤ Difficultés dans la prise en charge des enfants malnutris -Rupture régulier des stocks des compléments alimentaires -Faible utilisation du savoir faire local dans la composition des compléments alimentaires 	<ul style="list-style-type: none"> -Automédication -Enfants affaiblis 	<p>défécation à l'air libre (surtout dans les mayos) ;</p> <p>20- Sensibilisation des populations sur la nécessité de maîtriser son statut sérologique</p> <p>21- Organisation périodique des campagnes de dépistage gratuit des IST/VIH/SIDA (surtout pendant les vacances)</p> <p>22- Ouverture d'une UPEC dans les 09 CSI de la Commune de Maroua 1^{er}</p> <p>23- Plaidoyer pour la gratuité des CD4</p> <p>➤ Améliorer les performances du PEV</p> <p>24- Plaidoyers auprès des leaders communautaires pour encourager les CPN et accepter les vaccinations</p> <p>25- Sensibilisation et motivation des agents temporaires du PEV en vue de la couverture totale des quartiers et des villages</p> <p>➤ Encourager les consultations prénatales</p> <p>26- Sensibilisation des populations sur leur participation effective aux journées nationales de vaccination et aux consultations prénatales</p> <p>27- Sensibilisation des parents sur les dangers des accouchements à domicile</p> <p>28- Dotation des mobilisateurs sociaux/relais communautaires du TDR+ACT pour les cas de paludisme simple</p> <p>29- Organisation d'une campagne de redistribution du MILDA à la population</p> <p>30- Organisation de 04 campagnes annuelles de dépistage systématique des hépatites et HTA</p> <p>➤ Faciliter l'accès aux médicaments</p> <p>31- Formation des comités de gestion des formations sanitaires sur la gestion des stocks</p> <p>32- Sensibilisation des populations sur les dangers de l'automédication</p> <p>Diminuer le taux de malnutrition dans la Commune</p> <p>33- Renforcement des stocks de compléments alimentaires dans les formations sanitaires</p> <p>34-Formation des femmes sur l'utilisation du savoir faire local dans l'alimentation des enfants</p>
12.	Eau	Espace	Difficultés d'accès	➤ Faible extension du	Recours à des	➤ Etendre le réseau CAMWATER :

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
		urbain Tous les villages	à l'eau potable	réseau hydrique : - Faible connexion à la CDE - Certains quartiers non desservie par l'adduction d'eau - Vieillissement du matériel - Dépendance total envers ENEO ➤ Faible disponibilité en eau potable : - Insuffisance de point d'eau dans les villages ; ➤ Faible entretien des infrastructures existantes : -Dysfonctionnement de plusieurs comités de gestion -Présence des failles dans le dispositif de pérennisation	forages ; Coupure fréquente d'eau Consommation d'eau de qualité douteuse Risque de maladies hydriques Pannes fréquentes des forages	1- Extension du réseau hydrique de la CDE à Palar, Ziling, Makabaye et Ngassa ; 2- Lancement d'une campagne d'abonnement des ménages non connectés 3- Réhabilitation progressive des infrastructures de E NEO 4- Installation d'un groupe électrogène de grande puissance pouvant assurer le relais de E NEO ➤ Améliorer l'offre en eau potable 5- Construction de 49 points d'eau (forages) dans les localités de Dengui : 5 ; Gaklé 7 ; Salak-garre: 4; Yoldeo: 3; Katoual: 4; Meskine:9; Zebe: 2; Doyang: 4; Zokok : 2; Dakar: 3; Palaoudi : 2 ; Maza Ouro bah : 2 et Mayel Bei :2 6- Construction de 02 bornes fontaines aux marchés Para et Comice 7- Construction d'une adduction d'eau à Meskine ➤ Assurer la pérennisation des ouvrages 8- Réhabiliter les points d'eau en panne : Urbain 11 ; Dengui : 1 ; Gaklé : 2 ; Salak-Garre : 2 ; Salak Yoldeo : 3 ; Katoual : 2 ; Meskine : 3 ; Doyang : 1 ; Zokok : 1 ; Dakar : 1 ; Palaoudi : 4 ; Maza Ouro Bah : 1 9- Formation et équipement de 8 artisans réparateurs (02 par lawanat) sur la maintenance préventive et la réparation des ouvrages hydrauliques ; 10-Coordination du mécanisme de pérennisation par la Commune ; 11-Redynamisation des COGE défaillants
	Energie	Espace urbain Tous les villages	Faible accès à l'énergie	➤ Faible extension du réseau E NEO -Présence des villages non connectés au réseau E NEO ➤ Faible renouvellement des équipements d'E NEO: - Etat défectueux et insuffisance de produit de traitement des poteaux électriques; - Vieillissement des installations ➤ Difficultés d'accès aux	Obscurité de certains villages Coupures intempestives d'énergie électrique d'E NEO ;	➤ Etendre le réseau E NEO : 1-Extension du réseau E NEO dans les localités de Palar, Makabaye, Zokok, Boudougou, Doyang, Dakar, Beguele et Palaoudi ➤ Améliorer la qualité de l'offre de E NEO 2- Installation des poteaux en fer pour le transport de l'énergie haute moyenne et tension ; 3- Réalisation d'un audit technique sur les infrastructures de ENEO et remplacement de tous les équipements défaillants ➤ Faciliter l'accès aux produits pétroliers 4- Construction de 02 stations services aux entrées nord et sud

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				produits pétroliers : - Insuffisance des stations services ; ➤ Faible utilisation des autres sources d'énergie : - Faible exploitation des sources d'énergie alternative	Prolifération des vendeurs des produits frelatés Forte dépendance à E NEO	de Maroua ; 5- Sensibilisation des jeunes vendeurs des produits pétroliers sur la dangerosité de leur activité ➤ Vulgariser l'utilisation des autres sources d'énergie 6- Installation des lampadaires à énergie solaire pour l'éclairage public dans tous les grands carrefours ; 7- Exploitation des projets des étudiants de l'ISS (énergie renouvelable) pour l'électrification rurale (installation des minis centrales solaires autonomes) 8-
	Assainissement	Espace urbain Tous les villages	Faible assainissement du milieu	➤ Insuffisance des toilettes publiques : -Insuffisance et disfonctionnement des toilettes publiques ; ➤ Stagnation des eaux et inondation : - Faible drainage des eaux de pluies - Engorgement des canaux d'évacuation	Défécation dans des endroits non autorisés Maladies hydriques Prolifération des déchets dans les quartiers	➤ Améliorer l'assainissement de notre milieu 1- Construction des toilettes dans tous les services publics de la Commune (administration, CSI, Ecoles,...) ; 2-Construction des toilettes publics dans les lieux à forte fréquentation (02 par marché, 01 au stade municipale, 01 dans chacun des 2 espaces verts, 04 au cheik point entrée sud de Maroua) ; 3- Instauration d'une pénalité pour les ménages sans latrines 4- Sensibilisation des populations sur les conséquences de la défécation à l'air libre ➤ Faciliter l'écoulement des eaux 5- Construction des ouvrages d'assainissement dans tous les quartiers et villages de la Commune (rigoles maçonneries, drains dans les zones inondables) 6- Création des comités d'hygiène et salubrité dans chaque quartier et village de la Commune ; 7-Sensibilisation des populations au respect des campagnes d'hygiène et de salubrité (jeudi : journée propre à Maroua) ; 8- Mise en place d'un prix "quartiers ou village le plus propre" dans la Commune de Maroua 1er.
13.	Communication	Espace urbain Tous les villages	Difficulté d'accès à l'information institutionnelle	➤ Accès tardif aux informations - Faible écoute de la radio dans les villages - Désintérêt de la population face à la presse écrite	Sous information	➤ Améliorer l'accès aux informations 1- Amélioration des programmes de la radio rurale de Meskine ; 2- Multiplication des programmes inter actif en langues locales à la CRTV Maroua 3- Simplification du journal communal afin d'augmenter le nombre d'exemplaires ; 4- Multiplication des journaux traitant des informations locales à

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
						<p>l'exemple de "l'œil du sahel"</p> <p>5- Construction et équipement d'une délégation régionale de la communication</p> <p>6- Appui à la création d'une chaîne de télévision de proximité</p> <p>7- Acquisition d'un véhicule avec sonorisation, groupe électrogène et 02 écrans géants</p> <p>8- Appui à la création d'une imprimerie à Maroua</p> <p>9- Installation des babilards pour affichage dans les zones à forte fréquentation (Zokok Laddeo, Salak, Pont vert, Ngassa, Meskine, Katoual)</p> <p>10-Recrutement d'un chargé de communication dans chaque canton</p> <p>11-Acquisition d'un groupe électrogène de grande puissance à la CRTV</p>
14.	Travaux publics	Espace urbain Tous les villages	Mauvais état des routes, pistes et des ouvrages de franchissement	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance des investissements routiers <ul style="list-style-type: none"> - Enclavement de certains villages ➤ Dégradation des ouvrages : <ul style="list-style-type: none"> - Présence des nids de poules sur les routes ; - Dégradation avancée des routes bitumées de la Commune ; - Destruction des routes pour des utilisations diverses (CDE, câblage...) ➤ Mauvais état de certains ouvrages de franchissement <ul style="list-style-type: none"> Destruction de plusieurs ouvrages de franchissement ➤ Protection du patrimoine routier insuffisante : <ul style="list-style-type: none"> - Impraticabilité de certaines routes en saison pluvieuse 	<p>Villages coupées du reste de la Commune en saison des pluies</p> <p>Difficulté de circulation</p> <p>Pénibilité des déplacements</p>	<p>➤ Améliorer la qualité des ouvrages</p> <p>1- Réhabilitation de toutes les routes bitumées de l'espace urbain (Pont vert - pont Makabaye (par carrefour DJARMA) : 5 km, Pont vert - station TOTAL (par Hardé) : 3 km, Ancien foyer - Stade municipale : 1 km, Pont rouge - carrefour DJARMA : 0,5 km, « Relai porte mayo » - carrefour Para (par Pitoaré et hôtel de ville) : 3 km, Collège de l'espoir - carrefour Florina : 4 km, Pont côté hôtel MIZAO - entrée Palar : 1 km, Pont Makabaye - Salak: 17 km, Carrefour Gaklé - Katoual: 8 km)</p> <p>2- Amélioration des techniques de la CDE, CAMTEL, ...) par la construction des points de traversés de leurs infrastructures (utilisation de la technique de forage horizontal dirigé)</p> <p>3- Construction des trottoirs sur les axes routiers de la ville ;</p> <p>4- Réhabilitation de la route Pont Makabaye-Katoual (11 km) ;</p> <p>5- Réhabilitation de la route Gaklé-Katoual (7,5 km);</p> <p>6- Réhabilitation de la route Ouro Tchédé-Béguélé (23 km)</p> <p>7- Réhabilitation de la route Palar-Zalla (7,5 km) ;</p> <p>8- Réhabilitation de la route Carrefour Medjama-Ngassa 3 km</p> <p>9- Réhabilitation de la route Meskine-Goubéwo (6 km)</p> <p>➤ Améliorer l'état des ouvrages de franchissement</p> <p>10- Construction de 01 ouvrage de franchissement sur l'axe</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de plaque de signalisation 	<p>Difficulté d'approvisionnement et de liaison</p>	<p>Carrefour Medjama-Ngassa (mayo Tsanaga) ; 11- Construction d'un ouvrage de franchissement sur l'axe Pont Makabaye-Katoual (mayo Tsanaga) ; 12- Construction d'un ouvrage de franchissement sur l'axe Salack-Palaoudi 13- Organisation des travaux de curage et dégagement des abords des ouvrages de franchissement 14- Réhabilitation du radier Makabaye ; 15- Réhabilitation d'un dalot sur l'axe Meskine-Goubéwo 16- Construction des parkings au poste de contrôle de la douane (Florina), à Yonkolé, à Gaklé au niveau de la barrière des FMO au niveau des finances et de l'avenue du Renouveau</p> <p>➤ Améliorer la protection du patrimoine routier</p> <p>17- Mise en place de 13 comités d'entretien des routes un par village</p> <p>18- Mise en place de 12 comités d'entretien dans les quartiers de la ville (un par quartier) ;</p> <p>19- Formation des comités d'entretien sur les techniques HIMO simples</p> <p>20- Dotation des comités d'entretien en matériel de travail ;</p> <p>21- Entretien régulier de 37 km de routes non bitumées de l'espace urbain (routes secondaires) ;</p> <p>22- Réhabilitation des barrières de pluies sur les axes routiers de la Commune</p>
15.	Poste et Télécommunication	Espace urbain Tous les villages	Difficultés d'accès aux NTIC	<p>➤ Communication intermittente :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Perturbation du réseau téléphonique ; <p>➤ Communication limitée :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Coût de communication élevé ; - Arnaque téléphonique ; - Faible organisation des activités de call box ; <p>➤ Difficulté d'accès à internet</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance des télé-centres 	<p>Rupture fréquente du réseau</p> <p>Limitation de la durée des appels</p> <p>Limitation de</p>	<p>➤ Réduire les perturbations du réseau</p> <p>1- Plaidoyer pour l'adaptation des équipements des opérateurs du secteur à la technologie 4G;</p> <p>2- Plaidoyer pour l'implantation des nouvelles antennes relais</p> <p>➤ Réduire le coût des communications au Cameroun</p> <p>3- Plaidoyer pour la diminution des coûts de communication au Cameroun ;</p> <p>4- Appui à la structuration des opérateurs économiques exerçant dans le secteur en vue de devenir une force de proposition ;</p> <p>➤ Faciliter l'accès à internet pour les populations rurales</p> <p>5- Construction d'un télé centre communautaire à Salak ;</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<p>➤ Faible utilisation des services postaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible vulgarisation des avantages des services postaux 	<p>l'accès à internet</p> <p>- Faible fréquentation des services de poste</p>	<p>6- Formation des populations rurales à l'utilisation des NTIC</p> <p>7- Mise en place dans la Commune d'un cadre de développement de l'économie numérique (Mise en place des incubateurs de projets numériques)</p> <p>➤ Amélioration des services postaux</p> <p>8- Adaptation des services de la CAMPOST à la nouvelle donne ;</p> <p>9- Encadrement du service de messagerie privé (agence de voyage, SMS, ...)</p> <p>10-Vulgarisation du service de transfert MELO par la baisse des frais d'envoi.</p>
16.	Affaires sociales	Espace urbain Tous les villages	Difficultés d'épanouissement des personnes handicapées et défavorisées	<p>➤ Faible encadrement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de structures et de personnel d'encadrement ; - Faible capacité de prise en charge des structures existantes ; - Faible assistance de la part de l'Etat - Rejet de la population ; - Abandon à eux même <p>➤ Dépendance vis-à-vis de la société :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyen financier ; <p>➤ Difficulté de déplacement :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance de moyen de déplacement ; - Difficultés d'accès aux infrastructures publiques ; 	<p>Sentiment d'abandon</p> <p>Difficultés de s'alimenter/mendicité</p> <p>Insécurité des sans abri</p> <p>Insatisfaction de ses besoins</p>	<p>➤ Améliorer l'encadrement des personnes vulnérables :</p> <p>1- Construction de 02 centres d'encadrement (01 maison de retraite à Makabaye et 01 centre d'accueil des enfants de la rue et orphelins) ;</p> <p>2- Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié dans ces centres</p> <p>3- Mise à disposition des handicapés des cartes nationales d'invalidité</p> <p>4- Construction d'une crèche/garderie d'enfants à Maroua 1er</p> <p>➤ Réduire la dépendance des personnes vulnérables.</p> <p>5- Subvention des activités génératrices de revenus de 1270 personnes vivant au moins avec un handicap ;</p> <p>6- Aides et secours à 600 personnes vulnérables dans la Commune de Maroua 1er ;</p> <p>7- Octroi de 253 bourses d'étude aux personnes vulnérables;</p> <p>8- Appui à l'alimentation de personnes vivants avec le VIH/SIDA ;</p> <p>9- Appui en 31 matériels d'audition pour les malentendants</p> <p>10- Création d'une association par type de vulnérabilité</p> <p>11- Appui à la réinsertion sociale des mineurs post-incarcérés et des enfants de la rue par la mise en place des programmes spécialisés (Formations aux petits métiers, Scolarisation)</p> <p>12- Accompagnement dans la réinsertion des enfants de la rue dans leur famille ou dans les familles d'accueil</p> <p>13- Mise en place d'une structure chargée de</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
						<p>l'identification et de la repression des violences faites aux enfants</p> <p>14- Sensibilisation des parents sur les droits et les devoirs des enfants</p> <p>Faciliter le déplacement de personnes atteintes de certains types de vulnérabilités</p> <p>15- Aménagement les rampes d'accès dans les structures publiques ;</p> <p>16- Appui des personnes vulnérables en moyens de déplacements (123 chaises roulantes, 38 béquilles, 146 lunettes optiques, 34 cannettes)</p> <p>17 Plaidoyer pour le redémarrage du centre des handicapés de Zokok Laddéo</p>
17.	Promotion de la femme et de la famille	Espace urbain Tous les villages	Faible épanouissement de la femme et de la famille	<p>➤ Difficultés dans la promotion du bien être de la femme :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Conflits familiaux ; - Absence de Centre d'alphabétisation et des centres d'écoute/conseils ; - Sous scolarisation de la jeune fille ; - Faible prise en charge de l'aspect genre -Sous estimation des potentialités de la femme -Insuffisance des apports dans l'économie locale <p>➤ Faible stabilité des familles ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Leadership des maris dans le foyer ; - Marginalisation de la femme -Mariage précoces -Prolifération des mariages traditionnels 	<p>Dépendance vis-à-vis des hommes ;</p> <p>Taux de grossesses précoces élevés</p> <p>Divorces</p> <p>Prostitution</p> <p>Fragilité des familles</p>	<p>➤ Assurer la promotion du bien être de la femme :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Création de 04 centres d'alphabétisation à Meskine, Katoual, Zokok et Salak ; 2- Création de 04 centres d'écoute à Meskine, Katoual, Zokok et Salak ; 3- Redynamisation du réseau des femmes 4- Renforcement des capacités managériales des femmes des GIC, associations locales et du réseau des femmes 5- Appui financiers et matériels aux activités du réseau des femmes de Maroua 1er (GIC et associations) <p>➤ Améliorer la stabilité des familles</p> <ol style="list-style-type: none"> 6- Plaidoyer auprès des autorités pour l'organisation des campagnes d'officialisation des mariages coutumiers ; 7- Organisation de 02 cérémonies de mariages collectifs chaque année dans la Commune

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
18.	Jeunesse et éducation civique	Espace urbain Tous les villages	Faible épanouissement des jeunes	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible encadrement des jeunes : <ul style="list-style-type: none"> - Taux de chômage élevé ; - Déperdition scolaire ; ➤ Perte de la notion civique ; <ul style="list-style-type: none"> - Faible éducation civique ; - Faible dialogue entre jeune et adulte 	<ul style="list-style-type: none"> -Délinquance juvénile élevée ; - Consommation élevée d'alcool et drogue au quartier comme à l'école 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer les conditions de vie des jeunes : <ol style="list-style-type: none"> 1- Construction d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes à Maroua 1er 2- Construction de 2 foyers des jeunes en milieu rural (Meskine et Salak); 3- Appui à la structuration des jeunes en associations (01 association de jeunes par village) ; 4- Encadrement des jeunes par les équipes mobiles d'animation urbaine (EMAU) (orientation vers les financements PAJER-U, PIASSI et UNFPA) ➤ Renforcer le réarmement civique chez les jeunes 5- Soutien des projets à caractère civique des jeunes (reboisement, salubrité, projets communautaires, stage de vacances) par an 6- Révision du concept sur la formation civique des jeunes (motivation) 7- Installation (provisoire) du conseil communal de la jeunesse de Maroua 1er à la Mairie
19.	Sport s et éducation physique	Espace urbain Tous les villages	Faible développement des activités sportives et de l'éducation physique	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible encadrement des sportifs : <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance du personnel qualifié - Insuffisance des infrastructures sportives - Infrastructures sportives en délabrement ➤ Faible promotion de l'activité sportive : <ul style="list-style-type: none"> - Faible organisation des activités sportives ; 	<ul style="list-style-type: none"> Abandon de la pratique du sport Utilisation des aires de jeux des écoles Faible détection des talents 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer l'encadrement et les structures des sports: <ol style="list-style-type: none"> 1- Réhabilitation du complexe sportif de Domayo ; 2-Réhabilitation du stade municipal (transformation en complexe multisports) 3-Construction de 2 aires de jeux à Meskine et Salak ; 4-Construction de 02 tribune de 500 places dans les futurs stades de Meskine et Salak ; 5-Formation de 02 moniteurs communaux chargé de l'encadrement des sports de masse 6-Etude de faisabilité pour la réhabilitation du stade municipal 7-Achat d'un appareil de sonorisation mobile pour l'animation des sports de masse ➤ Favoriser la pratique des activités sportives : <ol style="list-style-type: none"> 8- Facilitation de l'animation sportive dans les ligues et l'organisation régulière des championnats inter villages et inter Communaux 9- Appui aux associations sportives 10-Organisation d'une marche sportive par trimestre par les associations sous l'égide de la délégation

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
20.	Transports	Espace urbain Tous les villages	Difficulté de déplacements des personnes et des biens	<p>➤ Insuffisance des infrastructures de transport :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des gares routières ; -Inexistence des hangars à la gare de Salak ; -Faible exploitation de l'aéroport internationale de Maroua Salak ; ;- Présence des nids de poules sur les voies principales ; - Présence des agences de voyage en pleine ville (cause des accidents) ; -Inexistence de parking pour gros porteurs ; --Etroitesse de la route au niveau de la barrière de contrôle <p>➤ Faible sécurité routière :</p> <ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des campagnes de sécurité routière ; -Présence des conducteurs sans permis de conduire ; -Inexistence des ralentisseurs de vitesse dans la ville <p>➤ Insécurité dans le transport :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Faible éclairage de voies publiques ; -Montée en force de l'insécurité du fait des attaques de "Boko Haram" -Inexistence d'une régie de transport en commun dans la ville de Maroua 	<p>Ramassage désordonné des clients</p> <p>Incommodité des usagers ;</p> <p>Insuffisance du trafic à l'aéroport</p> <p>Accidents fréquents ;</p> <p>Désordre urbain</p> <p>Embouteillages</p> <p>Transport clandestin</p> <p>Surcharge des passagers</p> <p>Vitesses élevées</p> <p>Agression des usagers et des motos taximen</p> <p>-Baisse du chiffre d'affaire des motos taximen</p> <p>-Difficultés de</p>	<p>➤ Améliorer les infrastructures de transport:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1- Création de 02 gares au niveau de Ouro Tchédé et de Salak; 2- Construction de 02 hangars à la gare de Salak ; 3- Mise en place d'une politique attrayante pour les avions en transit ; 4- Délocalisation des agences de voyage vers les sorties sud et nord de la ville 5- Construction des parkings au poste de contrôle de la douane, à Ouro Tchédé et au niveau de la barrière de contrôle des FMO 6- Réhabilitation des infrastructures aéroportuaires (Salle VIP, parking, ...) 7- Rénovation de l'aéroport international de Maroua Salak (standing d'aéroport international) <p>➤ Renforcer la sécurité routière</p> <ol style="list-style-type: none"> 8- Intensification des campagnes de sécurité routière ; 9- Sensibilisation des populations sur l'importance des pièces (permis, carte grise, assurance, ...) 10- Sensibilisation des agents chargés de la sécurité routière sur l'importance de leur rôle (éviter la cupidité) 11- Sensibilisation des conducteurs sur la nécessité de passer par une auto école pour l'obtention du permis; 12- Construction des ralentisseurs de vitesse dans les entrées nord et sud de la ville et au niveau des établissements scolaires 13- Sensibilisation des motos taximen sur le port obligatoire du casque <p>➤ Réduire l'insécurité dans le transport</p> <ol style="list-style-type: none"> 14- Amélioration de l'éclairage dans les voies publiques (CUM) 15- Sensibilisation permanente des conducteurs des motos taxis, taxis et cars sur leur rôle dans le maintien de la sécurité et de la paix (application de la loi de non ramassage en dehors des gares) ; 16- Création d'une régie de transport en commun dans la ville de Maroua 17- Plaidoyer pour la révision de la loi interdisant le transport

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
					déplacement du fait des mesures draconiennes	par tricycle (du fait de la loi interdisant la surcharge)
21.	Emploi et formation professionnelle	Espace urbain Tous les villages	Difficultés d'accès à un emploi décent et à la formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Difficulté d'accès à la formation professionnelle -Insuffisance des structures de formation professionnelle en milieu rural -Insuffisance des filières professionnelles ➤ Difficulté d'accès à un emploi décent -Faible compétitivité dans la recherche de l'emploi -Difficulté d'accès aux structures de recrutement -Ignorance des opportunités d'emploi ➤ Faible promotion de l'auto emploi -Insuffisance des moyens financiers des jeunes ; -Difficultés d'accès au crédit 	<p>Abandon des jeunes ruraux à eux même ;</p> <p>Sous-emploi Délinquance</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faciliter l'accès des jeunes à une formation professionnelle : <ol style="list-style-type: none"> 1- Création de 01 SAR/SM à Katoual : 2- Création des centres de formation privés en mécanique auto et moto, en artisanat, en agriculture, élevage et en aquaculture à Meskine, à Salak, à Zokok, à Katoual 3- Réorganisation du partenariat MINEFOP/FNE avec les centres de formation en vue de l'harmonisation des modules de formation 4- Appui aux candidats porteurs des projets et ayant des aptitudes à l'entrepreneurship en : Montage des études de faisabilité, formation en gestion des entreprises, suivi et encadrement ➤ Faciliter l'accès à un emploi décent <ol style="list-style-type: none"> 5- Mise en place d'un répertoire sur les compétences des jeunes de la Commune ; 6- Installation des babilards dans les lawanats sur les opportunités d'emploi du FNE par la Mise en place d'une équipe communale de collecte des offres d'emploi ➤ Promouvoir l'auto emploi <ol style="list-style-type: none"> 7- Appui à la première installation des jeunes (sensibilisation sur les programmes susceptibles de les accompagner) 8- Accompagnement des demandeurs d'emplois sur la définition de leurs projets professionnels et augmenter ainsi leurs chances de trouver rapidement un emploi 9- Accompagnement des entreprises dans l'expression de leurs besoins en ressources humaines de manière mieux articulée et à travers des circuits formels
22.	Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat	Espace urbain Tous les villages	Faible développement des PME, de l'économie sociale et de	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible promotion des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat : -Insuffisance des appuis gouvernementaux ; -Faible encadrement 	Faible développement du métier	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Promouvoir les PME, l'artisanat et l'économie sociale <ol style="list-style-type: none"> 1- Appui aux candidats porteurs des projets et ayant des aptitudes à l'entrepreneurship en : Montage des études de faisabilité, formation en gestion des entreprises, suivi et encadrement ; 2- Organisation de 05 séances de formation en vue de la

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
			l'artisanat	<ul style="list-style-type: none"> -Insuffisance des moyens financiers ➤ Faible structuration des corps de métier : <ul style="list-style-type: none"> - Faible organisations des artisans ; - Individualisme dans le corps. ➤ Insuffisance du matériel de travail : <ul style="list-style-type: none"> -Matériel de travail rudimentaire ; 	<p>Perte du métier</p> <p>Manque à gagner</p>	<ul style="list-style-type: none"> professionnalisation des artisans 3- Construction d'un centre de promotion des PME ; 4- Organisation de 02 foires communales par an sur le potentiel des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat de la Commune ; 5- Sensibilisation des artisans à avoir recours à la banque des PME 6- Construction d'un centre de promotion des PME à Maroua ➤ Améliorer la structuration des corps de métier 7- Création de 50 sociétés coopératives par corps de métier ; 8- Poursuite du recensement des artisans; 9- Renforcement de capacité de l'agent communal chargé de la structuration des artisans ; ➤ Améliorer le matériel de travail des artisans 10- Appui à 50 groupes d'artisans en matériel de travail moderne (500 scies égoïnes, 500 limes, 500 ciseaux à bois, 500 bédanes ...)
23.	Recherche scientifique et de l'innovation	Espace urbain Tous les villages	Difficulté à bénéficier des résultats de la recherche.	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible vulgarisation des résultats de la recherche : <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisance d'encadrement technique des paysans ; - Pratique des techniques culturales rudimentaires et archaïques ; - Non utilisations des semences améliorées par les producteurs. - Réticence des producteurs ; - Faible moyen logistique ; ➤ Faible apport de la médecine traditionnelle <ul style="list-style-type: none"> -Difficultés à perpétuer les connaissances de la médecine traditionnelle 	<p>Faibles rendements agro pastoraux ;</p> <p>Faible épanouissement des producteurs ;</p> <p>Perte d'opportunités ;</p> <p>Disparition de certaines recettes</p>	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer la vulgarisation des résultats de la recherche : <ul style="list-style-type: none"> 1- Renforcement de l'encadrement technique des paysans par l'implication effective des agents de vulgarisation de zone (AVZ) dans la vulgarisation des résultats de l'IRAD; 2- Dotation des agents vulgarisateurs des moyens logistiques; 3- Production des supports de vulgarisation ; 4- Multiplication des parcelles tests dans les villages de la Commune; 5- Formation des relais communautaires sur les nouveautés scientifiques des instituts de recherche (IRAD, ICRAF, MIPROMALO, IIA, ...) ➤ Améliorer l'apport des guérisseurs traditionnels <ul style="list-style-type: none"> 6- Mise en place d'un répertoire des guérisseurs traditionnels de la Commune ; 7- Sensibilisation des guérisseurs traditionnels sur la mise de leurs connaissances sur écrit 8- Sensibilisation des guérisseurs traditionnels sur la nécessité de collaborer avec la médecine moderne (complémentarité)

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
24.	Tourisme et loisirs	Espace urbain Tous les villages	Faible développement touristique et des loisirs	<p>➤ Faible culture touristique ;</p> <p>-Faible valorisation de la colline de Makabaye ;</p> <p>-Faible exploitation de la position de Maroua (carrefour de plusieurs destinations touristique de renommée</p> <p>-Insuffisance des structures d'accueil digne de ce nom ;</p> <p>➤ Faible valorisation des métiers touristiques ;</p> <p>-Faible attrait des jeunes de la zone aux métiers touristiques ;</p> <p>➤ Perturbation de l'activité touristique</p> <p>-Insécurité dans la zone</p>	<p>-Faible visites touristiques ;</p> <p>-Difficultés de logement dans la ville de Maroua</p> <p>-insuffisance des activités ludiques</p> <p>Ignorance des opportunités d'emploi</p> <p>Raréfaction des touristes</p>	<p>➤ Améliorer la culture touristique</p> <p>1- Viabilisation et redynamisation du site préhistorique de Makabaye par la création des activités autour de la colline de Makabaye (jardin botanique, activités ludiques);</p> <p>2- Organisation des activités récréatives dans la ville (championnats de vacances, foires, festivals, ...) ;</p> <p>3- Mise en place des mesures incitatives pour ce qui est de la construction des hôtels et des restaurants (partenariat Public/ privé)</p> <p>4- Construction d'un campement communal (Motel avec restaurant)</p> <p>5- Renforcement de la sécurité autour des principaux hôtels, bars et restaurants de la ville de Maroua</p> <p>6- Régularisation de l'activité des débits de boisson (éloignés des campus scolaires et universitaires) ;</p> <p>➤ Valoriser les métiers touristiques</p> <p>7- Vulgarisation des métiers touristiques auprès des jeunes de la Commune par des campagnes d'explication de masse</p> <p>8- Ouverture d'un centre de formation aux métiers touristiques à Maroua ;</p> <p>9- Création d'un office communal du tourisme</p> <p>10- Sensibilisation des jeunes sur les opportunités liées aux métiers touristiques (guides touristiques, hôtesses, restaurateurs, maître d'hôtel, ...)</p> <p>11- Formation de 1 000 jeunes de la Commune par an aux métiers touristiques</p> <p>12- Réalisation d'un publi reportage sur les opportunités touristiques de la Commune de Maroua 1er et de ses environs</p>
25.	Art et Culture	Espace urbain Tous les villages	Faible valorisation des arts et de la culture	<p>➤ Faible valorisation du patrimoine matériel :</p> <p>- Désintérêt de la jeunesse ;</p> <p>- Absence de musée</p> <p>-Abandon des vestiges culturels</p> <p>-Influence des religions</p>	<p>-Perte de plusieurs vestiges culturels</p>	<p>➤ Valoriser le patrimoine matériel local</p> <p>1- Construction d'un musée communal ;</p> <p>2- Identification et rassemblement de tous vestiges ayant appartenu aux 04 grands groupes de la Commune</p> <p>3- Réhabilitation de la bibliothèque municipale ;</p> <p>4- Construction et équipement de deux minis bibliothèques à Meskine et Salak</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> ➤ Faible valorisation du patrimoine immatériel <ul style="list-style-type: none"> -Poids de la tradition - Faible dialogue parent-enfant sur la culture ; - Acculturation ; - Inexistence des associations culturelles ; Faible valorisation de l'art local <ul style="list-style-type: none"> -Piraterie des œuvres de l'esprit -Absence d'un répertoire sur les artistes de la Commune -Faible promotion de l'art plastique -Inexistence d'une école de formation en art plastique 	<ul style="list-style-type: none"> - Disparition des cultures -Clochardisation des artistes - 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Valoriser le patrimoine immatériel local <ul style="list-style-type: none"> 5- Création des centres d'apprentissage des langues locales 6- Diversification des activités autour du festival « yelwata Maroua 1^{er} » 7- Création de 04 associations autour des 04 grands groupes ethniques 8- Intensification de la lutte contre la piraterie des œuvres de l'esprit 9- Mise en place d'un répertoire sur les artistes de la Commune Valoriser l'art local <ul style="list-style-type: none"> 10- Intensification de la lutte contre la piraterie des œuvres de l'esprit 11- Mise en place d'un répertoire sur les artistes de la Commune 12- Organisation de 01 salon d'exposition (par an) sur les œuvres des artistes plasticiens de la Commune 13- Plaidoyer pour l'ouverture d'une faculté des arts à l'université de Maroua 14- Création d'une école de formation des jeunes en art plastique 15- Construction d'une salle de cinéma à Maroua
26.	Commerce	Espace urbain Tous les villages	Difficultés de développement des activités commerciales	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Insuffisance infrastructurelle : <ul style="list-style-type: none"> - Insuffisances des hangars et comptoirs dans les marchés ; - Vieillissement du matériel de travail ; - Insuffisance de magasin de stockage - Insuffisance de toilette publique aux marchés ; - Insuffisance de point d'eau aux marchés ; - Insalubrité dans les marchés ; ➤ Difficultés de financement des AGR ; 	Exposition aux intempéries climatiques ; Désordre dans la collaboration avec les commerçants Manque à gagner	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Améliorer les infrastructures en qualité et en quantité <ul style="list-style-type: none"> 1- Construction de 24 hangars constitués de 2 blocs de 20 comptoirs (pour poisson et viande) dans les marchés de 04 Comice, 04 Para, 02 pont vert, 02 pont rouge, 04 Salak, 04 Meskine et 04 Katoual 2- Redynamisation du partenariat Commune/Opérateurs économiques pour la construction de 450 boutiques ; 3- Construction de 14 magasins d'une capacité de 500 sacs (02 par marché : Comice, Para, Salak, Meskine et Katoual) ; 4- Construction de 08 blocs de 4 latrines dans les marchés de Comice, Para, Salak, Meskine et Katoual (PM) ; 5- Construction de 07 points d'eau dans chaque marché (Comice, Para, Salak, Meskine et Katoual) ; 6- Mise à profit de la journée de salubrité (jeudi) pour nettoyer

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
				<ul style="list-style-type: none"> - Difficultés de financement des AGR ➤ Relation conflictuel avec l'administration : - Tracasserie du personnel de contrôle de prix, poids et mesure et personnel des impôts ; - Perception de taxes sans remise d'une pièce justificative - Cherté des produits; - Fluctuation de prix; 	<p>Faible développement des activités</p> <p>Non-respect des règles en vigueur</p>	<p>les différents marchés ;</p> <p>7- Mise en place d'un comité d'hygiène et de salubrité dans chaque marché</p> <p>8- Distribution du matériel d'entretien aux principaux comités d'hygiène</p> <p>9- Délocalisation du point de vente domestique de Pitoaré</p> <p>➤ Faciliter l'accès au financement des AGR</p> <p>10- Identification et établissement d'un répertoire de toutes les structures pouvant accorder les crédits aux opérateurs économiques (commerçants)</p> <p>11- Développement d'un cadre de financement entre les EMF et les producteurs par l'intermédiaire du PADMIR</p> <p>12- Formations des petits commerçants sur les procédures d'accès au crédit</p> <p>➤ Intensifier la lutte contre la vie chère</p> <p>13- Sensibilisation des commerçants sur le respect des prix en vigueur ;</p> <p>14- Sensibilisation des agents vérificateurs sur l'importance de leur rôle</p> <p>15- Multiplication des marchés témoins dans les chefs lieux de Lawanats ;</p>
27.	Mines, industrie et développement technologique	Espace urbain Tous les villages	Faible valorisation de la matière 1ere locale	<p>➤ Faible développement de l'industrie et de la technologie</p> <p>-Insuffisance énergétique</p> <p>-Faible expertise technique</p> <p>-Difficulté d'accès aux machines</p> <p>-Insuffisance des moyens financiers</p> <p>➤ Difficulté d'exploitation des ressources :</p> <p>- Manque de matériels d'exploitation des carrières ;</p> <p>- Ignorance des valeurs réelles des carrières ;</p> <p>- Faible organisation et structuration des acteurs</p>	<p>Interruption fréquente de la fourniture en énergie électrique</p> <p>Utilisation des machines surannées</p> <p>Faibles progrès économiques ;</p> <p>Exploitation</p>	<p>➤ Améliorer le développement de l'industrie et de la technologie</p> <p>1- Plaidoyer pour la mise en place des réformes requises pour rendre l'environnement du secteur industriel plus attractif;</p> <p>2- Mise en place un dispositif opérationnel d'incitation et d'accompagnement de l'investissement privé dans la création des PMI</p> <p>➤ Améliorer l'exploitation des ressources :</p> <p>3- Création de la carrière de pierres de Makabaye en conformité avec la réglementation en vigueur</p> <p>4- Sécurisation et matérialisation d'au moins 05 carrières de sables (plaques, bornes, ...)</p> <p>5- Aménagement des voies d'accès aux principales carrières matérialisées</p> <p>6- Vulgarisation et sensibilisation des autorités communales</p>

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Secteur	villages	Problèmes reformulés	Causes	Effets	Besoins/Idées de projets
					abusive et non contrôlé des ressources	<p>et des artisans miniers sur les textes en vigueur (code minier et décret d'application</p> <p>7- Plaidoyer pour la publication des résultats sur le potentiel minier de la zone;</p> <p>8- Acquisition d'un camion benne par la Mairie</p>
28.	Travail et sécurité social	Espace urbain Tous les villages	Difficultés d'accès à la sécurité sociale	<p>Faible accès à la sécurité sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Entreprises non responsables sur le plan social - Faible niveau de contrôle au niveau des entreprises - Ignorance par certains travailleurs et employeurs de leurs droits et obligations - Absence d'organisations syndicales - Absence d'un suivi rigoureux du service étatique compétent ; - Faible culture du contentieux social - Insuffisance du personnel qualifié - Manque de moyens de contrôle des entreprises <p>➤ Faible accès de certains corps de métier à la sécurité sociale</p> <ul style="list-style-type: none"> - Ignorance des possibilités d'inscription à la CNPS pour les corps de métier (professions libérales) 	<p>Absence d'indemnité ;</p> <p>Emploie non assuré ;</p> <p>Faible revenu ;</p> <p>pauvreté</p>	<p>➤ Favoriser l'accès à la sécurité sociale</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Sensibilisation des entrepreneurs sur leurs responsabilités sociales 2. Dotation du personnel de contrôle des entreprises en moyens efficaces de contrôle (véhicules, primes, logements...) 3. Renforcement des cadres de concertations entre administration du travail et employeurs (séminaires, ateliers de renforcement des capacités au profit des employeurs) 4. Sensibilisation des travailleurs sur leurs droits 5. Création des syndicats des travailleurs affiliés aux syndicats nationaux reconnus 6. Renforcement des dispositions sociales dans les dossiers des entrepreneurs ; 7. Organisation périodique de séminaires de formation des entrepreneurs et employeurs situés dans le ressort communal avec l'appui du secteur du Travail et de la sécurité sociale <p>➤ Améliorer l'accès de tous les corps de métier à la sécurité sociale</p> <ol style="list-style-type: none"> 16- Sensibilisation des corps de métier sur les procédures d'affiliation à la CNPS (motos taxi, call box, ...); 17- Création des mutuelles de santé autour des corps de métier ; 18- Mise en place des caisses d'assistance sociale (maladies, ...) pour des corps de métier ne pouvant pas gérer une mutuelle

5. PLANIFICATION STRATEGIQUE

5.1.1 Vision et objectifs du PCD

La vision des autorités communales est de faire de Maroua 1er un pôle de développement prospère où il fait bon vivre. A ce titre, le PCD de MAROUA 1^{ER} doit permettre à la Commune et ses administrés de bénéficier des infrastructures de base qui faciliteront le désenclavement des zones rurales, des bassins de production et rendront disponibles les commodités nécessaires pour implémenter les investissements voire le développement dans la Commune. C'est pourquoi la vision dudit PCD est de faire de Maroua 1^{er} **un pôle de création de richesse et d'emplois où il fait bon vivre.**

5.1.2 Objectifs du PCD

Le présent PCD a pour objectif de:

- Dresser la situation de référence de l'Institution communale sur les aspects de l'organisation, des ressources humaines, des ressources financières, du patrimoine et des relations que la Commune entretient avec différents acteurs de développement ;
- Identifier et planifier les actions à mettre en œuvre pour rendre plus opérationnelle l'institution communale ;
- Identifier les actions à entreprendre pour booster les différents secteurs (28) de développement dans l'espace géographique de la Commune en insistant sur l'accès des populations aux infrastructures sociales de base et de souveraineté que sont : les routes, l'éducation, l'eau potable, les soins de santé de qualité, l'énergie électrique...;
- Développer des stratégies de mobilisation des ressources pour la mise en œuvre du document de PCD ;
- Mettre en place une stratégie marketing en vue de promouvoir la communication tous azimuts autour de la gestion communale et de la mise en œuvre du PCD ;
- Diagnostiquer la situation de développement de l'économie locale ;
- Outiller l'ensemble des bénéficiaires que sont les Communes et les communautés à pouvoir conduire un processus de planification participative locale ;
- Assurer la promotion de la petite enfance ;
- Prendre des mesures de protection de l'environnement en vue de réduire les effets du changement climatique ;
- Prendre en compte la situation des personnes vulnérables dans la Commune ;
- Veiller à la prise en compte des aspects socio-environnementaux lors de la réalisation des projets.

5.2 Cadre logique par secteur

Cadre logique 1 : Agriculture

Problème : Difficulté à pratiquer une agriculture rentable

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agricoles porteuses	La contribution du secteur à l'amélioration des conditions de vie des populations	Rapports DD-ADER/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la production agricole	Nombre d'appuis déployés	Rapports DD-ADER/Dia
Objectif global	Promouvoir le développement d'une agriculture rentable	Niveau/taux d'accroissement des revenus agricoles ;	Rapports DD-ADER/Dia	Les conditions climatiques sont favorables	Hauteur des précipitations Cycle des pluies	Rapport DD-ADER/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la production agricole	Taux de rendement agricole par hectare	Rapport DD-ADER/Dia	Les paysans sont mieux encadrés et utilisent les nouvelles techniques culturales	Présence des chefs de poste agricole et AVZ dans les villages Nombre de nouvelles techniques utilisées	Rapport DD-ADER/Dia
	OS2 : Faciliter l'accès à une agriculture de seconde génération	Nombre d'exploitations agricoles d'envergure	Rapport DD-ADER/Dia	Les financements sont disponibles	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-ADER/Dia
	OS3 : Faciliter le conditionnement, le stockage des produits agricoles	- Nombre de formation sur la technique de conditionnement tenue; - Nombre de magasins construits	Rapport DD-ADER/Dia	Les paysans sont accompagnés	Taux de stockage dans les magasins; Nombre d'appui déployés	Rapport DD-ADER/Dia
	OS4 : Améliorer la commercialisation des produits agricoles	Nombre d'infrastructures construites	Rapport DD-ADER/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir la commercialisation	Nombre d'appuis déployés	Rapports DD-ADER/Dia
Résultats	R1 : Les rendements agricoles sont améliorés	Augmentation du rendement par hectare	Rapport DD-ADER/Dia	Les paysans sont mieux encadrés et utilisent les nouvelles techniques culturales	Présence des chefs de poste agricole et AVZ dans les villages Nombre de nouvelles techniques utilisées	Rapport DD-ADER/Dia
Résultats	R2 : L'agriculture de second génération est mise en place	Niveau de mécanisation ; Au moins 250 Ha de terres cultivables sont exploités	Rapport DD-ADER/Dia	De grandes surfaces culturales sont exploitées avec le matériel de seconde génération	Niveau de production	Rapport DD-ADER/Dia
	R3 : Le processus de conditionnement et de stockage des produits agricoles est amélioré	Nombre de magasins construits ; Linéaire des pistes ouvert	Rapport DD-ADER/Dia	Les paysans sont accompagnés	Taux de stockage dans les magasins; Nombre d'appui déployés	Rapport DD-ADER/Dia
	R.4 : La commercialisation des produits agricoles est améliorée	Nombre d'infrastructures commerciales ; Niveau de revenus des paysans	Rapport DD-ADER/Dia	Les paysans sont accompagnés	Taux de stockage dans les magasins; Nombre d'appui déployés	Rapport DD-ADER/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES			
Pour R1 : Les rendements agricoles sont améliorés	Pour R2 : L'agriculture de second génération est mise en place	Pour R3 : Le processus de conditionnement et le stockage des produits est amélioré	Pour R4 : La commercialisation des produits agricoles est améliorée
1.1 Plaidoyer pour la création de 02 postes agricoles à Zokok et Katoual (1 X 500 000 = 500 000 frs)			
1.2- Plaidoyer pour l'affectation du personnel qualifié dans les 4 postes (Salak, Meskine, Zokok et Katoual) (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.1- Organisation de 03 séminaires de sensibilisation sur les avantages de l'agriculture de seconde génération (3 X 500 000 = 1 500 000 frs)	3.1- Elaboration des livrets sur les techniques de conditionnement des produits agricoles facilement périssable (tomate, oignon, fruits...) (3 X 500 000 = 1 500 000frs)	4.1- Création de deux points de vente des oignons et autre produits maraîchères à Meskine et au marché Para ; (2 x 12 000 000F = 24 000 000 frs)
1.3- Construction de 3 postes agricoles (Salak, Zokok et Katoual) (3 X 30 000 000 = 90 000 000 frs)			
1.3- Plaidoyer pour la mise en place rapide de la banque agricole (1 X 500 000 = 500 000 frs)			
1.4- Développement d'un cadre de rapprochement entre les EMF et les producteurs par l'intermédiaire du PADMIR (1 X 1 000 000 = 1 000 000)	2.2- Acquisition de 5 tracteurs dont la gestion est confiée à la Commune (5 X 5 000 000 = 25 000 000 frs)	3.2- Organisation des séances de formation sur les techniques de conditionnement des produits maraîchers (2 X 4 000 000 = 8 000 000 frs)	4.2- Sensibilisation des maraîchers de la zone Meskine et Katoual sur l'importance de se constituer en coopérative (2 X 250 000 = 500 000 frs)
1.5- Production et distribution des fiches de synthèse présentant les conditions à remplir pour avoir accès aux appuis proposés par les projets d'encadrement agricole comme le PNVRA, le PDR-EN, le PACA, ACEFA, le Projet maïs... (2 X 1 000 000F = 2 000 000 frs)	2.3- Construction de 5 forages agricoles à énergie solaire (mini adduction d'eau) à Meskine, Zokok, Katoual, Salak et Ngassa (5 X 20 000 000 = 100 000 000 frs)	3.3- Construction de 08 magasins communautaires pour le stockage des denrées agricoles d'une capacité de 250 m ³ (deux par lawanat) (8x 7 500 000F = 60 000 000 frs)	4.3- Appui à la mise en place de 02 coopératives agricoles à Meskine et Katoual (2 X 250 000 = 500 000)
1.6- Développement des accords de partenariats entre l'IRAD, PNVRA et ACEFA en vue de la vulgarisation des résultats de la recherche (2 X 1 000 000 = 2 000 000 frs)	2.4- Aménagement de 250 Ha de terres cultivable pour l'agriculture de 2ème génération à Meskine, Katoual, Salak, Ngassa (250 X 1 000 000 = 250 000 000 frs)	3.4- Construction de 02 magasins de 500 m ³ pour le stockage des oignons (Meskine, Katoual) (2 x 15 000 000F = 30 000 000 frs)	4.4- Construction du CEAC à Meskine (1 X 60 000 000 = 60 000 000)
1.7 Production des supports de vulgarisation sur les techniques culturales (boîte à image) (13 X 250 000 = 3 500 000)	2.5- Appui aux personnes pratiquant le maraîchage dans l'exploitation des bas-fonds par l'octroi de 100 motos pompes (100 X 150 000 = 15 000 000 frs)	3.5- Construction d'un magasin de 5000 m ³ à Salak en technique HIMO (1 x 80 000 000F = 80 000 000 frs)	4.5- Equipement du CEAC de Meskine (1 X 10 000 000 = 10 000 000)

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

1.8- Appui aux AVZ du PNVRA et ACEFA dans la vulgarisation (2X 2 000 000 = 4 000 000)	2.6- Ouverture d'une piste agricole (Dengui – Ziling – Louggol) sur 6km (1 X 20 000 000 = 20 000 000 frs)	3.6- Construction d'un magasin de 5000 m ³ à Doyan en technique HIMO (1 x 71 000 000F = 71 000 000 frs)	
1.9- Formation des paysans sur les techniques de fabrication des engrains biologiques (utilisation des engrais et pesticides biologiques dans les cultures maraîchères, techniques de drainage des eaux,) (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	2.7- Réhabilitation de la piste rurale Makada–Palaoudi 36km (1 X 20 000 000 = 20 000 000 frs)		
1.10- Appui en intrants résistants (adaptés aux conditions climatiques) pour les groupes constitués de la Commune (10 X 2 000 000 = 20 000 000 frs)	2.8- Ouverture d'une piste agricole (Tchasdéo – Saboungari – Magalaré) sur 7km (1 X 15 000 000 = 15 000 000 frs)		
1.11- Délimitation (matérialisée) des zones d'exploitation (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)			
143 000 000 frs	446 500 000 frs	230 500 000 frs	95 000 000 frs
Total estimatif			914 500 000 frs

Cadre logique 2 : Elevage

Problème : Faible compétitivité pastorale et halieutique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur (DSCE)	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières animales et halieutiques	Disponibilité constante des produits animaux et halieutiques dans le milieu	Rapport DD-EPIA/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions animales et halieutiques	Nombre d'appui déployés	Rapports et données d'enquêtes
Objectif global	Améliorer la compétitivité pastorale et halieutique	Taux d'accroissement des revenus issus de l'élevage et de l'aquaculture	Rapport DD-EPIA/Dia	Les épizooties sont rares et vite maîtrisées	Taille du cheptel	Rapport DD-EPIA/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la production animale et halieutique	Niveau de production animale et halieutique	Rapport DD-EPIA/Dia	Les épizooties sont rares et vite maîtrisées	Taille du cheptel	Rapport DD-EPIA/Dia
	OS2 : Améliorer la production halieutique	Niveau de production halieutique	Rapport DD-EPIA/Dia	Les conditions climatiques sont favorables	Températures	Rapport DD-EPIA/Dia
	OS3 : Faciliter l'accès aux pâturages et aux produits halieutiques en toute période	Niveau d'accessibilité aux pâturages, aux marchés à bétail et aux produits halieutiques	Rapport DD-EPIA/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions animales et halieutiques	Nombre d'appui déployés	Rapport DD-EPIA/Dia
	OS4 : Améliorer la transformation des produits agricoles	Niveau de l'industrie animale dans la Commune	Rapport DD-EPIA/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions animales et halieutiques	Nombre d'appui déployés	Rapport DD-EPIA/Dia
	OS5 : Améliorer la commercialisation des produits d'élevage	Qualité des infrastructures de commercialisation	Rapport DD-EPIA/Dia	Les conditions sanitaires et d'hygiène sont respectées	Degré de salubrité et d'unité de commercialisation ;	Enquête de terrain
Résultats	R1 : La production animale et halieutique est améliorée	Niveau de production animale et halieutique	Rapport DD-EPIA/Dia	Les épizooties sont rares et vite maîtrisées	Taille du cheptel	Rapport DD-EPIA/Dia
	R.2 : La production halieutique est améliorée	Niveau de production halieutique	Rapport DD-EPIA/Dia	Les conditions climatiques sont favorables	Températures	Rapport DD-EPIA/Dia
	R3 : L'accès aux pâturages est facilité en toute période	Niveau d'accessibilité aux pâturages, marchés à bétail et produits halieutiques	Rapport DD-EPIA/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir productions animales, halieutiques	Nombre d'appui déployés	Rapport DD-EPIA/Dia
	R4 : Les produits issus de l'industrie animalière sont disponibles	Nombre d'industries animales et halieutiques dans la Commune	Rapport DD-EPIA/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions animales et halieutiques	Nombre d'appui déployés	Rapport DD-EPIA/Dia
	R5 : Les conditions de commercialisation sont améliorées	Degré de salubrité et d'unité de commercialisation ;	Rapport DD-EPIA/Dia	Les conditions sanitaires et d'hygiène sont respectées	Degré de salubrité et d'unité de commercialisation ;	Enquête de terrain

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES				
Pour R1 : La production animale et halieutique est améliorée	Pour R2 : La production halieutique est améliorée	Pour R3 : L'accès aux pâturages est facilité en toute période	Pour R4 : Les produits issus de l'industrie animalière sont disponibles	Pour R5 : Les conditions de commercialisation sont améliorées
1.1- Construction de 05 parcs vaccinogènes à Salak, Katoual, Ngassa, Bao Hosseré (4 X 8 000 000 = 32 000 000 frs)	2.1 Vulgarisation des techniques d'aquaculture/pisciculture par l'organisation de 02 séances de formation des OP par an (2X5 000 000= 10 000 000)	3.1- Délimitation et matérialisation de la piste à bétail entrant au marché à bétail (1X2 000 000= 2 000 000 frs)	4.1- Renforcement des capacités de production de la NOTACAM (unité de transformation coopérative des peaux de bêtes) (1 X 2 000 000 = 2 000 000)	5.1- Sensibilisation des commerçants aux respects des règles d'hygiène élémentaires (5 X 250 000 = 1 000 000 frs)
1.2- Réhabilitation du bain détoiqueur de Meskine (1X 13 000 000 = 13 000 000 frs)				5.2- Appui à la création de 03 coopératives des éleveurs (entités juridiques), (1 X 500 000 = 500 000 frs)
1.3- Construction de 05 forages pastoraux (Salak, Katoual, Ngassa, Bao hosseré, Palar) (5X 10 000 000 = 50 000 000 frs)		3.2- Délimitation et matérialisation des zones de pâturages des zones de cultures ; (4X2 000 000= 8 000 000 frs)	4.2- Appui à l'organisation des populations dans la collecte (en coopérative) des produits et sous-produits de l'élevage (lait, peaux, ...) (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	5.3- Création des comités d'hygiènes et de salubrité les abattoirs/tueries (Renforcement de la propreté) (3 X 1 000 000 = 3 000 000 frs)
1.4- Organisation de 02 campagnes d'élimination des bêtes vectrices de rage (2 X 500 000 = 1 000 000 frs)	2.2- Création de 02 étangs piscicoles à Makabaye et à Maroua Djarengol; (2X15 000 000=30 000 000 frs)	3.3- Introduction des plantes fourragères en association avec les cultures (1X2 000 000= 2 000 000 frs)	4.3- Appui à la création d'une entreprise de fabrication de la provende et des pierres à lécher (6X3 000 000 = 18 000 000 frs)	5.4- Construction du marché à bétail à Katoual (1 X25 000 000=25 000 000 frs)
1.5- Construction d'une fourrière municipale à Maroua (1X 20 000 000 = 20 000 000 frs)				5.5- Construction d'un abri pour le personnel du marché de bétail de Maroua; (1X5 000 000= 5 000 000 frs)
1.6- Intensification des campagnes de vaccination et de traitement des bêtes (1/an) (1 X 1 000 000 = 1 000 000frs)				5.6- Réhabilitation des tueries de Makabaye, Salak, Katoual et Meskine (4X 5 000 000 = 20 000 000 frs)
1.7- Construction du CZV de Maroua 1er (1X 30 000 000 = 30 000 000 frs)	2.3- Construction d'un centre d'alevinage au CNFZVH de Maroua (1 X 17 000 000 = 17 000 000 frs)	3.4- Formation de la population aux techniques d'ensilage traditionnel (2X2 000 000=4 000 000 frs)	4.4- Formation des populations sur les techniques simples et hygiéniques de fabrication du yaourt (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	5.7- Réhabilitation de la ferme du CNFZVH (1 X10 000 000=10 000 000 frs)
1.8- Réfection des infrastructures de la CNFZVH (1 X 31 500 000 = 31 500 000 frs)	2.4- Achat d'un camion frigorifique pour le transport des produits (1 X 30 000 000 = 30 000 000 frs)	3.5- Acquisition d'un broyeur de tige (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)		5.8- Construction de 10 hangars et/ou comptoirs (02 par marché) dans chacun des marchés (comice, para, Salak, Katoual et Meskine) pour la vente du poisson et de la viande (10 X5 000 000=50 000 000 frs)
229 000 000 frs	87 000 000 frs	21 000 000 frs	22 000 000 frs	110 000 000 frs
Cout estimatif				469 000 000 frs

Cadre logique 3 : Enseignements secondaires**Problème : Difficultés d'accès aux enseignements secondaires**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire aux enseignements secondaires	Niveau/taux d'accroissement de la population justifiant d'un niveau d'études secondaires	Rapports du DD-ESEC/Dia	Le milieu secondaire est amélioré pour un enseignement de qualité	Taux de réussite	Rapports du DD-ESEC/Dia
Objectif global	Améliorer l'accès aux enseignements secondaires	Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les lycées et collèges Niveau/taux de réussite aux examens de passage et officiels	Rapports du DD-ESEC/Dia	Le milieu secondaire est amélioré pour un enseignement de qualité	Taux de réussite aux examens	Rapports du DD-ESEC/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'encadrement des élèves	Taux de réussite	Rapports du DD-ESEC/Dia	La situation sécuritaire est maîtrisée	Présence des élèves à l'école	Rapports du DD-ESEC/Dia
	OS2 : Améliorer l'offre infrastructurel des Etablissements	Taux d'amélioration infrastructurel	Rapports du DD-ESEC/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapports du DD-ESEC/Dia
	OS3 : Améliorer le suivi parental	Degré de suivi parental	Rapports du DD-ESEC/Dia	Les parents sont conscients de leur rôle	Nombre d'élèves disposant de fournitures	Rapports du DD-ESEC/Dia
Résultats	R1 : L'encadrement des élèves est amélioré	Taux de réussite	Rapports du DD-ESEC/Dia	La situation sécuritaire est maîtrisée	Présence des élèves à l'école	Rapports du DD-ESEC/Dia
	R2 : L'offre en matière d'infrastructure est améliorée	Taux d'amélioration infrastructurel	Rapports du DD-ESEC/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapports du DD-ESEC/Dia
	R3 : Les parents suivent leurs enfants	Degré de suivi parental	Rapports du DD-ESEC/Dia	Les parents sont conscients de leur rôle	Nombre d'élèves disposant de fournitures	Rapports du DD-ESEC/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : L'encadrement est amélioré	Pour R2 : L'offre en matière d'infrastructure est améliorée	Pour R3 : Les parents suivent leur enfant
1.1-Plaidoyer pour l'affectation des enseignants dans toutes les matières non pourvues dans les 11 établissements d'enseignement secondaires de la place (CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine et CETIC Meskine, Lycée de Domayo) (1 x 500 000 = 500 000 frs)	<p>2.1- Construction de 23 blocs de deux salles de classe équipés de tables banc et bureau de maître au : Lycée de Ouro Tchédé : 3 blocs ; Lycée de Meskine : 1 blocs ; Lycée Tech. Salak : 3 blocs ; CETIC de Meskine : 2 blocs ; Lycée de Katoual : 2 blocs ; CES de Palar : 3 blocs ; CES de Ngassa : 4 blocs ; CES de hardé : 4 blocs ; lycée de Makabaye : 1 bloc ; (23X21 000 000 = 483 000 000 frs)</p> <p>2.2- Dotation de 822 tables bancs:Lycée de Domayo : 134 : Lycée de Ouro Tchédé : 51;Lycée Tech. Salak : 100; CETIC Meskine : 250;Lycée Katoual : 96 ; CES Palar : 100 ; Lycée de Makabaye : 91 ;(822 x 15 000 = 12 330 000 frs)</p> <p>2.3- Construction de 11 clôtures dans chacun des établissements secondaires de la Commune (CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine et CETIC Meskine, Lycée de Domayo) (11 x 10 000 000 = 110 000 000 frs)</p> <p>2.4- Construction d'un point d'eau au lycée de Meskine ; (1 x 8 000 000 = 8 000 000 frs)</p>	<p>3.1- Sensibilisation des parents sur l'achat des fournitures à leurs enfants et pour le payement des frais d'APEE (1 x 500 000 = 500 000 frs)</p> <p>3.2- Constitution d'une provision pour améliorer la prise en charge des ECI et des vacataires (1 x 5 000 000 = 5 000 000frs</p>
1.2- Plaidoyer pour la création et l'ouverture :- 01 CETIC à Palar ; - 01 CES à Gaklé ; - 01 CES bilingue à Domayo (1 x 500 000 = 500 000 frs)	<p>2.5- Dotation des 11 établissements secondaires en bibliothèques (11 x 10 000 000 = 110 000 000 frs)</p> <p>2.6- Construction de 11 salles multi media dans les 11 établissements secondaires (CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine et CETIC Meskine, Lycée de Domayo); (11 x 15 000 000 = 165 000 000 frs)</p>	
1.3- Identification des sites pour la construction des CES de Hardé et de Ngassa (2 x 5 000 000 = 10 000 000 frs)	<p>2.7- Construction de blocs administratifs dans chacun des établissements secondaires de la commune (CES Palar, CES Ngassa, CES hardé, lycée Makabaye, Lycée Katoual, Lycée Domayo, Lycée Salak, Lycée Tech. Salak, Lycée Meskine et CETIC Meskine, Lycée de Domayo) (11 x 27 000 000 = 297 000 000 frs)</p>	
11 000 000 frs	1 149 330 000 frs	6 000 000 frs
Cout estimatif		1 167 330 000 frs

Cadre logique 4 : Education de base**Problème :** Difficultés d'accès à une éducation de base de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire à l'éducation de base	Niveau/taux d'accroissement de la population ayant terminé les études primaires	Rapports du DD-EDUB/dia	Les enfants passent obligatoirement par les 03 niveaux du primaire	Taux de réussite par niveau	Rapports du DD-EDUB/dia
Objectif global	Améliorer l'accès à une éducation de qualité	Niveau/taux d'accroissement des inscriptions dans les écoles primaires Niveau/taux de réussite	Rapports du DD-EDUB/dia	Les enfants passent obligatoirement par les 03 niveaux du primaire	Taux de réussite par niveau	Rapports du DD-EDUB/dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'encadrement des enfants	Taux de réussite	Rapports du DD-EDUB/dia	La situation sécuritaire est maîtrisée	Présence des élèves à l'école	Rapports du DD-EDUB/dia
	OS2 : Améliorer l'offre infrastructurel des établissements	Taux d'amélioration infrastructurel	Rapports du DD-EDUB/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapports du DD-EDUB/dia
	OS3 : Améliorer le suivi parental	Degré de suivi parental	Rapports du DD-EDUB/dia	Les parents sont conscients de leur rôle	Nombre d'élèves disposant de fournitures	Rapports du DD-EDUB/dia
Résultats	R1 : L'encadrement des enfants est amélioré	Taux de réussite	Rapports du DD-EDUB/dia	La situation sécuritaire est maîtrisée	Présence des élèves à l'école	Rapports du DD-ESEC/Dia
	R2 : L'offre en matière d'infrastructure est améliorée	Taux d'amélioration infrastructurel	Rapports du DD-EDUB/dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapports du DD-EDUB/dia
	R3 : Les parents suivent leur enfant	Degré de suivi parental	Rapports du DD-EDUB/dia	Les parents sont conscients de leur rôle	Nombre d'élèves disposant de fournitures	Rapports du DD-EDUB/dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : De nouveaux établissements sont ouverts et le personnel enseignant disponible	Pour R2 : L'offre en matière d'infrastructure est améliorée	Pour R3 : Les parents suivent leur enfant
1.1- Plaidoyer pour l'affectation de 264 enseignants dans les Ecoles maternelles et primaires (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.1- Construction de 04 blocs maternels: Baoliwol; Zokok-Laddeo; Katoual, et Louggol (4 X 24 000 000 = 96 000 000 frs) 2.2- Construction de 67 blocs de 2 salles de classe à Djarengol Kaigama I: Djarengol Kaigama 1; II: 1; Djarengol Kaigama II A : 2 et Djarengol Kaigama II B:2; Domayo I: 2; Domayo II: 2; Ngassa: 2; Palar I : 2; Palar II: 2; et Palar III : 3; Pont vert I : 1 ; et Pont vert II: 2 ; Ziling : 1; Djarengol Bilingue : 5; Salak II : 1; Katoual : 4; Hedjer :3; Meskine: 3; Mokora- Sombola: 2; Mougoudi: 2; Zokok-Laddeo: 5; Doulgou: 4; Bao Hossere I: 3; Yonkole: 2; Bao Hossere II: 2; Goyang: 3; Louggol Sambo: 3; Maye Bei: 3; Maza : 3 (67 X 16 000 000 = 1 072 000 000 frs)	3.1- Plaidoyer pour l'adaptation des frais d'APEE aux réalités de la zone (1 X 500 000 = 500 000 frs)
1.2- Plaidoyer pour une répartition équitable du personnel ; (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.3- Construction de 35 clôtures dans les : ✓ EM : Para; Ouro-tchédé; Djarengol (bilingue); Salak; Katoual; Zokok Laddeo; pont vert ✓ EP: Palar 1; Palar 2; Palar3; Makabaye 1; Makabaye2; Djarengol Bilingue; Salak 1; Salak2; Katoual; Beguele; Goubewo; Hedjer; Mokora-Sombola; Zokok-Laddeo; Bao Hossere 1; BaoHossere2; Yonkole; Goyang; Louggol-Sambo; Mayel Bei; Doulgou; Maza; Palaoudi; Tchofabani; Yamdjidjim; Mougoudi, Djarengol Kaigama I; Djarengol Kaigama II (35 X 10 000 000 = 350 000 000 frs)	3.2- Sensibilisation des parents sur l'achat des fournitures à leurs enfants (1 x 500 000 = 1 000 000 frs)
1.3- Plaidoyer pour la création et l'ouverture de 5 écoles maternelles (Palar, Makabaye, Ngassa, Meskine et Gaklé) ; (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.4- Construction de 08 blocs de 3 latrines à: EM Zokok-Laddeo; EP Beguele; EP Goubewo; EP Hedjer; EP Mokora-Sombola, EP Bao Hossere 1, EP Dakar, EP Dengui (8 X 3 500 000 = 28 000 000 frs) 2.5- Construction de 20 points d'eau à : EM Ouro Tchédé ; EM Salak ; EM Zokok Laddeo; EP Makabaye 1 et 2; Salak 1 et 2 ; EP Goubewo; EP Hedjer; EP Mokora Sombola; EP Yonkole; EP Goyang; EP Louggol Sambo ; EP Mayel Bei ; EP Doulgou ; EP Maza ; EP Palaoudi et EP Tchofabani (20 X 8 000 000 = 160 000 000 frs)	3.3- Sensibilisation des parents sur le rôle du contrôle parental dans l'éducation des enfants (1 x 500 000 = 1 000 000 frs)
1.4- Plaidoyer pour l'amélioration des procédures d'octroi du paquet minimum aux écoles (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.6- Réhabilitation de 16 salles de classe: EMA Domayo (4); EP Louggol 3A (4); EP Louggol 3B (4); EP Katoual (1); EP Palaoudi (1) et EP Tchofabani (2) ; EP Palar 3	

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

	(16 X 5 000 000 = 80 000 000 frs)	
	<p>2.7- Dotation de 8440 table-bancs (Kits table-chaise (06 chaises par table) pour les EM):</p> <ul style="list-style-type: none"> • EM de: Baoliwol:45; Domayo: 57; Pont vert: 7 Katoual: 9; Zokok Laddeo: 3; • EP de: Djarengol Kaigama I: 248; Djarengol Kaigama II: 268 Djarengol Kaigama II A: 339 et Djarengol Kaigama II B : 291 ; Hardé I: 38 ; et Hardé II : 85 ; Domayo I : 161 et Domayo II: 173 ; Louggol I:105; Louggol II: 149; Louggol III A162; et Louggol III B:188; Ngassa: 211; Palar I: 399; Palar II: 355 et Palar III: 290; Makabaye I: 66 et Makabaye II: 45; Pont vert I : 44 et Pont vert II : 5 ; Ziling: 56; Djarengol Bilingue: 163; Salak I: 33 et Salak II: 2; Katoual: 554; Hedjer: 194; EP Meskine: 443; Mokora Sombola: 47; Mougoudi: 51; Zokok Laddeo: 158; Bao Hossere I: 158 et II: 82; Yonkole: 131; Goyang : 164 ; Louggol Sambo : 123 ; Mayel Bei: 77; Doulgou: 161; Maza: 123 ; Palaoudi: 22 ; et Tchofabani : 132 <p>(8440 X 15 000 = 126 600 000 frs)</p>	
	<p>2.8- Renforcement du reboisement des 57 établissements (en 2015)</p> <p>(57 1 000 000 = 57 000 000 frs)</p>	
	<p>2.9- Construction de 88 logements d'astreinte en zone rurale</p> <p>(88X 5 000 000 = 440 000 000 frs)</p>	
	<p>2.10- Construction centre préscolaire à Palar II</p> <p>(01X 8 000 000 = 8 000 000 frs)</p>	
	<p>2.11- Aménagement de l'ICE de Maroua</p> <p>(01X 15 000 000 = 15 000 000 frs)</p>	
	<p>2.12- Dotation en 342 bureaux de maître</p> <p>(342 X 30 000 = 10260 000 frs)</p>	
2 000 000 frs	2 442 860 000 frs	2 500 000 frs
Cout estimatif		2 447 360 000 frs

Cadre logique 5 : Santé

Problème : Difficultés d'accès aux soins de santé de qualité

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Accroître l'accès à une formation sanitaire à la population communale	Ratio sectoriel de santé/population (au moins 1,5 pour 1000 habitants) ; Baisse du taux de séropositivité VIH/SIDA et prise en charge des personnes séropositives	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia
Objectif global	Améliorer l'accès aux soins de santé de qualité	Niveau/taux de fréquentation des établissements sanitaires	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'encadrement sanitaire	Niveau de satisfaction des usagers Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à moins d'une heure de marche	Rapports du DR-SANTE/Dia	Les soins de santé primaires sont accessibles pour tous	Taux de couverture	Rapports du DR-SANTE/Dia
	OS2 : Améliorer l'infrastructure et l'équipement des formations sanitaires	Niveaux du cadre infrastructurel et du plateau technique	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia
	OS3 : Réduire le taux des maladies épidémiques et endémiques	Taux de réduction des maladies épidémiques et endémiques	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia
	OS4 : Faciliter l'accès aux médicaments	Taux d'accessibilité aux médicaments	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia
Résultats	R1 : L'encadrement sanitaire est amélioré	Niveau de satisfaction des usagers Proportion de la population desservie par une formation sanitaire fonctionnelle située à moins d'une heure de marche	Rapports du Dt-SANTE/Dia	Les soins de santé primaires sont accessibles pour tous	Taux de couverture	Rapports du DR-SANTE/Dia
	R2 : Les infrastructures et l'équipement des formations sanitaires sont améliorés	Niveaux du cadre infrastructurel et du plateau technique	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia
	R3 : Le taux des maladies épidémiques et endémiques est réduit	Taux de réduction des maladies épidémiques et endémiques	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia
	R4 : L'accès aux médicaments est facilité	Taux d'accessibilité aux médicaments	Rapports du DR-SANTE/Dia	Appuis de divers partenaires pour améliorer la couverture sanitaire des populations	Nombre D'appui déployé	Rapports du DR-SANTE/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES			
Pour R1 : L'encadrement sanitaire est amélioré	Pour R2 : Les infrastructures et l'équipement des formations sanitaires sont améliorés	Pour R3 : Le taux des maladies épidémiques et endémiques est réduit	Pour R4 : L'accès aux médicaments est facilité
1.1-Plaidoyer pour l'affection de 49 personnels qualifiés dans les formations sanitaires de la Commune - 02 Médecin : Palar 1 et Domayo 1 ; -5 IDE : Palar 2 ; Domayo 1 ; Katoual 1 et Beguele 1 - 37 AS : Ouro Tchédé 5 ; Palar 5 ; Domayo 3 ; Ngassa 4 ; Makabaye 4 ; Salak 4 ; Katoual 4 ; Meskine 4 et Beguele 4). - 5 infirmiers accoucheurs (Palar, Beguelé, Ngassa, Salak, Ouro-tchédé (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.1- Réhabilitation des bâtiments des CSI de Makabaye ; Salak: (5 X 5 000 000 = 25 000 000 frs) 2.2- Construction d'une maternité au CSI de Ngassa ; (1 X 25 000 000 = 25 000 000 frs) 2.3- Agrandissement des CSI de Palar et de Domayo ; (2 X 30 000 000 = 60 000 000 frs) 2.4- Construction d'un point d'eau au CSI de Beguelé ; (1 X 8 000 000 = 8 000 000 frs)	3.1- Sensibilisation des populations sur les règles d'hygiène usuelles ; (13 X 1 000 000 = 13 000 000 frs) 3.2-Formation des relais communautaires sur les mesures de potabilisation des eaux ; (13 X 1 000 000 = 13 000 000 frs) 3.3- Sensibilisation des populations sur les méfaits de la défécation à l'air libre (surtout dans les mayo) (20 X 1 000 000 = 20 000 000 frs) 3.4- Sensibilisation des populations sur la nécessité de maîtriser son statut sérologique (14 X 1 000 000 = 14 000 000 frs)	4.1- Formation des comités de gestion des formations sanitaires sur la gestion des stocks (9 X 500 000 = 4 500 000 frs) 4.2- Sensibilisation des populations sur les dangers de l'automédication (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs) 4.3- Renforcement des stocks de compléments alimentaires dans les formations sanitaires (9 X 1 000 000 = 9 000 000 frs) 4.4- Formation des femmes sur l'utilisation du savoir faire local dans l'alimentation des enfants (9 X 500 000 = 4 500 000 frs)
1.2- Organisation périodique de séminaires de recyclage des personnels soignants sur les avancées de la médecine ; (4 X 5 000 000 = 20 000 000 frs)	2.5- Construction d'un bloc latrine au CSI de Béguelé (1 X 3 500 000 = 3 500 000 frs)	3.5- Organisation périodique des campagnes de dépistage gratuit des IST/VIH/SIDA (surtout pendant les vacances) (14X1 000 000 = 14 000 000frs)	
1.3- Plaidoyer pour la transformation du CSI de Palar et Domayo en Centre médicale (dispensaire) (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.6- Construction de 8 clôtures dans les 09 CSI (CSI de Ouro Tchédé ; Palar ; Ngassa ; Makabaye ; Salak, Béguelé, Domayo, Katoual) (9 X 10 000 000 = 90 000 000 frs) 2.7- Construction de 09 dispositifs de traitement des déchets dans les 09 CSI de la Commune (CSI de Ouro Tchédé ; Palar ; Ngassa ; Makabaye ; Salak, Béguelé, Domayo, Katoual, Meskine); (9 X 15 000 000 = 135 000 000 frs)	3.6- Ouverture d'une UPEC dans les 09 formations sanitaire de la Commune de Maroua 1er (9X10 000 000 = 90 000 000frs) 3.7- Plaidoyer pour la gratuité du CD4 (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs) 3.8- Plaidoyers auprès des leaders communautaires pour encourager les CPN et accepter les vaccinations (13 X 1 000 000 = 13 000 000 frs)	
1.4- Création, Construction et équipement de 02 centres de santé (Zokok-Laddeo, Gaklé) (2 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)	2.8- Acquisition de 90 lits (10 par CSI (CSI de Ouro Tchédé ; Palar ; Ngassa ; Makabaye ; Salak, Béguelé, Domayo, Katoual, Meskine)) ; (90 X 35 000 = 3 465 000 frs) 2.9- Acquisition de 03 réfrigérateurs pour	3.9- Sensibilisation et motivation des agents temporaires du PEV en vue de la couverture totale des quartiers et des villages (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs) 3.10- Sensibilisation des populations sur leur participation effective aux journées	

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

	le CSI de Ouro-Tchédé, Béguélé, Katoual (3 X 1 000 000 = 3 000 000 frs)	nationales de vaccination et aux consultations prénatales (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	
1.5 Plaidoyer pour l'amélioration des conditions de vie des personnels (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	2.10 Dotation des laboratoires des 09 centres de santé, en réactifs et en équipements divers (CSI de Ouro Tchédé ; Palar ; Ngassa ; Makabaye ; Salak, Béguélé, Domayo, Katoual, Meskine); (9X 10 000 000 = 90 000 000 frs)	3.11- Sensibilisation des parents sur les dangers des accouchements à domicile (inclus dans 3.1)	
	2.11 Construction d'un bâtiment au CSI de Ouro Tchédé, Palar et Ngassa (3X 20 000 000 = 60 000 000 frs)	3.12- Organisation d'une campagne de redistribution du MILDA à la population (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	
		3.13- Dotation des mobilisateurs sociaux/relais communautaires du TDR+ACT pour les cas de paludisme simple (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	
122 000 000 frs	502 965 000 frs	191 000 000 frs	19 000 000 frs
Total estimatif			834 965 000 frs

Cadre logique 6 : Eau

Problème : Difficultés d'accès à l'eau potable

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Développer les infrastructures hydrauliques au sein de la Commune	Pourcentage de la population ayant accès à l'eau potable	Rapports du DD-EE/Dia	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Rapports du DD-EE/Dia
Objectif global	Faciliter l'accès de population à l'eau potable	Niveau/taux d'accès à l'eau potable	Rapports du DD-EE/Dia	Les populations, l'Etat et les bailleurs de fonds appuient les Activités principales de la Commune	Nombre et type d'Activités principales d'appui à la Commune	Rapports du DD-EE/Dia
Objectifs spécifiques	OS 1 : Assurer la pérennisation des ouvrages	Niveau de pérennisation des ouvrages	Rapports du DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombres d'appuis	Rapports du DD-EE/Dia
	OS 2 : Etendre l'adduction d'eau de la CDE à certains quartiers de la zone urbaine	Nombre de quartier couvert par l'adduction d'eau de la CDE	Rapports du DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombres d'appuis	Rapports du DD-EE/Dia
	OS 3 : Améliorer l'offre en eau potable	Nombre de forages construits	Rapports du DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombres d'appuis	Rapports du DD-EE/Dia
Résultats	R1 : la pérennisation des ouvrages est assurée	Niveau de pérennisation des ouvrages	Rapports du DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombres d'appuis	Rapports du DD-EE/Dia
	R2 : Certains quartiers de la ville sont connectés au réseau de la CDE	Nombre de quartiers connectés	Rapports du DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombres d'appuis	Rapports du DD-EE/Dia
	R3 : L'offre en eau potable est améliorée	47 forages construits	Rapports du DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombres d'appuis	Rapports du DD-EE/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : La pérennisation des ouvrages est assurée	Pour R2 : Certains quartiers de la ville sont connectés au réseau de la CDE	Pour R3 : de nouvelles infrastructures d'eau potable sont construites
1.1- Etude de faisabilité pour tous les forages à réhabiliter (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	2.1- Etude de faisabilité pour l'extension du réseau CDE vers les quartiers Palar, Makabaye, Zokok, Ngassa et Ziling (5 X 500 000 = 2 500 000 frs)	3.1- Etude de faisabilité pour la construction de 49 forages équipés de PMH dans certaines localités de la Commune (49 X 50 000 = 2 450 000 frs)
1.2- Réhabilitation de 32 forages et puits en panne. Urbain 11 ; Dengui : 1 ; Gaklé : 2 ; Salak-Garre : 2 ; Salak Yoldeo : 3 ; Katoual : 2 ; Meskine : 3 ; Doyang : 1 ; Zokok : 1 ; Dakar : 1 ; Palaoudi : 4 ; Maza Ouro Bah : 1 (1 X 10 000 000 = 10 000 000 frs)	2.2- Extension du réseau CDE vers les quartiers Palar, Makabaye, Zokok, Ngassa et Ziling (1X 100 000 000= 100 000 000)	3.2- Construction de 49 points d'eau (forages) dans les localités de Dengui : 5 ; Gaklé 7 ; Salak-garre: 4; Yoldeo: 3; Katoual: 4; Meskine:9; Zebe: 2; Doyang: 4; Zokok : 2; Dakar: 3; Palaoudi : 2 ; Maza Ouro bah : 2 et Mayel bei :2. Maroua : 5 (54 X 8 000 000 = 432 000 000 frs)
1.3- Formation et équipement de 8 artisans réparateurs (02 par lawanat) sur la maintenance préventive et la réparation des ouvrages hydrauliques ; (1X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	2.3- Lancement d'une campagne d'abonnement des ménages non connectés (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	3.3- Construction de 02 bornes fontaines aux marchés Para et Comice (2 X 2 500 000 = 5 000 000 frs)
1.4- Sensibilisation de la population à l'entretien, à la salubrité et au respect d'hygiène des points d'eau (5X 50 000 = 5 250 000 frs)	2.4- Réhabilitation progressive des infrastructures d'ENEKO (1X 200 000 000 = 200 000 000 frs)	3.4- Construction d'une adduction d'eau à Meskine (1 X 300 000 000 = 300 000 000 frs)
1.5- Formation et redynamisation des membres des COGES pour le suivi des points d'eau (5 X 1 000 000 = 5 000 000 frs)	2.5- Installation d'un groupe électrogène de grande puissance pouvant assurer le relais d'ENEKO (1X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	
1.6- Coordination du mécanisme de pérennisation par la Commune ; (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)		
24 250 000 frs	309 500 000 frs	339 450 000 frs
Total estimatif		1 075 200 000 frs

Cadre logique 6' : Energie

Problème : Difficultés d'accès à l'énergie

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Développer les infrastructures énergétiques dans l'espace communal	Niveau des infrastructures énergétiques	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
Objectif global	Améliorer l'accès des villages de la Commune à l'énergie	Niveau/taux d'accroissement de localités connectées au réseau électrique	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la couverture de la commune par le réseau électrique	Nombre de villages connectés	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	OS2: Renouveler/renforcer les infrastructures électriques	Nombre de différents matériels renouvelé	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	OS3 : Favoriser l'utilisation des autres sources d'énergie	Nombre de personne utilisant les autres sources d'énergie	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	OS4 : Améliorer l'accès aux produits pétroliers	Nombre de stations	Rapport DD-EE/Dia	Le cadre juridique est respecté	Niveau de sensibilisation	Rapport DD-EE/Dia
Résultats	R1 : le réseau ENEO est étendu dans les autres villages	Nombre de villages connectés	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	R2 : les infrastructures d'ENEOP sont renouvelés et renforcer	Nombre de différents matériels renouvelé	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	R3 : les autres sources d'énergie sont vulgarisées et utilisés	Nombre de personne utilisant les autres sources d'énergie	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	R.4 : Améliorer l'accès aux produits pétroliers	Nombre de stations	Rapport DD-EE/Dia	Le cadre juridique est respecté	Niveau de sensibilisation	Rapport DD-EE/Dia

ACTIVITES			
Pour R1 : le réseau ENEO est étendu dans les autres villages	Pour R2 : les infrastructures d'ENEO sont renouvelés et renforcer	Pour R3 : les autres sources d'énergie sont vulgarisées et utilisés	Pour R4 : Améliorer l'accès aux produits pétroliers
1.1. Extension du réseau ENEO dans les localités de Palar, Makabaye en moyenne tension (2 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)	2.1- Inventaire de tous les matériels défectueux et du besoin réel dans les zones éclairées (audit technique) (01 x 3 000 000 = 3 000 000 frs)	3.1- Etude de faisabilité pour l'installation des lampadaires solaires dans les endroits publics (marchés, carrefours, jardins publics) (01 x 10 000 000 = 10 000 000 frs)	4.1 Construction de 02 stations service au niveau des entrées nord et sud de Maroua (02 x 50 000 000 = 100 000 000 frs)
1.2- Extension du réseau ENEO de Ouro Tchédé à Zokok en moyenne tension sur une distance de 5Km (01 x 50 000 000 = 50 000 000 frs)	2.2 Plaidoyer auprès d'ENEO pour le renouvellement du matériel défectueux inventorié les localités déjà électrifiées (PM)	3.2- Installation des plaques solaires dans les endroits publics inventoriés (marchés, carrefour, jardins publics) (10 X 5 000 000 = 50 000 000 frs)	4.2 Plaidoyer pour l'amélioration de la gestion des stocks de gaz afin d'éviter les ruptures (pénuries) (01 x 1 000 000 = 1 000 000 frs)
1.3- Extension du réseau ENEO de Salak aux villages Mayel Bei et Palaoudi en basse tension 7 km (01 x 50 000 000 = 50 000 000 frs)	2.3 Plaidoyer auprès d'ENEO pour l'installation des poteaux en fer pour le transport de l'énergie haute et moyenne et tension ; (PM)	3.3- Plaidoyer auprès de la SNV pour la vulgarisation du bio-digesteur dans les ménages (1 X 250 000 = 250 000 frs)	4.3 Sensibilisation des jeunes vendeurs des produits pétroliers sur la dangerosité de leur activité (01 x 1 000 000 = 1 000 000 frs)
1.4- Extension du réseau ENEO en basse tension aux villages Zokok Laddéo, Dakar et Goubewo 15 km (03 x 50 000 000 = 150 000 000 frs)		3.4- Exploitation des projets des étudiants de l'ISS (énergie renouvelable) pour l'électrification rurale (installation des minis centrales solaires autonomes) (01 x 10 000 000 = 10 000 000 frs)	4.4- Aménagement du site réservé à la vente du carburant Zoua-Zoua (radié Makabaye) (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.5- Extension du réseau ENEO de Meskine à Boudougou en basse tension sur une distance de 3KM (01 x 50 000 000 = 50 000 000 frs)			
1.6- Extension du réseau ENEO de Palar à Doyang et Tchoffabani en basse tension 5 km (02 x 50 000 000 = 100 000 000 frs)			
1.7- Plaidoyer pour la distribution du réseau ENEO en basse tension aux ménages du village Béguélé (01 x 10 000 000 = 10 000 000 frs)			
510500 000 frs	3 000 000 frs	70 250 000 frs	107 000 000 frs
Total estimatif			690 750 000 frs

Cadre logique 6" : Assainissement

Problème : Faible assainissement du milieu

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assainir le cadre de vie des populations	Niveau d'assainissement du cadre de vie des populations	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
Objectif global	Améliorer l'assainissement du milieu et l'habitat des populations	Niveau d'assainissement du cadre de vie des populations	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'assainissement du milieu	Niveau d'assainissement du milieu de vie des populations	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	OS2 : Favoriser l'écoulement et le drainage des eaux	Nombre d'ouvrages d'assainissement construit	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	OS3 : Renforcer la salubrité des quartiers et endroits publics	Le niveau de propreté dans les quartiers de la ville	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
Résultats	R1 : Les structures d'assainissement sont renforcées	Niveau d'assainissement du milieu de vie des populations	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	R2 : Les eaux circulent parfaitement	Nombre d'ouvrages d'assainissement construit	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia
	R3 : La salubrité dans les quartiers et endroits publics est renforcée	Le niveau de propreté dans les quartiers et villages de la Commune	Rapport DD-EE/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-EE/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : les structures d'assainissement sont renforcées	Pour R2 : Les eaux circulent parfaitement	Pour R3 : La salubrité dans les quartiers et endroits publics est renforcée
1.1- Réhabilitation des toilettes publiques existantes non fonctionnelles (3 X 500 000 = 1 500 000 frs)	2.1- Construction des ouvrages d'assainissement dans tous les quartiers et villages de la Commune (rigoles maçonneries, drains dans les zones inondables) (1X 500 000 000 = 500 000 000frs)	3.1- Sensibilisation de la population, des autorités administratives, traditionnelles et religieuses, des leaders d'opinions et ONG au respect de la journée de propreté et d'y participer activement (1 X 1 500 000 = 1 500 000 frs)
1.2-Construction des toilettes publics dans les lieux à forte fréquentation (02 par marché, 01 au stade municipale, 01 dans chacun des 2 espaces verts, 04 au cheik point entrée sud de Maroua) (10 X 3 500 000 = 35 000 000 frs)		3.2- Augmentation du nombre de bacs à ordures dans les quartiers et endroits publics (30 X 100 000 = 3 000 000 frs)
1.3- Mise en place des comités de gestion des toilettes publiques (13 X 100 000 = 1 300 000 frs)	2.2- Création des comités d'hygiène et salubrité dans chaque quartier et village de la Commune (1X 5 000 000= 5 000 000)	3.3- Création des points de dépôt de déchet pour une récupération facile par HYSACAM dans les quartiers à accès difficile (4 X 500 000 = 4 000 000 frs)
1.4- Sensibilisation de la population à l'usage des toilettes et à la non défécation à l'air libre (12 X 100 000 = 1 200 000 frs)		3.4- Sensibilisation de la population et des industries au déversement des déchets dans les endroits appropriés (12 X 100 000 = 1 200 000 frs)
1.5- Instauration d'une pénalité pour les ménages sans latrines (1X100 000=100 000)	2.3-Sensibilisation de la population sur le non déversement des déchets solides et plastiques dans les canaux d'évacuation (inclus dans 1.4)	3.5- Création d'un autre site de destruction/traitement de déchet pour HYSACAM (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)
39 100 000 frs	505 000 000 frs	12 700 000 frs
Total estimatif		556 800 000 frs

Cadre logique 7 : Environnement, protection de la nature et développement durable

Problème : Faible protection de la Nature et de l'Environnement

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Niveau de protection/couverture des de l'environnement (ressources naturelles)	Rapport DD-EPDED/Dia	Des actions en faveur de la gestion environnementale des activités rurales et urbaines sont mises en œuvre	Superficies reboisées Niveau de résilience des populations face aux aléas climatiques	Rapport DD-EPDED/Dia
Objectif global	Améliorer la protection de la nature et favoriser le développement durable	Degré de protection de l'environnement	Rapport DD-EPDED/Dia	Des actions en faveur de la gestion environnementale des activités rurales et urbaines sont mises en œuvre	Superficies reboisées Niveau de résilience des populations face aux aléas climatiques	Rapport DD-EPDED/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer les infrastructures de protection de l'environnement	Nombre d'ouvrages construit ; Niveau de stabilisation des berges	Rapport DD-EPDED/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis octroyés	Rapport DD-EPDED/Dia
	OS2 : Réduire les actions néfastes de l'homme	Niveau de sensibilisation des populations	Rapport DD-EPDED/Dia	Les populations sont réceptives et mettent en application les enseignements reçus	Réduction de la coupe abusive du bois ; Réglementation de la sonorisation nocturne	Rapport DD-EPDED/Dia
	OS3 : Améliorer la régénération des espaces dégarnis	Superficies reboisées	Rapport DD-EPDED/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis octroyés	Rapport DD-EPDED/Dia
Résultats	R1 : Les structures d'assainissement et de sécurisation des cours d'eau sont construites	Nombre d'ouvrages construits ;	Rapport DD-EPDED/Dia	Les appuis nécessaires sont déployés	Nombre d'appuis octroyés	Rapport DD-EPDED/Dia
	R2 : L'action néfaste de l'homme est réduite	Niveau de sensibilisation des populations	Rapport DD-EPDED/Dia	Les populations sont réceptives et mettent en application les enseignements reçus	Réduction de la coupe abusive du bois ; Réglementation de la sonorisation nocturne	Rapport DD-EPDED/Dia
	R3 : La régénération des espaces dégarnis est améliorée	Superficies reboisées	Rapport DD-EPDED/Dia	Les populations adhèrent aux différents programmes	Niveau des puits de carbone	Rapport DD-EPDED/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Pour R1 : Les structures d'assainissement et de sécurisation des cours d'eau sont construites	Pour R2 : L'action néfaste de l'homme est réduite	Pour R3 : La régénération des espaces dégarnis est améliorée
1.1- Aménagement des voies d'accès pour le ramassage des ordures ménagères (Urbanisation de certains quartiers) (PM)	2.1- Sensibilisation des populations sur les dangers des changements climatiques et sur le processus Reed (13 X 500 000 = 6 500 000 frs)	
1.2-Instauration des visites/contrôles inopinés sur le site de traitement d'HYSACAM (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	2.2- Multiplication des points de ramassage (Bacs à ordures) des ordures ménagères dans la ville (CUM) (10 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	
1.3- Stabilisation des berges par la plantation des espèces appropriées (Ipomée) (1 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)	2.3- Organisation de plusieurs campagnes de distribution et de vulgarisation des foyers améliorés (1x 13 000 000 = 13 000 000 frs)	
1.4- Etude de faisabilité pour la stabilisation des berges du mayo Kalio par des murs de soutènement ou des blocs rocheux (1 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)	2.4- Interdiction de cultiver et construire aux abords des cours d'eau (PM)	
1.5- Plaidoyer pour la construction d'une station d'épuration des déchets à la SODECOTON ; (1 X 25 000 000 = 25 000 000 frs)	2.5- Formation des populations sur le tri des ordures ménagères (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	
1.5- Installation des incinérateurs dans les hôpitaux de Maroua 1er (CSI de Ouro Tchédé ; Palar ; Ngassa ; Makabaye ; Salak, Béguélé, Domayo, Katoual, Meskine) PM	2.6- Création de plusieurs associations coopératives chargées de la fabrication du compost à partir des déchets domestiques (10 X 1 000 000 = 10 000 000 frs)	3.2- Création d'un site de reboisement "Sahel vert" à Katoual/Ngassa (2 X 100 000 000 = 200 000 000 frs)
	2.7- Sensibilisation/formation des populations sur les dangers d'une mauvaise utilisation des engrains et pesticides chimiques (13 X 500 000 = 6 500 000 frs)	
	2.8- Sensibilisation des populations en milieu rural sur l'intérêt de la loi interdisant les plastiques non biodégradables (13X 500 000=6 500 000)	3.3- Fourniture des plants aux populations afin de susciter en eux l'intérêt (1 X 5000 000 = 5 000 000 frs)
	2.9- Organisation des campagnes de répression auprès des fournisseurs (plastiques non biodégradables) ne respectant pas la loi (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	
	2.10- Réglementation de la sonorisation nocturne (débits de boisson et Eglises) (1 X 500 000 = 500 000 frs)	3.4- Création de 02 espaces verts à Meskine et à Salak (1 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)
	2.11- Intensification des contrôles dans les industries de la place en matière de pollution des mayo (10 X 500 000 = 5 000 000 frs)	
282 000 000 frs	52 000 000 frs	365 500 000 frs
Total estimatif		699 500 000 frs

Cadre logique 8 : Cadastre et affaires foncières

Problème : Difficulté d'accès à la propriété foncière

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Permettre aux populations de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leur devoir	% de la population sensibilisée sur la sécurité Foncière Nombre d'hectares réservés aux projets futurs	Rapport DD-CAF/Dia	Les contraintes foncières sont levées	Nombre d'immatriculation foncière	Rapport DD-CAF/Dia
Objectif global	Améliorer l'accès à la propriété foncière	Plan cadastral de la Commune Nombre de lotissements créés	Rapport DD-CAF/Dia	Les contraintes foncières sont levées	Nombre d'immatriculation foncière	Rapport DD-CAF/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'accès à la propriété foncière	% de la population sensibilisée sur la sécurité Foncière	Rapport DD-CAF/Dia	Les contraintes foncières sont levées	Nombre d'immatriculation foncière	Rapport DD-CAF/Dia
	OS2 : Constituer des réserves foncières	Plan cadastral	Rapport DD-CAF/Dia	Les contraintes foncières sont levées	Plan cadastral	Rapport DD-CAF/Dia
Résultats	R1 : L'accès à la propriété foncière est amélioré	% de la population sensibilisée sur la sécurité Foncière	Rapport DD-CAF/Dia	Les contraintes foncières sont levées	Nombre d'immatriculation foncière	Rapport DD-CAF/Dia
	R2 : Les réserves foncières sont constituées	Plan cadastral	Rapport DD-CAF/Dia	Les contraintes foncières sont levées	Plan cadastral	Rapport DD-CAF/Dia
ACTIVITES						
Pour R1 : L'accès à la propriété foncière est amélioré			Pour R2 : Les réserves foncières sont constituées			
1.1- sensibilisation de la population sur l'importance et la procédure d'obtention d'un titre foncier (10 X 2 000 000 = 20 000 000 frs)			2.1- Elaboration d'un plan cadastral pour l'ensemble de la Commune (1 X 10 000 000 = 10 000 000 frs)			
			2.2- Elaboration du plan d'occupation des sols (POS) de la Commune (1 X 25 000 000 = 25 000 000 frs)			
1.2- Allègement et sécurisation des procédures d'obtention des titres fonciers par l'informatisation des actes fonciers (10 X 500 000 = 5 000 000frs)			2.2- Création des réserves foncières dans l'espace communal en vue de la mise en place des projets futurs (1 X 500 000 = 500000 frs)			
			2.3- Immatriculation de tous les terrains appartenant à l'Etat (Ecoles, centres de santé, services administratifs, réserves foncières, ...) (1X50 000 000= 50 000 000frs)			
			2.4- Création de 04 lotissements communaux dans l'espace communal par les services compétents (4 X 25 000 000 = 25 000000 frs)			
25 000 000 frs			85 500 000 frs			
Total estimatif			85 500 000 frs			

Cadre logique 9 : Habitat et Développement urbain**Problème : Habitat précaire et faible développement urbain**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer un habitat décent à chaque habitant de la Commune	Qualité de l'habitat Taux d'urbanisation	Rapport DD-HDU/Dia	Disponibilité des appuis divers	Nombre d'appuis	Rapport DD-HDU/Dia
Objectif global	Améliorer la qualité de l'habitat l'urbanisation de la Commune	Qualité de l'habitat Taux d'urbanisation	Rapport DD-HDU/Dia	Disponibilité des appuis divers	Nombre d'appuis	Rapport DD-HDU/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'urbanisation de la Commune	Taux d'urbanisation de la Commune	Rapport DD-HDU/Dia	Disponibilité des appuis divers	Nombre d'appuis	Rapport DD-HDU/Dia
	OS2 : Améliorer la qualité des infrastructures et ouvrages	Qualité et quantité des infrastructures urbaines	Rapport DD-HDU/Dia	Disponibilité des appuis divers	Nombre d'appuis	Rapport DD-HDU/Dia
	OS3 :Améliorer la qualité de l'habitat	Qualité de l'habitat en milieu rural	Rapport DD-HDU/Dia	Les techniques de la MIPROMALO sont vulgarisées	Niveau de vulgarisation des techniques de construction avec les matériaux locaux	Rapport DD-HDU/Dia
Résultats	R1 : L'urbanisation de la ville est améliorée	Taux d'urbanisation de la Commune	Rapport DD-HDU/Dia	Disponibilité des appuis divers	Nombre d'appuis	Rapport DD-HDU/Dia
	R2 : La qualité des infrastructures et ouvrages est améliorée	Qualité et quantité des infrastructures urbaines	Rapport DD-HDU/Dia	Disponibilité des appuis divers	Nombre d'appuis	Rapport DD-HDU/Dia
	R3 : La qualité de l'habitat est améliorée	Qualité de l'habitat en milieu rural	Rapport DD-HDU/Dia	Les techniques de la MIPROMALO sont vulgarisées	Niveau de vulgarisation des techniques de construction avec les matériaux locaux	Rapport DD-HDU/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : L'urbanisation de la ville est améliorée	Pour R2 : La qualité des infrastructures et ouvrages est améliorée	Pour R3 : La qualité de l'habitat est améliorée
1.1- Elaboration du plan d'urbanisation de la ville (1X 20 000 000 = 20 000 000frs)	<p>2.1- Bitumage et entretien de tous les principaux axes de la ville (Cr Djarma 2km ; Carrefour Total-Hardé-Pont vert 3 km ; Carrefour Para-Total Domayo 1,5km) (CUM) (1X 2 500 000 000 = 2 500 000 000 frs)</p> <p>2.2- Construction des ouvrages d'assainissement (rigoles maçonées) dans les rues de Maroua CUM (1X500 000 000 = 500 000 000 frs)</p> <p>2.3- Adressage de toutes les rues de la ville (CUM) (1X25 000 000 = 25 000 000 frs)</p>	<p>3.1- Sensibilisation des décideurs sur l'importance des études géotechniques avant la réalisation de tout ouvrage d'envergure (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)</p>
1.2- Urbanisation des quartiers Ziling, Ouro-Tchédé, Makabaye, Zokok et Ngassa dans le cadre de la délimitation du périmètre urbain de la ville de Maroua sous financement PAMOCCA (financement PAD-MINCAF) (1 X 200 000 000 = 200 000 000 frs)	2.4- Installation des lampadaires solaires en vue de renforcer l'éclairage public à Maroua (CUM) (1X 500 000 000 = 500 000 000 frs)	<p>3.2- Sensibilisation des populations sur l'importance et la procédure d'obtention d'un permis de bâtir (5 X 250 000 = 1 250 000 frs)</p>
1.3- Création de 04 lotissements communaux dans les périphéries de Maroua (PM)	<p>2.5- Plaidoyer pour l'installation d'un épurateur des eaux usées au camp SIC (1 X 20 000 000 = 20 000 000 frs)</p> <p>2.6- Construction d'un pont reliant Hôtel Mizao au club Kaliao (1 X 300 000 000 = 300 000 000 frs)</p> <p>2.7- Construction d'un radier reliant le complexe sportif au marché Babba (1 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)</p>	<p>3.4- Acquisition des presses parpaings (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)</p>
1.4 Utilisation de la technique de forage horizontale dirigé pour la construction des ouvrages (CDE, ENEO, CAMTEL,...) (PM)	2.8- Reconstruction du radier de Makabaye. (1 X 150 000 000 = 150 000 000 frs)	<p>3.5- Construction de 1000 logements sociaux dans la ville de Maroua et ses périphéries (1 X 1 000 000 000 = 1 000 000 000 frs)</p> <p>3.6- Plaidoyer pour la réhabilitation des logements du camp SIC (1 X 500 000 = 500 000 frs)</p>
220 000 000 frs	4 345 000 000 frs	1 025 750 000 frs
Total estimatif		5 590 750 000 frs

Cadre logique 10 : Forêt et faune**Problème ; Faible préservation de la Forêt et de la Faune**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer une gestion durable des ressources naturelles	Proportion d'écosystèmes réhabilités Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Rapport DD-FOF/Dia	Les appuis de divers partenaires pour soutenir la gestion durable des ressources forestières	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-FOF/Dia
Objectif global	Améliorer la préservation de la forêt et de la faune	Degré d'écosystèmes réhabilités Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Rapport DD-FOF/Dia	Les appuis de divers partenaires pour soutenir la gestion durable des ressources forestières	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-FOF/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Réhabiliter les écosystèmes dégradés	Degré d'écosystèmes réhabilités	Rapport DD-FOF/Dia	Les appuis de divers partenaires pour soutenir la gestion durable des ressources forestières	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-FOF/Dia
	OS2 : Améliorer la préservation des puits de carbone	Niveau de préservation du couvert végétal	Rapport DD-FOF/Dia	La coupe de bois et élagage des arbres est réglementée et applicable	Baisse de la coupe abusive du bois de chauffe	Protocole de gestion du couvert végétal
Résultats	R1 : Les écosystèmes dégradés sont réhabilités	Degré d'écosystèmes réhabilités	Rapport DD-FOF/Dia	Les appuis de divers partenaires pour soutenir la gestion durable des ressources forestières	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-FOF/Dia
	R2 : La préservation des puits de carbone est améliorée	Niveau de préservation du couvert végétal	Rapport DD-FOF/Dia	Les appuis de divers partenaires pour soutenir la gestion durable des ressources forestières	Nombre d'appuis déployés	Rapport DD-FOF/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES	
Pour R1 : Les écosystèmes dégradés sont réhabilités	Pour R2 : La préservation des puits de carbone est améliorée
1.1- Elaboration d'un plan de reboisement de la Commune par un partenariat public privé(en lien avec le programme national de reboisement) (1 X 5 000 000 = 2 000 000 frs)	
1.2-Mise en œuvre du plan de reboisement communal par : <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation d'une pépinière communale, - D'une campagne de reboisement à Makabaye, Ngassa, Zokok, Salak, Meskine et Katoual - Plantation et remplacement des arbres de bordures de routes - Entretien de ces arbres d'alignement (élagage, abattage des arbres mourants) (5 X 2 000 000 = 10 000 000 frs)	2.1 Sensibilisation des populations sur les dangers d'une coupe abusive de bois (1X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.3- Encouragement des populations à la pratique de l'agroforesterie (plantation des Faidherbia dans les champs de saison de pluie, des haies vives avec des espèces fourragères telles que Acacias Nilotica, ..) (5 X 2 000 000 = 10 000 000 frs)	2.2 Intensification des contrôles dans les zones fortement dégarnies ; (1 X 4 000 000 = 4 000 000 frs)
1.4 Crédit d'une forêt urbaine dans la ville de Maroua (déterminer le site) (1 X 10 000 000 = 10 000 000 frs)	
1.5- Intensification des activités de pérennisation et de conservation de la réserve forestière de Fergo (1 X 10 000 000 = 10 000 000 frs)	
1.6 Crédit de 04 forêts communautaires (01 par lawanat), boisement des espaces dégarnis avec l'implication des populations (4 X 50 000 000 = 200 000 000 frs)	2.3- Sensibilisation des agents chargés du contrôle sur les méfaits de la complaisance (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)
1.7 Crédit d'une forêt communale intégrant la montagne de Makabaye et un jardin botanique à son piedmont (Site éco touristique) (01 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)	2.4- Interdiction de couper les arbres dans les villages fortement dégarnis (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)
1.8 - Formation des populations sur les techniques d'élevage non conventionnelles (Aulacodes, rats géants, ...) (1X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	
1.9 Réintroduction de certaines espèces fauniques dans les différentes forêts créées (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	
1.10 Crédit d'un parc zoologique à côté du jardin botanique (1 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)	
499 000 000 frs	11 000 000 frs
Total estimatif	510 000 000 frs

Cadre logique 11 : Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre
Problème : Faible encadrement des populations par les administrations

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Promouvoir efficacement le développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Rapport préfet Diamaré Enquêtes	Toutes les actions concourent à l'amélioration des conditions de vie des populations	Niveau de vie des populations	Rapport préfet Diamaré
Objectif global	Améliorer l'encadrement des populations par les administratifs	Les citoyens sont satisfaits des prestations des institutions	Rapport préfet Diamaré Enquêtes	Toutes les actions concourent à l'amélioration des conditions de vie des populations	Niveau de vie des populations	Rapport préfet Diamaré
Objectifs spécifiques	OS1 : Réduire les dysfonctionnements au niveau de l'Etat civil:	Nombre des actes légaux	Rapport préfet Diamaré	Le système d'Etat civil est maîtrisé	% des populations ayant accès au service	Rapport préfet Diamaré
	OS2 : Améliorer la sécurisation des biens et des personnes	Degré de sécurisation des biens et des personnes	Rapport préfet Diamaré	La menace "Boko Haram" est maîtrisée	Niveau de sérénité des populations de la Commune	Rapport préfet Diamaré
	OS3 : Améliorer la gestion des catastrophes	Niveau de résilience des populations	Rapport préfet Diamaré	La structure de gestion des catastrophes du MINATD est active	Les mesures prises par la structure de gestion des catastrophes	Rapport préfet Diamaré
	OS4 : Améliorer le cadre infrastructurel des structures d'accompagnement	Qualité des délégations à tous les niveaux	Rapport préfet Diamaré	L'Etat appuie l'amélioration des infrastructures	Nombre d'appuis	Rapport préfet Diamaré
Résultats	R1 : Les dysfonctionnements des centres d'état civil sont réduits	Nombre des actes légaux	Rapport préfet Diamaré	Le système d'Etat civil est maîtrisé	% des populations ayant accès au service	Rapport préfet Diamaré
	R2 : La sécurisation des biens et des personnes est améliorée	Degré de sécurisation des biens et des personnes	Rapport préfet Diamaré	La menace "Boko Haram" est maîtrisée	Niveau de sérénité des populations de la Commune	Rapport préfet Diamaré
	R3 : La gestion des catastrophes est améliorée	Niveau de résilience des populations	Rapport préfet Diamaré	La structure de gestion des catastrophes du MINATD est active	Les mesures prises par la structure de gestion des catastrophes	Rapport préfet Diamaré
	R.3 : Le personnel de l'Etat travaille dans un cadre adéquat	Nombre de nouvelles infrastructures construites	Rapport préfet Diamaré	L'Etat appuie l'amélioration des infrastructures	Nombre d'appuis	Rapport préfet Diamaré

ACTIVITES			
Pour R1 : Les dysfonctionnements des centres d'état civil sont réduits	Pour R2 : La sécurisation des biens et des personnes est améliorée	Pour R3 : La gestion des catastrophes est améliorée	Pour R4 : Le personnel de l'Etat travaille dans un cadre adéquat
1.1- Redynamisation des 04 centres secondaires d'Etat civil de chaque lawanat (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	2.1- Sensibilisation des populations sur les dangers à s'associer aux terroristes et à la collaboration active avec les forces de maintien de l'ordre et de défense (14 X 500 000 = 7 000 000 frs)	3.1- Identification de tous les types de risques et les sites à risques dans la Commune de Maroua 1er ; (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	4.1- Construction des délégations régionales, départementales et d'arrondissement des services administratifs qui n'en disposent pas (PM)
1.2-Construction et équipement des 04 centres secondaires d'Etat civil (4x 20 000 000=80 000 000 FCFA)	2.2- Sensibilisation du personnel administratif à l'éthique professionnel (1 X 500 000 = 500 000 frs)	3.2- Sécurisation des sites à risque identifiés dans la Commune de Maroua 1er (1 X 200 000 000 = 200 000 000 frs)	4.2- Réhabilitation des délégations en état de décrépitude (PM)
1.3- Appui logistique et en personnel aux 04 centres d'état civil (1 agent d'état civil, matériel de bureau) (4 X 1 500 000 = 6 000 000 frs)	2.3- Sensibilisation de certains agents des forces de maintien de l'ordre et de défense sur la nécessité d'éviter les abus et la rapacité (1 X 500 000 = 500 000 frs)	3.3- Sensibilisation des populations sur les gestes à faire et à ne pas faire en cas de catastrophe (inondation, éboulement, sécheresse, ...); (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	4.3- Construction des logements d'astreinte pour le personnel de l'Etat qui en a le droit (PM)
1.4- Sensibilisation des secrétaires d'Etat civil sur le protection et le respect de la "nationalité camerounaise" ; (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	2.4- Appui à la création de comités de vigilance dans les quartiers et les villages de la Commune (13 X 1 000 000 = 13 000 000 frs)		
1.5- Mise en place d'une passerelle entre les accoucheuses traditionnelles et les centres d'Etat civil (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	2.5- Mise à disposition des moyens nécessaires en vue de faciliter les interventions des forces de maintien de l'ordre dans la ville et les villages (10 X 1 000 000 = 10 000 000 frs)	3.4- Harmonisation des interventions en cas de catastrophe par la mobilisation de toutes forces (y compris l'armée et sa logistique) (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	4.4- Achèvement des travaux de construction de plusieurs logements d'astreinte déjà entamés (PM)
1.6- Organisation de 02 séances collectives d'audiences foraines en vu de la délivrance de jugements supplétifs d'acte de naissance (2 X 1 000 000 = 2 000 000 frs)			4.5- Equipement de la plus part des services administratifs (PM)
94 000 000 frs	31 000 000 frs	215 000 000 frs	PM
Total estimatif		340 000 000 frs	

Cadre logique 11' : Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre (Institution Communale)
Problème : Faible qualité des services communaux

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Promouvoir efficacement le développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	Degré de développement économique, social, sanitaire, culturel et sportif des populations	Rapports du MINATD Rapports des services communaux	Les mécanismes de la décentralisation sont mises en place	Niveau du transfert des compétences	Rapports du MINATD Rapports des services communaux
Objectif global	Accroître les performances communales afin d'améliorer l'image de marque de la Commune	Qualité et quantité du personnel Niveau des recettes collectées Niveau de gestion du patrimoine Types des relations	Rapports des services communaux Enquêtes	Les appuis divers sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapports du MINATD Rapports des services communaux
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la gestion des ressources humaines	Délais de traitement des dossiers Qualité et quantité du personnel	Archive Commune	L'organigramme est respecté	Nombre de services mis en place	Rapports des services communaux
	OS2 : Améliorer la gestion des ressources financières	Niveau des recettes collectées	Rapports des services communaux Enquêtes	L'assiette fiscale est connue	Nombre de nouveaux contribuables	Rapports des services communaux
	OS3 : Améliorer la gestion du patrimoine communal	Tableau des amortissements	Rapports des services communaux Enquêtes	Un responsable de la gestion du patrimoine est mis en place	Le poste occupé	Rapports des services communaux
	OS4 : Améliorer la gestion des relations de la Commune	Types de relations	Rapports des services communaux Enquêtes	Le cadre juridique est respecté	Les textes sur la décentralisation	Rapports des services communaux
Résultats (Axes stratégiques)	R.1 : Les ressources humaines de la commune sont améliorées	Délais de traitement des dossiers Qualité et quantité du personnel	Archive Commune	L'organigramme est respecté	Nombre de services mis en place	Rapports des services communaux
	R.2 : Les ressources financières de la commune sont améliorées	Niveau des recettes collectées	Rapports des services communaux Enquêtes	L'assiette fiscale est connue	Nombre de nouveaux contribuables	Rapports des services communaux
	R.3 : La gestion du patrimoine est améliorée	Tableau des amortissements	Rapports des services communaux Enquêtes	Un responsable de la gestion du patrimoine est mis en place	Le poste occupé	Rapports des services communaux
	R.4 : La Commune multiplie des partenariats et des jumelages	Nombre de partenariats et de jumelages	Rapports des services communaux Enquêtes	Le cadre juridique est respecté	Les textes sur la décentralisation	Rapports des services communaux

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES			
Pour R 1 : Les ressources humaines de la commune sont améliorées	Pour R2 : Les ressources financières de la commune sont améliorées	Pour R 3 : La gestion du patrimoine est améliorée	Pour R 4 : La Commune multiplie des partenariats et des jumelages
1.1-Mise en application de l'organigramme type ; (1 X 50 000 = 50 000 frs)	2.1 Elaboration d'une stratégie de collecte des taxes basé sur la pérennité du recouvrement et sur le renforcement des objectifs déjà fixés (1 X 50 000 = 50 000 frs)	3.1 Mise en place d'une politique de gestion du patrimoine communal basé sur l'acquisition des actifs pouvant être cédés ou loués (camion benne, chaises, tentes, tables de réception, couvert...) (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	4.1 Création d'une plate forme de rencontres entre la Commune, les sectoriels et le secteur privé; (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.2 Harmonisation de la note qui accompagne l'organigramme et le schéma (PM)	2.2 Redynamisation de la plate forme économique (1 X 500 000 = 500 000 frs)	3.2 Recrutement d'un magasinier qualifié chargé de définir la politique de gestion du patrimoine. (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	4.2 Création d'une plate forme entre la Commune, les élites et la diaspora (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.3- Mise en place d'un système d'évaluation du personnel (SG)	2.3 Elargissement de l'assiette fiscale (par délibération) (1 X 500 000 = 500 000 frs)	3.3 Intégration du système d'amortissement dégressif dans la vie des actifs patrimoniaux (1 X 500 000 = 500 000 frs)	4.3- Mise en place d'une stratégie de communication basée sur le recrutement d'un chargé de la communication et d'un Web master; (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)
1.4- Elaboration d'un règlement intérieur réglementant le fonctionnement des services au sein de la Commune (SG)	2.4 Actualisation du fichier de contribuable (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	3.4 Renforcement du matériel roulant par l'achat de 02 véhicules de liaison et de 04 motos; (10 000 000 = 10 000 000 frs)	4.3 Multiplication des délibérations autorisant le jumelage et/ou des partenariats avec d'autres Communes/institutions (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.4- Recrutement du personnel qualifié en vue de pourvoir les postes de l'organigramme (5 X 1 000 000 = 5 000 000 frs)	2.5 Formation du RM et CCF sur la sécurisation des recettes communales (02 X 500 000 = 1 000 000 frs)	3.5 Accélération des travaux d'achèvement de l'hôtel de ville ; (PM)	4.4 Acquisition du livre vert sur les collectivités territoriales décentralisées au Cameroun "Recueil des textes commentés" afin d'éviter les frottements avec la Communauté urbaine ; (1X5 000 000=5 000 000 frs)
1.6 Organisation de 03 campagnes de renforcement des capacités du personnel en poste (03 X 5 000 000 = 15 000 000 frs)	2.6 Formation du RM et du cadre financier sur le transfert et la gestion des ressources transférées (02 X 500 000 = 1 000 000 frs)	3.6 Construction d'une clôture à l'hôtel de ville ; (1 X 80 000 000 = 80 000 000 frs)	4.5 Création d'une plate forme d'échange entre la communauté urbaine et les 3 Communes d'arrondissement. (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.7 Mise en place d'un plan de formation et de recyclage périodique du personnel (SG)	2.7 Formation du RM, du cadre financier et des responsables en charge du recouvrement sur la mobilisation et la sécurisation des ressources financières ; (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	3.7 Construction d'un hangar à la gare de Salak ; (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

1.8 Formation du maire, du SG sur le contrôle de la légalité (02 X 500 000 = 1 000 000 frs)	2.8 Recrutement d'un chef de service financier chargé de l'organisation du service. (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	3.8 Acquisition de 2 pick-up pour le transport des produits agricoles. (02 X 15 000 000 = 30 000 000 frs)	
1.9 Formation du Maire, du SG et du cadre de développement sur l'organisation et le fonctionnement de la Commune (03 X 500 000 = 1 500 000 frs)		3.9 Construction et équipement d'une salle de fête municipale (1 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)	
1.10 Mise en place de 04 commissions techniques (CM)			
1.11 Formation des conseillers municipaux sur les techniques d'élaboration du budget communal et sur leur rôle (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)			
1.12 Sensibilisation des adjoints au maire sur la complémentarité de l'action communale (CM)			
24 550 000	7 550 000	292 500 000	27 000 000
Total estimatif			351 600 000

Cadre logique 12 : Enseignement supérieur**Problème : Difficultés d'accès aux enseignements de qualité**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Améliorer l'accès équitable de tous les enfants en âge scolaire dans l'enseignement supérieur	Nombre des étudiants dans les Universités; Nombre de nouveau de nouveaux établissements universitaires publics et privés créés	Rapport Recteur UMA	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA
Objectif global	Améliorer l'accès aux enseignements de qualité	Qualité des enseignements	Rapport Recteur UMA Sondages	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer les conditions de vie de l'étudiant	Niveau de vie des étudiants	Rapport Recteur UMA	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA
	OS2 : Amélioration du cadre infrastructurel	Taux d'amélioration du cadre infrastructurel	Rapport Recteur UMA	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA
	OS3 : Améliorer les conditions de vie du personnel enseignant	Taux d'amélioration des conditions de vie du personnel	Rapport Recteur UMA	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA
Résultats	R1 : Les conditions de vie de l'étudiant sont améliorées	Niveau de vie des étudiants	Rapport Recteur UMA	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA
	R2 : Le cadre infrastructurel est amélioré	Taux d'amélioration du cadre infrastructurel	Rapport Recteur UMA	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA
	R3 : Les conditions de vie du personnel enseignant sont améliorées	Taux d'amélioration des conditions de vie du personnel	Rapport Recteur UMA	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les étudiants dans leur étude	Nombre d'appui déployé	Rapport Recteur UMA

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : Les conditions de vie de l'étudiant sont améliorées	Pour R2 : Le cadre infrastructurel est amélioré	Pour R3 : Les conditions de vie du personnel enseignant sont améliorées
1.1- Mise en place d'un partenariat Etat/Communes/Privés pour la construction des 200 minis cités (4000) chambres pour le logement des étudiants (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	2.1- Accélération du processus de regroupement de l'université sur le site de Zokok-Laddeo (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	3.1- Mise en place des conditions incitantes pour les enseignants émérites (1X 50 000 000 = 50 000 000 frs)
1.2- Sensibilisation des élites et des populations de Maroua pour l'accompagnement de l'université par les investissements dans le domaine de l'habitat (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	2.2- Plaidoyer pour le démarrage effectif des travaux de construction après toutes les études de faisabilité (1 X 1 000 000 = 1000 000 frs)	3.2- Mise en place des conditions favorisant la recherche à l'université de Maroua (2X 100 000 000 = 200 000 000 frs)
1.3- Appuis en bourses aux étudiants originaires de la Commune de Maroua 1er par la mise en place d'une caisse de solidarité ; (1 X 10 000 000 = 10 000 000 frs)	2.3- Construction des laboratoires adaptés aux types d'enseignements ; (2 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)	3.3- Création d'un centre multi média à l'université de Maroua (1X 50 000 000 = 50 000 000 frs)
1.4- Organisation des stages de vacances pour jeunes étudiants originaires de la Commune de Maroua 1er (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	2.4- Réapprovisionnement du centre des ressources documentaires de l'université (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	3.4- Multiplication des bourses d'études et de recherche pour les enseignants chercheurs (2 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)
1.5- Construction par les élites de Maroua 1er de 04 minis cités pour les étudiants originaires de cette Commune (4 X 50 000 000 = 200 000 000 frs)		
217 000 000 frs	156 000 000 frs	400 000 000 frs
Total estimatif		773 000 000 frs

Cadre logique 13 : Communication

Problème : Difficultés d'accès à la communication institutionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Développer les infrastructures de communication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	Niveau d'amélioration de l'accès de la population à l'information institutionnelle	Rapports DD- COM	Le cadre juridique est respecté	Nombre d'intervention du conseil de la communication	Rapports DD- COM
Objectif global	OS1 : Promouvoir l'amélioration de l'accès des populations locales à l'information institutionnelle	Nombre de personnes ayant accès à l'information institutionnelle	Rapports DD- COM	Le cadre juridique est respecté	Nombre d'intervention du conseil de la communication	Rapports DD- COM
Résultats	R1 : L'accès des populations locales à l'information institutionnelle est amélioré	Nombre de personnes ayant accès à l'information institutionnelle	Rapports DD- COM	Le cadre juridique est respecté	Nombre d'intervention du conseil de la communication	Rapports DD- COM

Cadre logique 14 : Travaux publics**Problème : Mauvais état des routes et des ouvrages de franchissement**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Améliorer la pérennité du patrimoine de l'Etat	Taux d'accroissement du trafic routier Niveau de désenclavement des villages	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP
Objectif global	Améliorer l'état des routes et des ouvrages de franchissement	Niveau/taux d'accroissement des routes praticables en toute saison	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la qualité des ouvrages	Nombre de linéaire de route réhabilité	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP
	OS2 : Améliorer l'état des ouvrages de franchissement	Etat des ouvrages	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP
	OS3 : Améliorer la protection du patrimoine routier	Etat du patrimoine routier	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP
Résultats	R.1 : La qualité des ouvrages est améliorée	Nombre de linéaire de route réhabilité	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP
	R.2 : L'état des ouvrages de franchissement est amélioré	Etat des ouvrages	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP
	R.3 : Le patrimoine routier est préservé	Etat du patrimoine routier	Rapport d'activités DD TP	Appuis de divers partenaires sont déployés	Nombre d'appuis	Rapport d'activités DD TP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : La qualité des ouvrages est améliorée	Pour R2 : L'état des ouvrages de franchissement est amélioré	Pour R3 : Le patrimoine routier est préservé
1.1 Réhabilitation de toutes les routes bitumées de l'espace urbain (Pont vert - pont Makabaye (par carrefour DJARMA) : 5 km, Pont vert - station TOTAL (par Hardé) : 3 km, Ancien foyer – Stade municipale : 1 km, Pont rouge - carrefour DJARMA : 0,5 km, « Relai porte mayo » - carrefour Para (par Pitoaré et hôtel de ville) : 3 km, Collège de l'espoir - carrefour Florina : 4 km, Pont côté hôtel MIZAO - entrée Palar : 1 km, Pont Makabaye – Salak: 17 km, Carrefour Gaklé – Katoual: 8 km) (1X 3 000 000 000= 3 000 000 000 frs)	2.1 Construction de 01 ouvrage de franchissement sur l'axe Carrefour Medjama-Ngassa (mayo Tsanaga) (1 X 100 000 000= 100 000 000 frs)	3.1 Mise en place de 13 comités d'entretien des routes (un par village) (13X 1 000 000= 13 000 000 frs)
1.2 Amélioration des techniques de la CDE, CAMTEL, ...) par la construction des points de traversés de leurs infrastructures (utilisation de la technique de forage horizontale dirigé) (1X 500 000 000= 500 000 000 frs)	2.2 Construction d'un ouvrage de franchissement sur l'axe Pont Makabaye-Katoual (mayo Tsanaga) ; (1 X 500 000 000= 500 000 000 frs)	3.2-Mise en place de 12 comités d'entretien dans les quartiers de la ville (un par quartier) ; (12X 1 000 000= 12 000 000frs)
1.3 Construction des trottoirs sur les principaux axes routiers de la ville ; (1X 100 000 000= 100 000 000 frs)	2.3 Construction d'un ouvrage de franchissement sur Salack-Palaoudi (1 X 100 000 000= 100 000 000 frs)	3.3- Formation des comités d'entretien sur les techniques HIMO simples (02X 5 000 000= 10 000 000frs)
1.4 Réhabilitation de la route Pont Makabaye-Katoual (11km) (11X 5 000 000= 55 000 000 frs)	2.4 Organisation des travaux de curage et dégagement des abords des ouvrages de franchissement 1 X 50 000 000= 50 000 000 frs)	3.4- Dotation des comités d'entretien en matériel de travail ; (25 X 100 000= 2 500 000frs)
1.5 Réhabilitation de la route Gaklé-Katoual (7,5 km) (7,5X 5 000 000= 37 500 000 frs)	3.4 Réhabilitation du radier Makabaye ; (1 X 100 000 000= 100 000 000 frs)	3.5 Entretien régulier (courant) de 37 km de routes non bitumées de l'espace urbain (routes secondaires et axes reliant les 02 routes bitumées de Domayo) et 50 km de routes communales (1X 500 000 000= 500 000 000frs)
1.6 Réhabilitation de la route Ouro Tchédé-Béguélé (23 km) (23X 5 000 000= 115 000 000 frs)	2.5 Réhabilitation d'un dalot sur l'axe Meskine-Goubéwo (1 X 50 000 000= 50 000 000 frs)	3.6 Réhabilitation des barrières de pluies sur les axes routiers de la Commune (1X 1 000 000= 1 000 000frs)
1.7 Réhabilitation de la route Palar-Zalla (7,5 km) (7,5X 5 000 000= 37 500 000 frs)	2.7- Construction d'un pont reliant Hôtel Mizao au club Kaliao (PM)	
1.8 Réhabilitation de la route Carrefour Medjama-Ngassa 3 km (3 X 5 000 000= 15 000 000 frs)	2.8- Construction d'un radier reliant le complexe sportif au marché Babba (PM frs)	
1.9 Réhabilitation de la route Meskine-Goubéwo (6 km) (5 X 5 000 000= 30 000 000 frs)	2.9- Construction des parkings au poste de contrôle de la douane (Florina), à Yonkolé, à Gaklé au niveau de la barrière des FMO au niveau des finances et de l'avenue du Renouveau (100 000 000= 100 000 000 frs)	
3 890 000 000 frs	1 000 000 000 frs	538 500 000 frs
Coût total		5 428 500 000 frs

Cadre logique 15 : Transports**Problème : Difficulté de circulation des personnes et des biens**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Développer les infrastructures de transport pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	Degré de développement des infrastructures	Rapport DD-Transport/Dia	Les infrastructures de transport sont développées pour un transport fluide et aisé	Taux d'aménagement des infrastructures	Rapport DD-Transport/Dia
Objectif global	Améliorer la circulation personnes et des biens dans l'espace communal	Fluidité du trafic	Rapport DD-Transport/Dia	Les infrastructures nécessaires facilitent cette fluidité	Qualité des infrastructures	Rapport DD-Transport/Dia Enquêtes
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer les infrastructures de transport	Qualité et quantité des infrastructures de transport	Rapport DD-Transport/Dia	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-Transport/Dia
	OS2 : Renforcer la sécurité routière	Nombre d'accidents de la route Nombre d'infractions	Rapport DD-Transport/Dia	La sécurité est renforcée pour une réduction des accidents de route	Faible taux d'accident de la route	Rapport DD-Transport/Dia et des FMO
	OS3 : Réduire l'insécurité dans le transport	Niveau de quiétude des usagers et des transporteurs	Rapport DD-Transport/Dia Enquêtes	La situation sécuritaire est maîtrisée	Nombre d'agression Nombre d'attentats	Rapports FMO
Résultats	R1 : L'état des infrastructures et des routes existantes sont améliorés	Nombre d'infrastructures construites	Rapport DD-Transport/Dia	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-Transport/Dia
	R2 : La sécurité dans le transport est renforcée	Niveau de renforcement de la sécurité	Rapport DD-Transport/Dia	La sécurité est renforcée pour une réduction des accidents de route	Faible taux d'accident de la route	Rapport DD-Transport/Dia et des FMO
	R3 : L'insécurité dans le transport	Niveau de quiétude des usagers et des transporteurs	Rapport DD-Transport/Dia Enquêtes	La situation sécuritaire est maîtrisée	Nombre d'agression Nombre d'attentats	Rapports FMO

ACTIVITES		
Pour R1 : L'état des infrastructures et des routes existantes sont améliorés	Pour R2 : La sécurité dans le transport est renforcée	Pour R3 : L'insécurité dans le transport
1.1- Création de 02 gares au niveau de Ouro Tchédé et à Salak (2X 15 000 000 = 30 000 000frs)	2.1- Intensification des campagnes de sécurité routière (1X 10 000 000 = 10 000 000 frs)	3.1- Amélioration de l'éclairage dans les voies publiques (PM)
1.2- Construction de 02 hangars à la gare de Salak (1X10 000 000= 10 000 000 frs)	2.2- Sensibilisation des populations sur l'importance des pièces (permis, carte grise, assurance, ...) (1X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	3.2- Sensibilisation permanente des conducteurs des motos taxis, taxis et cars sur leur rôle dans le maintien de la sécurité et de la paix (application de la loi de non ramassage en dehors des gares) (10X 1 000 000 = 10 000 000 frs)
1.3- Délocalisation des agences de voyage vers les sorties sud et nord de la ville (1X 20 000 000= 20 000 000 frs)	2.3- Sensibilisation des agents chargés de la sécurité routière sur l'importance de leur rôle (éviter la cupidité) (1X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	3.3- Création d'une régie de transport en commun dans la ville de Maroua (1X 1 000 000 = 1 000 000 frs)
1.4- Construction des parkings au poste de contrôle de la douane (Florina), à Yonkolé et au niveau de la barrière de contrôle des FMO à Gaklé (3X 20 000 000= 60 000 000 frs)	2.4- Sensibilisation des conducteurs sur la nécessité de passer par une auto école pour l'obtention du permis; (1X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	
1.5- Réhabilitation des infrastructures aéroportuaires (Salle VIP, parking, ...) (3X 40 000 000= 120 000 000 frs)	2.5- Construction des ralentisseurs de vitesse dans les entrées nord et sud de la ville et au niveau des établissements scolaires (10X 1 500 000 = 15 000 000 frs)	
1.6- Rénovation de l'aéroport international de Maroua Salak (standing d'aéroport international) (PM)	2.6- Sensibilisation des motos taximen sur le port obligatoire du casque (1X 1 500 000 = 1 500 000 frs)	3.4- Plaidoyer pour la révision de la loi interdisant le transport par tricycle (du fait de la loi interdisant la surcharge) (1 X 500 000 = 500 000 frs)
240 000 000 frs	30 500 000 frs	11 500 000 frs
Coût total		282 000 000 frs

Cadre logique 16 : Postes et Télécommunication**Problème : Difficultés d'accès aux NTIC**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Développer les infrastructures de poste et de télécommunication pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	Niveau d'accroissement de l'accès aux services postaux et de télécommunications	Rapport MINPOSTEL	Les conditions énergétiques favorisent l'implantation des infrastructures de télécommunication	Taux de couverture énergétique	Rapport MINPOSTEL
Objectif global	Améliorer les services de poste et télécommunication	Niveau/taux d'accroissement des villages et populations ayant accès au NTIC	Rapport MINPOSTEL	Les conditions énergétiques favorisent l'implantation des infrastructures de télécommunication	Taux de couverture énergétique	Rapport MINPOSTEL
Objectifs spécifiques	OS1 : Réduire les perturbations du réseau	Qualité de la communication	Rapport MINPOSTEL	Les investissements nécessaires ont été réalisés en amont	Niveau des investissements des opérateurs	Rapport MINPOSTEL
	OS2 : Réduire le coût des communications au Cameroun	Niveau des prix par rapport aux charges des opérateurs	Rapport MINPOSTEL	Les conditions énergétiques favorisent l'implantation des infrastructures de télécommunication	Taux de couverture énergétique	Rapport MINPOSTEL
	OS3 : Faciliter l'accès à internet pour les populations rurales	Niveau d'utilisation d'internet dans le milieu rural	Rapport MINPOSTEL	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport MINPOSTEL
	OS4 : Améliorer des services postaux	Nouvelles offres de la CAMPOST et/ou des privés	Rapport MINPOSTEL	Les nouvelles offres sont adaptées à l'évolution actuelle	Niveau d'adhésion des clients	Rapport MINPOSTEL
Résultats	R1 : La communication est fluide	Qualité de la communication	Rapport MINPOSTEL	Les investissements nécessaires ont été réalisés en amont	Niveau des investissements des opérateurs	Rapport MINPOSTEL
	Les coûts des communications sont considérablement réduits	Niveau des prix par rapport aux charges des opérateurs	Rapport MINPOSTEL	Les conditions énergétiques favorisent l'implantation des infrastructures de télécommunication	Taux de couverture énergétique	Rapport MINPOSTEL
	L'accès à internet est facilité pour les populations rurales	Niveau d'utilisation d'internet dans le milieu rural	Rapport MINPOSTEL	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport MINPOSTEL
	Les services postaux sont améliorés	Nouvelles offres de la CAMPOST et/ou des privés	Rapport MINPOSTEL	Les nouvelles offres sont adaptées à l'évolution actuelle	Niveau d'adhésion des clients	Rapport MINPOSTEL

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES			
Pour R1 : La communication est fluide	Pour R2 : Les coûts des communications sont considérablement réduits	Pour R3 : L'accès à internet est facilité pour les populations rurales	Pour R4 : Les services postaux sont améliorés
1.1 Plaidoyer pour l'adaptation des équipements des opérateurs du secteur à la technologie 4G (1X 500000= 500 000)	2.1 Plaidoyer pour la diminution des coûts de communication au Cameroun (1 X 500 000 = 500 000 frs)	3.1 Construction d'un télé centre communautaire à Salak (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	4.1 Adaptation des services de la CAMPOST à la nouvelle donne (1 X 10 000 000 = 10 000 000 frs)
1.2 Plaidoyer pour l'implantation des nouvelles antennes relais (1X 500000= 500 000)	2.2 Appui à la structuration des opérateurs économiques exerçant dans le secteur en vue de devenir une force de proposition (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	3.2 Formation des populations rurales à l'utilisation des NTIC (5 X 2 000 000 = 10 000 000 frs)	4.2 Vulgarisation du service de transfert MELO par la baisse des frais d'envoi (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1 000 000 frs	1 500 000 frs	70 000 000 frs	20 000 000 frs
Coût total			92 500 000 frs

Cadre logique 17 : Affaires sociales**Problèmes : Difficultés d'épanouissement des personnes handicapées et défavorisées**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Promouvoir la solidarité nationale et résorber les disparités les plus flagrantes de la couche vulnérable afin de préserver la paix sociale	Niveau de régression de l'indigence et de la vulnérabilité chez les personnes vulnérables	Rapport DD-AS/Dia	Les appuis divers sont disponibles	Nombre d'appuis	Rapport DD-AS/Dia
Objectif global	Promouvoir l'épanouissement des personnes handicapées et défavorisées	Niveau/taux d'accroissement des personnes vulnérables bénéficiant d'un encadrement	Rapport DD-AS/Dia	Les personnes vulnérables ont une prise en charge satisfaisante	Niveau d'appui à la couche vulnérable	Rapport DD-AS/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'encadrement des personnes vulnérables	Niveau de prise en charge des personnes vulnérables	Rapport DD-AS/Dia	Les personnes handicapées et défavorisées ont une bonne prise en charge	Niveau d'appui à la couche vulnérable	Rapport DD-AS/Dia
	OS2 : Réduire la dépendance des personnes handicapées	Degré d'implication dans le tissu de l'économie locale	Rapport DD-AS/Dia	Les formations adéquates ont été dispensées	Nombre de vulnérables installés et ayant été formés	Rapport DD-AS/Dia
	OS3 : Faciliter le déplacement de personnes atteintes de certains types de vulnérabilités	Niveau d'indépendance des handicapés	Rapport DD-AS/Dia	Les appuis sont accordés aux nécessiteux	Nombre de matériels de déplacement octroyés	Rapport DD-AS/Dia
Résultats	R1 : L'encadrement des personnes vulnérables est amélioré	- Des appuis divers donnés ; - Des centres d'accueil construits et renforcés ;	Rapport DD-AS/Dia	Les personnes handicapées et défavorisées ont une bonne prise en charge	Niveau d'appui à la couche vulnérable	Rapport DD-AS/Dia
	R2 : Les personnes vulnérables se sentent intégrées dans la société	-Nombre des AGR montées des personnes vulnérables	Rapport DD-AS/Dia	Les formations adéquates ont été dispensées	Nombre de vulnérables installés et ayant été formés	Rapport DD-AS/Dia
	R3 : Les personnes atteintes de certains types de vulnérabilité sont pris en charge	-Nombre d'handicapés ayant bénéficiés de matériel de déplacement	Rapport DD-AS/Dia	Les appuis sont accordés aux nécessiteux	Nombre de matériels de déplacement octroyés	Rapport DD-AS/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : L'encadrement des personnes vulnérable est amélioré	Pour R2 : Les personnes vulnérables se sentent intégrées dans la société	Pour R3 : Les personnes atteintes de certains types de vulnérabilité sont pris en charge
1.1-Construction de 02 centres d'encadrement : 01 maison de retraite à Makabaye ; 01 centre d'accueil et d'apprentissage des enfants de la rue, des mineurs post-incarcérés et orphelins (2 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)	2.1- Subvention des activités génératrices de revenus de 1270 personnes vivant au moins avec un handicap (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	3.1- Aménagement les rampes d'accès dans les structures publiques (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)
1.2-Plaidoyer pour l'affectionation du personnel qualifié dans ces centres (2 X 500 000 = 1 000 000 frs)	2.2- Aides et secours à 600 personnes vulnérables dans la Commune de Maroua 1er (1 X 99 500 000 = 99 500 000 frs)	3.2- Appui des personnes vulnérables en moyens de déplacements (123 tricycles, 38 béquilles, 146 lunettes optiques, 34 cannes blanches, 107 prothèses) (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)
1.3-Mise à disposition des handicapés des cartes nationales d'invalidité (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.4- Appui à l'alimentation de personnes vivant avec le VIH/SIDA (2 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)	3.3- Plaidoyer pour le redémarrage du centre des handicapés de Zokok Laddéo (1 X 500 000 = 500 000 frs)
1.4- Construction d'une crèche/garderie d'enfants à Maroua 1er (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	2.6- Création d'une association par type de vulnérabilité (10 X 500 000 = 5 000 000 frs)	
	-Mise en place d'une structure chargée de l'identification et de la repression des violences faites aux enfants (1X10 000 000=10 000 000 frs)	
	-Sensibilisation des parents sur les droits et les devoirs des enfants (5X1 000 000=5 000 000frs)	
	2.7- Appui à la réinsertion sociale des mineurs post-incarcérés et des enfants de la rue par la mise en place des programmes spécialisés (Formations aux petits métiers, Scolarisation) (1 X 25 000 000 = 25 000 000 frs)	
	2.8- Accompagnement dans la réinsertion des enfants de la rue dans leur famille ou dans les familles d'accueil (1 X 25 000 000 = 25 000 000 frs)	
151 500 000 frs	641 000 000 frs	100 500 000 frs
Coût total		893 000 000 frs

Cadre logique 18 : Promotion de la femme et de la famille

Problème : Faible épanouissement de la femme et de la famille

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Promouvoir l'épanouissement de la cellule familiale et la participation communautaire	Degré d'épanouissement de la cellule familiale	Rapport DD-PROFF/Dia	Les tabous religieux et traditionnels sont abandonnés	Considération du statut de femme dans les milieux de vie	Rapport DD-PROFF/Dia
Objectif global	Améliorer l'épanouissement de la femme et de la jeune fille	Degré d'implication de la femme dans le développement de la famille et dans l'économie locale	Rapport DD-PROFF/Dia	Les tabous religieux et traditionnels sont abandonnés	Considération du statut de femme dans les milieux de vie	Rapport DD-PROFF/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Assurer la promotion du bien être de la femme et de la famille	Degré de structuration des femmes Niveau des capacités managériales des femmes	Rapport DD-PROFF/Dia	La femme et de la jeune fille sont bien encadrées	Degré d'encadrement de la femme et de la jeune fille	Rapport DD-PROFF/Dia
	OS2 : Améliorer la stabilité des familles	Nombre de répudiation et de divorces à la baisse	Rapport DD-PROFF/Dia	Les tabous religieux et traditionnels sont abandonnés	Considération du statut de femme dans les milieux de vie	Rapport DD-PROFF/Dia
Résultats	R1 : Les femmes sont plus épanouies	Niveau d'intégration des femmes dans le circuit économique	Rapport DD-PROFF/Dia	Les tabous religieux et traditionnels sont abandonnés	Considération du statut de femme dans les milieux de vie	Rapport DD-PROFF/Dia
	R.2 : La stabilité des familles est garantie	Nombre de répudiation et de divorces à la baisse	Rapport DD-PROFF/Dia	Les tabous religieux et traditionnels sont abandonnés	Considération du statut de femme dans les milieux de vie	Rapport DD-PROFF/Dia

ACTIVITES	
Pour R1 : Les femmes sont plus épanouies	Pour R2 : La stabilité des familles est garantie
1.1- Création de 04 centres d'alphabétisation et à Meskine, Katoual, Zokok et Salak (4 X 80 000 000 = 320 000 000 frs)	R.2.1 : Plaidoyer auprès des autorités pour l'organisation des campagnes d'officialisation des mariages coutumiers (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)
1.2- Création de 04 centres d'écoute à Meskine, Katoual, Zokok et Salak ; (4 X 60 000 000 = 4 000 000 frs)	
1.4- Redynamisation du réseau des femmes (1 X 1 000 000 = 10 000 000 frs)	
1.4- Renforcement des capacités managériales des femmes des GIC, associations locales et du réseau des femmes (1X 5 000 000 = 5 000 000frs)	
1.5- acquisition de 15 moulins à céréale à certains villages (15 X 15000 000 = 22 500 000 frs)	Organisation de 02 cérémonies de mariages collectifs chaque année dans la Commune (2 X 15000 000 = 30 000 000 frs)
1.6- Appui financiers et matériels aux activités du réseau des femmes de Maroua 1er (GIC et associations) (1 X 15000 000 = 15 000 000 frs)	
1.7- Sensibilisation des hommes à la considération de la femme, de la jeune fille et à l'égalité de sexe (14 X 250 000 = 3 500 000 frs)	
380 000 000 frs	31 000 000 frs
Coût total	411 000 000 frs

Cadre logique 19 : Jeunesse et éducation civique

Problème : Faible épanouissement des jeunes

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Augmenter l'offre et la qualité de la formation et de l'encadrement des jeunes	Faible taux de chômage de la population jeune Pourcentage de jeunes épanouies Comportements responsables des jeunes	Rapport DD-JEU/Dia	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-JEU/Dia
Objectif global	Favoriser l'épanouissement des jeunes	Taux de réduction du chômage et de l'oisiveté	Rapport DD-JEU/Dia	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-JEU/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer les conditions de vie des jeunes	Nombre d'appuis accordés aux jeunes	Rapport DD-JEU/Dia	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-JEU/Dia
	OS2 : Renforcer le réarmement civique chez les jeunes	Degré de réduction de l'incivisme des jeunes	Rapport DD-JEU/Dia	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-JEU/Dia
Résultats	R1 : Les jeunes sont plus épanouis	Nombre de sensibilisations tenues	Rapport de sensibilisation	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-JEU/Dia
	R2 : Les jeunes sont plus respectueux	Degré de réduction de l'incivisme des jeunes	Rapport de formation	Les appuis nécessaires sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-JEU/Dia
ACTIVITES						
Pour R1 : Les jeunes sont plus épanouis			Pour R2 : Les jeunes sont plus respectueux			
1.1- Construction d'un centre multifonctionnel de promotion des jeunes à Maroua 1er (1 X 70 000 000 = 70 000 000 frs)			2.1- Soutien des projets à caractère civique des jeunes de la Commune (reboisement, salubrité, projets communautaires, stage de vacances) par an (5 X 1 000 000 = 5 000 000 frs)			
1.2- Construction de 2 foyers des jeunes en milieu rural (Meskine et Salak) (2 X 50 000 000 = 100 000 000 frs)			2.2- Révision du concept sur la formation civique des jeunes (motivation) (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)			
1.3- Appui à la structuration des jeunes en associations (01 association de jeunes par village) (50 X 100 000 = 5 000 000 frs)			2.3- Installation (provisoire) du conseil communal de la jeunesse de Maroua 1er à la Mairie (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)			
1.4- Encadrement des jeunes par les équipes mobiles d'animation urbaine (EMAU) (orientation vers les financements PAJER-U, PIASSI et UNFPA) (50 X 100 000 = 5 000 000 frs)						
180 000 000 frs			15 000 000 frs			
Coût total			195 000 000 frs			

Cadre logique 20 : Sport et éducation physique

Problème : Faible développement des activités sportives et de l'éducation physique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Développer les infrastructures sportives pour contribuer à la création d'un espace économique intégré et viable	Taux d'accroissement des personnes pratiquant une activité physique et sportive	Rapport DD-SPORT/Dia	Les appuis divers sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-SPORT/Dia
Objectif global	Promouvoir le développement du sport et de l'éducation physique	Taux d'accroissement des personnes pratiquant une activité physique et sportive	Rapport DD-SPORT/Dia	Les appuis divers sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-SPORT/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer l'encadrement dans les sports et l'éducation physique	Taux des infrastructures construites ou réhabilitées	Rapport DD-SPORT/Dia	Les appuis divers sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-SPORT/Dia
	OS2 : Favoriser la pratique sportive	Taux de promotion des activités sportives	Rapport DD-SPORT/Dia	Les appuis divers sont octroyés	Nombre d'appuis	Rapport DD-SPORT/Dia
Résultats	R1 : L'encadrement sportif est amélioré	Nombres d'infrastructures réhabilitées ou construites ; Le personnel d'encadrement est déployé	Rapport DD-SPORT/Dia	Les appuis nécessaires sont disponibles	Degré de développement des infrastructures	Rapport DD-SPORT/Dia
	R2 : Les activités sportives sont organisées régulièrement	Nombre d'activités organisées	Rapport DD-SPORT/Dia	Les appuis nécessaires sont disponibles	Nombre de compétitions organisées	Rapport DD-SPORT/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES	
Pour R1 : L'encadrement sportif est amélioré	Pour R2 : Les activités sportives sont organisées régulièrement
1.1- Réhabilitation du complexe sportif de Domayo (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	2.1-Facilitation de l'animation sportive dans les ligues et l'organisation régulière des championnats inter villages et inter Communaux (5 X 5 000 000 = 25 000 000 frs)
1.2- Réhabilitation du stade municipal (transformation en complexe multisports) (1X 200 000 000 = 200 000 000frs)	2.2- Appui aux associations sportives (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.3- Construction de deux aires de jeu (à Meskine et Salak) (2 X 10 000 000 = 20 000 000 frs)	2.3- Organisation d'une marche sportive par trimestre par les associations sous l'égide de la délégation (1X 400 000 = 400 000frs)
1.4- Construction de 02 tribune de 500 places dans les futurs stades de Meskine et Salak (2 X 20 000 000 = 40 000 000 frs)	
1.5-Formation de 02 moniteurs communaux chargé de l'encadrement des sports de masse (2 X 500 000 = 1 000 000 frs)	
1.6-Etude de faisabilité pour la construction d'un parcours VITA de second degré à Maroua 1er (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	
1.7- Achat d'un appareil de sonorisation mobile pour l'animation des sports de masse (1 X 300 000 = 300 000 frs)	
316 300 000 frs	30 400 000 frs
Coût total	346 700 000 frs

Cadre logique 21 : Emploi et formation professionnelle

Problème : Difficultés d'accès à un emploi décent et à la formation professionnelle

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Promouvoir des emplois décents durables, accroître l'employabilité de la population active par une formation professionnelle adaptée	Niveau d'employabilité des personnes	Rapport DD-FOP/Dia	Des formations spécifiques sont adoptées en fonction des besoins du marché	Nombre de filières de formation en adéquation avec les emplois locaux Nombre d'emploi créé	Rapport DD-FOP/Dia
Objectif global	Faciliter l'accès à un emploi décent et durable et à une formation professionnelle	Niveau d'accès à un emploi ; Taux de personnes formées	Rapport DD-FOP/Dia	Des formations spécifiques sont adoptées en fonction des besoins du marché	Nombre de filières de formation en adéquation avec les emplois locaux Nombre d'emploi créé	Rapport DD-FOP/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 ; Faciliter l'accès des jeunes à une formation professionnelle	Nombre de personnes formées	Rapport DD-FOP/Dia	Les référentiels de formation sont standardisés	Nombre de référentiels créés	Rapport DD-FOP/Dia
	OS2 : Réussir l'insertion professionnelle du plus grand nombre de demandeurs d'emploi	Nombre d'emploi décent et durable créés	Rapport DD-FOP/Dia	Les systèmes d'information sur l'emploi sont renforcés	Annuaire statistique sur l'emploi	Rapport DD-FOP/Dia
Résultats	R1 : Les jeunes ont accès à la formation professionnelle	Nombre de personnes formées	Rapport DD-FOP/Dia	Des personnes sont de plus en plus formées et prêtes à un emploi spécifique	Nombre de personnes formées	Rapport DD-FOP/Dia
	R2 : L'insertion professionnelle du plus grand nombre de demandeurs d'emploi est réussie	Nombre d'emploi décent et durable créés	Rapport DD-FOP/Dia	Les jeunes ont accès à un emploi décent et durable	Nombre d'emploi décent et durable créés	Rapport DD-FOP/Dia

ACTIVITES	
Pour R1 : Les jeunes ont accès à la formation professionnelle	Pour R2 : L'insertion professionnelle du plus grand nombre de demandeurs d'emploi est réussie
1.1- Création de 01 SAR/SM à Katoual (2 X 30 000 000 = 60 000 000 frs)	2.1- Mise en place d'un répertoire sur les compétences des jeunes de la Commune (1 X 500 000 = 500 000 frs)
1.2- Création des centres de formation privés en mécanique auto et moto, en artisanat, en agriculture, en couture, hôtellerie, élevage et en aquaculture à Maroua, à Meskine, à Salak, à Zokok, à Katoual (10 X 15 000 000= 150 000 000 frs)	2.2- Installation des babilards dans les lawanats sur les opportunités d'emploi du FNE par la Mise en place d'une équipe communale de collecte des offres d'emploi (4X 500 000= 2 000 000 frs)
1.3- Réorganisation du partenariat MINEFOP/FNE avec les centres de formation en vue de l'harmonisation des modules de formation (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	2.3 Appui à la première installation des jeunes (sensibilisation sur les programmes susceptibles de les accompagner (FNE, PAJEU-U, PIASSI ...)) (50X1 000 000= 50 000 000 frs)
1.4- Appui aux candidats porteurs des projets et ayant des aptitudes à l'entrepreneurship en : Montage des études de faisabilité, formation en gestion des entreprises, suivi et encadrement (PM)	2.4- Accompagnement des demandeurs d'emplois sur la définition de leurs projets professionnels et augmenter ainsi leurs chances de trouver rapidement un emploi; (1X 2 000 000 = 2 000 000 frs)
212 000 000 frs	56 500 000 frs
Coût total	268 500 000 frs

Cadre logique 22 : Petites et moyennes entreprises, économie sociale et artisanat

Problème : Faible développement des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Améliorer le climat des affaires et la compétitivité des entreprises locales	Degré d'amélioration du climat des affaires	Rapport DD- PMEESA/Dia	Le climat des affaires des entreprises locales est amélioré	Nombre des mesures et d'appuis en faveur du secteur	Rapport DD- PMEESA/Dia
Objectif global	Améliorer le développement des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat	Niveau de compétitivité de l'économie camerounaise	Rapport DD- PMEESA/Dia	Le climat des affaires est favorable	Nombre des mesures et d'appuis en faveur du secteur	Rapport DD- PMEESA/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Promouvoir les PME, l'artisanat et l'économie sociale	Taux d'amélioration des entreprises locales	Rapport DD- PMEESA/Dia	L'environnement politique institutionnel, juridique et réglementaire est favorable	Nombre des mesures et d'appuis en faveur du secteur	Rapport DD- PMEESA/Dia
	OS2 : Améliorer la structuration des corps de métier	Niveau de l'entreprenariat collectif	Rapport DD- PMEESA/Dia	L'environnement politique institutionnel, juridique et réglementaire est favorable	Nombre des mesures et d'appuis en faveur du secteur	Rapport DD- PMEESA/Dia
Résultats	R.1 : Les PME se développent dans un environnement propice	Professionnalisation des entreprises ; Augmentation des chiffres d'affaire	Rapport DD- PMEESA/Dia	Les entreprises locales se développent et sont compétitives sur les marchés	Niveau de richesse créée	Rapport DD- PMEESA/Dia Enquêtes
	R.2 : L'entreprenariat collectif est vulgarisé	Nombre de sociétés coopératives viables ;	Rapport DD- PMEESA/Dia	Les entreprises locales se développent et sont compétitives sur les marchés	Niveau de richesse créée	Rapport DD- PMEESA/Dia Enquêtes

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES	
Pour R1 : Le cadre de développement des entreprises locales est amélioré	Pour R2 : L'entreprenariat collectif est vulgarisé
1.1- Appui aux candidats porteurs des projets et ayant des aptitudes à l'entrepreneurship en : Montage des études de faisabilité, formation en gestion des entreprises, suivi et encadrement (1 X 50 000 000 = 50 000 000 frs)	2.1 : Appui à la création de 50 sociétés coopératives par corps de métier (200 000= 200 000 frs)
1.2- Organisation de 05 séances de formation en vue de la professionnalisation des artisans (5 X 2 000 000 = 10 000 000 frs)	2.2 : Poursuite du recensement des artisans (1X1 000 000= 1 000 000 frs)
1.3- Plaidoyer pour l'ouverture des comptes à la banque des PME à Yaoundé (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.3 : Renforcement des capacités de l'agent communal chargé de la structuration des artisans (1X 500 000 = 500 000 frs)
1.4- Sensibilisation des artisans à avoir recours à la banque des PME (2X500 000= 1 000 000 frs)	
1.5- Organisation de 02 foires communales par an sur le potentiel des PME, de l'économie sociale et de l'artisanat de la Commune (2 X 5 000 000 = 10 000 000 frs)	2.4 : Appui à 50 groupes d'artisans en matériel de travail moderne (500 scies égoïnes, 500 limes, 500 ciseaux à bois, 500 bédanes ...) (50X 200 000= 10 000 000 frs)
101 500 000 frs	11 700 000 frs
Coût total	113 200 000 frs

Cadre logique 23 : Recherche scientifique et de l'innovation**Problème : Difficulté à bénéficier des résultats de la recherche.**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Améliorer la recherche dans le secteur de l'industrie, de l'agriculture, de l'élevage, de la médecine et des services	Taux d'amélioration de la recherche	Rapport DD-RESCI/Dia	Les recherches sont accentuées dans plusieurs domaines pour le développement local	Niveau de la recherche dans les différents domaines	Rapport DD-RESCI/Dia
Objectif global	Faire bénéficier aux populations des résultats de la recherche	Niveau de vulgarisation des résultats de la recherche	Rapport DD-RESCI/Dia	Les résultats de la recherche sont vulgarisés et appliqués par la population	Degré de mise en valeur les résultats de la recherche	Rapport DD-RESCI/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Faciliter la mise en valeur les résultats de la recherche	Degré de vulgarisation	Rapport DD-RESCI/Dia	Les résultats de la recherche sont vulgarisés et appliqués par la population	Degré de mise en valeur les résultats de la recherche	Rapport DD-RESCI/Dia
	OS2 : Améliorer l'apport des guérisseurs traditionnels	Niveau de collaboration avec les guérisseurs	Rapport DD-RESCI/Dia	Les résultats de la recherche dans la médecine traditionnelle sont homologués	Nombre de résultats homologués	Rapport DD-RESCI/Dia
Résultats	R1 : Les résultats de la recherche sont utilisés par les populations	Degré de mise en valeur les résultats de la recherche	Rapport DD-RESCI/Dia	Les résultats de la recherche sont appliqués par la population	Degré de mise en valeur les résultats de la recherche	Rapport DD-RESCI/Dia
	R2 : La médecine traditionnelle devient de notoriété publique	Niveau de collaboration avec les guérisseurs	Rapport DD-RESCI/Dia	Les résultats de la recherche dans la médecine traditionnelle sont homologués	Nombre de résultats homologués	Rapport DD-RESCI/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES	
Pour R1 : Les résultats de la recherche sont utilisés par les populations	Pour R2 : La médecine traditionnelle devient de notoriété publique
1.1- Renforcement de l'encadrement technique des paysans par l'implication effective des agents de vulgarisation de zone (AVZ) dans la vulgarisation des résultats de l'IRAD (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.1 : Mise en place d'un répertoire des guérisseurs traditionnels de la Commune ; (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)
1.2- Dotation des agents vulgarisateurs des moyens logistiques (2 X 2 000 000 = 4 000 000 frs)	
1.3- Production des supports de vulgarisation (10 X 250 000 = 2 500 000)	
1.4- Multiplication des parcelles tests dans les villages de la Commune (13 X 2 000 000 = 26 000 000)	2.2 : Sensibilisation des guérisseurs traditionnels sur la mise de leurs connaissances sur écrit (1 X 500 000 = 500 000 frs)
1.5- Formation des relais communautaires sur les nouveautés scientifiques des instituts de recherche (IRAD, ICRAF, MIPROMALO, IIA, ...) (20 X 2 000 000 = 40 00 000 frs)	2.3 : Sensibilisation des guérisseurs traditionnels sur la nécessité de collaborer avec la médecine moderne (complémentarité) (5 X 500 000 = 2 500 000 frs)
73 000 000 frs	5 000 000 frs
Coût total	78 000 000 frs

Cadre logique 24 : Tourisme et loisirs

Problème : Faible développement du tourisme et des loisirs

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Développer les produits touristiques camerounais pour faire du Cameroun une destination touristique	Nombre de touristes internes et externes; Nombre de sites touristiques aménagés et normalisés ; VA touristique / VA totale ;	Rapport DD-TOUR/Dia	Appuis de divers partenaires	Nombre d'appui déployés	Rapport DD-TOUR/Dia
Objectif global	Promouvoir le développement du tourisme et des loisirs	Degré de développement du tourisme	Rapport DD-TOUR/Dia	Les valeurs touristiques sont développées et font accroître des revenus	Nombre de touristes en visite	Rapport DD-TOUR/Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer la culture touristique	Nombre d'activités incitatives créées ; Nombre de sites viabilisés	Rapport DD-TOUR/Dia	La Commune est dans un espace sécurisé	Confiance des touristes Nombre de touristes en visite	Enquêtes Rapport DD-TOUR/Dia
	OS2 : Valoriser les métiers touristiques	Nombre de jeunes passés par des centres de formation	Rapport DD-TOUR/Dia	La Commune est dans un espace sécurisé	Confiance des touristes Nombre de touristes en visite	Enquêtes Rapport DD-TOUR/Dia
Résultats	R1 : La culture touristique est améliorée	Nombre d'activités incitatives créées ;	Rapport DD-TOUR/Dia	La Commune est dans un espace sécurisé	Confiance des touristes Nombre de touristes en visite	Enquêtes Rapport DD-TOUR/Dia
	R2 : Les métiers touristiques sont valorisés	Nombre de jeunes passés par des centres de formation	Rapport DD-TOUR/Dia	La Commune est dans un espace sécurisé	Confiance des touristes Nombre de touristes en visite	Enquêtes Rapport DD-TOUR/Dia

ACTIVITES	
Pour R1 : La culture touristique est améliorée	Pour R2 : Les métiers touristiques sont valorisés
1.1- Vibilisation et redynamisation du site préhistorique de Makabaye par la création des activités autour de la colline de Makabaye (jardin botanique, activités ludiques) (1 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)	2.1 : Vulgarisation des métiers touristiques auprès des jeunes de la Commune par des campagnes annuelles d'explication de masse (6 X 1 000 000 = 6 000 000 frs)
1.2- Organisation des activités récréatives dans la Commune (championnats de vacances, foires, festivals, ...) (6 X 1 000 000 = 6 000 000 frs)	2.2 : Ouverture d'un centre de formation aux métiers touristiques à Maroua ; (1 X 30 000 000 = 30 000 000 frs)
1.3- Mise en place des mesures incitatives pour ce qui est de la construction des hôtels et des restaurants (exonération de certaines taxes à l'installation) (1 X 500 000 = 500 000 frs)	2.3 : Création d'un office communal du tourisme (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)
1.4- Régularisation de l'activité des débits de boisson (éloignés des campus scolaires et universitaires) ; (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	2.4- Sensibilisation des jeunes sur les opportunités liées aux métiers touristiques (guides touristiques, hôtesses, restaurateurs, maître d'hôtel, ...) (3 X 2 000 000 = 6 000 000 frs)
1.8-Construction d'un campement communal (Motel avec restaurant) (1 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)	2.5- Formation de 1 000 jeunes de la Commune par an aux métiers touristiques (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.9-Renforcement de la sécurité autour des principaux hôtels, bars et restaurants de la ville de Maroua (PM)	2.6- Réalisation d'un publi reportage sur les opportunités touristiques de la Commune de Maroua 1er et de ses environs (1 X 10 000 000 = 10 000 000 frs)
206 500 000 frs	58 000 000 frs
Coût total	264 500 000 frs

Cadre logique 25 : Arts et Culture

Problème : Faible développement des arts et de la culture

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Permettre à la population de satisfaire leurs besoins essentiels, de jouir de leurs droits fondamentaux et d'assumer leurs devoirs	Degré de satisfaction de la population à leurs besoins essentiels	Rapport DD- CULTURE/Dia	Les besoins de la population sont satisfaits et jouissent de leurs droits fondamentaux	Degré de jouissance aux droits fondamentaux	Rapport DD- CULTURE/Dia
Objectif global	Valoriser le patrimoine culturel et artistique de la Commune	Taux d'accroissement de l'identité culturelle et de la transmission de générations à l'autre	Rapport DD- CULTURE/Dia	Les citoyens sont intégrés dans leur culture	Niveau d'intégration de chaque citoyen	Enquêtes, sondages
Objectifs spécifiques	Valoriser le patrimoine matériel local	Qualité et quantité des vestiges Qualité du musée	Rapport DD- CULTURE/Dia	Les objets exposés sont pour la plus part issus de la Commune	Lieu d'origine des objets	Rapport du conservateur Enquêtes
	Valoriser le patrimoine immatériel local	Niveau de valorisation	Rapport DD- CULTURE/Dia	Les citoyens sont impliqués dans la valorisation	Degré d'implication	Enquêtes ; sondages
	Promouvoir les arts plastiques	Quantité des activités de promotion	Rapport DD- CULTURE/Dia		Nombre d'activités de promotion organisées	Enquêtes ; sondages
Résultats	Le patrimoine matériel local est valorisé	Qualité et quantité des vestiges Qualité du musée	Rapport DD- CULTURE/Dia	Les objets exposés sont pour la plus part issus de la Commune	Lieu d'origine des objets	Rapport du conservateur Enquêtes
	Le patrimoine immatériel local est valorisé	Niveau de valorisation	Rapport DD- CULTURE/Dia	Les citoyens sont impliqués dans la valorisation	Degré d'implication	Enquêtes ; sondages
	Les arts plastiques sont mis en valeur dans la Commune	Quantité des activités de promotion	Rapport DD- CULTURE/Dia		Nombre d'activités de promotion organisées	Enquêtes ; sondages

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : Le patrimoine matériel local est valorisé	Pour R2 : Le patrimoine immatériel local est valorisé	Pour R3 : Les arts plastiques sont mis en valeur dans la Commune
19- Construction d'un musée communal ; (1X45 000 000= 45 000 000 frs)	2.1 Création des centres d'apprentissage des langues locales (4X 2 000 000= 8 000 000 frs)	3.1 Création d'un institut des baux arts dans la ville de Maroua (1X 8 000 000= 8 000 000 frs)
20- Identification et rassemblement de tous vestiges ayant appartenus aux 04 grands groupes de la Commune (1X 10 000 000= 10 000 000 frs)	2.2 Diversification des activités autour du festival « Yelwata Maroua 1 ^{er} » (1X 10 000 000= 10 000 000 frs)	3.2 Plaidoyer pour l'ouverture d'une faculté des arts à l'université de Maroua (1X 1 000 000= 1 000 000 frs)
21- Réhabilitation de la bibliothèque municipale ; (1X20 000 000= 20 000 000 frs)	2.4 Création de 04 associations culturelles autour des 04 grands groupes ethniques (4X 500 000= 2 000 000 frs)	3.3 Organisation d'un salon annuel d'exposition des œuvres de l'art plastique à Maroua (1X 20 000 000= 20 000 000 frs)
22- Construction et équipement de deux minis bibliothèques à Meskine et Salak (2X10 000 000= 20 000 000 frs)	2.4 Intensification de la lutte contre la piraterie des œuvres de l'esprit (1X 2 000 000= 2 000 000 frs) 2.6 Mise en place d'un répertoire sur les artistes de la Commune (1X 500 000= 500 000 frs)	3.4 Construction d'une salle de cinéma à Domayo (1X 50 000 000= 50 000 000 frs)
95 000 000 frs	22 500 000 frs	29 000 000
Coût total	196 500 000 frs	

Cadre logique 26 : Commerce

Problème : Difficultés dans le développement des activités commerciales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer de manière compétitive la présence des produits camerounais sur le marché	Niveau de disponibilité des produits camerounais sur le marché	Rapport DD-COMMERCE /Dia	Le cadre légal et juridique est défini	Les mesures prises	Rapport DD-COMMERCE /Dia
Objectif global	Promouvoir l'action commerciale à travers la protection de l'opérateur économique et du consommateur	Taux de promotion de l'action commerciale	Rapport DD-COMMERCE /Dia	Le cadre légal et juridique est défini	Les mesures prises	Rapport DD-COMMERCE /Dia
Objectifs spécifiques	OS1 : Améliorer les infrastructures en qualité et en quantité	Taux d'amélioration du cadre infrastructurel du commerce dans la Commune	Rapport DD-COMMERCE /Dia	Des appuis sont accordés en vue de faciliter l'activité	Nombre d'appuis	Rapport DD-COMMERCE /Dia
	OS2 : Faciliter l'accès au financement des AGR	Taux d'activités financées	Rapport DD-COMMERCE /Dia	Les activités financées sont fiables	Degré de développement de l'activité commerciale	Rapport DD-COMMERCE /Dia
	OS3 : Intensifier la lutte contre la vie chère	Niveau des prix Nombre de marchés témoins	Rapport DD-COMMERCE /Dia	Les commerçants maîtrisent le barème des prix	Fiche sur les prix des denrées de 1ères nécessités	Rapport DD-COMMERCE /Dia
Résultats	R1 : Les infrastructures sont améliorées en quantité et en qualité	Qualité et quantité du cadre infrastructurel	Rapports DD-COMMERCE /Dia et Commune	La réussite du partenariat Etat/Commune/Privés	Niveau du partenariat	Rapport DD-COMMERCE /Dia et Commune
	R2 : L'accès au financement des AGR est facilité	Nombre d'activités financées ; Nombre d'EMF, de programmes impliqués	Rapport DD-COMMERCE /Dia	Les garanties sont fiables et viables	Nombres crédits accordés aux commerçants	Rapport DD-COMMERCE /Dia
	R3 : La lutte contre la vie chère est intensifiée	Nombre de contrôles par mois ; Nombre de caravanes organisées	Rapport DD-COMMERCE /Dia	La participation des commerçants	Niveau d'adhésion	Rapport DD-COMMERCE /Dia ; MIRAP

ACTIVITES		
Pour R1 : Les infrastructures sont améliorées en quantité et en qualité	Pour R2 : L'accès au financement des AGR est facilité	Pour R3 : La lutte contre la vie chère est intensifiée
1.1-Construction de 24 hangars constitués de 2 blocs de 20 comptoirs (pour poisson et viande) dans les marchés de 04 Comice, 04 Para, 02 pont vert, 02 pont rouge, 04 Salak, 04 Meskine et 04 Katoual (24X 5 000 000= 120 000 000frs)	2.1 Identification et établissement d'un répertoire de toutes les structures pouvant accorder les crédits aux opérateurs économiques (commerçants) (1X500 000=500 000 frs)	3.1 Sensibilisation des commerçants sur le respect des prix en vigueur (1X 500 000=500 000 frs)
1.2-Redynamisation du partenariat Commune/Opérateurs économiques pour la construction de 450 boutiques au marché para ; (1X 500 000= 500 000 frs)		
1.3-Construction de 14 magasins d'une capacité de 500 sacs (02 par marché : Comice, Para, pont vert, pont rouge, Salak, Meskine et Katoual ; (14X 15 000 000= 210 000 000 frs)	2.2 Développement d'un cadre de financement entre les EMF et les producteurs par l'intermédiaire du PADMIR (1X 500 000 = 500 000 frs)	3.2 Sensibilisation des agents vérificateurs sur l'importance de leur rôle (4X500 000= 2 000 000 frs)
1.4-Construction de 08 blocs de 4 latrines dans les marchés de Comice, Para, Salak, Meskine et Katoual pont vert, pont rouge (PM) ;		
1.5-Construction de 07 points d'eau dans chaque marché (Comice, Para, Salak, Meskine, Katoual, pont vert, pont rouge) (PM) ;	2.3 Formations des petits commerçants sur les procédures d'accès au crédit (2X 1 000 000=2 000 000 frs)	3.3 Multiplication des marchés témoins dans les chefs lieux de Lawanats (8X1 000 000= 8 000 000 frs)
1.6-Mise à profit de la journée de salubrité (jeudi) pour nettoyer les différents marchés (PM)		
1.7-Mise en place d'un comité d'hygiène et de salubrité dans chaque marché (PM)		
1.8-Distribution du matériel d'entretien aux principaux comités d'hygiène (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)		
1.9- Délocalisation du point de vente domestique de Pitoaré (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)		
332 500 000 frs	3 000 000 frs	10 500 000 frs
Coût total		346 000 000 frs

Cadre logique 27 : Mines, Industrie et Développement technologique

Problème : Faible valorisation des matières 1ères locales

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer l'industrialisation à travers la transformation et la valorisation des matières premières locales et la promotion des exportations	Degré de valorisation de la matière première	Rapport DD-IMIDT/Dia	Les appuis sont nécessaires sont déployés en vue de faciliter l'activité	Nombre d'appuis	Rapport DD-IMIDT/Dia
Objectif global	Améliorer les conditions de valorisation des matières premières locales	Taux d'amélioration des conditions de valorisation	Rapport DD-IMIDT/Dia	Des appuis sont accordés en vue de faciliter l'activité	Nombre d'appuis	Rapport DD-IMIDT/Dia
Objectifs spécifiques	Améliorer le développement de l'industrie et de la technologie	Niveau des conditions mis en place	Rapport DD-IMIDT	Les conditions mises en place sont opérationnelles	Disponibilité de tous les préalables	Rapport DD-IMIDT/Dia
	Améliorer l'exploitation des ressources	Quantités extraites et contrôlées	Rapports DD-IMIDT Commune	Des appuis sont accordés en vue de faciliter l'activité	Nombre d'appuis	Rapport DD-IMIDT/Dia
Résultats	Les conditions sont réunies pour accompagner les industries	Niveau de satisfaction des industriels	Rapport DD-IMIDT ; Enquêtes	Les conditions mises en place sont opérationnelles	Disponibilité de tous les préalables	Rapport DD-IMIDT/Dia
	Les ressources minières sont mieux exploitées	Contribution au PIB et dans le CA de la Commune	Rapports DD-IMIDT Commune	Des appuis sont accordés en vue de faciliter l'activité	Nombre d'appuis	Rapport DD-IMIDT/Dia

ACTIVITES	
Pour R1 : Les conditions sont réunies pour accompagner les industries	Pour R2 : Les ressources minières sont mieux exploitées
1.1-Plaidoyer pour la mise en place des réformes requises pour rendre l'environnement du secteur industriel plus attractif (1X500 000= 500 000 frs)	2.1- Création de la carrière de pierres de Makabaye en conformité avec la réglementation en vigueur (1X5 000 000= 5 000 000 frs)
1.2- Mise en place un dispositif opérationnel d'incitation et d'accompagnement de l'investissement privé dans la création des PMI (1X500 000= 500 000 frs)	2.2- Sécurisation et matérialisation d'au moins 05 carrières de sables (plaques, bornes, ...) (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
	2.3- Aménagement des voies d'accès aux principales carrières matérialisées (6 X 10 000 000 = 60 000 000 frs)
	2.5 Vulgarisation et sensibilisation des autorités communales et des artisans miniers sur les textes en vigueur (code minier et décret d'application) (1X500 000 = 500 000 frs)
	2.6 Plaidoyer pour la publication des résultats de l'étude sur le potentiel minier de la zone (1X500 000= 500 000 frs)
1 000 000 frs	121 500 000 frs
Coût total	122 500 000 frs

Cadre logique 28 : Travail et sécurité social**Problème : Difficultés d'accès au travail décent et à la sécurité sociale**

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Prémunir les populations des maux, fléaux et risques sociaux et promouvoir la sécurité sociale	Niveau d'amélioration des conditions de travail et d'accès à la sécurité sociale	Rapports DD TSS	Le régime de la sécurité sociale est défini	Niveau du dispositif d'accompagnement	Rapports DD TSS
Objectif global	Améliorer les conditions des travailleurs par une bonne garantie de la sécurité sociale	Niveau d'amélioration des conditions de travail et d'accès à la sécurité sociale	Rapports DD TSS	Le régime de la sécurité sociale est défini	Niveau du dispositif d'accompagnement	Rapports DD TSS
Objectifs spécifiques	Favoriser l'accès à la sécurité sociale	Nombre de travailleur affiliés à la CNPS ; Nombre de travailleur sensibilisés sur leurs droits Nombre de syndicats créés	Rapports DD TSS	Le régime de la sécurité sociale est défini	Niveau du dispositif d'accompagnement	Rapports DD TSS
	Améliorer l'accès de tous les corps de métier à la sécurité sociale	Nombre de corps de métier affiliés Nombre de corps de métier sensibilisé	Rapports DD TSS	Le régime de la sécurité sociale est défini	Niveau du dispositif d'accompagnement	Rapports DD TSS
Résultats	L'accès à la sécurité sociale est favorisé	Taux de travailleurs affiliés à la CNPS	Rapports DD TSS	Le régime de la sécurité sociale est défini	Niveau du dispositif d'accompagnement	Rapports DD TSS
	L'accès de tous les corps de métier à la sécurité sociale est amélioré	Taux des personnes issus des corps de métier bénéficiant d'une sécurité sociale	Rapports DD TSS	Le régime de la sécurité sociale est défini	Niveau du dispositif d'accompagnement	Rapports DD TSS

ACTIVITES	
Pour R1 : L'accès à la sécurité sociale est favorisé	Pour R2 : L'accès de tous les corps de métier à la sécurité sociale est amélioré
1.1-Sensibilisation des entrepreneurs sur leurs responsabilités sociales (1X 1 000 000= 1 000 000 frs)	2.1 Sensibilisation des corps de métier sur les procédures d'affiliation à la CNPS (motos taxi, call box, ...); (1X 2 000 000= 2 000 000frs)
1.2-Dotation du personnel de contrôle des entreprises en moyens efficaces de contrôle (véhicules, primes, logements...) (03X 10 000 000= 30 000 000 frs)	2.2 Création des mutuelles de santé autour des corps de métier ; (1X 2 000 000 = 2 000 000frs)
1.3-Renforcement des cadres de concertations entre administration du travail et employeurs avec l'appui du sectoriel (séminaires, ateliers de renforcement des capacités au profit des employeurs) (1X 1 000 000= 1 000 000 frs)	2.3 Organisation des corps de métier pour la mise en place des caisses d'assistance sociale (maladies, ...) pour des corps de métier ne pouvant pas gérer une mutuelle (1X 2 000 000 = 2 000 000frs)
1.4-Sensibilisation des travailleurs sur leurs droits et devoirs (1X 1 000 000= 1 000 000 frs)	2.4- Mise en place des caisses d'assistance sociale (maladies, ...) pour des corps de métier ne pouvant pas gérer une mutuelle (1X 2 000 000 = 2 000 000frs)
1.5-Création des syndicats des travailleurs affiliés aux syndicats nationaux reconnus (1X 1 000 000= 1 000 000 frs)	
1.6-Renforcement des dispositions sociales dans les dossiers des entrepreneurs (1X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	
39 000 000 frs	8 000 000 frs
Coût total	47 000 000 frs

Cadre logique 29 : Changements climatiques

Problème : Baisse de la productivité agro-sylvo-pastorale et halieutique

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer une production durable en quantité et en qualité dans les filières agro-sylvo-pastorale et halieutique porteuses	La contribution des différents secteurs à l'amélioration des conditions de vie des populations	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions agro-sylvo-pastorales	Nombre d'appuis déployés	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia
Objectif global	Améliorer la productivité agro-sylvo-pastorale	Niveau des productions agro-sylvo-pastorale et halieutique et leur contribution au PIB	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les appuis divers sont déployés pour soutenir les productions agro-sylvo-pastorales	Nombre d'appuis déployés	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia
Objectifs spécifiques	Promouvoir le développement d'une agriculture rentable	Niveau/taux d'accroissement des revenus agricoles ;	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les conditions climatiques sont favorables	Hauteur des précipitations Cycle des pluies	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia
	Améliorer la compétitivité pastorale et halieutique	Taux d'accroissement des revenus issus de l'élevage et de l'aquaculture	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les épizooties sont rares et vite maîtrisées	Taille du cheptel	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia
	Améliorer la productivité sylvicole	Degré d'écosystèmes réhabilités Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les appuis de divers partenaires pour soutenir la gestion durable des ressources forestières	Nombre d'appuis déployés	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia
Résultats	Les populations pratiquent une agriculture rentable	Niveau/taux d'accroissement des revenus agricoles ;	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les conditions climatiques sont favorables	Hauteur des précipitations Cycle des pluies	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia
	La compétitivité pastorale et halieutique est améliorée	Taux d'accroissement des revenus issus de l'élevage et de l'aquaculture	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les épizooties sont rares et vite maîtrisées	Taille du cheptel Tonne de produits issus des étangs	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia
	L'Etat et les populations s'investissent dans la production sylvicole	Degré d'écosystèmes réhabilités Niveau d'augmentation des surfaces reboisées	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia	Les appuis de divers partenaires pour soutenir la gestion durable des ressources forestières	Nombre d'appuis déployés	Rapports DD-ADER/Dia DD-EPIA/Dia DD-FF/Dia DD-EPDED/Dia

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES		
Pour R1 : Les populations pratiquent une agriculture rentable	Pour R2 : La compétitivité pastorale et halieutique est améliorée	Pour R3 : L'Etat et les populations s'investissent dans la production sylvicole
1.1 Aménagement de 250 Ha de terres cultivables pour l'agriculture de 2ème génération à Meskine, Katoual, Salak, Ngassa (250 X 1 000 000 = 250 000 000 frs)	2.1 : Introduction des plantes fourragères en association avec les cultures (1X2 000 000= 2 000 000 frs)	3.1 : Mise en œuvre du plan de reboisement communal par : <ul style="list-style-type: none"> - La réalisation d'une pépinière communale, - D'une campagne de reboisement à Makabaye, Ngassa, Zokok, Salak, Meskine et Katoual - La Plantation et le remplacement des arbres de bordures de routes - L'entretien de ces arbres d'alignement (élagage, abattage des arbres mourants) (5 X 2 000 000 = 10 000 000 frs)
1.2 Appui aux personnes pratiquant le maraîchage dans l'exploitation des bas-fonds par l'octroi de 100 motos pompes (100 X 150 000 = 15 000 000 frs)	2.2 Formation de la population aux techniques d'ensilage traditionnel (2X2 000 000=4 000 000 frs)	3.2 Encouragement des populations à la pratique de l'agroforesterie (plantation des Faidherbia dans les champs de saison de pluie, des haies vives avec des espèces fourragères telles Acacias Nilotica, ..) (5 X 2 000 000 = 10 000 000 frs)
1.3 Acquisition de 5 tracteurs dont la gestion est confiée à la Commune (5 X 5 000 000 = 25 000 000 frs)	2.3 Construction de 05 forages pastoraux (Salak, Katoual, Ngassa, Bao Hosseré, Palar)	3.3 Création de 04 forêts communautaires (01 par lawanat), boisement des espaces dégarnis et l'implication des populations 4 X 50 000 000 = 200 000 000 frs)
1.4 Organisation des séances de formation sur les techniques de conditionnement des produits maraîchers (2 X 4 000 000 = 8 000 000 frs)	2.4 Renforcement des capacités de production de la NOTACAM (unité de transformation coopérative des peaux de bêtes) (1 X 2 000 000 = 2 000 000)	3.4 Création d'une forêt communale intégrant la montagne de Makabaye et un jardin botanique à son piedmont (Site éco touristique) (01 X 100 000 000 = 100 000 000 frs)
1.5 Formation des paysans sur les techniques de fabrication des engrains biologiques (utilisation des engrains et pesticides biologiques dans les cultures maraîchères, techniques de drainage des eaux,) (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	2.5 Vulgarisation des techniques d'aquaculture/pisciculture par l'organisation de 02 séances de formation par an (2X5 000 000= 10 000 000)	3.5 Intensification des activités de pérennisation et de conservation de la réserve forestière de Fergo X 10 000 000 = 10 000 000 frs)
1.6 Appui en intrants résistants (adaptés aux conditions climatiques) pour les groupes constitués de la Commune (10 X 2 000 000 = 20 000 000 frs)	2.6 : Création de 02 étangs piscicoles à Makabaye et au CNFZVH; (2X15 000 000=30 000 000 frs)	3.6 Fourniture des plants aux populations afin de susciter en eux l'intérêt (1X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
1.7 Appui à la mise en place de 02 coopératives agricoles à Meskine et Katoual (2 X 250 000 = 500 000)	2.7 : Construction d'un centre d'alevinage au CNFZVH de Maroua (1 X 17 000 000 = 17 000 000 frs)	3.7 Formation des populations sur les techniques d'élevage non conventionnelles (Aulacodes, rats géants, ...) (1X 5 000 000 = 5 000 000 frs)
300 500 000	65 000 000	340 000 000
Coût total		705 500 000

Cadre logique 30 : Petite enfance

Problème : Faible épanouissement des enfants

Stratégie		Indicateurs par niveaux de la stratégie et Sources		Suppositions	Indicateurs de suppositions et sources	
Niveaux	Formulations	Indicateurs	Sources		Indicateurs	Sources
Objectif supérieur	Assurer à l'enfant de bonnes bases pour sa protection, sa croissance, son développement et son épanouissement	Conditions de vie des enfants	Préfecture DD-Santé DD-EDUB DD-ESEC	Les appuis divers sont déployés pour soutenir l'encadrement des enfants	Nombre d'appuis déployés	Préfecture DD-Santé DD-EDUB DD-ESEC
Objectif global	Améliorer l'épanouissement des enfants	Conditions de vie des enfants	Préfecture DD-Santé DD-EDUB DD-ESEC	Les appuis divers sont déployés pour soutenir l'encadrement des enfants	Nombre d'appuis déployés	Préfecture DD-Santé DD-EDUB DD-ESEC
Objectifs spécifiques	Garantir aux enfants leur citoyenneté	Taux d'accroissement des enfants disposant d'un acte de naissance	Préfecture Commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir l'encadrement des enfants	Nombre d'appuis déployés	Préfecture Commune
	Améliorer l'état nutritionnel des enfants	Niveau (à la baisse) des enfants malnutris	District de santé	Les parents participent aux programmes existant	Nombre de consultations et/ou de prises en charge pour malnutrition	District de santé
	Protéger la petite enfance contre les maladies contagieuses courantes	Niveaux de couverture des différents programmes	District de santé	Les parents participent aux programmes existant	Nombre de parents réfractaires aux différents programmes	District de santé
	Faciliter l'accès des enfants à l'éducation	Niveau de scolarisation des enfants	DD-EDUB DD-ESEC	Les parents acceptent de scolariser les jeunes filles	Nombre de jeunes filles scolarisées	DD-EDUB DD-ESEC
Résultats	Chaque camerounais peut jouir de sa citoyenneté	Nombre d'enfants disposant d'un acte de naissance	Préfecture Commune	Les appuis divers sont déployés pour soutenir l'encadrement des enfants	Nombre d'appuis déployés	Préfecture Commune
	Les enfants sont mieux nourris	Nombre (à la baisse) d'enfants malnutris	District de santé	Les parents participent aux programmes existant	Nombre de consultations et/ou de prises en charge pour malnutrition	District de santé
	Les enfants sont protégés contre les maladies contagieuses courantes	Taux de couverture des différents programmes	District de santé	Les parents participent aux programmes existant	Nombre de parents réfractaires aux différents programmes	District de santé
	L'accès des enfants à l'éducation est facilité	Taux de scolarisation des enfants	DD-EDUB DD-ESEC	Les parents acceptent de scolariser les jeunes filles	Nombre de jeunes filles scolarisées	DD-EDUB DD-ESEC

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

ACTIVITES			
Pour R1 : Chaque camerounais peut jouir de sa citoyenneté	Pour R2 : Les enfants sont mieux nourris	Pour R3 : Les enfants sont protégés contre les maladies contagieuses courantes	Pour R4 : L'accès des enfants à l'éducation est facilité
1.1 Redynamisation des 04 centres secondaires d'Etat civil de chaque lawanat (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)	2.1 Renforcement des stocks de compléments alimentaires dans les formations sanitaires (9 X 1 000 000 = 9 000 000 frs)	3.1- Sensibilisation des populations sur les règles d'hygiène usuelles ; (13 X 1 000 000 = 13 000 000 frs)	4.1 Construction de 04 blocs maternels: Baoliwol; Zokok-Laddeo; Katoual, et Louggol (4 X 24 000 000 = 96 000 000 frs)
1.2 Appui logistique et en personnel aux 04 centres d'état civil (1 agent d'état civil, matériel de bureau) (4 X 1 500 000 = 6 000 000 frs)	2.2 Formation des femmes sur l'utilisation du savoir faire local dans l'alimentation des enfants (9 X 500 000 = 4 500 000 frs)	3.2-Formation des relais communautaires sur les mesures de potabilisation des eaux ; (13 X 1 000 000 = 13 000 000 frs)	4.2- Construction de 67 blocs de 2 salles de classe à Djarengol Kaigama I: Djarengol Kaigama 1; II: 1; Djarengol Kaigama II A:2 et Djarengol Kaigama II B:2 Domayo I: 2; Domayo II: 2; Ngassa: 2; Palar I : 2; Palar II: 2; et Palar III : 3; Pont vert I : 1 ; et Pont vert II: 2 ; Ziling : 1; Djarengol Bilingue : 5; Salak II : 1; Katoual : 4; Hedjer :3; Meskine: 3; Mokora- Sombola: 2; Mougoudi: 2; Zokok-Laddeo: 5; Doulgou: 4; Bao Hossere I: 3; Yonkole: 2; Bao Hossere II: 2; Goyang: 3; Louggol Sambo: 3; Mayel Bei: 3; Maza : 3 (67 X 16 000 000 = 1 072 000 000 frs)
1.3 Sensibilisation des secrétaires d'Etat civil sur le respect de la "nationalité camerounaise" (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)		3.3- Sensibilisation des populations sur les méfaits de la défécation à l'air libre (surtout dans les mayo) (20 X 1 000 000 = 20 000 000 frs)	3.3- Construction de 35 clôtures dans les : ✓ EM : Para; Ouro-tchétré; Djarengol (bilingue); Salak; Katoual; Zokok Laddeo; pont vert ✓ EP: Palar 1; Palar 2; Palar 3; Makabaye 1; Makabaye 2; Djarengol Bilingue; Salak 1; Salak 2; Katoual; Beguele; Goubewo; Hedjer; Mokora-Sombola; Zokok-Laddeo; Bao Hossere 1; Bao Hossere 2; Yonkole; Goyang; Louggol-Sambo; Mayel Bei; Doulgou; Maza; Palaoudi; Tchofabani; Yamdjidjim; Mougoudi, Djarengol Kaigama I; Djarengol Kaigama II (35 X 10 000 000 = 350 000 000 frs)
1.4 Mise en place d'une passerelle entre		3.4- Sensibilisation des populations sur la nécessité de maîtriser son statut	4.4- Construction de 08 blocs de 3

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

les accoucheuses traditionnelles et les centres d'Etat civil (4 X 500 000 = 2 000 000 frs)		sérologique (14 X 1 000 000 = 14 000 000 frs)	latrines à: EM Zokok-Laddeo; EP Beguele; EP Goubewo; EP Hedjer; EP Mokora-Sombola, EP Bao Hossere 1, EP Dakar, EP Dengui (8 X 3 500 000 = 28 000 000 frs)
1.5 Organisation de 02 séances collectives d'audiences foraines en vu de la délivrance de jugements supplétifs d'acte de naissance (2 X 1 000 000 = 2 000 000 frs)		3.5- Organisation périodique des campagnes de dépistage gratuit des IST/VIH/SIDA (surtout pendant les vacances) (14X1 000 000 = 14 000 000frs)	4.5- Construction de 20 points d'eau à : EM Ouro Tchédé ; EM Salak ; EM Zokok Laddeo; EP Makabaye 1et 2; Salak 1 et 2 ; EP Goubewo; EP Hedjer; EP Mokora Sombola; EP Yonkole; EP Goyang; EP Louggol Sambo ; EP Mayel Bei ; EP Doulgou ; EP Maza ; EP Palaoudi et EP Tchoffabani (20 X 8 000 000 = 160 000 000 frs)
		3.6- Ouverture d'une UPEC dans les 09 formations sanitaire de la Commune de Maroua 1er (9X10 000 000 = 90 000 000frs)	4.6- Réhabilitation de 16 salles de classe: EMA Domayo (4); EP Louggol 3A (4). EP Louggol 3B (4); EP Katoual (1). EP Palaoudi (1) et EP Tchoffabani (2) ; EP Palar 3 (16 X 5 000 000 = 80 000 000 frs)
		3.7- Plaidoyer pour la gratuité du CD4 (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	5.7- Dotation de 8440 table-bancs : <ul style="list-style-type: none"> • EM de: Baoliwol:45; Domayo: 57; Pont vert: 7 • Katoual: 9; Zokok Laddeo: 3; • EP de: Djarengol Kaigama I: 248; Djarengol Kaigama II: 268 • Djarengol Kaigama II A: 339 et Djarengol Kaigama II B : 291 ; Hardé I: 38 ; et Hardé II : 85 ; Domayo I : 161 et Domayo II: 173 ; Louggol I:105; Louggol II: 149; Louggol IIIA162; et Louggol IIIB:188; Ngassa: 211; Palar I: 399; Palar II: 355 et Palar III: 290; Makabaye I: 66 et Makabaye II: 45; Pont vert I : 44 et Pont vert II : 5 ; Ziling: 56; Djarengol Bilingue: 163; Salak I: 33 et Salak II: 2; Katoual:

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

			554; Hedjer: 194; EP Meskine: 443; Mokora Sombola: 47; Mougoudi: 51; Zokok Laddeo: 158; Bao Hossere I: 158 et II: 82; Yonkole: 131; Goyang : 164 ; Louggol Sambo : 123 ; Mayel Bei: 77; Doulgou: 161; Maza: 123 ; Palaoudi: 22 ; et Tchofabani : 132 (8440 X 15 000 = 126 600 000 frs)
		3.8- Plaidoyers auprès des leaders communautaires pour encourager les CPN et accepter les vaccinations (13 X 1 000 000 = 13 000 000 frs)	4.8- Renforcement du reboisement des 57 établissements (en 2015) (57x1 000 000 = 57 000 000 frs)
		3.9- Sensibilisation et motivation des agents temporaires du PEV en vue de la couverture totale des quartiers et des villages (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	4.9- Construction de 88 logements d'astreinte en zone rurale (88X 5 000 000 = 440 000 000 frs)
		3.10- Sensibilisation des populations sur leur participation effective aux journées nationales de vaccination et aux consultations prénatales (1 X 1 000 000 = 1 000 000 frs)	4.10- Construction centre préscolaire à Palar II (01X 8 000 000 = 8 000 000 frs)
		3.11- Sensibilisation des parents sur les dangers des accouchements à domicile (inclus dans 3.1)	4.11- Aménagement de l'ICE de Maroua (01X 15 000 000 = 15 000 000 frs)
		3.12- Organisation d'une campagne de redistribution du MILDA à la population (1 X 2 000 000 = 2 000 000 frs)	4.12- Dotation en 342 bureaux de maître (342 X 30 000 = 10260 000 frs)
		3.13- Dotation des mobilisateurs sociaux/relais communautaires du TDR+ACT pour les cas de paludisme simple (1 X 5 000 000 = 5 000 000 frs)	
		3.14- Organisation de 04 campagnes annuelles de dépistage systématique des hépatites et HTA (4 X 1 000 000 = 4 000 000 frs)	
16 000 000 frs	13 500 000 frs	191 000 000 frs	2 442 860 000 frs
Total			2 663 360 000 frs

5.3 Coût estimatif du PCD

.N°	SECTEUR	COUTS ESTIMATIFS (FCFA)
1	Agriculture et Développement rural	914 500 000
2	Elevage, Pêche et Industries animales	469 000 000
3	Enseignements secondaires	1 167 330 000
4	Education de base	2 447 360 000
5	Santé publique	834 965 000
6	Environnement, Protection de la Nature et Développement durable	699 500 000
7	Cadastre et Affaires foncières	86 000 000
8	Eau	1 075 200 000
	Energie	690 750 000
	Assainissement	556 800 000
9	Habitat et Développement Urbain	5 590 750 000
10	Forêt et Faune	510 000 000
11	Enseignement supérieur	773 000 000
12	Communication	205 000 000
13	Travaux publics	5 428 500 000
14	Transports	282 000 000
15	Postes et Télécommunication	77 500 000
16	Affaires sociales	893 000 000
17	Promotion de la Femme et de la Famille	411 000 000
18	Jeunesse et Education Civique	195 000 000
19	Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre	340 000 000
	Administration territoriale, décentralisation, sécurité et maintien de l'ordre (Institution communale)	351 600 00
20	Sports et Education Physique	346 700 000
21	Emploi et Formation professionnelle	268 500 000
22	PME, Economie sociale et Artisanat	113 200 000
23	Recherche Scientifique et Innovation	78 000 000
24	Tourisme et Loisirs	264 500 000
25	Art et culture	196 500 000
26	Commerce	346 000 000
27	Mines, Industrie et développement technologique	122 500 000
28	Travail et sécurité sociale	47 000 000
COUT ESTIMATIF TOTAL		25 465 215 000

Le coût estimatif total des cadres logiques est évalué à **25 465 215 000 FCFA TTC** (Vingt Cinq Milliards Quatre Cent Soixante cinq Millions Deux Cent Quinze Mille).

N.B : Il faut souligner que seules les études de faisabilité détermineront avec exactitude les coûts des microprojets.

6. PROGRAMMATION

6.1. Liste des projets prioritaires par village

Au vue des innombrables besoins des populations et compte de tenu des moyens assez limités, il a été procédé à une classification des microprojets par ordre de priorité pour les populations et par village. Il s'agit en clair des projets que les populations aimeraient voir réalisés en premier. Ceux-ci ont été regroupés en deux groupes : les microprojets sociaux et les microprojets économiques.

N°	Village	Microprojets sociaux					Microprojets économiques			Total	MP prioritaire
		MP 1	MP 2	MP 3	MP 4	MP 5	MP 1	MP 2	MP 3		
1.	Katoual	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Ouro dow	Dotation en table banc au lycée et EP de Katoual (200)	Electrification du CSI de Katoual (500 m)	Construction d'un bloc de 2 salles de classe au lycée de Katoual	Electrification du lycée de Katoual (500 m)	Dotation de 10 GIC en moto pompe et accessoires	Construction d'un hangar au marché de Katoual	Acquisition d'un moulin à Katoual	57 000 000	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Ouro dow
		Cout	8 000 000	3 000 000	1 000 000	18 000 000	10 000 000	10 000 000	3 000 000	1 000 000	8 000 000
2.	Zébé	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Zébé	Création et Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Boudougou	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Yamdjidjim 1	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Boudougou	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Yamdjidjim 2	Acquisition d'un moulin à Zébé	Construction d'un magasin à oignon à Zébé	Dotation de 10 GIC en moto pompe et accessoires	55 000 000	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Zébé
		Cout	8 000 000	8 000 000	8 000 000	16 000 000	8 000 000	1 000 000	5 000 000	10 000 000	8 000 000
3.	Maza	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Maza Ouro Bah	Ouverture d'une route rurale de 6 km (de Salak à Gala)	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Maza Ouro Garga	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Maza Ouro Bah	Construction d'un forage équipé d'une PMH à Maza Mango	Acquisition d'un moulin à Maza Ouro Bah	Dotation en semences améliorées du sorgho aux OP	Distribution de 400 foyers améliorés	75 000 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Maza Ouro Bah
		Cout	16 000 000	20 000 000	8 000 000	16 000 000	8 000 000	1 000 000	2 000 000	2000000	16 000 000
4.	Dengui	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Bao Hosseré II	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Yonkolé	Réhabilitation des 2 forages de Bao Hosseré	Réhabilitation de 04 latrines EP Yonkolé	Reprofilage de la route Bao Hosseré-Doulougou (2km)	Construction d'un puits pastoral à exhaure manuel à Bao Hosseré	Construction d'un magasin à oignon à Doulougou	Acquisition d'un moulin à Doulougou	55 500 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Bao Hosseré II
		Cout	20 000 000	16 000 000	1 000 000	1 500 000	5 000 000	10 000 000	5 000 000	1 000 000	20 000 000
5.	Mayel Bei	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Mayel Bei	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Doulougou	Construction d'un forage équipé de PMH à EP Mayel Bei	Construction d'un forage équipé de PMH à Dédeb	Construction d'un forage équipé de PMH à Tchakamadje	Construction d'un magasin à céréale à Kaloua	Acquisition d'un moulin à Kaloua	Valorisation des bas-fonds pour maraîchage	64 000 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Mayel Bei
		Cout	16 000 000	16 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	5 000 000	1 000 000	2 000 000	16 000 000

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Villa ge	Microprojets sociaux					Microprojets économiques			Tot al	MP prioritaire
		MP 1	MP 2	MP 3	MP 4	MP 5	MP 1	MP 2	MP 3		
6.	Gaklé	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Djagalai	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP LOUGGOL	Construction d'un forage équipé de PMH à EP Goyang	Plaidoyer pour la création et la création d'un CES	Plaidoyer pour la création et la construction d'un CSI à Gaklé	Construction d'un magasin à oignon à Boudougou	Construction d'un magasin à céréale à Gaklé	Construction d'un magasin à oignon à Djagalai	106 000 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Djagalai
		Cout	16 000 000	16 000 000	8 000 000	1 000 000	50 000 000	5 000 000	5 000 000		16 000 000
7.	Zoko k Ladd éo	Construction bloc maternelle à Zokok Laddéo	Extension du réseau électrique sur 3 km	Plaidoyer pour la création et construction d'un CSI à Zokok Laddéo	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Zokok Laddéo	Construction d'un forage équipé de PMH à Goni bello 2	Construction d'un puits pastoral à Yoldéo foulbé	Construction d'un magasin à céréale à Zokok Laddéo	Création et Construction d'un marché périodique	146 000 000	Construction d'un bloc maternelle à Zokok Laddéo
		Cout	25 000 000	30 000 000	50 000 000	16 000 000	8 000 000	10 000 000	5 000 000		25 000 000
8.	Meski ne	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Hedjer	distribution du réseau ENEO en basse tension aux ménages du village Béguélé (10km)	Dotation en table banc au EPA (100), EP(100) Meskine	Réhabilitation d'un forage à Goubéwo	Construction d'un centre multifonctionnel	Construction d'un bloc de 20 boutiques au marché de Meskine	Construction d'un magasin à oignon à Meskine	Construction d'un hangar au marché de Meskine	187 000 000	Construction d'un bloc de 20 boutiques au marché de Meskine
		Cout	16 000 000	10 000 000	3 000 000	5 000 000	45 000 000	100 000 000	5 000 000		25 000 000
9.	Dakar	Construction d'un forage équipé de PMH à Goni Bello 1	Plaidoyer pour la création de EP Wendou	Construction d'un radié entre Dakar Oumarou et Dakar Ouro Aya	Construction d'un forage équipé de PMH à Bilmiti Zalao	Reprofilage de la route Dakar-Ouro Tchédé (5km)	Construction d'un magasin à oignon à Dakar Oumarou	Distribution de 200 foyers améliorés	Dotation de 10 GIC en moto pompe et accessoires	79 000 000	Construction d'un forage équipé de PMH à Goni Bello 1
		Cout	8 000 000	1 000 000	25 000 000	8 000 000	21 000 000	5 000 000	1 000 000		8 000 000
10.	Palao udi	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Palaoudi	Construction d'un dalot sur le mayo entre Salak et Palaoudi (20m)	Construction d'un forage équipé de PMH Palaoudi Foulbé	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Palaoudi	Construction d'un forage équipé de PMH à Palaoudi Guiziga	Appui à la vulgarisation semences améliorées sorgho	Construction d'un puits pastoral	Distribution de 200 foyers améliorés	151 000 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Palaoudi
		Cout	20000 000	100 000 000	8 000 000	16 000 000	8 000 000	2 000 000	10 000 000		20 000 000
11.	Doya ng	Réhabilitation de 2 salles de classe à l'EP Tchoffabani	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Tchoffabani	Construction d'un forage équipé de PMH à Tchasdéo	Construction d'un forage équipé de PMH à Djam Nahi	Construction d'un forage équipé de PMH à Tchoffabani	Connexion au réseau électrique du quartier Tchoffabani 5 km	Acquisition d'un moulin à Tchoffabani	Dotation de 10 GIC en moto pompe et accessoires	86 000 000	Réhabilitation de 2 salles de classe à l'EP Tchoffabani
		Cout	8 000 000	16 000 000	8 000 000	8 000 000	8 000 000	25 000 000	3 000 000		8 000 000

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Villa ge	Microprojets sociaux					Microprojets économiques			Tot al	MP prioritaire			
		MP 1	MP 2	MP 3	MP 4	MP 5	MP 1	MP 2	MP 3					
12.	Salak Garré	Construction d'un bloc de 2 salles de classe au lycée technique	Réhabilitation CSI	Construction d'un forage équipé de PMH au marché	Construction d'un centre de promotion de la femme	Construction d'un bloc de 2 salles de classe au lycée technique	Construction d'un bloc de 10 boutiques au marché de Salak	Construction d'un magasin à céréale au marché	Réhabilitation de l'air d'abattage	169 000 000	Construction d'un bloc de 2 salles de classe au lycée technique			
	Cout	18 000 000	25 000 000	8 000 000	45 000 000	18 000 000	50 000 000	5 000 000	10 000 000		18 000 000			
13.	Salak Yoldé o	Construction d'un forage équipé de PMH à Yoldéo Guiziga	Construction d'un forage équipé de PMH à Yoldéo Foulbé	Réhabilitation du forage de la chefferie	Construction d'un bloc de 2 salles de classe à EP Bilingue	Construction d'un télé centre communautaire	Acquisition d'un moulin au GIC des femmes de Yoldéo Foulbé	Construction d'un magasin à céréale à Yoldéo Guiziga	Construction d'un puits pastoral à Yoldéo foulbé	97 500 000	Construction d'un forage équipé de PMH à Yoldéo Guiziga			
	Cout	8 000 000	8 000 000	500 000	16 000 000	50 000 000	1 000 000	5 000 000	10 000 000		8 000 000			
14.	Ngas sa Hami dou	Equipement salle d'accouchement de CSI	Réhabilitation de 4 forages	Reprofilage route Ngassa-Pont vert (2km)	Réhabilitation du dalot à l'entrée pont vert	Extension du réseau ENEO du pont vert à Ngassa 2 km	Réalisation d'un puits pastoral	Appui à la vulgarisation semences améliorées du sorgho	Appui à la vulgarisation foyers améliorés	100 500 000	Equipement salle d'accouchement de CSI			
	Cout	10 000 000	1 500 000	5 000 000	50 000 000	20 000 000	10 000 000	2 000 000	2 000 000		10 000 000			
15.	Maka baye	Construction bloc de 2 salles de classe au CES	Dotation en table banc à l'EP (100), CES (100)	Réhabilitation CSI	Extension du réseau CDE de Maroua	Raccordement au réseau ENEO de Maroua 2 km	Construction d'un centre zootechnique et vétérinaire	Appui à la valorisation et à l'exploitation des PFNL	Appui à la valorisation des bas-fonds pour maraîchage	104 000 000	Construction bloc de 2 salle de classe au CES			
	Cout	18 000 000	6 000 000	20 000 000	50 000 000	20 000 000	20 000 000	5000 000	5 000 000		18 000 000			
16.	Maroua Urbain	Construction d'un bloc maternel à l'EM Baoliwol	Construction d'un bloc maternel à l'EM Louggol	Réhabilitation de 04 salles à l'EP Palar III	Construction d'un Pont sur le mayo Ziling 15 m	Assainissement des quartiers Ziling, Ouro Tchéde et Makabaye	Extension du réseau électrique d'ENEKO dans les quartiers de Palar, Ziling, Makabaye (10 km)	Réhabilitation du radier de Makabaye	Aménagement de 50 Ha de terres cultivable pour l'agriculture de 2ème génération à Meskine,	Création de 01 étangs piscicole s à Makabaye et à Maroua	Création d'une entreprise de fabrication de savon local	Création d'une entreprise de fabrication du savon local	Mise en place d'une régie de transport en commun	Construction d'un bloc maternel à l'EM Baoliwol
		25 000 000	25 000 000	20 000 000	10000000	500000000	100000000	200000000	50 000 000	5000000	20000000	50000000	25 000 000	

6.2. Classification des Cantons par ordre de financement

Le tableau de bord suivant est élaboré dans le but de faciliter la répartition spatiale des investissements. A ce titre, il aidera le décideur à mieux appréhender le dispatching des microprojets sur toute l'étendue de la Commune. Ainsi donc, aucun village (au travers de son canton) ne sera lésé et les microprojets seront réalisés de manière cyclique (du premier au dernier village sauf en cas de force majeur).

Classement des villages Classement des Cantons	1	2	3	4	5
1. Espace urbain					
2. Meskine	Meskine	Dengui	Gaklé		
3. Salak	Garré	Palaoudi	Mayel Bei	Maza	Yoldéo
4. Zokok L	Zokok	Dakar	Doyang		
5. Katoual	Katoual	Zébé			

6.3 Tableau de mobilisation des ressources

Toute programmation des microprojets doit tenir compte au préalable des ressources disponibles. C'est ainsi que le tableau suivant fait ressortir les ressources mobilisables par la Commune sur les trois prochaines années. Il s'agit des ressources dont la Commune est déjà sûre de pouvoir mobiliser.

N°	Source	Nature	Montant total	Année de mobilisation			Secteur	Observations
				2016	2017	2018		
1.	PNDP	Allocation	155 000 000	155 000 000				
2.	COMMUNE	Fonds propres (BC)	431 841 058	143 947 019	143 947 019	143 947 019		
3.	CUM	Allocation	90 000 000	90 000 000			MINHDU	Fonds non utilisés au cours de l'exercice 2014
4.	PRODEBALT	Convention	62 000 000	62 000 000				
5.	FEICOM	Convention	8 000 000					
6.	BIP	Ressources transférées	1 323 059 000	1 323 059 000				
Total			2 069 900 058	1 774 006 019	143 947 019	143 947 019		

6.4 Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires

Sûre de pouvoir mobiliser un certain montant, une programmation des projets issus des cadres logiques a été réalisée par les conseillers présents sur trois ans (en tenant en compte l'ordre de financement des cantons préalablement établi :

Projets	Coût	Contribution des partenaires	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
Construction de la clôture du bâtiment communal (l'hôtel de ville de Maroua 1er) et VRD	80000000	68 000 000	FEICOM	Mairie de Maroua 1er				MINTP FEICOM MINMAP
		12 000 000	COMMUNE					
Traitement des nids de poules	10000000	10 000 000	COMMUNE	(Carrefour dépôt Guinness-Stade municipal; Long du mur Garnison-CNPS bureau; Carrefour Collège de l'espoir- Rdece Ministre Adji Abdoulaye-Ouro Tchédé 1,5 km.)				MINDUH MINMAP
Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots	25 000 000	25 000 000	COMMUNE	Domayo, Djarengol, Palar; Ziling				MINDUH MINMAP
Construction d'un puits équipé de PMH	3 500 000	3 500 000	COMMUNE	EM de Zokok Laddéo				MINEE MINMAP
Construction d'un puits équipé de PMH dans l'espace urbain	3 500 000	3 500 000	COMMUNE	Domayo complexe sportif				MINEE MINMAP
Construction d'un puits équipé de PMH	3 500 000	3 500 000	COMMUNE	Marché du Carrefour Para				MINEE MINMAP
Construction d'un puits équipé de PMH	3 500 000	3 500 000	COMMUNE	Domayo vers l'EP Louggol				MINEE MINMAP
Construction d'un puits équipé de PMH	3 500 000	3 500 000	COMMUNE	Maza Ouro Garga				MINEE MINMAP
Entretien des puits et forages existants (....)	2 500 000	2 500 000	COMMUNE	PM				MINEE MINMAP
Construction des drains et caniveaux dans l'espace urbain	5 000 000	5 000 000	COMMUNE	Pitoaré (Au niveau de l'entrée GMI)				MINHDU MINMAP
Construction d'un dalot dans l'espace urbain	5 000 000	5 000 000	COMMUNE	Ouro Tchédé				MINHDU MINMAP
Extension du réseau ENEO Ouro Tchedé-Zokok Laddéo 1, 5 km; CSI Katoual 500 m,	6 500 000	6 000 000	COMMUNE	Espace urbain Katoual Zokok Laddéo				MINEE MINMAP ENEQ

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Projets	Coût	Contribution des partenaires	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
Marché cffr Para 300 m								
Achèvement des travaux de raccordement du bâtiment communale au réseau ENEO	3 500 000	3 500 000	COMMUNE	Mairie de Maroua 1er				MINEE MINMAP ENEO
Installation des lampadaires solaires dans l'espace urbain	20 000 000		COMMUNE	Domayo, Hôtel de ville de Maroua 1er				MINEE MINMAP ENEO
Fabrication des pavées sur 03 jardins dans l'espace urbain	4 800 000	4 800 000	COMMUNE	Jardin bois du cinquantenaire, Marché du soir, Ibba Sangué.				MINHDU MINEPDED
Construction d'un bloc maternelle dans l'espace	30 000 000	10 000 000	COMMUNE	EM de Baoliwol				MINDEDUB MINMAP
		20 000 000	PNDP					
Fabrication de 750 tables bancs	7 500 000	7 500 000	COMMUNE	PM				MINESEC MINEDUB
Fabrication de 20 bureaux de maîtres	2 500 000	2 500 000	COMMUNE	PM				MINESEC MINEDUB
Construction toilettes externes à l'Hôtel de ville	2 200 000	2 200 000	COMMUNE	Mairie de Maroua 1er				MINHDU
Construction CZV de Meskine	30 000 000	30 000 000	BIP	Meskine				MINEPIA MINMAP
Construction et équipement du centre préscolaire de Palar II	8 500 000	8 500 000	BIP	Palar II				MINEDUB MINMAP
Aménagement de l'ICE de Maroua	15 000 000	15000000	BIP	Domayo				MINEDUB MINMAP
Construction d'une clôture à l'EM	30 000 000	30000000	BIP	EM carrefour Para				MINEDUB MINMAP
Construction et équipement (60 table bancs) d'un bloc de 02 salles de classe	20 800 000	20 800 000	BIP	EP de Salak II				MINEDUB MINMAP
Equipement du CEAC de Meskine	10 000 000	10000000	BIP	Meskine				MINADER MINMAP
Equipement en matériel médical au CSI de Katoual	8 000 000	8000000	BIP	CSI de Katoual				MINSANTE MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Projets	Coût	Contribution des partenaires	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
Entretien routier dans la Commune de Maroua 1er (Salak Galala 6 km; Makabaye-Mayel Dinguendi 12 km)	27 778 000	27778000	BIP	Salak; Katoual Makabaye				MINTP MINMAP
Ouverture de la piste agricole Tchasdéo-Sabongari-Magalaré (1,5Km.)	15 000 000	15000000	BIP	Tchasdéo Sabongari Magalaré				MINADER MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH au complexe CEAC et PA de Meskine	8 000 000	8000000	BIP	CEAC Meskine				MINADER MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH à Talliel	8 000 000	8000000	BIP	Talliel				MINEE MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH à Bao-Hosseré	8 000 000	8000000	BIP	Bao-Hosseré				MINEE MINMAP
Achèvement de la construction de la résidence du préfet du Diamaré	67205000	67205000	BIP	Domayo				MINATD MINMAP
Construction de 02 rampes d'accès dans les salles de classe de l'EP Domayo I	100000	100000	BIP	Domayo				MINEDUB MINMAP
Acquisition des équipements et du matériel didactique (01 tablette enseignant, 30 tablettes brailles élèves, 31 poinçons, 30 tableaux mathématiques, 10 cannes blanches)	1 165 000	1165000	BIP	Domayo				MINEDUB MINAS MINMAP
Construction de la délégation régionale de l'EDUB	130000000	130000000	BIP	Domayo				MINEDUB MINMAP
Equipement en 02 tables et chaise pour bureau de maître	250000	250000	BIP	EP de Salak II				MINEDUB MINMAP
Acquisition du mobilier de bureau pour la délégation régional du Commerce	4500000	4500000	BIP	DRC-Maroua				MINCOMMERCE MINMAP
Construction d'un magasin de stockage de grande capacité à Doyan (5000 m3)	71000000	71000000	BIP	Doyan				MINADER MINMAP
Equipement en matériel informatique, en mobilier et en matériel de bureau	9800000	9800000	BIP	Domayo				MINTOURL MINMAP
Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Hardé	19000000	19000000	BIP	AISSA HARDE				MINESEC MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Projets	Coût	Contribution des partenaires	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Ngassa	19000000	19000000	BIP	NGASSA				MINESEC MINMAP
Production des foyers améliorés dans le cadre de l'opération "Sahel Vert"	84250000	84250000	BIP	Maroua				MINEPDED MINMAP
Mise en défens du site de la réserve de Fergo	49158000	49158000	BIP	Maroua				MINEPDED MINMAP
Construction et équipement de 10 forages dans le site reboisé du "Sahel vert"	54000000	54000000	BIP	Maroua				MINEPDED MINMAP
Acquisition de moto pompes et accessoires d'arrosage pour le reboisement	30630000	30630000	BIP	Maroua				MINEPDED MINMAP
Appui à la commune de Maroua 1er dans la lutte contre les emballages plastiques	4000000	4000000	BIP	Maroua				MINEPDED
Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	BIP	Meskine				MINADER MINMAP
Equipement CZV de Makabaye	1500000	1500000	BIP	Makabaye				MINEPIA
Réhabilitation du circuit électrique de la DREPIA de l'EN	4000000	4000000	BIP	Maroua				MINEPIA
Acquisition des matériels et équipement au CNFZV	4500000	4500000	BIP	Maroua				MINEPIA
Construction des infrastructures au CNFZV	20000000	20000000	BIP	Maroua				MINEPIA MINMAP
Réalisation d'une adduction d'eau (phase 1)	112845000	112845000	BIP	Meskine				MINEE MINMAP
EGTCAM: Construction de () forage équipés de PMH	PM	PM	EGTCAM	PM				MINEE MINMAP
Acquisition du matériel informatique (03 imprimantes) à la Délégation Régional du MINEE	1500000	1500000	BIP	Domayo				MINEE MINMAP
Acquisition du mobilier de bureau la Délégation Régional du MINEE	4600000	4600000	BIP	Domayo				MINEE MINMAP
Réhabilitation de la toiture et du bâtiment annexe de la DR-EE	12000000	12000000	BIP	Domayo				MINEE MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Projets	Coût	Contribution des partenaires	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
Installation d'une connexion internet à la DR-EE	1560000	1560000	BIP	Domayo				MINEE MINMAP
Amélioration de l'alimentation en énergie à la délégation régionale de l'emploi et la formation professionnelle	4700000	4700000	BIP	Pitoaré				MINEFOP
Acquisition d'un photocopieur à la délégation départementale de l'emploi et la formation professionnelle	1000000	1000000	BIP	Pitoaré				MINEFOP
Aménagement des locaux de DDEFOP (fourniture et pose des rideaux, climatiseur, ...)	4000000	4000000	BIP	Pitoaré				MINEFOP
Travaux de renforcement de la route Figuil-Magada	56500000	56500000	BIP	Maroua Gaklé				MINTP MINMAP
Construction d'un dalot sur la RR30 au PK 200 à Madjema	64287000	64287000	PIP	Madjema				MINTP MINMAP
Protection des berges du Mayo Kalio-DENO	2281000	2281000	BIP	Maroua				MINTP MINMAP
Construction de la DRHDU	75000000	75000000	BIP	Maroua				MINHDU MINMAP
Equipement en mobilier pour le réfectoire de l'ICE	4900000	4900000	BIP	Domayo				MINEDUB
Acquisition de 02 ordinateurs complets, 01 photocopieur et 05 onduleurs	5750000	5750000	BIP	Pitoaré				MINFOPRA MINMAP
Acquisition de 05 extincteurs	1000000	1000000	BIP	Pitoaré				MINFOPRA MINMAP
Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL- CNPS 2,5 km	90000000	90000000	CUM	Maroua				MINHDU MINMAP
Entretien route bitumée Carrefour Pitoaré-Carrefour Porte Mayo (2 km)	200000000	200000000	BIP	Maroua				MINHDU MINHDU
Construction d'un bloc de 02 salles	17687350	13288145	PRODEBALT	EP de Gaklé				MINEDUB
		4409205	COMMUNE					
Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT	EM Louggol Meskine				MINEDUB
		263500	COMMUNE					
Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT	EM Baliowol				MINEDUB
		263500	COMMUNE					
Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT	EP Djarengol				MINEDUB

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Projets	Coût	Contribution des partenaires	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
		263500	COMMUNE	Lycée de Makabaye				
Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					MINEDUB
		263500	COMMUNE	EP Palar				
Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					MINEDUB
		263500	COMMUNE					
Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT	CES de Palar				MINEDUB
		263500	COMMUNE					
Construction d'un magasin de stockage de 5000 m ³ en technique HIMO	80000000	80000000	PNDP	PM				MINADER MINMAP
Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	PNDP	EP Mayel Bei				MINEDUB MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	PNDP	Ouro Dow				MINEE MINMAP
Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	PNDP	PALAOUDI				MINEDUB MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	PNDP	Goni Bello				MINEE MINMAP
Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	PNDP	Bao-Hosseré II				MINEDUB MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	PNDP	Yoldéo Guiziga				MINEE MINMAP
Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	PNDP	Lycée technique de Salak				MINEDUB MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	COMMUNE	Tchasdéo				MINEE MINMAP
Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	COMMUNE	ZEBE				MINEE MINMAP
Construction d'un étang piscicole	50000000	50000000	COMMUNE	Makabaye				MINEPIA
Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	COMMUNE	EP DJAGALAI				MINEDUB MINMAP
Entretien de 04 forages	6000000	6000000	COMMUNE	NGASSA				MINEE MINMAP
Etude de faisabilité pour la réalisation des travaux du pont Makabaye	15000000	15000000	COMMUNE	Makabaye				MINTP MINMAP
Extension du réseau ENEO à BEGUELE	10000000	10000000	COMMUNE	BEGUELE				MINEE

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Projets	Coût	Contribution des partenaires	Source de financement	Lieu d'implantation	Année de réalisation			Partenaires
					2016	2017	2018	
(10 km)								MINMAP
Réhabilitation de 02 salles à Tchoffa	8000000	8000000	COMMUNE	EP TCHOFFA				MINEDUB MINMAP
Acquisition de 200 tables bancs à l'EP et lycée de Katoual	8000000	8000000	COMMUNE	EP et lycée Katoual				MINEDUB MINESEC
Construction du dalot sur mayo Ziling	50000000	50000000	COMMUNE	MAYO ZILING				MINTP MINMAP
Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	COMMUNE	EP YONKOLE				MINEDUB MINMAP
Ouverture d'une route reliant Salak à Galala	20000000	20000000	COMMUNE	SALAK à GALA				MINTP MINMAP
Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	COMMUNE	EP ZOKOK				MINEDUB MINMAP
Construction d'un forage	8000000	8000000	COMMUNE	EP DOMAYO				MINEE MINMAP
Coût estimatif	2 114 746 350	2 094 256 950						

6.4. Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

La réalisation des microprojets projets inscrits dans le CDMT s'accompagnera de quelques perturbations de l'écosystème. Les cadres ci-dessous présentent de façon non exhaustive quelques mesures d'adaptation au mieux d'atténuation des différents dommages qu'occasionneront ces travaux.

6.4.1 Principaux impacts socio-environnementaux potentiels

6.4.1.1 Principaux impacts sociaux potentiels

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : Construction et équipement de 09 blocs de 02 salles de classes avec latrines (Bao Hosséré II, Palaoudi, Mayel Béi, Gaklé, Salak II, Lycée Technique de Salak, Djagalaï, Yonkolé, Zokok, CES de Hardé, CES de Ngassa) Construction et équipement d'un bloc maternel à l'EM de Baoliwol Construction et équipement du centre préscolaire de Palar II	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du cadre de vie des populations - Amélioration du paysage de la commune (tourisme de la vue) - Amélioration du cadre social des élèves - Amélioration des conditions d'enseignement des élèves ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques de déplacement involontaire et de réinstallation des populations avec perte d'actifs ; - Risques de conflits sur le choix du site -Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; -Risques de conflits au sein des bénéficiaires du micro projet ; -Risques de marginalisation des populations vulnérables -Risques élevés de transmission des IST/VIH/SIDA -Risques d'accidents dans les chantiers -Toxicité de certains produits 	<ul style="list-style-type: none"> -Participation et sensibilisation des populations ; - Sensibilisation des communautés ; -Mise en place des Comités de gestion ; 	<ul style="list-style-type: none"> -Activation du plan de recasement (indemnisation des populations déplacées à juste prix) ; - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; -Nettoyage et cantonnage des alentours des ouvrages afin d'améliorer la visibilité ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; -Identification des priorités des minorités et leurs intégration dans le PCD afin d'éviter la marginalisation des populations vulnérables. - Sollicitation de l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou
Construction d'une clôture à l'EP de carrefour Para et à l'hôtel de ville, sur le site reboisé de " Fergo",	<ul style="list-style-type: none"> - Sécurisation des biens et des personnes - Embellissement de l'édifice - Délimitation de l'espace 			
Construction du CZV de Meskine, DR-EDUB de Maroua, de la DR-HDU Construction des infrastructures au CNFZV	<ul style="list-style-type: none"> -Amélioration du paysage de la commune (tourisme de la vue) -Amélioration du cadre de travail du personnel de l'Etat -Amélioration des conditions de travail des élèves 			
Construction de 02 rampes d'accès dans les salles de classe de l'EP de Domayo I	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du paysage de l'école - Facilitation des déplacements des handicapés 			
Construction des toilettes à l'hôtel de ville	- Réduction de la défécation à l'air libre			

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Achèvement de la construction de la résidence du préfet du Diamaré	<ul style="list-style-type: none"> -Amélioration du cadre de vie des populations - Amélioration du tourisme de la vue -Amélioration des conditions d'hébergement du représentant du chef de l'Etat dans le département du Diamaré 			<ul style="list-style-type: none"> administratives en cas de conflit -Port obligatoire des équipements de protection sur les sites
Microprojets économiques : Construction d'un étang piscicole à Makabaye	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration du cadre de vie des populations - Amélioration du tourisme de la vue - Amélioration des sources de revenus de la Commune ; - Incitation à l'augmentation de la production halieutique locale -Création des richesses -Possibilité de mimétisme 			
Construction de 02 magasins de stockage de grande capacité en technique HIMO à Doyan et à	<ul style="list-style-type: none"> -Amélioration du cadre de vie des populations - Amélioration du tourisme de la vue -Amélioration des capacités de stockage des producteurs -Amélioration des techniques de stockage 			
Microprojets hydrauliques : Construction de 11 puits équipés de PMH (EM de Zokok Laddéo, complexe sportif Domayo, Marché carrefour Para, Domayo vers l'EP Louggol, Maza Ouro Garga, EM Louggol Meskine, EM Baliowol, EP Djarengol, Lycée de Makabaye, EP Palar, CES Palar) -Construction de 17 forages équipés de PMH (au complexe CEAC, Talliel, Bao-Hosséré, 10 au Site "Sahel vert",	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) -Facilitation de l'accès des hommes et des animaux à l'eau -Réduction des souffrances des femmes et des jeunes -Redynamisation des populations à travers la mobilisation de la contrepartie -Diminution du taux de maladies hydriques, - Facilitation de l'accès à l'eau 	<ul style="list-style-type: none"> -Risque de déplacement involontaire et de réinstallation ; - Risques d'intoxication due au mauvais dosage du chlore ; - Risques de mauvaises manipulations des ouvrages - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro 	<ul style="list-style-type: none"> -Sensibilisation des populations -Encouragement des projets HIMO 	<ul style="list-style-type: none"> - Obtention d'acte de donation volontaire légalisé du propriétaire du site ; - Formation des CGPE au dosage de l'eau de javel et du chlore dans les puits le cas échéant, - Gestion des risques d'envasement et maintenance des

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
Meskine, Ouro Dow, Goni Bello, Yoldéo Guiziga, Tchasdéo, Zébé)	potable	Projet		ouvrages -Nettoyage et cantonnage des alentours des ouvrages afin d'améliorer la visibilité ; - Mise en place de sous-comité de vigilance - Construction des clôtures autour des ouvrages ; - Sollicitation de l'arbitrage des autorités traditionnelles, communales ou administratives en cas de conflit -Port obligatoire des équipements de protection sur les sites
Réalisation d'une adduction d'eau à Meskine	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des revenus (main d'œuvre locale) -Facilitation de l'accès des hommes et des animaux à l'eau -Réduction des souffrances des femmes et des jeunes -Redynamisation des populations à travers la mobilisation de la contrepartie -Diminution du taux de maladies hydriques, -Facilitation de l'accès à l'eau potable -Réduction des perforations de la nappe phréatique 			
Microprojets structurants : <ul style="list-style-type: none"> - Extension du réseau ENEO à BEGUELE (10 km) - Extension du réseau ENEO (Ouro Tchedé-Zokok Laddéo 1, 5 km; CSI Katoual 500 m, Marché carrefour Para 300 m) - Achèvement des travaux de raccordement du bâtiment communal au réseau ENEO - Installation des lampadaires solaires dans l'espace urbain <ul style="list-style-type: none"> -Construction des drains et caniveaux dans l'espace urbain -Construction d'un dalot dans l'espace urbain - Construction d'un dalot sur la RR30 au PK 200 à Madjema 	<ul style="list-style-type: none"> - Eclairage de la ville et des villages - Réduction de l'insécurité - Développement des activités économiques <ul style="list-style-type: none"> -Embellissement de la ville --Réduction des nids de poule dans la ville -Drainage des eaux vers les rigoles -Facilitation des déplacements 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques d'augmentation de la prévalence du IST/VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies - Risques de dépravation des mœurs - Risques de déguerpissement des personnes 	Sensibilisation des populations	<ul style="list-style-type: none"> -Inclusion de la lutte contre le VIH SIDA dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations -Mise en place d'une signalisation routière ; limiter les vitesses. -Mise en place d'un comité de gestion -Dédommagement des personnes déguerpies -Port obligatoire des équipements de protection sur les sites

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Type de microprojets contenus dans le programme triennal	Impacts sociaux possibles (positifs)	Impacts sociaux négatifs possibles (risques sociaux)	Mesures sociales d'optimisation	Mesures sociales d'atténuation
<ul style="list-style-type: none"> - Traitement des nids de poules - Entretien routier dans la Commune de Maroua 1er (Salak Galala 6 km; Makabaye-Mayel Dinguendi 12 km) - Travaux de renforcement de la route Figuil-Magada - Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL- CNPS 2,5 km - Entretien de la route bitumée Carrefour Pitoaré-Carrefour Porte Mayo (2 km) - Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots 	<ul style="list-style-type: none"> -Fluidité du trafic -Facilitation des déplacements -Fluidité du trafic -Réduction des nids de poule dans la ville -Drainage des eaux vers les rigoles -Embellissement de la ville 			
<ul style="list-style-type: none"> - Protection des berges du Mayo Kalio-DENO 	<ul style="list-style-type: none"> -Diminution de l'érosion des berges -Protection des berges -Protection des biens -Récupération des terres 	<ul style="list-style-type: none"> -Risques d'augmentation de la prévalence du IST/VIH /SIDA et autres maladies ; - Risques d'insécurité pour les personnes et les biens (accidents de circulation) ; - Risques de conflits au sein des bénéficiaires du Micro projet ; - Risques d'incendies - Risques de dépravation des mœurs <p>Risques de déguerpissement des personnes</p>	<p>Sensibilisation des populations</p>	<ul style="list-style-type: none"> -Inclusion de la lutte contre le VIH SIDA dans le DAO (cahier de clauses environnementales et sociales) ; - Sensibilisation des populations -Mise en place d'une signalisation routière ; limiter les vitesses. -Mise en place d'un comité de gestion -Dédommagement des personnes déguerpies -Port obligatoire des équipements de protection sur les sites
<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture de la piste agricole Tchasdéo-Sabongari-Magalaré (1,5Km.) - Ouverture d'une route reliant Salak à Galala 	<ul style="list-style-type: none"> -Désenclavement des villages -Désenclavement des zones de production -Création des richesses -Facilitation des déplacements des biens et des personnes 			

6.4.1.2 Principaux impacts environnementaux potentiels

Type de microprojets contenus dans le cadre des dépenses à moyen terme	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
Microprojets de construction des infrastructures communautaires de base : Construction et équipement de 09 salles de classes avec latrines (Bao Hosséré II, Palaoudi, Mayel Béi, Gaklé, Salak II, Lycée Technique de Salak, Djagalaï, Yonkolé, Zokok, CES de Hardé, CES de Ngassa) Construction et équipement d'un bloc maternel à l'EM de Baolowol Construction et équipement du centre préscolaire de Palar II Construction d'une clôture à l'EP de carrefour Para et à l'hôtel de ville, sur le site reboisé de " ", Construction du CZV de Meskine, de la DR-EDUB de Maroua et de la DR-HDU Construction des infrastructures au CNFZV Construction de 02 rampes d'accès dans les salles de classe de l'EP de Domayo I Construction des toilettes à l'hôtel de ville Achèvement de la construction de la résidence du préfet du Diamaré Microprojets économiques :	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration des techniques de gestion de l'environnement (régénération des sols...) - Amélioration des connaissances sur les risques environnementaux - Contrôle des ressources floristiques et fauniques - Réduction des pressions sur les ressources naturelles - Amélioration du couvert végétal 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques liés à l'amenuisement des ressources - Disparition de la flore et de la faune - Perturbation de l'écosystème 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation des populations et implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de comités de gestion/suivi 	<ul style="list-style-type: none"> - Etude environnementale - Engazonnement des pentes perturbées ; - Reboisement des sites perturbés ; - Remise en état des zones d'emprunt ;
Microprojets économiques : Construction d'un étang piscicole à Makabaye Construction de 02 magasins de stockage de grande capacité en technique HIMO à Doyan et à				
Microprojets hydrauliques : Construction de 11 puits équipés de PMH (EM de Zokok Laddéo, complexe sportif Domayo, Marché carrefour Para, Domayo vers l'EP Louggol, Maza Ouro Garga, EM Louggol Meskine, EM Baloiwol, EP Djarengol, Lycée de Makabaye, EP Palar, CES Palar) -Construction de 17 forages équipés de	<ul style="list-style-type: none"> - Régénération des terres arides - Amélioration du couvert végétal par les eaux d'écoulement - Préservation des ressources en eau 	<ul style="list-style-type: none"> - Risques d'érosion des sols ; - Risques d'envasement et de stagnation des eaux ; - Risque de prolifération des moustiques - Perturbation des zones 	<ul style="list-style-type: none"> - Sensibilisation du public et implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Mise en place de 	<ul style="list-style-type: none"> - Choix du site (présentant le moins de risques de destruction de l'environnement) ; - Engazonnement des pentes perturbées ; - Reboisement des sites perturbés ;

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Type de microprojets contenus dans le cadre des dépenses à moyen terme	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
PMH (au complexe CEAC, Talliel, Bao-Hosséré, 10 au Site "Sahel vert", Meskine, Ouro Dow, Goni Bello, Yoldéo Guiziga, Tchasdéo, Zébé) Réalisation d'une adduction d'eau à Meskine			comités de gestion - Redynamisation des CGPE existants	- Remise en état des zones d'emprunt ; - Elimination des eaux sales à travers la construction des rigoles
Microprojets structurants : - Extension du réseau ENEO à BEGUELE (10 km) - Extension du réseau ENEO (Ouro Tchedé-Zokok Laddéo 1, 5 km; CSI Katoual 500 m, Marché carrefour Para 300 m) - Achèvement des travaux de raccordement du bâtiment communal au réseau ENEO - Installation des lampadaires solaires dans l'espace urbain - Construction des drains et caniveaux dans l'espace urbain - Construction d'un dalot dans l'espace urbain - Construction d'un dalot sur la RR30 au PK 200 à Madjema - Traitement des nids de poules - Entretien routier dans la Commune de Maroua 1er (Salak Galala 6 km; Makabaye-Mayel Dinguendi 12 km) - Travaux de renforcement de la route Figuil-Magada - Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL- CNPS 2,5 km - Entretien de la route bitumée Carrefour Pitoaré-Carrefour Porte Mayo (2 km) - Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots	- Amélioration des techniques de gestion des eaux - Amélioration des connaissances sur les risques environnementaux - Facilitation de l'accès aux terres - Amélioration de la gestion en produits halieutiques - Amélioration des techniques de gestion des déchets - Réduction des inondations	- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux lors de la circulation des engins - Risques d'érosion des sols ; - Risques d'inondation du fait du mouvement massif des terres - Perte de la biodiversité faunique et forestière ; - Risques de pollution (contamination du sol, de la nappe phréatique par les huiles de vidange) - Risques d'embourbements	- Sensibilisation du public et Implication lors du remplissage du formulaire d'examen environnemental ; - Bonne étude socio environnementale - Mise en place de comités de gestion	- Engazonnement des pentes perturbées ; - Reboisement des sites perturbés ; - Remise en état des zones d'emprunt ; - Elimination les eaux sales à travers la construction des rigoles - Installation des barrières de pluies - Aménagement des bacs de vidange pour recueillir les huiles et autres déchets

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Type de microprojets contenus dans le cadre des dépenses à moyen terme	Impacts environnementaux positifs possibles	Impacts environnementaux négatifs possibles (risques environnementaux)	Mesures environnementales d'optimisation	Mesures environnementales d'atténuation
- Protection des berges du Mayo Kalio-DENO				
- Ouverture de la piste agricole Tchasdéo-Sabongari-Magalaré (1,5Km.)				
- Ouverture d'une route reliant Salak à Galala				

6.4.2. Mesures d'optimisation ou d'atténuation envisageables

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)	Observations
Recrutement d'un agent de développement local	Mairie/PNDP	2015	Conseil municipal ; PNDP	/	L'agent de développement local a déjà été recruté
Formation de l'agent de développement local aux questions environnementales et au cadre de gestion environnementale et sociale du PNDP	PNDP	2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP	PM	
Utilisation systématique du formulaire d'examen socio environnemental	Agent de développement local	2016-2018	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal ; Agent de développement	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Formation du COMES aux politiques de sauvegarde et de prise en compte des aspects sociaux environnementaux	PNDP	2016	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; Commune	PM	La formation aura lieu lors de la convocation du COMES pour la validation du PCD
Sensibilisation des populations sur les problèmes environnementaux	Mairie	2016	Délégation MINEPDED ; Agent de développement PNDP	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Provision pour la réalisation des études d'impacts environnementaux sommaires	PNDP, Mairie (conseil municipal)	2016-2017	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	5 000 000	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet
Suivi du plan de gestion environnementale et sociale, et des entrepreneurs	Agent de développement	2016-2018	Délégation MINEPDED ; Délégation MINAS ; PNDP ; Conseil municipal	5 000 000	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Mesures environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coûts (FCFA)	Observations
Respect des clauses environnementales du DAO et des mesures environnementales des microprojets.	Entrepreneurs	Dépend de la période de lancement des microprojets	Délégation MINEPDED ; Agent de développement ; Conseil municipal	PM	Le coût y afférent doit être intégré dans les coûts de la conception du microprojet

6.4.3 Plan sommaire de gestion de l'environnement

Mesures socio-environnementales	Acteurs de mise en œuvre	Périodes	Acteurs de suivi	Coût (FCFA)	Observations
-Dédommagement des populations riveraines -Cession des terrains par les actes de donation	MINDAF MINATD Sectoriels concernés par les travaux Commune	Avant lancement des travaux	Commission paritaire mise en place pour chaque projet ; Comité de suivi communal	Pour mémoire	Les populations doivent être dédommagées avant le début des travaux pour éviter tout mouvement d'humeur
Mise en place des bacs de récupération des huiles et des déchets	Le prestataire	Pendant l'exécution des travaux	Comité de suivi communal MINEPDED	500 000	Dépend de la nature du projet
Reboisement des sites après travaux	Commune/Prestataire	A la fin des travaux	Comité de suivi communal Commission paritaire MINEPDED/MINFOF	5 000 000	Dépend de la nature du projet
Création d'un nouvel écosystème après travaux (engazonnement des pentes perturbées)	Commune/Prestataire	A la fin des travaux	Comité de suivi communal Commissions paritaires MINEPDED/MINFOF	5 000 000	Dépend de la nature du projet
Sensibilisation des populations et des employés sur la vulnérabilité aux IST/VIH/SIDA	Commune Les CSI (MINSANTE) Les ONG	Avant, Pendant et après le déroulement des travaux	Comité de suivi communal Commissions paritaires	2 000 000	Dépend de la nature du projet
Mise en place des panneaux de signalisation des zones des travaux	Le prestataire	Pendant l'exécution des travaux	Comité de suivi communal Commissions paritaires	2 000 000	Dépend de la nature du projet
Facilitation de la circulation des eaux des pluies (drainage des eaux)	Le prestataire	Pendant l'exécution des travaux	Comité de suivi communal Commissions paritaires MINEPDED	De 25.000 à 2 000 000	Dépend de la nature du projet
Protection des employés par des mesures adéquates (arrosoage régulier du site, port obligatoire des équipements de sécurité,...)	Le prestataire	Pendant l'exécution des travaux	Comité de suivi communal Commissions paritaires	1 000 000	Dépend de la nature du projet

6.5 Plan d'investissement annuel (PIA) :

6.5.1 Programmation annuelle des projets prioritaires

La programmation annuelle des projets prioritaires est l'ensemble des activités du CDMT programmées pour la première année.

N°	Projets	Coût total	Contribution de chaque partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
					T1	T2	T3	T4		
1.	Construction de la clôture du bâtiment communal (l'hôtel de ville de Maroua 1er) et VRD	80000000	68 000 000	FEICOM					Mairie de Maroua 1er	MINTP FEICOM MINMAP
2.	Traitements des nids de poules	10000000	10 000 000	COMMUNE					(Carrefour dépôt Guinness-Stade municipal; Long du mur Garnison-CNPS bureau; Carrefour Collège de l'espoir-Rdece Ministre Adji Abdoulaye-Ouro Tchedé 1,5 km.)	MINDUH MINMAP
3.	Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots	25 000 000	25 000 000	COMMUNE					Domayo, Djarengol, Palar, Ziling	MINDUH MINMAP
4.	Construction d'un puits équipé de PMH	3 500 000	3 500 000	COMMUNE					EM de Zokok Laddéo	MINEE MINMAP
5.	Construction d'un puits équipé de PMH dans l'espace urbain	3 500 000	3 500 000	COMMUNE					Domayo complexe sportif	MINEE MINMAP
6.	Construction d'un puits équipé de PMH	3 500 000	3 500 000	COMMUNE					Marché du Carrefour Para	MINEE MINMAP
7.	Construction d'un puits équipé de PMH à	3 500 000	3 500 000	COMMUNE					Domayo vers l'EP Louggol	MINEE MINMAP
8.	Construction d'un puits équipé de PMH	3 500 000	3 500 000	COMMUNE					Maza Ouro Garga	MINEE MINMAP
9.	Entretien des puits et forages existants (...)	2 500 000	2 500 000	COMMUNE					PM	MINEE MINMAP
10.	Construction des drains et caniveaux dans l'espace urbain	5 000 000	5 000 000	COMMUNE					Pitoaré (Au niveau de l'entrée GMI)	MINHDU MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Projets	Coût total	Contribution de chaque partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
					T1	T2	T3	T4		
11.	Construction d'un dalot dans l'espace urbain	5 000 000	5 000 000	COMMUNE					Ouro Tchédé	MINHDU MINMAP
12.	Extension du réseau ENEO Ouro Tchedé-Zokok Laddéo 1, 5 km; CSI Katoual 500 m, Marché Carrefour Para 300 m	6 500 000	6 000 000	COMMUNE					Espace urbain Katoual Zokok Laddéo	MINEE MINMAP ENEAO
13.	Achèvement des travaux de raccordement du bâtiment communal au réseau ENEO	3 500 000	3 500 000	COMMUNE					Mairie de Maroua 1er	MINEE MINMAP ENEAO
14.	Installation des lampadaires solaires dans l'espace urbain	20 000 000		COMMUNE					Domayo, Hôtel de ville de Maroua 1er	MINEE MINMAP ENEAO
15.	Fabrication des pavées sur 03 jardins dans l'espace urbain	4 800 000	4 800 000	COMMUNE					Jardin bois du cinquantenaire, Marché du soir, Ibba Sangué.	MINHDU MINEPDDED
16.	Construction d'un bloc maternelle dans l'espace	30 000 000	10 000 000	COMMUNE					EM de Baoliwol	MINDEDUB MINMAP
17.	Fabrication de 750 tables bancs	7 500 000	7 500 000	COMMUNE						
18.	Fabrication de 20 bureaux de maitres	2 500 000	2 500 000	COMMUNE					PM	MINESEC MINEDUB
19.	Construction toilettes externes à l'Hôtel de ville	2 200 000	2 200 000	COMMUNE					Mairie de Maroua 1er	MINHDU
20.	Construction CZV de Meskine	30 000 000	30 000 000	BIP					Meskine	MINEPIA MINMAP
21.	Construction et équipement du centre préscolaire de Palar II	8 500 000	8 500 000	BIP					Palar II	MINEDUB MINMAP
22.	Aménagement de l'ICE de Maroua	15 000 000	15000000	BIP					Domayo	MINEDUB MINMAP
23.	Construction d'une clôture	30 000 000	30000000	BIP					EM carrefour Para	MINEDUB MINMAP
24.	Construction et équipement (60 tables bancs) d'un bloc de 02 salles de classe	20 800 000	20 800 000	BIP					EP de Salak II	MINEDUB MINMAP
25.	Equipement du CEAC de Meskine	10 000 000	10000000	BIP					Meskine	MINADER MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Projets	Coût total	Contribution de chaque partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
					T1	T2	T3	T4		
26.	Equipement en matériel médical au CSI de Katoual	8 000 000	8000000	BIP					CSI de Katoual	MINSANTE MINMAP
27.	Entretien routier dans la Commune de Maroua 1er (Salak Galala 6 km; Makabaye-Mayel Dinguendi 12 km)	27 778 000	27778000	BIP					Salak; Katoual Makabaye	MINTP MINMAP
28.	Ouverture de la piste agricole Tchasdéo-Sabongari-Magalaré (1,5Km.)	15 000 000	15000000	BIP					Tchasdéo Sabongari Magalaré	MINADER MINMAP
29.	Construction d'un forage équipé de PMH au complexe CEAC et PA de Meskine	8 000 000	8000000	BIP					CEAC Meskine	MINADER MINMAP
30.	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	8000000	BIP					Talliel	MINEE MINMAP
31.	Construction d'un forage équipé de PMH	8 000 000	8000000	BIP					Bao-Hosseré	MINEE MINMAP
32.	Achèvement de la construction de la résidence du préfet du Diamaré	67205000	67205000	BIP					Domayo	MINATD MINMAP
33.	Construction de 02 rampes d'accès dans les salles de classe de l'EP Domayo I	100000	100000	BIP					Domayo	MINEDUB MINMAP
34.	Acquisition des équipements et du matériel didactique (01 tablette enseignant, 30 tablettes brailles élèves, 31 poinçons, 30 tableaux mathématiques, 10 cannes blanches)	1 165 000	1165000	BIP					Domayo	MINEDUB MINAS MINMAP
35.	Construction de la délégation régionale de l'EDUB	130000000	130000000	BIP					Domayo	MINEDUB MINMAP
36.	Equipement en 02 tables et chaise pour bureau de maître	250000	250000	BIP					EP de Salak II	MINEDUB MINMAP
37.	Acquisition du mobilier de bureau pour la délégation régional du Commerce	4500000	4500000	BIP					DRC-Maroua	MINCOMME RCE MINMAP
38.	Construction d'un magasin de stockage de grande capacité à Doyan (5000 m3)	71000000	71000000	BIP					Doyan	MINADER MINMAP
39.	Equipement en matériel informatique, en mobilier et en matériel de bureau	9800000	9800000	BIP					Domayo	MINTOURL MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Projets	Coût total	Contribution de chaque partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
					T1	T2	T3	T4		
40.	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Hardé	19000000	19000000	BIP					AISSA HARDE	MINESEC MINMAP
41.	Construction d'un bloc de 02 salles de classe au CES de Ngassa	19000000	19000000	BIP					NGASSA	MINESEC MINMAP
42.	Production des foyers améliorés dans le cadre de l'opération "Sahel Vert"	84250000	84250000	BIP					Maroua	MINEPDÉD MINMAP
43.	Mise en défens du site de Fergo	49158000	49158000	BIP					Maroua	MINEPDÉD MINMAP
44.	Construction et équipement de 10 forages dans le site reboisé du "Sahel vert"	54000000	54000000	BIP					Maroua	MINEPDÉD MINMAP
45.	Acquisition de moto pompes et accessoires d'arrosage pour le reboisement	30630000	30630000	BIP					Maroua	MINEPDÉD MINMAP
46.	Appui à la Commune de Maroua 1er dans la lutte contre les emballages plastiques	4000000	4000000	BIP					Maroua	MINEPDÉD
47.	Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	BIP					Meskine	MINADER MINMAP
48.	Equipement CZV de Makabèye	1500000	1500000	BIP					Makabaye	MINEPIA
49.	Réhabilitation du circuit électrique de la DREPIA de l'EN	4000000	4000000	BIP					Maroua	MINEPIA
50.	Acquisition des matériels et équipement au CNFZV	4500000	4500000	BIP					Maroua	MINEPIA
51.	Construction des infrastructures au CNFZV	20000000	20000000	BIP					Maroua	MINEPIA MINMAP
52.	Réalisation d'une adduction d'eau (phase 1)	112845000	112845000	BIP					Meskine	MINEE MINMAP
53.	EGTCAM: Construction de () forage équipés de PMH	PM	PM	EGTCAM					PM	MINEE MINMAP
54.	Acquisition du matériel informatique (03 imprimantes) à la Délégation Régional du MINEE	1500000	1500000	BIP					Domayo	MINEE MINMAP
55.	Acquisition du mobilier de bureau la Délégation Régional du MINEE	4600000	4600000	BIP					Domayo	MINEE MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Projets	Coût total	Contribution de chaque partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
					T1	T2	T3	T4		
56.	Réhabilitation de la toiture et du bâtiment annexe de la DR-EE	12000000	12000000	BIP					Domayo	MINEE MINMAP
57.	Installation d'une connexion internet à la DR-EE	1560000	1560000	BIP					Domayo	MINEE MINMAP
58.	Amélioration de l'alimentation en énergie à la délégation régionale de l'emploi et la formation professionnelle	4700000	4700000	BIP					Pitoaré	MINEFOP
59.	Acquisition d'un photocopieur à la délégation départementale de l'emploi et la formation professionnelle	1000000	1000000	BIP					Pitoaré	MINEFOP
60.	Aménagement des locaux de DDEFOP (fourniture et pose des rideaux, climatiseur, ...)	4000000	4000000	BIP					Pitoaré	MINEFOP
61.	Travaux de renforcement de la route Figuil-Magada	56500000	56500000	BIP					Maroua Gaklé	MINTP MINMAP
62.	Construction d'un dalot sur la RR30 au PK 200 à Madjema	64287000	64287000	PIP					Madjema	MINTP MINMAP
63.	Protection des berges du Mayo Kalio-DENO	2281000	2281000	BIP					Maroua	MINTP MINMAP
64.	Construction de la DRH DU	75000000	75000000	BIP					Maroua	MINHDU MINMAP
65.	Equipement en mobilier pour le réfectoire de l'ICE	4900000	4900000	BIP					Domayo	MINEDUB
66.	Acquisition de 02 ordinateurs complets, 01 photocopieur et 05 onduleurs	5750000	5750000	BIP					Pitoaré	MINFOPRA MINMAP
67.	Acquisition de 05 extincteurs	1000000	1000000	BIP					Pitoaré	MINFOPRA MINMAP
68.	Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL- CNPS 2,5 km	90000000	90000000	CUM					Maroua	MINHDU MINMAP
69.	Entretien route bitumée Carrefour Pitoaré-Carrefour Porte Mayo (2 km)	200000000	200000000	BIP					Maroua	MINHDU MINHDU
70.	Construction d'un bloc de 02 salles	17687350	13288145	PRODEBALT					EP de Gaklé	MINEDUB

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

N°	Projets	Coût total	Contribution de chaque partenaire	Source de financement	Période de réalisation				Lieu d'implantation	Partenaires
					T1	T2	T3	T4		
			4409205	COMMUNE						
71.	Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					EM Louggol Meskine	MINEDUB
			263500	COMMUNE						
72.	Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					EM Baliowol	MINEDUB
			263500	COMMUNE						
73.	Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					EP Djarengol	MINEDUB
			263500	COMMUNE						
74.	Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					Lycée de Makabaye	MINEDUB
			263500	COMMUNE						
75.	Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					EP Palar	MINEDUB
			263500	COMMUNE						
76.	Construction d'un puits équipé de PMH	4500000	4236600	PRODEBALT					CES de Palar	MINEDUB
			263500	COMMUNE						
77.	Construction d'un magasin de stockage de 5000 m3 en technique HIMO	80000000	80000000	PNDP					PM	MINADER MINMAP
78.	Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	PNDP					EP Mayel Bei	MINEDUB MINMAP
79.	Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	PNDP					Ouro Dow	MINEE MINMAP
80.	Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	PNDP					PALAOUDI	MINEDUB MINMAP
81.	Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	PNDP					Goni Bello	MINEE MINMAP
82.	Construction d'un bloc de 02 salles	20000000	20000000	PNDP					Bao-Hosseré II	MINEDUB MINMAP
83.	Construction d'un forage équipé de PMH	8000000	8000000	PNDP					Yoldéo Guiziga	MINEE MINMAP

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

6.4 Plan de Passation des marchés du PIA

Ce plan de passation de marché est fait à titre indicatif, il a pour but de présenter les procédures à suivre pour la mise en œuvre d'un projet.

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

7. MECANISME DE SUIVI-EVALUATION:

7.1. Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

Le comité de suivi-évaluation a pour rôle de s'assurer de la réalisation des objectifs du Plan Communal de Développement (PCD) et de suivre les activités du Plan d'Investissement Annuel (PIA). C'est un organe consultatif d'appui accrédité au près de l'exécutif communal, pour l'orientation, le suivi et la supervision de l'exécution du PCD.

Ce comité a pour attributions de :

- S'assurer de la mise en œuvre de la programmation des activités communales ;
- S'approprier du PCD, suivre sa mise en œuvre et veiller à son actualisation ;
- Veiller à la programmation annuelle des activités ;
- Suivre l'évolution de la mise en œuvre des projets et apprécier les travaux réalisés ;
- Assurer la gestion, la maintenance et le renouvellement des projets ;
- Stimuler la participation de la population aux projets mis en œuvre à travers les séances de sensibilisation ;
- Contribuer à la recherche de solutions en cas de blocage ;
- Appuyer la mise en place des comités de gestion des ouvrages et veiller à leur bon fonctionnement ;
- Faire le lobbying du PCD auprès des partenaires au développement, tant au niveau local, que national et international ;
- Veiller à la programmation annuelle des activités inscrites dans le PCD;
- Attirer l'attention de l'exécutif municipal par rapport aux difficultés de mise en œuvre du PCD ;
- Faciliter les études et le contrôle de l'exécution des projets ;
- Contribuer à la réalisation du plan, par la mobilisation des ressources humaines, matérielles et financières ;
- Assurer la pérennisation des ouvrages communautaires.

Pour ce qui est de la Commune de Maroua 1^{er}, un comité de suivi-évaluation des activités du PCD de la Commune de Maroua 1^{er} a été mis en place par l'arrêté municipal XXXXXX. Ce comité est constitué de :

POSTES	NOMS ET PRENOMS
1. Président :	
2. Secrétaire du Comité (Rapporteur)	
3. Membres :	
3.1. Représentants des associations des Communautés à la base	
3.2. Représentant des Chefs traditionnels	
3.3. Représentants du Conseil Municipal	
3.4 Représentant de l'exécutif Communal	
3.5 Représentant de la société civile	

Il est chargé de mesurer le taux de réalisation des actions prévues, d'apprécier le niveau d'engagement des responsables d'activités dans leurs tâches et d'apprécier le niveau d'atteinte des résultats escomptés.

7.2 Indicateurs de suivi et d'évaluation

La navigation à vue n'est pas le but recherché par le présent document. C'est pourquoi les indicateurs suivants sont établis pour veiller à l'accomplissement des activités du PCD:

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION
Eau et Énergie	Construction de 11 puits équipés de PMH (EM de Zokok Laddéo, complexe sportif Domayo, Marché carrefour Para, Domayo vers l'EP Louggol, Maza Ouro Garga, EM Louggol Meskine, EM Baliowol, EP Djarengol, Lycée de Makabaye, EP Palar, CES Palar) -Construction de 17 forages équipés de PMH (au complexe CEAC, Talliel, Bao-Hosséré, 10 au Site "Sahel vert", Meskine)	État de fonctionnement des ouvrages
	Réalisation d'une adduction d'eau à Meskine	- Cahier du chantier - L'adduction d'eau est construite et opérationnelle
	- Extension du réseau ENEO à BEGUELE (10 km) - Extension du réseau ENEO (Ouro Tchedé-Zokok Laddéo 1, 5 km; CSI Katoual 500 m, Marché carrefour Para 300 m)	- Cahier du chantier - Les quartiers et villages concernés sont électrifiés
	- Achèvement des travaux de raccordement du bâtiment communal au réseau ENEO	- Cahier du chantier - Le bâtiment communal dispose de son transformateur
	- Installation des lampadaires solaires dans l'espace urbain	- Cahier du chantier - Les sites concernés sont éclairés par l'énergie solaire
Élevage pêche et industrie animale	Construction d'un CZV à Meskine	- Cahier du chantier - CZV construit et opérationnel
	Construction d'un étang piscicole à Makabaye	- Cahier du chantier - Etang piscicole construit et opérationnel
	Construction des infrastructures au CNFZV de Maroua	- Cahier du chantier - Aire d'abattage construite et opérationnelle
Enseignement secondaire	Construction et équipement de 03 blocs de 02 salles au Lycée Technique de Salak, CES de Hardé, CES de Ngassa	- Cahiers des chantiers - Nombre de salles construites, équipées et opérationnelles
Education de base	Construction et équipement de 09 blocs de 02 salles de classes avec latrines (Bao Hosséré II, Palaoudi, Mayel Béi, Gaklé, Salak II, Djagalaï, Yonkolé, Zokok) Construction et équipement d'un bloc maternel à l'EM de Baolowol Construction et équipement du centre préscolaire de Palar II	- Cahiers des chantiers - Nombre de salles construites, équipées et opérationnelles
	Construction d'une délégation régionale de l'EB	- Cahiers des chantiers - La délégation est construite, équipée et opérationnelle
	Construction de 02 rampes d'accès dans les salles de classe de l'EP de Domayo I	- Cahiers des chantiers - Les rampes d'accès sont fonctionnelles
	Construction d'une clôture à l'EP de carrefour Para	- Cahier du chantier - La clôture est construite

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

SECTEUR	ACTIVITES	INDICATEURS DE SUIVI-EVALUATION
Institution communale	Construction d'une clôture à l'hôtel de ville,	<ul style="list-style-type: none"> - Cahiers des chantiers - La clôture est construite
	Construction des toilettes à l'hôtel de ville	<ul style="list-style-type: none"> - Cahiers des chantiers - Nombre de toilettes construites et opérationnelles
Administration territoriale	Achèvement de la construction de la résidence du préfet du Diamaré	<ul style="list-style-type: none"> - Cahier de chantier - Résidence construite, équipée et habitable
Habitat et développement urbain	Construction d'une délégation régionale	<ul style="list-style-type: none"> - Cahiers des chantiers - La délégation est construite, équipée et opérationnelle
Environnement et protection de la Nature	Mise en défens sur le site reboisé de "Fergo"	<ul style="list-style-type: none"> - Cahiers des chantiers - La clôture est construite
	Protection des berges du Mayo Kalio-DENO	<ul style="list-style-type: none"> - Cahiers des chantiers - Nombre de km de berges stabilisés
Agriculture et développement rural	Construction de 02 magasins de stockage de grande capacité en technique HIMO à Doyan et à	<ul style="list-style-type: none"> - Cahier du chantier - Nombre de magasins construits et opérationnels
	Ouverture de la piste agricole Tchasdéo-Sabongari-Magalaré (1,5Km.)	<ul style="list-style-type: none"> - Cahier du chantier - Linéaire de piste praticable
Travaux Publics	<ul style="list-style-type: none"> - Traitement des nids de poules - Entretien routier dans la Commune de Maroua 1er (Salak Galala 6 km; Makabayé-Mayel Dinguendi 12 km) - Travaux de renforcement de la route Figuil-Magada - Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL-CNPS 2,5 km - Entretien de la route bitumée Carrefour Pitoaré-Carrefour Porte Mayo (2 km) - Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots 	<ul style="list-style-type: none"> - Cahiers des chantiers - Linéaire de route réhabilité
	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des drains et caniveaux dans l'espace urbain - Construction d'un dalot dans l'espace urbain - Construction d'un dalot sur la RR30 au PK 200 à Madjema 	<ul style="list-style-type: none"> - Cahiers des chantiers - Nombre d'ouvrages d'assainissement construit et opérationnels
	- Ouverture d'une route reliant Salak à Galala	<ul style="list-style-type: none"> - Cahier du chantier - Linéaire de route praticable

7.3 Dispositif, outils et fréquence du reporting

Pour un suivi efficace, la fréquence des contrôles doit être permanente. Toutefois, compte tenu des moyens très limités, la fréquence des contrôles sera celle du tableau suivant :

Acteurs	Outils	Fréquence du reporting	
Les membres du Comité Communal de Suivi-Evaluation (CCSE) du PCD	<ul style="list-style-type: none"> - Réunion d'évaluation ; - Descente de terrain ; - Production des Rapports mensuels (agents de développement communaux et PV), - Rapports trimestriels pour le CCSE - Plan de construction ou de réalisation etc.; - Cahiers de charge, du contrat et des conventions signés avec le prestataire 	Acteurs non dilués	Fréquence
		Présidents	Descente une fois tous les deux mois dans les différents sites
		Agent de développement	Descente au moins une fois par mois dans les différents sites
		Représentants du conseil municipal	Descentes hebdomadaires dans leurs zones de compétence
		Représentant des secteurs	Descentes hebdomadaires dans leurs zones de compétence

7.4 Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Le PCD sera révisé chaque année (tout au moins son CDMT et son PIA). D'ores et déjà, le CDMT a été élaboré sur les années 201, 2017, 2018. De ce CDMT, le Plan de Campagne 2016 du maire a été enrichi et complété compte tenu des nouvelles ressources disponibles.

A la fin de la campagne de 2016, une commission formée de l'exécutif communal, du comité de suivi des activités communales, du délégué départemental du MINEPAT, des Sectoriels clés, des partenaires techniques et financiers de la Commune et toutes autres parties prenantes se chargeront d'élaborer ces outils.

Les différentes étapes et stratégies pour l'élaboration de ces outils de programmation et de budgétisation sont les suivantes :

En début de l'année, le SG devra activer le Maire pour engager les réflexions et les stratégies de mobilisation des ressources et leur échéance. Pour cela, le Maire prendra contact avec les bailleurs (classiques et autres) de la Commune pour avoir le niveau de leurs affectations à la Commune et prospectera de nouvelles sources de revenus

A la fin du 3^e trimestre de 2017, il sera question d'évaluer la mise en œuvre du PIA de l'année de 2016(n) en faisant des points sur :

- Les activités du PIA(2016) réalisées et liquidées ;
- Les activités du PIA(2016) en cours de réalisations et dont les fonds sont bloqués et sûrs ;
- Les activités du PIA(2016) en cours de réalisations et dont les paiements sont reportés ;
- Les activités du PIA (2016) non exécutées ;
- Le niveau de prise en compte de mise en œuvre des ASE des projets de l'année 2016

Bien après, il va s'agir d'organiser un atelier d'élaboration du PIA de l'année 2017 et de revoir le CDMT.

Cette phase passera par deux étapes à savoir : la préparation et la tenue de l'atelier proprement dit.

La préparation de l'atelier va consister à :

- ❖ La préparation et la ventilation des invitations aux personnes ressources désignées ;
- ❖ La préparation technique et logistique

Il est important de signaler ici que lors de la préparation technique, il sera élaboré par le comité de suivi des activités communales les drafts du PIA de l'année 2016. Ces documents seront présentés et amendés lors du déroulement de l'atelier.

L'atelier proprement dit va porter sur les points suivants :

- Présentation de l'état d'exécution du PIA de l'année (2016)
- Présentations des projets du CDMT correspondant à l'année (2017)
- Présentation du cadre sommaire de gestion environnemental du CDMT actualisé
- Présentation des priorités éventuelles non contenues dans le PCD
- Présentation des ressources sûres de l'année (2017)
- Présentation du projet de PIA de l'année (2017)
- Echanges et débats
- Ajustement du projet de PIA sur la base du consensus
- Présentation du nouveau PPM
- Elaboration du nouveau CDMT

Validation des documents : le PIA et le CDMT ainsi élaborés seront présentés au conseil municipal pour validation.

Actualisation des autres documents du PCD

Il revient également au comité de suivi des activités communale et sectoriels clés ceci de manière continue de :

- Actualiser les Cadres Logiques par secteur
- Intégrer des nouvelles priorités dans le PCD
- Actualiser les données du PCD (Etats par secteurs)
- Actualiser le cadre sommaire de gestion environnementale.

8. PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

Le Plan Communal de Maroua 1er a été élaboré afin d'être "vendu". Comme tout produit vendable, il doit obéir à la quatrième exigence du marketing mix qui est une bonne communication. Pour ce faire, le plan de communication suivant a été mis en place avec pour objectif de le faire connaître des partenaires au développement, des élites, des ministères techniques en fonction des thématiques identifiées, des potentiels bailleurs de fonds externes et internes, des populations et des élus locaux :

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
COMMUNICATION INTERNE							
Assurer une bonne circulation de l'information en interne	Créer des adresses email pour chaque personnel	chargé de communication	Conseiller municipaux	Internet	50 000	25-07-15	Chaque personnel a une adresse mail
	Organiser les réunions de coordination des activités	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux		500 000	Tous les lundis	Rapports des réunions
	Instituer les tableaux d'affichages	Le maire et tous les chefs de services	Le personnel communal et/ou les Conseillers municipaux et tous les usagers	Babillard	100 000	25-07-15	Présence d'un babillard
	Créer une boîte à suggestion	Acteurs communaux	Acteurs communaux	Boîte à suggestions	50 000	25-07-15	Présence de la boîte à suggestions
COMMUNICATION EXTERNE							
<i>La communication avec les autorités et les sectoriels</i>							
Informer régulièrement les autorités nationales, régionales et locales des activités de la Commune	Produire et diffuser les rapports périodiques d'activités	Secrétaire général	-Membres du Gouvernement -Gouverneur -Sectoriels -Préfet	Rapport périodiques	350 000	Trimestriel	Cahier de transmission
<i>La communication avec les populations de la Commune bénéficiaires</i>							
Sensibiliser les populations l'importance des activités de développement	les sur des de -Organiser les tournées d'information et de sensibilisation dans les villages	-Maires -Conseillers municipaux	Communautés	Tournée de Mr le sous-préfet	1 000 000	Semestre	Compte rendu des tournées
Restituer le plan communal	plan de Séance de restitution des PCD au niveau des communautés	-Maire -Conseillers	Communautés	Plans communaux de développement	2 000 000	Annuelle	Procès verbaux de

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
développement aux populations pour les engager dans la mise en œuvre des actions convenues		municipaux					restitution
Informer les populations sur les activités et réalisations de la Commune	Production des émissions radios, magazines TV et publication dans les journaux	Cellule de communication de la Commune et exécutif municipal	Grand public	Médias locaux (Radios locales et presses locales, CRTV, Canal 2)	3 000 000	Avant, pendant et après chaque grande réalisation	Procès verbaux
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la Commune	Maire	Communautés	-Médias locaux -Site internet communal -concertation avec les communautés -babillard de la Commune	1 000 000	Après chaque séance d'adoption du budget ou du compte administratif	Procès verbaux
Communication avec la société civile et le secteur privé							
Impliquer la société civile et le secteur privé dans la conduite des actions de développement	Organiser des rencontres avec la société civile et le secteur privé	Le maire	Société civile/secteur privé	Correspondances	3 000 000	Avant, pendant et après chaque grande réalisation	Procès verbaux
Promouvoir la gouvernance locale	Communiquer sur le budget et le compte administratif de la Commune	Maire	Communautés	-Médias locaux -Site internet communal -Concertation avec les et la sociétés civiles de la Commune	1 000 000	Après chaque séance d'adoption du budget ou du compte administratif	Procès verbaux
Constituer une banque de données sur la société civile et le secteur privé	Mettre en place un répertoire des contacts	Chargé de la communication	Maire	Ordinateurs Site internet	50 000	Tout au long de l'année	Répertoire disponible
Informer régulièrement la société civile et le secteur privé sur les activités de la Commune	Concevoir et diffuser un rapport d'activités trimestriel	Chargé de la communication	Société civile, secteur privé	-Rapport d'activités trimestriel, semestriel et annuel -Site internet -Mailing	500 000	Trimestriellement	Liste de diffusion du rapport

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Communication avec les partenaires techniques et financiers							
Identifier les partenaires	Constituer un répertoire des partenaires et leurs contacts	Chargé de la communication	Maires	Plan communal de développement	100 000	Activités transversales	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les partenaires sur le processus de développement de la Commune	Organiser des séances de travail et créer des cadres de concertation entre la Commune et les partenaires	Chargé de la communication	Maires	Séances de travail	2 000 000	Semestriellement	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les partenaires sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la Commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Projets et programmes Bailleurs de fonds/ONG	Rapport d'activités	150 000	Mensuellement	Rapport diffusé
Communication avec les élites extérieures et la diaspora							
Identifier les élites extérieures et la diaspora de la Commune	Constituer un répertoire des fils et filles de la Commune vivant hors du Cameroun	Chargé de la communication	Maires	-Internet -Mailing	100 000	Annuellement	Répertoire disponible
Sensibiliser et impliquer les élites extérieures et les élites de la diaspora dans le processus de développement de la Commune	Organiser des campagnes de sensibilisation auprès des élites extérieures et les acteurs de la diaspora	Chargé de la communication	Maires	Campagnes d'information avec plan communal de développement comme support	2 000 000	Semestriellement	Compte rendu disponible
Informier régulièrement les élites extérieures et la diaspora sur l'exécution du plan de développement et des autres activités de la Commune	Produire et diffuser le rapport d'activités	-Maire -Conseillers municipaux	Élites extérieures diaspora	Rapport d'activités transmis par email ou diffusé sur le site internet de la Commune	100 000	Trimestriellement	Rapport diffusé
LA COMMUNICATION DE MASSE							
Informer le grand public sur les activités de la Commune, l'élaboration et la mise en œuvre du plan communal de développement	Organiser des émissions sur les radios communautaires ou régionales	Chargé de la communication	Grand public	Médias de masse	1 000 000	Mensuellement	Nombre d'émissions diffusées
	Concevoir, mettre en ligne et actualiser régulièrement le site web de la Commune	Chargé de la communication	Public national et international	Site internet	500 000	Avant, pendant et après chaque grande réalisation	Site en ligne
	Organiser des points de presse	Chargé de la	Journalistes	Dossiers de	1 000 000	Semestriellement	Nombre de

Plan communal de Développement de Maroua 1^{er}

Objectifs	Activités	Emetteur	Récepteur	Support/ Outils	Coût	Période	Indicateurs
Rechercher des financements alternatifs pour la mise en œuvre du plan de développement		communication		presse			points de presse organisés
	Réaliser des reportages et des documentaires sur les activités de la Commune	Chargé de la communication	Grand public	-Télévision -Presse -Radio	2 000 000	Annuellement	Nombre de reportage et de documentaires
	Créer et diffuser un journal communal	Chargé de la communication	Grand public		5 000 000	Trimestriellement	Nombre d'éditions
Actions de plaidoyer							
	Organiser des rencontres avec les sectoriels	Maire	MINEPAT et les autres sectoriels	PCD et état de mise en œuvre	2 500 000	Trimestriellement	Nombre de rencontres organisées
	Organiser des rencontres avec les bailleurs et des projets ainsi que les programmes	Maire	Partenaires	PCD et état de mise en œuvre	1 000 000	Semestriellement	
	Organiser des rencontres avec les OE du secteur privé	Maire	Chefs d'entreprise	PCD et état de mise en œuvre	1 000 000	Annuellement	
	Organiser des rencontres avec la diaspora	Maire	Diaspora	PCD et état de mise en œuvre	2 000 000	Annuellement	

8.2 Durée de la campagne

Le plan de communication est une activité permanente dans laquelle l'exécutif communale, le conseil municipal, le comité de suivi jouent un rôle prépondérant. Toutefois compte tenu des moyens très limités de la Mairie, les actions de masse et d'éclat devront suivre une périodicité semestrielle ou annuelle, au profit des actions "sous marine" (Mailing, émissions sur la radio communale, crieurs publics...).

CONCLUSION

Conclusion

Le plan communal de développement doit être perçu comme un élément fédérateur, une boussole qui fixe le cap du développement associé au bien être des populations. La réalisation d'un pareil document nécessite plusieurs ressources aussi bien humaines, que matérielles et financières. Celles-ci ont permis d'établir un diagnostic plus ou moins fidèle de la situation de référence de la Commune de Maroua 1^{er}. Les problèmes soulevés ont été analysés et des esquisses de solutions apportées. Il s'en est suivi une transformation de ces solutions en microprojets qui ont été planifiés au travers des cadres logiques. C'est à partir de ces cadres logiques et des moyens disponibles, qu'a été élaboré un cadre de dépenses à court et moyen terme.

Au terme de ce travail, la Commune de Maroua 1^{er} dispose désormais d'un outil puissant pouvant l'accompagner dans la voie du développement. L'élaboration de ce document a connu la participation de plusieurs parties prenantes qui ont donné du leur pour améliorer ce travail. Il revient donc aux décideurs d'en faire bon usage.

BIBLIOGRAPHIE

- PDC Maroua 1^{er}, 2008
- DSCE version finale, 2009
- Objectif du millénaire pour le développement
- Archive de la commune de Maroua 1^{er};
- Archive GREEN SAFE ;
- Archive du PADDL et PDUE ;
- Rapport de l'inspection de l'enseignement de base de Maroua 1^{er}, 2013
- Rapport du délégué des enseignements secondaire du Diamaré, 2013
- Rapports des délégués départementaux;
- Archives d'ALDEPA et ASSEJA
- Rapport du Chef de Centre de Santé Intégré Palar, 2013
- Rapport du Chef de Centre de Santé Intégré d'Ouro Tchédé, 2013
- Rapport du Chef de Centre de Santé Intégré Makabaye, 2013
- Rapport du Chef de Centre de Santé Intégré Domayo, 2013
- Rapport du Chef de Centre de Santé Intégré Meskine, 2013
- Rapport du Chef de Centre de Santé Intégré Salak, 2013
- Rapport du Chef de Centre de Santé Intégré Katoual, 2013
- Rapport du chef de centre de Maroua urbain, 2013
- Atlas de la Province de l'Extrême-Nord (2005);
- Support de formation des OAL, Mokolo 2013

ANNEXES

ANNEXE 1 : Arrêté préfectoral rendant exécutoire le PCD

ANNEXE 2 : Délibération municipal approuvant le PCD

ANNEXE 3 : Arrêté municipal mettant en place le CCSE

Annexe 4 : Fiche de projet du PIA

FICHE DE PROJET N°1				
1.			Mois	Années
Date d'établissement			Janvier	2016
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Construction de la clôture du bâtiment communal (l'hôtel de ville de Maroua 1er) et VRD		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		80 000 000		
Montant sollicité		80 000 000		
TOTAL		80 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les employés et les usagers de l'hôtel de ville		
Problèmes à résoudre		Faible sécurisation des biens et des personnes		
Objectifs globaux		Améliorer la sécurisation des biens et des personnes		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Sécuriser les biens et les personnes - Embellir l'immeuble de l'hôtel de ville 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Les personnes et les biens sont sécurisés - L'hôtel de ville est plus beau 		
Activités		Lancement d'appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments du DIC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction d'une clôture n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	
Construction de l'hôtel de ville		FEICOM		X
Construction des latrines externes		Commune		X

FICHE DE PROJET N°2				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Traitement des nids de poules dans l'espace urbain		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		10 000 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés				
Montant sollicité		10 000 000		
TOTAL		10 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les populations et les visiteurs de l'espace urbain		
Problèmes à résoudre		Faible fluidité de la circulation dans l'espace urbain		
Objectifs globaux		Améliorer la fluidité de la circulation dans l'espace urbain		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la circulation dans l'espace urbain - Réduire les accidents 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - La circulation dans l'espace urbain est facilitée 		
Activités		<ul style="list-style-type: none"> Lancement d'un appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux 		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Le PCD a incorporé les éléments du DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où le traitement des nids de poule n'entravera pas les activités productives.			
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre	Bailleurs	Terminé	En cours	
		Cocher		
Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots	Commune		X	
Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL- CNPS 2,5 km	CUM/Commune		X	

FICHE DE PROJET N°3				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		25 000 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		25 000 000		
TOTAL		25 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les populations et les visiteurs de l'espace urbain		
Problèmes à résoudre		Faible fluidité de la circulation dans l'espace urbain		
Objectifs globaux		Améliorer la fluidité de la circulation dans l'espace urbain		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la circulation dans l'espace urbain - Réduire les accidents 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - La circulation dans l'espace urbain est facilitée 		
Activités		<ul style="list-style-type: none"> Lancement d'un appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux 		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments du DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où le traitement des nids de poule n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	
Traitement des nids de poules dans l'espace urbain		Commune		<input checked="" type="checkbox"/>
Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL- CNPS 2,5 km		CUM/Commune		<input checked="" type="checkbox"/>

FICHE DE PROJET N°4				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Entretien routier Carrefour Del Régional MINCAF-Del Rég MINTOURL- CNPS 2,5 km		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		90 000 000		
Montant sollicité		90 000 000		
TOTAL		90 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les populations et les visiteurs de l'espace urbain		
Problèmes à résoudre		Faible fluidité de la circulation dans l'espace urbain		
Objectifs globaux		Améliorer la fluidité de la circulation dans l'espace urbain		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Faciliter la circulation dans l'espace urbain - Réduire les accidents 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - La circulation dans l'espace urbain est facilitée 		
Activités		<ul style="list-style-type: none"> Lancement d'un appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux 		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments du DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où le traitement des nids de poule n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	
Traitement des nids de poules dans l'espace urbain		Commune		<input checked="" type="checkbox"/>
Rechargement ponctuel, entretien courant des routes, construction des petits caniveaux et dalots		Commune		<input checked="" type="checkbox"/>

FICHE DE PROJET N°5				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		3 500 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		3 500 000		
TOTAL		3 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Les élèves de l'EM de Zokok Laddéo		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable à l'EM de Zokok Laddéo, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV/DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°6				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		3 500 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		3 500 000		
TOTAL		3 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Les utilisateurs du complexe sportif de Domayo et les populations alentour		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable au quartier Domayo, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV/DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°7				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		3 500 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		3 500 000		
TOTAL		3 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Les utilisateurs du Marché du Carrefour Para et les populations alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable au marché, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV/DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°8				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		3 500 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		3 500 000		
TOTAL		3 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Les populations du quartier Domayo vers l'EP Louggol et des alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV/DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°9				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		3 500 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		3 500 000		
TOTAL		3 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Les populations du village Maza Ouro Garga et des alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire le parcours des longues distances - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - les distances parcourues sont réduites ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV/DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°10				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Construction des drains et caniveaux dans l'espace urbain		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		5 000 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		5 000 000		
TOTAL		5 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les populations et les visiteurs du quartier Pitoaré		
Problèmes à résoudre		Faible assainissement de l'espace		
Objectifs globaux		Améliorer l'assainissement dans l'espace urbain		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Drainer les eaux d'écoulement - Ralentir la destruction de la chaussée 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Les eaux d'écoulement sont mieux orientées - La destruction de la chaussée est ralentie 		
Activités		Lancement d'un appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments du DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction d'un ouvrage d'assainissement n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°11				
1.			Mois	Années
Date d'établissement		Janvier		2016
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Construction d'un dalot dans l'espace urbain		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		5 000 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		5 000 000		
TOTAL		5 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les populations et les visiteurs du quartier Ouro Tchédé		
Problèmes à résoudre		Faible assainissement de l'espace/insuffisance des ouvrages de franchissement		
Objectifs globaux		Améliorer l'assainissement dans l'espace urbain		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Drainer les eaux d'écoulement - Ralentir la destruction de la chaussée - Réduire les bourbiers 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Les eaux d'écoulement sont mieux orientées - La destruction de la chaussée est ralentie - La circulation est facilitée 		
Activités		Lancement d'un appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments du DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction d'un ouvrage de franchissement n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°12				
1.			Mois	Années
Date d'établissement		Janvier		2016
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Extension du réseau ENEO (Ouro Tchedé -Zokok Laddéo 1, 5 km; CSI Katoual 500 m, Marché carrefour Para 300 m)		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		6 500 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		6 500 000		
TOTAL		6 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les populations Zokok Laddéo, les utilisateurs du CSI de Katoual et du marché du carrefour Para		
Problèmes à résoudre		Faible extension du réseau électrique		
Objectifs globaux		Renforcer l'extension du réseau électrique		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'éclairage dans les sites cités ; - Réduire l'insécurité ; - Booster les activités économiques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Les zones d'ombre sont réduites ; - L'insécurité est réduite ; - Les activités économiques émergent 		
Activités		Lancement d'un appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Le PCD a incorporé les éléments du DEUC et des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des ouvrages électriques n'entravera pas les activités productives.			
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°13				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		DIAMARE		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Installation des lampadaires solaires dans l'espace urbain		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		20 000 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		20 000 000		
TOTAL		20 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cibles bénéficiaires		Les populations de Domayo, le personnel et les usagers de l'hôtel de ville		
Problèmes à résoudre		Faible éclairage de l'espace urbain		
Objectifs globaux		Améliorer l'éclairage dans l'espace urbain		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Améliorer l'éclairage dans les sites cités ; - Réduire l'insécurité. 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Les zones d'ombre sont réduites ; - L'insécurité est réduite. 		
Activités		<ul style="list-style-type: none"> Lancement d'un appel d'offre Recrutement d'un prestataire Exécution des travaux Réception des travaux 		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments du DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des ouvrages électriques n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°14				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		MAROUA 1 ^{ER}		
Département		DIAMARÉ		
Région		EXTREME NORD		
Titre du projet		Construction et équipement d'un bloc maternel dans l'espace urbain		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		10 000 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		20 000 000		
Montant sollicité		30 000 000		
TOTAL		30 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations du quartier Baoliwol		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à une éducation de base de qualité		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à une éducation de base de qualité		
Objectifs spécifiques		Améliorer les capacités d'accueil Faciliter le suivi des élèves		
Résultats attendus		Capacité d'accueil améliorée Suivi des élèves facilité		
Activités		Etude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments du DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020). Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures scolaires n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°15				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		MAROUA 1 ^{ER}		
Département		DIAMARÉ		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction des latrines externes à la mairie		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		2 200 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		2 200 000		
TOTAL		2 200 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Les usagers de la mairie		
Problèmes à résoudre		Défécation à l'air libre		
Objectifs globaux		Réduire la défécation à l'air libre		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Suppléer les latrines internes - Assainir le milieu 		
Résultats attendus		La défécation à l'air libre est réduite		
Activités		Etude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments DIC/DEUC susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020). Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures d'assainissement n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	
Construction d'une clôture à l'hôtel de ville		FEICOM		

FICHE DE PROJET N°16				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		MAROUA 1 ^{ER}		
Département		DIAMARÉ		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un bloc de 02 salles à l'EP de Gaklé		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		4 409 205		
Contribution sur budget de l'État				
Autres cofinancements confirmés		13 288 145		
Montant sollicité		17 687 350		
TOTAL		17 687 350		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations de Gaklé et alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs spécifiques		Améliorer les capacités d'accueil à l'EP de Gaklé Faciliter le suivi des élèves		
Résultats attendus		Capacité d'accueil améliorée à l'EP de Gaklé Suivi des élèves facilité		
Activités		Etude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020). Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures scolaires n'entravera pas les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°17				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		263 500		
Contribution sur budget de l'État				
Autres cofinancements confirmés		4 236 600		
Montant sollicité		4 500 000		
TOTAL		4 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Elèves et enseignants de l'EM de Louggol par Meskine		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°18				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		263 500		
Contribution sur budget de l'État				
Autres cofinancements confirmés		4 236 600		
Montant sollicité		4 500 000		
TOTAL		4 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Elèves et enseignants de l'EM Baoliwol		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°19				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		263 500		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		4 236 600		
Montant sollicité		4 500 000		
TOTAL		4 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Elèves et enseignants de l'EP Djarengol		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°20				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		263 500		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		4 236 600		
Montant sollicité		4 500 000		
TOTAL		4 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Elèves et enseignants du lycée de Makabaye		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°21				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		263 500		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		4 236 600		
Montant sollicité		4 500 000		
TOTAL		4 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Elèves et enseignants de l'EP de Palar		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.			
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°22				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un puits équipé de PMH		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		263 500		
Contribution sur budget de l'Etat		0		
Autres cofinancements confirmés		4 236 600		
Montant sollicité		4 500 000		
TOTAL		4 500 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Elèves et enseignants du CES de Palar		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans l'espace urbain, - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°23				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	Le projet risque d'être délocalisé à Salak parce que Meskine dispose déjà d'un grand magasin
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire			Maroua 1er	
Département			Diamaré	
Région			Extrême Nord	
Titre du projet			Construction d'un magasin de stockage de 5000 m ³ en technique HIMO	
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		80 000 000		
Montant sollicité		80 000 000		
TOTAL		80 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Les producteurs de la zone de Meskine		
Problèmes à résoudre		Difficulté de stockage des produits agricoles		
Objectifs globaux		Améliorer le stockage des produits agricoles		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire les pertes post récolte, - Améliorer les techniques de stockages des produits 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Les pertes post récoltes sont réduites - Les techniques de stockage sont améliorées 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures marchandes n'entravera en rien les activités productives.			
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	
Construction d'un grand magasin de stockage à Meskine		BIP	X	

FICHE DE PROJET N°24				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		MAROUA 1 ^{ER}		
Département		DIAMARÉ		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un bloc de 02 salles à l'EP de Mayel Béï		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		20 000 000		
Montant sollicité		20 000 000		
TOTAL		20 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations de Mayel Béï et alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs spécifiques		Améliorer les capacités d'accueil à l'EP de Mayel Béï Faciliter le suivi des élèves		
Résultats attendus		Capacité d'accueil améliorée à l'EP de Mayel Béï Suivi des élèves facilité		
Activités		Etude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020). Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures scolaires n'entravera pas les activités productives.			
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°25				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		MAROUA 1 ^{ER}		
Département		DIAMARÉ		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un bloc de 02 salles à l'EP de Palaoudi		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		20 000 000		
Montant sollicité		20 000 000		
TOTAL		20 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations de Palaoudi et alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs spécifiques		Améliorer les capacités d'accueil à l'EP de Palaoudi Faciliter le suivi des élèves		
Résultats attendus		Capacité d'accueil améliorée à l'EP de Palaoudi Suivi des élèves facilité		
Activités		Etude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020). Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures scolaires n'entravera pas les activités productives.			
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°26				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		MAROUA 1 ^{ER}		
Département		DIAMARÉ		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un bloc de 02 salles à l'EP de Bao Hosséré II		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		20 000 000		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		0		
Montant sollicité		20 000 000		
TOTAL		20 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations de Bao Hosséré et alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'enseignement de Base de qualité		
Objectifs spécifiques		Améliorer les capacités d'accueil à l'EP de Bao Hosséré Faciliter le suivi des élèves		
Résultats attendus		Capacité d'accueil améliorée à l'EP de Bao Hosséré Suivi des élèves facilité		
Activités		Etude de faisabilité ; Montage de la requête de financement ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations	Description			
PCD	Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.			
Stratégie sectorielle	La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.			
Politique nationale (DSCE)	Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020). Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures scolaires n'entravera pas les activités productives.			
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°27				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un forage équipé de PMH Ouro Dow		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		8 000 000		
Montant sollicité		8 000 000		
TOTAL		8 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations du village Ouro Dow et alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans le village - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les distances parcourues - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Les distances parcourues sont réduites ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°28				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un forage équipé de PMH à Goni Bello		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'État		0		
Autres cofinancements confirmés		8 000 000		
Montant sollicité		8 000 000		
TOTAL		8 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations du village Goni Bello et alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans le village - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les distances parcourues - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Les distances parcourues sont réduites ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

FICHE DE PROJET N°29				
1.		Mois	Années	Observations
Date d'établissement		Janvier	2016	
2.	INFORMATION SUR LE PROJET			
Nom de la Commune Bénéficiaire		Maroua 1er		
Département		Diamaré		
Région		Extrême Nord		
Titre du projet		Construction d'un forage équipé de PMH à Yoldéo Guiziga		
3.	FINANCEMENT DU PROJET SUR UN AN (01 an)			
Libellé		Montants (FCFA)		
Contribution sur budget Communal		0		
Contribution sur budget de l'Etat		0		
Autres cofinancements confirmés		8 000 000		
Montant sollicité		8 000 000		
TOTAL		8 000 000		
4.	OBJECTIFS DU PROJET :			
Groupes cible bénéficiaires		Populations du village Yoldéo Guiziga et alentours		
Problèmes à résoudre		Difficulté d'accès à l'eau potable		
Objectifs globaux		Faciliter l'accès à l'eau potable		
Objectifs spécifiques		<ul style="list-style-type: none"> - Réduire la pénurie en eaux potable dans le village - Réduire la consommation de l'eau de qualité douteuse, - Réduire les distances parcourues - Réduire les maladies hydriques 		
Résultats attendus		<ul style="list-style-type: none"> - Pénurie en eau potable est réduite ; - Les enfants consomment une eau de meilleure qualité ; - Les distances parcourues sont réduites ; - Maladies hydriques réduites 		
Activités		Etude de faisabilité ; Mobilisation des ressources (matérielles, financières et humaines) ; Passation de marché ; Exécution/suivi et Evaluation du projet ; Réception.		
5.	LIEN AVEC LA PROGRAMMATION			
Orientations		Description		
PCD		Le PCD a incorporé les éléments des DPNV susceptibles d'être pris en compte par la Commune. Un accent a été mis sur les intérêts essentiels des communautés de manière objective.		
Stratégie sectorielle		La prise en compte ou l'harmonisation avec les plans sectoriels des ministères a été nécessaire par le biais du sectoriel.		
Politique nationale (DSCE)		Accélérer la croissance et créer des emplois afin de réduire la pauvreté (2020) Le projet tiendra compte des générations présentes et futures dans la mesure où la construction des infrastructures hydrauliques n'entravera en rien les activités productives.		
Autres à préciser				
6.	COMPLEMENTARITE AVEC AUTRES INTERVENANTS			
Titre		Bailleurs	Terminé	En cours
			Cocher	

Annexe 5 : Composition de l'équipe des facilitateurs (Comité de rédaction)

N°	Noms et Prénoms	Formation	Qualité dans l'équipe
1	DJIDJA DJAÏLI GARGA	Ingénieur des eaux, forêts et chasses	Coordonnatrice Générale
2	NWATSOK PIERRE EMMANUEL	Ingénieur agro socio économiste	Coordonnateur Technique
3	DIMISIQUE CARINE EMMA	Elève professeur en Sciences de l'éducation	Membre
4	BARABE BENJAMIN	Technicien Supérieur d'Agriculture	Membre
5	MININAMOU	Sociologue (BAC +3)	Membre
6	BOLDA JULIENNE	Technicien Supérieur d'Agriculture	Membre

Annexes 6: Listes des équipes des planificateurs ayant conduit le processus

Coordination technique : NWATSOK PIERRE EMMANUEL

Chef de Mission : DIMISIQUE CARINE EMMA

Superviseur : BARABE Benjamin

❖ **Equipe du DEUC**

Nom et Prénom	Fonction dans l'équipe	Qualification
BARABE Benjamin	Chef d'équipe	TSA
Daniel DELI	Membre	TA
WASSOU David	Membre	Sociologue (BAC +3)
TAIKAO TINGA Vanessa	Membre	Environnementaliste
MOHAMADOU	Membre	Etudiant FASA, 4 ^{eme} année

❖ **Equipe du DIC**

Nom et Prénom	Fonction dans l'équipe	Qualification
ADAMA SOUGNA	Chef d'équipe	Ingénieur en Sciences sociales
NYLONG Bernard	Membre	
ADAMOU	Membre	
DIELE	Membre	
BARABE Benjamin	Membre	Technicien Supérieur d'Agriculture

❖ **Equipe du DPNV**

Nom et Prénom	Fonction dans l'équipe	Qualification
Equipe 1		
DJAOYANG BOUBA	Chef d'équipe	
MASSAH DAMA Michel	Membre	Infirmière Vétérinaire
DANG-WE Paul	Membre	Environnementaliste
SEINI ADOUM	Membre	Agent Technique d'Agriculture
ASTA BOUBA Alice	Membre	Sociologue

Nom et Prénom	Fonction dans l'équipe	Qualification
Equipe 2		
Daniel DELI	Chef d'équipe	Technicien d'Agriculture
MANA BEIDI	Membre	Sociologue / Infirmier Principal
DIGUIR Emmanuel	Membre	Technicien Supérieur d'Agriculture
MATCHOUIN Beatrice	Membre	Agent Technique d'Agriculture
AMINATOU MOUSSA	Membre	Infirmière Vétérinaire